

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°11 • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Laurent Mosar à l'Exposition universelle de Shanghai



© Xie Huanchi de Xinhua, Xinhua News Agency

M. Laurent Mosar a rencontré le Président de la République Populaire de Chine, M. Hu Jintao, et son épouse, Mme Liu Yongqing.



M. Xi Jinping, Vice-Président de la République Populaire de Chine, a reçu le Président de la Chambre, M. Laurent Mosar, S.E. M. Carlo Krieger, ambassadeur du Luxembourg à Beijing (à gauche), Mme Lydia Mutsch et M. Xavier Bettel (à droite).

Les activités de la Bourse de Luxembourg

Souhaitant s'informer sur les activités de la Bourse et son rôle dans le cadre du développement de nouvelles activités, les membres de la Commission des Finances et du Budget de la Chambre se sont rendus dans les locaux de la Bourse pour s'y entretenir avec ses représentants.

Alors que, suite à l'éclatement de la crise financière, les activités de la Bourse de Luxembourg se sont ralenties en termes de volume, l'année 2010 renoue avec une reprise prudente des transactions.

À l'issue de la présentation de la structure, de l'organisation et des activités de la Bourse, l'échange de vues entre boursiers et députés a notamment porté sur les sujets suivants:

- la collecte et la diffusion d'informations financières comme une des activités complémentaires de la Bourse;
- l'élaboration de «dix principes de gouvernance d'entreprise», une sorte de code de bonne conduite;
- la cotation à la Bourse de Luxembourg de nombreux titres indiens;

- le rôle de la Bourse dans le développement de la finance islamique;

- les interactions de directives européennes et l'adoption de textes législatifs sur les activités de la Bourse.

La Bourse de Luxembourg a été fondée en 1928. Depuis sa création, elle a développé ses activités dans le domaine de la cotation et du négoce d'obligations internationales, de parts d'OPC et d'actions. Elle occupe actuellement 135 personnes.



Les membres de la Commission des Finances et du Budget avec des représentants de la Bourse de Luxembourg.

26^e séance mardi 20 avril 2010
27^e séance jeudi 22 avril 2010

Viviane Reding en visite à la Chambre



La Commissaire européenne a rencontré les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

La crise économique, les relations extérieures et la citoyenneté: ce sont les trois axes sur lesquels se focalisera le programme de travail de la Commission Barroso II. Mme Viviane Reding, Vice-Présidente de la Commission européenne, en charge de la justice, des droits fondamentaux et de la citoyenneté, vient de les présenter en détail aux députés, membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

En matière de gestion de crise financière et budgétaire, la Commission est en train d'élaborer un instrument européen qui lui évitera de devoir passer systématiquement par des consultations bilatérales. Elle entend désormais travailler sur une coordination précoce, avec analyse des différents budgets nationaux des États membres de l'Union. Diverses pistes sont en train d'être étudiées: des mécanismes de sanction plus incisifs et la possibilité d'exclure des pays des fonds de cohésion.

Mme Reding a énoncé d'autres chantiers en matière de gestion de crise: protection des consommateurs, travail sur les fonds al-

ternatifs (hedge funds) et réflexions autour de la création d'une agence de notation européenne.

En ce qui concerne les droits du citoyen, l'Europe est en train d'aménager un espace de liberté, de sécurité et de justice, avec entre autre une réforme de la directive sur la protection des données.

Un droit contractuel européen sera proposé aux entreprises: elles pourraient choisir d'avoir recours à celui-ci qui viendrait alors s'ajouter aux régimes de droit contractuel nationaux.

L'entrevue entre la Vice-Présidente de la Commission européenne et les députés a encore porté sur les droits accrus des parlements nationaux depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, notamment en matière de contrôle du principe de subsidiarité.

La visite de la Commissaire Viviane Reding à la Chambre des Députés s'est vu prolonger par son assermentation ainsi que celle des autres membres de la nouvelle Commission devant la Cour européenne de Justice à Luxembourg.

DANS CE NUMÉRO

Services de secours	p. 353
Assurance accident	p. 354
Bibliothèques publiques	p. 371
Sommaire des séances publiques N°s 26 et 27	p. 380
Sommaire des questions parlementaires	p. Q143

Visite auprès de LuxConnect

Les potentialités des autoroutes de l'information

Comment s'organise aujourd'hui l'accès à Internet, quelles sont les potentialités des «autoroutes de l'information» et des activités connexes comme le stockage de données? Le 23 avril passé, les membres de la Com-

mission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Média et des Communications de la Chambre ont voulu s'en informer sur place lors d'une visite auprès de LuxConnect au lieu-dit «Kra-kelshaff» à Bettembourg.

LuxConnect est une société de droit privé, appartenant entièrement à l'État. Elle offre trois sortes de produits:

- le déploiement de fibres optiques. LuxConnect n'est pas en contact avec les ménages privés, mais met à la disposition des opérateurs de communications électroniques - de façon non discriminatoire - des fibres et réseaux. LuxConnect dispose aujourd'hui de plus de 300 km de câbles souterrains en fibre de verre et emploie une équipe très spécialisée de douze personnes.

- des centres de données dont un premier est en service et deux autres sont en cours de réalisation. Ces centres hébergent les serveurs d'entreprises privées ce qui permet à celles-ci de réduire considérablement leurs frais en énergie. Les centres de données sont en plus outillés pour faire face à une rupture de courant.

- la connectivité internationale. LuxConnect assure en effet les connexions vers les «hubs» internationaux en Allemagne, en Belgique, en France et aux Pays-Bas ainsi que des liaisons à haute capacité vers Amsterdam, Bruxelles, Francfort et Paris.

L'État met gratuitement à la disposition de LuxConnect les fourreaux souterrains disponibles le long des axes routiers ainsi que les canaux disponibles le long des voies de chemin de fer.



Des parlementaires ont visité LuxConnect.

Visite d'une délégation saoudienne



Le Président de la délégation saoudienne, M. Jefri signe le livre d'or de la Chambre des Députés.

La Chambre des Députés a constitué, fin avril, le cadre d'une visite du groupe d'amitié du Parlement d'Arabie saoudite. Avant de rencontrer les membres de la Commission des Affaires étrangères, son président, M. Mohammed Amin Ahmad Jefri, a d'abord eu une entrevue avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar.

L'échange de vues entre parlementaires luxembourgeois et saoudiens a notamment porté sur les conflits au Moyen-Orient et l'intensification des relations bilatérales, notamment au niveau économique et financier.

«La situation au Moyen-Orient nous affecte directement», a expliqué le Président de la délégation saoudienne, M. Jefri. «Nous estimons qu'une agression envers n'importe quel pays dans la région est condamnable.»

Les députés ont également abordé les sujets suivants:

- la menace potentielle constituée par le recours à l'arme nucléaire au Moyen-Orient;

- l'accord de non double imposition entre le Luxembourg et l'Arabie saoudite;

- les difficultés d'obtenir un visa, rencontrées de part et d'autre;

- le conflit avec la rébellion houthiste à la frontière séparant l'Arabie saoudite du Yémen;

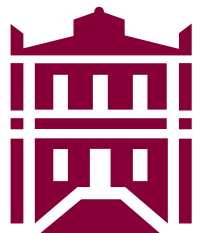
- l'interdiction en France de porter la burqa;

- l'achat par des émissaires saoudiens de terres arables en Afrique.

Au programme de la visite de deux jours des parlementaires saoudiens au Luxembourg a également figuré une entrevue avec le Ministre de l'Économie, M. Jeannot Krecké, un dîner avec des représentants de la Chambre de Commerce ainsi qu'une visite des nouvelles installations de Luxlait.



www.chd.lu



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°11 • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Assurance accident

5899 - Projet de loi portant réforme de l'assurance accident et modifiant:

1. le Code de la sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;

4. le Code du travail;

5. la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural;

6. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Le projet de loi entend réaliser une refonte complète des dispositions du livre II du Code de la sécurité sociale qui a gardé sa structure initiale datant de 1925 malgré de nombreuses adaptations ponctuelles.

En ce qui concerne le champ d'application, le projet gouvernemental ne pré-

voyait pas de changement majeur. Lors de ses travaux la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a toutefois décidé de suivre le Conseil d'État et d'abolir le régime spécial des fonctionnaires et employés publics. En ce qui concerne les prestations en nature - à l'exception toutefois de l'indemnisation du dégât matériel -, l'immunité patronale et le chapitre consacré à la prévention des accidents, le projet de loi reprend les dispositions actuellement en vigueur dans le nouveau texte sans changements de fond. Des modifications plus substantielles sont apportées au financement et à l'organisation administrative de l'assurance accident.

Les innovations les plus importantes concernent les prestations en espèces de l'assurance accident. Conformément à la proposition du CES et aux réformes dans d'autres pays européens, il s'agit de remplacer l'indemnisation forfaitaire basée sur la seule rente accident par une réparation plus complète des différents préjudices, telle qu'elle existe en droit commun. D'autre part, il est proposé de revoir les prestations allouées par l'assurance accident aux survivants.

En ce qui concerne les prestations en nature, l'assurance accident continuera à prendre en charge les prestations de soins de santé de l'assurance maladie et les pres-

tations de l'assurance dépendance lorsqu'elles sont imputables à un accident du travail ou une maladie professionnelle. Le projet de loi arrête le principe de l'avance des prestations pour compte de l'Association d'assurance accident (AAA) par la Caisse nationale de santé (CNS).

L'indemnisation des dégâts matériels accessoires à un accident du travail ou de trajet subi par un assuré est actuellement liée à l'existence d'une lésion corporelle, sans que toutefois soit fixé un seuil de gravité. Par le passé, cet état des choses a causé un certain nombre de difficultés.

Pour cette raison, et en suivant les principes préconisés par le Conseil économique et social, le Gouvernement se propose de modifier les modalités de l'indemnisation du dégât matériel. Ainsi, le projet de loi fixe une franchise pour l'indemnisation des dégâts aux véhicules automoteurs et augmente le plafond d'indemnisation, sans pour autant permettre le remplacement complet de voitures de luxe.

En matière d'indemnisation de l'incapacité de travail totale, tout comme en cas de maladie, les salariés ont droit à la conservation légale ou conventionnelle de la rémunération pendant les incapacités de travail temporaires totales (ITT) suite à un accident du travail. Cette conservation n'est en principe pas limitée dans le temps

pour les fonctionnaires et employés publics assimilés et elle prendra fin après 13 semaines pour les salariés du secteur privé depuis le 1^{er} janvier 2009, date de l'entrée en vigueur de la loi du 13 mai 2008 portant introduction du statut unique. Tout comme en cas de maladie, l'indemnisation sera prise en charge par l'employeur à hauteur de 20 pour cent, 80 pour cent seront remboursés par la Mutualité des employeurs. L'indemnité pécuniaire accordée par la suite est payée jusqu'à concurrence de 52 semaines au cours d'une période de référence de 104 semaines.

Le projet de loi vise à rapprocher le système d'indemnisation de l'assurance accident du système d'indemnisation intégrale sans s'aligner complètement sur celui-ci. En contrepartie, l'assuré continuera à bénéficier des conditions d'indemnisation plus avantageuses que celles du droit commun: le système prévoit une indemnisation qui fait abstraction de la notion de faute tant dans le chef de l'employeur que du salarié. Le projet de loi envisage une analyse plus nuancée des préjudices subis, telle que pratiquée en droit commun, pour permettre une indemnisation plus adéquate de la victime.

Sans entrer dans le détail, on doit relever que l'assurance accident indemniserait désormais par des prestations distinctes la



perte de revenu effective et les préjudices extrapatrimoniaux pouvant découler de l'atteinte corporelle subie. Ceux-ci seront indemnisés lorsque l'assuré est atteint par suite d'un accident ou d'une maladie professionnelle d'une incapacité totale ou partielle permanente.

L'assurance accident indemnise les mêmes préjudices extrapatrimoniaux que le droit commun afin de réparer les suites d'un accident ou d'une maladie professionnelle n'ayant pas d'incidence économique directe évaluable en argent, à la différence qu'elle ne versera que trois indemnités là où le droit commun en verse quatre, voire cinq. L'«indemnité pour préjudice physiologique et d'agrément» de l'assurance accident indemnise les préjudices qualifiés en droit commun d'atteinte à l'intégrité physique, de préjudice d'agrément et de préjudice juvénile.

L'évaluation des préjudices s'effectuera à l'aide de barèmes officiels et abstraction faite du revenu de l'assuré. S'agissant non pas de revenus de remplacement à l'instar de la rente complète, partielle ou d'attente, mais de prestations visant à indemniser des dommages extrapatrimoniaux, ces indemnités ne seront soumises à aucune retenue sociale ou fiscale.

- L'indemnité pour préjudice physiologique et d'agrément est calculée sur base du taux d'incapacité définitive déterminé selon un barème médical officiel. Les forfaits fixés dans le projet de loi augmentent plus que proportionnellement au taux d'incapacité.

- Le pretium doloris ou dommage moral répare les souffrances endurées par l'assuré jusqu'à la consolidation des lésions. La classification du préjudice sur base d'une échelle numérique appartient au Contrôle médical de la sécurité sociale.

- Le préjudice esthétique sera évalué également par le Contrôle médical de la sécurité sociale en fonction des séquelles laissées par la blessure subie et de l'âge de la victime et sera indemnisé par un forfait fixé selon une échelle numérique.

Il a été décidé de maintenir dans le présent projet la solution actuelle, à savoir que la rente partielle pourra être augmentée sur demande de l'assuré en cas d'aggravation de son état de santé à condition, d'une part, que cette aggravation ne semble plus donner lieu à modification et, d'autre part, qu'elle entraîne un nouveau taux d'IPP dépassant de dix pour cent au moins l'IPP antérieure.

La même solution a été retenue en ce qui concerne la révision des indemnités pour préjudice physiologique et d'agrément, pour douleurs endurées et pour préjudice esthétique.

En ce qui concerne les prestations en faveur des survivants, en cas d'accident mor-

tel, les survivants auront droit à une rente de survie qui, ensemble avec la pension de survie atteinte le niveau de la pension qu'ils auraient obtenue si l'assuré avait continué à cotiser jusqu'à l'âge de 65 ans. Étant donné que les rentes de survie ne compenseront plus que la perte du soutien financier que comporte l'accident mortel pour les survivants, ces rentes donneront lieu aux prélèvements de l'impôt sur le revenu et des cotisations sociales.

Le dommage moral sera désormais également indemnisé à part dans le chef des survivants par l'allocation d'un forfait compte tenu du droit à une rente de survie ou des liens ayant existé entre l'assuré décédé et l'ayant droit. À l'avenir y pourront prétendre non seulement le conjoint, le partenaire, les enfants, ainsi que les père et mère de l'assuré décédé, mais aussi les personnes ayant vécu depuis au moins trois ans en communauté domestique avec l'assuré décédé.

En matière d'organisation administrative le présent projet de loi prévoit l'alignement de l'Association d'assurance accident (remplaçant l'ancienne dénomination d'Association d'assurance contre les accidents) sur le modèle retenu pour toutes les institutions de sécurité sociale. Aussi supprime-t-il l'assemblée générale qui était composée initialement de tous les chefs d'entreprises membres de l'Association d'assurance mais qui depuis 1946 se réduit aux représentants des organisations patronales. La gestion de l'Association d'assurance incombera dorénavant à un organe unique, le comité directeur, composé d'un président ayant la qualité de fonctionnaire ainsi que de huit délégués des employeurs et de huit délégués des salariés.

Quant au financement, le projet de loi maintient le système de répartition des charges avec constitution d'une réserve qui ne peut être inférieure à la totalité des dépenses annuelles courantes de l'avant-dernier exercice. Par ailleurs, il sera possible désormais de confier la gestion d'une partie du patrimoine au Fonds de compensation du régime général de pension.

Enfin, en ce qui concerne la répartition de la charge des cotisations, il faut rappeler que depuis plusieurs décennies, un quart des dépenses du régime général est supporté uniformément par les cotisants quelle que soit la classe à laquelle ils appartiennent. Le projet de loi initial s'est proposé d'augmenter cette part fixe à 33 pour cent. L'intégration du régime spécial dans le régime général de l'assurance accident et le fait que l'État, en tant qu'employeur, participera au financement solidaire, générera des cotisations supplémentaires. Ceci permettra de relever la part de financement solidaire à 36 pour cent, ce qui se traduira par une baisse du taux de cotisation fixé selon les différentes classes de risque.

ES & EST: accès aux carrières supérieures

5995 - Projet de loi portant

1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant

1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale;

2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;

3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des fonctionnaires de l'État;

4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant

a) réforme de la formation des instituteurs;

b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques;

c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire

Le projet de loi sous rubrique poursuit plusieurs objectifs:

- Il s'agit essentiellement de redéfinir les conditions d'accès aux différentes carrières supérieures de l'enseignement postprimaire. Cette redéfinition s'impose suite au processus de Bologne qui a mis en place un cursus universitaire fondé sur deux cycles de base, à savoir les grades de bachelors et de masters, et un troisième cycle de recherche sanctionné par le doctorat. Il en résulte que les critères d'admission traditionnels se référant à la détention préalable d'un diplôme de fin d'études secondaires ainsi qu'à la durée des études sont à abandonner.

L'accès aux fonctions de professeur de l'enseignement secondaire et secondaire technique classées au grade E7 se fera désormais sur base d'un diplôme de master:

le candidat sera détenteur soit d'un diplôme de bachelors et d'un diplôme de masters dans la spécialité requise, soit d'un diplôme de bachelors dans la spécialité requise et d'un diplôme de masters dans la même spécialité préparant à la fonction d'enseignant de l'enseignement secondaire. L'accès aux fonctions de professeur d'enseignement technique classées au grade E5 se fera sur base d'un diplôme de bachelors dans la spécialité requise. De même, les maîtres de cours spéciaux et les instituteurs d'économie familiale devront dorénavant être détenteurs d'un diplôme de bachelors dans la spécialité requise.

- Un deuxième objectif consiste dans l'introduction de la nouvelle fonction de professeur de formation morale et sociale, classée au grade E7.

- Enfin, il y a lieu de tenir compte des dispositions de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental qui opèrent à partir du 15 septembre 2009 un reclassement des carrières de l'instituteur d'enseignement préparatoire et de l'instituteur d'économie familiale, actuellement classées dans la carrière moyenne de l'enseignement au grade E3ter, au grade E5 de la carrière supérieure de l'enseignement.

Ce reclassement a également des répercussions sur la carrière du chargé de direction du régime préparatoire prévue à l'article 5, dernier alinéa, de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique. Étant donné que l'instituteur est désormais classé dans la carrière supérieure de l'enseignement, il remplit les conditions de carrière pour briguer un poste de directeur adjoint du grade E5ter. Les fonctions de chargé de direction sont désormais limitées aux agents ne bénéficiant que d'un mandat à tâche partielle.

En conséquence, il est proposé de modifier les articles 2, 4 et 5 de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique et de la compléter par les dispositions transitoires et abrogatoires résultant des modifications décrites ci-dessus.

Une disposition transitoire garantit notamment aux candidats remplissant les conditions figurant dans la législation actuellement en vigueur le droit de postuler un emploi d'enseignant de l'enseignement secondaire ou secondaire technique pendant une période transitoire de trois années à partir de l'entrée en vigueur de la loi sous objet.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 19.02.2009

Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):

12.11.2009 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

03.12.2009 Continuation des travaux

21.01.2010 Présentation d'amendements gouvernementaux

11.03.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

25.03.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.04.2010

Bibliothèques publiques

6026 - Projet de loi relatif aux bibliothèques publiques

Le programme gouvernemental du 4 août 2004 prévoyait, dans son chapitre consacré à la culture, au point 7 que: «Pour garantir une meilleure diffusion de la société de la connaissance dans toutes les couches de la population, les communes et les régions ainsi que les lycées seront appelés à mettre en place, en synergie et en coordination avec la Bibliothèque nationale, des bibliothèques grand public dotées des

meilleures techniques modernes de la communication.»

Le présent projet de loi a précisément pour objet de contribuer à la réalisation de cet objectif par la création d'un cadre légal pour régler le fonctionnement des bibliothèques publiques.

L'objet du présent projet de loi est défini par son article 1^{er} dans les termes suivants:

«Article 1^{er}. La présente loi a pour objet:

- de permettre une meilleure diffusion de la société de la connaissance dans toutes les couches de la population,

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale, le 04.07.2008

Rapporteuse: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):

22.10.2009 Désignation d'un rapporteur

29.10.2009 Présentation du projet de loi
Échange de vues général

26.11.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

03.12.2009 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

14.01.2010 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

21.01.2010 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

28.01.2010 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

11.03.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

15.04.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.04.2010



de créer un cadre pour le développement des bibliothèques publiques réparties sur l'ensemble du territoire du Grand-Duché de Luxembourg afin d'assurer aux résidents l'égalité d'accès à la lecture, aux savoirs, à l'information, à l'instruction civique et à la culture, ainsi que la possibilité de développer leurs connaissances tout au long de leur vie,

- de doter ces bibliothèques publiques des techniques de communication moderne,

- de définir les conditions auxquelles ces bibliothèques doivent répondre pour obtenir l'agrément en tant que bibliothèque publique afin de pouvoir bénéficier d'une aide financière de l'État,

- d'encourager la professionnalisation des bibliothèques du pays,

- de favoriser des synergies, notamment entre les bibliothèques communales, associatives et scolaires, par la création de bibliothèques publiques à vocation régionale.»

Dépôt par Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, le 06.04.2009

Rapporteur: M. Mill Majerus

Travaux de la Commission de la Culture (Présidente: Mme Martine Mergen):

19.10.2009 Désignation d'un rapporteur

26.10.2009 Présentation du projet de loi

12.11.2009 Visite de la Bibliothèque nationale

10.12.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État

Examen des avis des chambres professionnelles

07.01.2010 Examen d'amendements

Visite du «Mierscher Lieshaus»

11.01.2010 Examen d'amendements

22.03.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

12.04.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.04.2010

Ascenseurs & machines

6048 - Projet de loi

- portant transposition de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte);

- concernant la mise à disposition de machines;

- concernant les machines d'occasion

Le projet de loi 6048 a comme but principal de transposer la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines.

La directive 2006/42/CE modifie la directive 95/16/CE du 29 juin 1995 visant à harmoniser les dispositions de droit national des États membres en ce qui concerne les ascenseurs et leurs composants de sécurité. En plus, la directive 2006/42/CE abroge l'ancienne directive 98/37/CE du 22 juin 1998 relative aux machines, qui instituait une première codification des exigences légales communautaires en la matière. Cette dernière a expiré le 29 décembre 2009.

La directive sous objet marque une claire délimitation du champ d'application par rapport à la directive 95/16/CE relative aux ascenseurs et une nouvelle délimitation des champs d'application par rapport à la directive 73/23/CE basse tension. La directive 2006/42/CE inclut certaines installations dans son champ d'application, comme les quasi-machines, les ascenseurs de chantier et les pistolets de scellement. En matière de santé et de sécurité, la directive 2006/42/CE marque des exigences plus détaillées relatives à l'évaluation des risques.

La directive 2006/42/CE s'inscrit dans le cadre d'une harmonisation technique et

d'une normalisation plus poussée au sein de l'Union européenne. Elle vise à assurer la libre circulation des machines et de leurs accessoires sur le marché européen, tout en fixant des exigences essentielles pour la santé et la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Soucieuses d'éviter des risques auxquels seraient exposés le personnel travaillant avec les machines visées ou les personnes qui utilisent celles-ci, nombre de législations nationales ont édicté dans le passé des spécifications techniques et des normes s'imposant à la conception et à la construction des machines en vue de prévenir d'éventuels accidents.

Confrontées à une grande disparité des règles applicables à l'échelon national des États membres, les instances communautaires ont entendu harmoniser les législations en question.

Il est par ailleurs tiré profit de cette transposition pour compléter la législation nationale par des dispositions destinées à assurer la mise à niveau du droit national par rapport à certaines conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) en ce qui concerne plus particulièrement la vente et la mise à disposition de machines d'occasion.

Il convient de souligner que le projet de loi ne s'applique pas seulement à la protection des salariés, alors qu'il est jugé utile d'élargir les dispositions protectrices à toutes les machines dans la mesure où de nombreuses machines dangereuses sont utilisées par les indépendants et le grand public.

À noter que certains engins faisant l'objet de directives particulières ne sont pas visés. Il en est ainsi, par exemple, des ascenseurs, des jouets et aussi du télésiège ainsi que de la plupart des instruments ménagers.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 27.05.2009

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Lucien Lux):

22.10.2009 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

12.11.2009 Continuation de l'examen du projet de loi

Examen et adoption de propositions d'amendements

11.02.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

11.03.2010 Examen du 2^e avis complémentaire du Conseil d'État

25.03.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.04.2010

Bois tropicaux

6066 - Projet de loi portant approbation de l'Accord international de 2006 sur les bois tropicaux, fait à Genève, le 27 janvier 2006

Le projet de loi a pour objet d'approuver l'Accord international sur les bois tropicaux élaboré sous l'auspice du CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement), qui remplace un accord de 1994.

Les objectifs de l'Accord sont de promouvoir l'expansion et la diversification du commerce international des bois tropicaux issus de forêts faisant l'objet d'une gestion durable et d'une exploitation dans le respect de la légalité et de promouvoir la gestion durable des forêts tropicales productrices de bois notamment

- en facilitant une organisation efficace des consultations, de la coopération internationale et de l'élaboration de politiques entre tous les membres en ce qui concerne tous les aspects pertinents de l'économie mondiale du bois,

- en renforçant la capacité des membres de mettre en œuvre une stratégie visant à ce que les exportations de bois tropicaux et de produits dérivés proviennent de sources gérées de façon durable,

- ou encore en encourageant l'échange d'informations dans le but de mieux comprendre des mécanismes facultatifs tels que la certification, afin de promouvoir la gestion durable des forêts tropicales, et en appuyant les efforts que les membres déploient dans ce domaine.

Il existe deux sortes de membres, à savoir les producteurs et les consommateurs. Le Luxembourg est partie à l'Accord en tant que membre consommateur.

À l'instar des membres producteurs, les membres consommateurs détiennent ensemble mille voix. Le Luxembourg dispose de dix voix, comme chaque pays consommateur. Le reste des voix attribuées au bloc des pays consommateurs est réparti entre les membres consommateurs proportionnellement au volume moyen de leurs importations nettes respectives de bois tropicaux.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 15.09.2009

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

08.03.2010 Désignation d'un rapporteur

15.03.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.04.2010

Médecine scolaire

6099 - Projet de loi modifiant la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire

Le domaine de la médecine scolaire est régi actuellement par la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire. Sur base de cette loi, le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1990 a déterminé jusqu'à présent le contenu et la fréquence des mesures et examens de médecine scolaire.

Pour concrétiser la réorientation de la médecine scolaire aux concepts modernes de santé publique, le Ministre de la Santé a élaboré un projet de règlement grand-ducal déterminant le contenu et la fréquence des mesures et examens de médecine scolaire et le fonctionnement de l'équipe médico-socio-scolaire.

Ce projet de règlement grand-ducal est appelé à remplacer le règlement grand-ducal du 21 décembre 1990. Dans son avis du 17 février 2009 sur le projet de règlement grand-ducal, le Conseil d'État, dans ses observations finales, a rendu attentif à la nécessité d'élargir la base légale fournie actuellement par la loi précitée du

3 décembre 1987 en étendant le pouvoir réglementaire de l'exécutif à la détermination tant du contenu et des formes du carnet de santé que de l'équipement standard des locaux et des centres destinés à effectuer des examens médicaux scolaires.

Cette adaptation est nécessaire alors que la matière de la santé relève d'une façon générale du domaine réservé par la Constitution à la loi formelle, et que les mesures réglementaires dans ce domaine ressortissent de l'article 32, paragraphe 3 de la norme fondamentale.

Étant donné, d'une part, que la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire habilite directement le Gouvernement à prendre des mesures réglementaires, et que, d'autre part, certaines dispositions dépassent l'habilitation accordée par le législateur, le projet vise à assurer la mise en conformité avec la norme fondamentale (article 32, paragraphe 3).

Par ailleurs, suite à l'entrée en vigueur de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, le projet de loi se propose également d'introduire la notion d'enseignement fondamental dans la loi du 2 décembre 1987.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 14.01.2010

Rapporteuse: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):

04.02.2010 Désignation d'un rapporteur

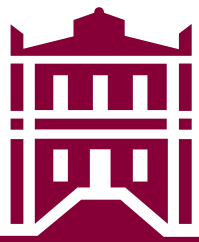
Présentation du projet de loi

11.02.2010 Présentation du projet de règlement grand-ducal déterminant le contenu et la fréquence des mesures et examens de médecine scolaire et le fonctionnement de l'équipe médico-socio-scolaire

25.03.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.04.2010



Sommaire

1. Hommage à la mémoire de M. Robert Angel, député honoraire
 - M. le Président (*respect d'une minute de silence*)
2. Hommage aux victimes de la catastrophe aérienne du 10 avril 2010 à Smolensk
 - M. le Président (*respect d'une minute de silence*)
3. Communications
 - M. le Président
4. Ordre du jour
 - M. le Président, M. Carlo Wagner, M. Lucien Lux, M. Félix Braz, M. Carlo Wagner
5. Heure de questions au Gouvernement
 - Mme Anne Brasseur (*demande concernant la question N°303*)

Question N°51 du 20 avril 2010 de M. Gilles Roth relative à l'application du système TMC (Traffic Message Channel) au Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

 - M. Gilles Roth - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question N°52 du 18 avril 2010 de M. Eugène Berger relative aux répercussions financières du nuage de cendres volcaniques sur les compagnies aériennes au Luxembourg ainsi que sur le dispositif à prendre afin de faciliter le rapatriement des citoyens luxembourgeois bloqués à l'étranger, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

et

Question N°53 du 19 avril 2010 de M. Claude Haagen relative aux multiples conséquences suite à l'éruption du volcan islandais amenant 27 pays à restreindre ou fermer leur espace aérien, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

 - M. Eugène Berger - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - M. Claude Haagen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question N°54 du 20 avril 2010 de M. François Bausch relative à une baisse de vitesse sur les autoroutes du Grand-Duché et notamment la A3, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

 - M. François Bausch - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question N°55 du 20 avril 2010 de M. Marc Angel relative à la procédure comodo/incomodo pour l'aéroport Findel et sur la gestion du bruit en relation avec les activités aéroportuaires, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

 - M. Marc Angel - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question N°56 du 20 avril 2010 de M. Fernand Kartheiser relative aux tarifs dans les transports publics, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

 - M. Fernand Kartheiser - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question N°57 du 19 avril 2010 de M. André Bauler relative à la mise en place de mesures préventives contre d'éventuelles courses folles dans les établissements scolaires, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- M. André Bauler - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- Question parlementaire N°303 du 7 décembre 2009 de Mme Anne Brasseur relative aux cycles à pédalage assisté, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- Mme Anne Brasseur - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
6. Question avec débat N°10 de Mme Claudia Dall'Agnol au sujet de l'organisation et du fonctionnement des services de secours
 - M. Claude Haagen (*remplaçant Mme Claudia Dall'Agnol*) - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
 7. 5899 - Projet de loi portant réforme de l'assurance accident et modifiant:
 1. le Code de la sécurité sociale;
 2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;
 3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;
 4. le Code du travail;
 5. la loi du 18 avril 2008 modifiée concernant le renouvellement du soutien au développement rural;
 6. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
 - Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Lydia Mutsch
 - Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Carlo Wagner, M. Félix Braz, M. Jean Colombero, M. André Hoffmann
 - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale
 - M. Carlo Wagner (*parole après ministre*) - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 8. Ordre du jour (suite)
 - M. le Président
 9. 6066 - Projet de loi portant approbation de l'Accord international de 2006 sur les bois tropicaux, fait à Genève, le 27 janvier 2006
 - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel
 - Discussion générale: Mme Martine Mergen, Mme Lydie Polfer, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 10. 6099 - Projet de loi modifiant la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire
 - Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Claudia Dall'Agnol
 - Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Eugène Berger, M. Jean Huss, M. Jean Colombero, M. André Hoffmann
 - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Mme Octavie Modert, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

► **M. le Président.**- Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Hommage à la mémoire de M. Robert Angel, député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, während den Ouschterdeeg huet eis déi traureg Noriicht vum Doud vun engem vun eise fréiere Kolleegen, dem Robert Angel, erreecht. Hien ass de 4. Abrëll am Alter vu 85 Joer gestuerwen. En erfëllt Liewen, an dat souwuel op privatem wéi op politeschem Plang, ass domadder op en Enn gaangen.

No sengem Medezinstudium huet de Verstuerwene sech als Kardiolog hei an der Stad niddergelooss a sech en Numm ge-

maach, andeems hie sech onermiddlech fir d'Belaanger vu senge Patienten agesat huet. Séier ass hien an d'Politik agegrouden, wou hien als groussen Humanist iwver laang Jore géint d'Intoleranz an den Dogmatismus gewierkt huet. Am Stater Gemengerot war de sozialistesche Politiker ganzer 22 Joer vertrauden: vun 1970 bis 1992.

Hei an der Chamber huet hie vun 1984 bis 1994 an de Reie vun der LSAP e wesentleche Bäitrag um Gebitt vum Medezineschen a vun der sozialer Gerechtegkeet gelescht. Hie war e villsäitege Politiker, deen dat richtegt Gespier fir dem Vollek seng Uleien hat a sech dofir wäit iwvert dat politescht Wierkungsfeld eraus agesat huet. Sou huet hie sech agesat fir d'Schafe vun enger Klinik an der Stad zu enger Zäit, wou et just Kongregatiounsklinike goufen, an huet esou derzou bäigedroen, datt et de Centre hospitalier hautdésdags gëtt. Hie war Grënnungsmitglied vum Planning familial, war aktiv an der Croix-Rouge an an der Amiperas, war iwverzeegte Blutspender an huet sech fir d'Moralscoursen an de Schoulen agesat.

Eng weider Saach, déi dem Robert Angel ganz um Häerz louch, war säin Engagement fir d'Erweiderung vun de Bezéiungen

tëscht Lëtzebuerg an dem Cap-Vert, an dofir war hien och Konsul vun dësem Land.

Ville Leit wäert de Robert Angel feelen. Senger Famill a ganz besonnesch sengem Fils, eisem Kolleeg Marc Angel, gëllt eist opriichtegt Bäileed, verbonne mat der Gewësseheet, datt mir de Verstuerwene a beschter Erënnerung behale wäerten.

Loosse mer opstoen, fir dem Verstuerwene eng lescht Eier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

2. Hommage aux victimes de la catastrophe aérienne du 10 avril 2010 à Smolensk

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, schonn iwver eng Woch ass et hier, datt d'Noriicht vum tragesche Fliegeraccident zu Smolensk a Russland d'polnescht Vollek an eis zudéifst getraff huet. D'polnesch Delegatioun war um Wee op Katyn, fir 70 Joer nom schreckleche Massaker, dat am Fréijoer 1940 do stattfonnt huet, den Affer ze gedenken, wéi kuerz virum Flughafen dat Onfaass-

baart geschitt ass: De Fliger ass beim Landeversuch erofgefall, a wéi et sech leider gläich erausgestallt huet, goufen all 97 Passagéier vun engem op deen anere Moment aus hirem Liewe gerass. Ënnert de Passagéier war de polnesche President Lech Kaczyński a seng Fra, d'Memberen aus dem Cabinet vum President, e groussen Deel vun den héchsten Offizéier aus der Arméi, de Gouverneur vun der polnescher Zentralbank, Représentant vum der Kierch, d'Membere vun de Famillje vun den Affer vum Massaker vu Katyn, dräi Sénateuren a ganz besonnesch och 15 Deputéierte-Kolleegen aus dem polnesche Parlament.

De schreckleche Bilan vun dësem Accident erfëllt eis alleguer mat engem Gefill vu Faassunglosegkeet an déiwer Trauer. A grad wann ee bedenkt, dass dëst Accident um Hannergrond vun der Erënnerungsfeier vun esou engem wicthegen historisches Moment aus der polnescher Geschicht geschitt ass, hält dëst nach méi en tragescht Ausmooss.

De Familljen a Bekannte vun den Doudesaffer wëllt ech nach eng Kéier am Numm vun der ganzer Chamber eist Matgefill ausdrécken, verbonne mat der Hoffnung, datt d'Zäit hinnen hëllef wäert, iwver hire schwéiere Verloscht ewechzekommen.



E ganz spezielle Gedanke gëllt dann och deene verstuerwenen Deputéierte-Kolleegen an hire Familljen, woubäi ech d'Geleeënheet nach eng Kéier wëll notzen, fir de polnesche Parlamentsfrënn eist opriichtegt Bäileed auszedrücken.

Mir wëllen elo opstoen, fir den Affer am Stëllen eng lescht Eier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

3. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

6122 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 17.03.2010

6123 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant:

1) organisation de l'Institut luxembourgeois de Régulation;

2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 18.03.2010

6124 - Projet de loi modifiant la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 19.03.2010

6125 - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à la mission militaire de l'Union européenne visant à contribuer à la formation des forces de sécurité somaliennes (EUTM Somalia)

Dépôt, à la demande de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 09.04.2010

6126 - Projet de loi portant modification de l'article 457-3 du Code pénal

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 16.04.2010

3) Réunion de la commission permanente de l'AP-OTAN du 27 au 28 mars 2010 à Memphis (États-Unis d'Amérique)

La Chambre des Députés était représentée par les Députés Nancy Arendt et Marc Angel.

L'OTAN veut dorénavant améliorer sa communication - sur ses tâches traditionnelles, ses activités et sur les nouveaux dangers avec lesquels le monde est confronté (cybercriminalité, terrorisme, piraterie) et les nouveaux enjeux que l'Alliance devra affronter (garantie de la sécurité énergétique, protection contre les armes à destruction massive).

La nouvelle ambition a été un thème principal lors de la réunion.

Les Parlementaires de l'AP-OTAN pourraient - dans leur contact direct avec les citoyens - jouer un rôle plus important à l'avenir dans l'explication aux populations du rôle important de l'Alliance.

D'autres thèmes ont été le nouveau concept stratégique de l'OTAN, les bombes atomiques en Europe, le système antimissiles. L'aspect de la femme dans toutes les discussions militaires: qui devra plus fortement être pris en compte à l'avenir, comme il est prévu dans la résolution 1325 du Conseil de Sécurité de l'ONU.

En outre, les parlementaires ont préparé la session de printemps de l'AP-OTAN qui se tiendra en fin mai/début juin 2010 à Riga (Lettonie).

4) La 6^e Session Plénière de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM) s'est tenue à Amman (Jordanie) du 12 au 14 mars 2010.

La Chambre des Députés y était représentée par Mme Claudia Dall'Agnol, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APEM, Mme Martine Mergen, Vice-Présidente, et M. Xavier Bettel, Membre.

Paix au Moyen-Orient

À l'ordre du jour figuraient notamment l'impasse des pourparlers de paix au Moyen-Orient. Les projets de construction d'Israël à Jérusalem-Est ont été condamnés dans une recommandation de l'Assemblée.

La décision d'Israël d'inscrire les lieux sacrés de Bethléem, Hébron et Jérusalem dans un plan de restauration de son patrimoine national a provoqué des inquiétudes parmi les parlementaires de l'APEM.

Les Membres de l'Assemblée examineront la question en profondeur au cours d'une réunion jointe des commissions politique et de la culture, à Istanbul, au mois de mai 2010.

L'Union pour la Méditerranée (UPM)

Dans une recommandation, l'APEM a reconnu la valeur ajoutée par l'UPM pour le développement de la région méditerranéenne en étant un atout pour parvenir aux réformes institutionnelles souhaitées dans les pays de la rive sud. Elle a une forte importance dans le règlement des questions comme l'eau, l'énergie et l'immigration.

Pas de consensus sur la création d'une Banque EUROMED

L'APEM n'a pas trouvé un consensus sur une proposition de résolution portant sur la transformation de la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP) en une Banque Euro-Méditerranéenne. La délégation luxembourgeoise s'est opposée à la création d'une telle banque, jugeant que les facilités actuelles sont suffisantes et qu'un tel changement créerait des coûts inutiles. La commission économique de l'APEM étudiera le mécanisme le plus efficace.

Agrandissement de l'APEM - Financement et Secrétariat - Présidence italienne

L'APEM a décidé d'accueillir, comme nouveaux pays membres, la Croatie et le Monténégro.

En outre, l'Assemblée a adopté son premier budget opérationnel et conçu un secrétariat permanent.

Le Sénat et la Chambre des Députés de la République italienne présideront l'APEM jusqu'en mars 2011.

4. Ordre du jour

An hiner Réunioun vum 13. Abrëll huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung; duerno d'Question avec débat N°10 vun der Madame Claudia Dall'Agnol iwwert d'Organisation vun de Services de secours; de Projet de loi 5899 iwwert d'Assurance accident nom Modell 2; de Projet de loi 6099 iwwert d'Schoulmedezin nom Modell 1, an dann de Projet de loi 6066, en Accord iwwert d'tropesch Holz nom Basismodell.

Den Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi hu mer de Projet de loi 5995 iwwert d'Personal am Secondaire nom Modell 1; dann de Projet de loi 6026 iwwert déi öffentlech Bibliothéiken nom Modell 1; an dann de Projet de loi 6048, eng Direktiv iwwert d'Maschinen - och nom Basismodell.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

Den Här Wagner freet d'Wuert.

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sou wéi Dir et elo grad richtig gesot hutt, hu mer haut de Projet de loi iwwert d'Assurance accident um Programm.

Ech muss allerdéngs soen, nodeem dass ech de Premier gëschter op der Tëlee héieren hunn, soll jo déi Reform, wou mer elo an onzielege Sitzung vum der Kommission ausgeschafft hunn, nees vu Grond aus geännert ginn. Dat heescht, déi ganz Philosophie vun deem Projet de loi géif

geännert ginn. Wann also en eenheetleche Cotisationsaz elo soll kommen, da muss ech soen, dass an der Kommission ni-mools doriwwer geschwat ginn ass.

De leschten Donneschdeg hu mir an der Kommissionssitzung dee Projet de loi, sou wéi en haut virläit, awer ouni eenheetleche Saz, alleguerten ugeholl. De Minister war och do, den Här Di Bartolomeo. En huet eis absolut näischt vun där doter Saach gefrot. Sou zwar, dass ech awer muss froen, ob et elo opportun wär, fir e Projet de loi ze stëmmen, wou no dem Vote gläich drop schonn nees keng Realitéit méi wär.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Wagner Merci. Ech gesinn eng Wuertmeldung vum Här Lucien Lux dozou.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Ech mengen, d'Aarbechten an der Kommission, déi sinn ofgeschloss ginn. Ech mengen, déi sinn och an enger gudder Atmosphär ofgeschloss ginn. Et ass guer net drun ze denken, dass elo déi gesamt Philosophie vun där Reform soll a Fro gestallt ginn. Do-fir soll een déi Aarbechten och elo zu Enn féieren.

Déi aner Problematik vun enger eenheetlecher Cotisioun an der Onfallversécherung ass eng Diskussioun, déi ganz am Usaz ass, déi och nach net mat den Partenaire sociaux diskutéiert ginn ass; dat brauch also seng Zäit. Et soll een also déi Aarbecht, déi een elo gemaach huet fir d'Reform, an déi war gutt gemaach, déi also an engem grouss Konsens gemaach ginn ass, déi soll een elo ofschléissen.

(Interruption)

► **M. le Président.** - Den Här Braz vläicht fir d'éischt.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Ech wëll awer soen Här President, dass ech dem Här Wagner seng Suergen awer och deelen. Mir hunn effektiv eng Aarbecht gemaach, déi am allgemenge Konsens gemaach ginn ass. An ech mengen och, dass déi Aarbecht gutt gemaach ginn ass. Mä et ass awer net ze bestreiden, dass de Statsminister gëschter grad zu dësem Projet eng Ausso gemaach huet, déi awer elo net just Makulatur ass. Et ass jo awer, wann ech de Statsminister gutt verstanen hunn, eng vu senge wesentlechen Iddien, et ass eng vu sengen neien, en huet se jo och fir sech iwwerholl, an en huet dat och duer-gestallt als eng grouss Modifikatioun.

An ech denken, dass et awer wierklech befremdlech ass, wa mer jo wëssen, wat an deenen nächste Wochen usteet, e Projet de loi ze stëmmen zu engem Zäitpunkt, wou scho bannent e puer Wochen eng wierklech substanzuell Ännerung an Aus-sicht gestallt ass, dann ass awer déi Fro méi wéi berechtigt, déi de Kolleg Carlo Wagner stellt, ob et net méi opportun wier, dëse Projet mat engem aneren Train de mesures hei ze diskutéieren, wéi haut e Vote ze huelen, vun deem mer wëssen, dass net onbedéngt herno nach dat drastécht, wat haut nach drop steet.

► **M. le Président.** - Den Här Wagner huet d'Wuert.

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Jo, Här President, ech muss soen, ech ka mat den Aussoe vum Här Lux absolut net averstane sinn. De Kärgedanke vun deem Gesetz iwwert d'Assurance accident besteet jo doranner, dass mer verschidde Groupes de risques hunn, dass d'Cotisationsen entsprechend de Risquen och gestaffelt sinn. Wa mer elo en eenheetleche Cotisations-saz kréien, da muss ech soen, ass d'Philosophie vun deem Gesetz komplett ge-brach, dat heescht, mir muss ganz, ganz nei nees vir ufänken. Ech verlaangen net, dass et vum Ordre du jour geholl gëtt. Wann d'Regierung mengt, mir kéinten haut eppes stëmmen, mir duerno scho kee Wäert méi hätt, dann ass dat hir Responsabilitéit. Ech hätt awer léiwer vläicht, wann et géif an d'Kommissioun zrëckgoen, dass d'Kommissioun géif esou schnell wéi méiglech dru schaffen, nodeem dass d'Regierung eis gesot huet, wat se da schlussendlech wëllt, sou zwar dass mer géifen eppes hei stëmmen, wou och nach eng Stonn nom Vote e gewëssene Wäert hätt.

► **M. le Président.** - Also, ech hu festgestallt, datt keen eng Ännerung vum Ordre du jour hee freet. Domadder wär den Ordre du jour dann ugeholl, a mir géifen zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, nämlech der Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorobber ze äntwerten. D'Froe komme wéi ëmmer ofwiessend vun der Majoritéit an der Opposition. An als éischt hu mer elo d'Fro N°51 vum Här Gilles Roth un den Nohaltegkeetsminister iwwert de Système Traffic Message Channel.

(Interruption)

Jo?

5. Heure de questions au Gouvernement

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, ech hat de 7. Dezember eng Fro un den Nohaltegkeetsminister gestallt, op déi ech nach keng Äntwert krut. An onst Reglement gesäit jo vir, dass een dat kéint mëndlech maachen. Ech wollt dat dann, wann Der erlaabt, haut mëndlech maachen. Et geet em e Vëlo mat engem Moteur, wou een hei zu Lëtzebuerg deen nach muss zu Sandweiler enregistrierte loosse, contrairement zu deem, wat am Ausland geschitt. A vu dass den Nohaltegkeetsminister och Transportminister an Ëmweltminister ass, an en ass hei, wier ech ganz froen, wann en haut kéint op déi Fro äntwerten.

► **M. le Président.** - Gutt. Merci, Madame Brasseur. Domadder ass jo och déi Fro vun lech scho gestallt. Da kënnt elo den Här Gilles Roth.

(Hilarité et interruption)

Den Här Roth, dee stellt elo nach déi zousätzlech Froen, déi net gestallt sinn.

- **Question N°51 du 20 avril 2010 de M. Gilles Roth relative à l'application du système TMC (Traffic Message Channel) au Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Awer net zum Vëlo, Här President.

Här President, déi leschten Deeg gouf et zolidd Stauen op de Lëtzebuurger Autobunnen. Besonnesch beträff wär dës Kéier de Weste vum Land.

► **Plusieurs voix.** - Ah!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Gëschter, de Méindeg Moie géint eefel Auer, gouf et iwwer zéng Kilometer Réckstau bis wäit an d'Belsch eran. Ech brauch net ze soen, dass och all aner national Stroossen an der Géigend mat bloquéiert waren. D'Ursach waren Aarbechten op der Autobunnenbréck iwwert dem Mamerdall. Ech wëll hei net d'Organisatioun vun deenen Aarbechten a Fro stellen, déi jo sécherlech mussen eng Kéier gemaach ginn.

Allgemeng muss ee sech awer froen, ob hei am Land all d'Méiglechkeete genotzt ginn, fir esou Stausituatiounen besser an de Grëff ze kréien. An den Nopeschlänner funktionéiert e sougenannten TMC-Light-System. Dës Ofkierzung steet fir Traffic Message Channel. D'Staumeldunge ginn domat digital iwwer een UKW-Signal gesent. Déi modern Navigatiounssystemer an den Autoe empfänken dës Staumeldungen. Si erstelle gläichzäitig Routen, fir esou Stauer ze ëmfueren.

An dësem Kontext wëll ech folgend Froen un den Nohaltegkeetsminister stellen:

Wéini gëtt den TMC-System, deen an eisen Nopeschlänner och schonns gutt funktionéiert, och hei am Land opérationnel? Denkt d'Regierung drun, op weider eventuell aner Informatiounssystemer am Kader vu Stauen zrëckzegräifen? A wéi steet et hei mat dem CITA? A gëtt net dru geduecht, fir d'alternativ Strecken am Kader vun engem gréissere Stau besser opzeechnen an déi virun allem da méi flëssig



ze maachen, well et gëtt een heiansdo den Androck net lass - ech mag mech hei vläicht iren -, dass grad, wann op den Hauptachsen de Stau virprogramméiert ass, dann d'Luuchten op den Niewestrecken esou gestallt sinn, fir dass dës Schläichweeër méi onattraktiv gemaach ginn.

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Roth Merci. An elo huet d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Ech wëll als éischt Ausso maachen, datt, wann e Chantier op der Autobunn ass a mer Schwierigkeiten hunn do laanschtzecommen, a wéi den Här Deputéierten richteg seet, och nach eng ganz Rei Stauen op den Niewestroossen doduerch sinn, datt ech mech géif froen, ob e GPS-System respektiv en TMC-System, wann en da géif hei funktionéieren, eppes géif hëllefen. Well, wann d'Stroossen alleguer verstaut sinn, da kann een esou vill Systemer mat Warnung uginn, wéi ee wëllt, respektiv esou vill Chantiere mellen op déi bescht Aart a Weis, wéi ee wëllt, dann huet een nach ëmmer de Stau do.

Nichtsdestotz mengen ech, datt mer esou e System brauchen, an dofir ass och d'Élaboration vun deem System amgaang gemaach ze ginn. Den Équipement ass am Prinzip alles do. D'Kodéierung vun eise Stroossen - well dat war den éischte Problem -, déi ass gemaach ginn. 2008 ass d'Kodéierung vun den Autobunnen gemaach ginn. 2009 ass d'Kodéierung vun deenen anere Stroossen gemaach ginn. An am März 2010 ass déi Certificatioun vun deem zoustännigen europäeschen Organismus, dem TISA, gemaach ginn, fir u sech den Encodéierungssystem dann och op eng europäesch Aart a Weis, dat heescht en fonctionnement mat deenen anere Länner, kënnen ze maachen. Och d'Zesummenaarbecht mam Opérateur vun dem sougenannten RDS-System, fir dat dann a mobil Autoen eriwwezerkreien, ass als Technik do an ass och méiglech.

Mir sinn elo amgaang, datt mer an Diskussioun mat dem ACL, deen als Partner soll un deem Projet mat nach anere Partneren - d'Polizei, Radiostatiounen -, dorunner deel huelen. Do ass och eng Konventioun an der Virbereedung. Et bleiwen awer momentan, ier dat kann an d'Realitéit emgesat ginn, eng Rei Froen an der Diskussioun zwëschen ACL an dem Stat op, notament iwwert d'Gestioun, eng kryptéiert Gestioun, eng fräi Gestioun vun deem System. Déi Froe sinn nach ze léisen, ier mer kënnen an d'Praxis vun deem System do iwwergoen, deen dann Informatiounen weidergëtt, Informatiounen, déi awer net ëmmer kënnen hëllefen. Wann d'Stroosse wierklech verstoppt hei sinn, hu mer net ëmmer Auswäichméiglechkeete, wou et fluid, wéi Dir richteg sot, da kéint lafen.

Selbstverständlech huet de CITA-System och seng Roll do ze spillen; e spillt déi och schonn deelweis, spillt se awer nach net genügend. Well fir datt mer de CITA-System komplett kënnen funktionéiere loossen, muss och deen Deel kënnen exploitéiert ginn, dee mer elo nach net hunn, an zwar d'Signalisatioun op den Entréeën vun deenen eenzelnen Achsen, déi eis da kënnen soen, ob d'Autobunn, ier een drop fiert, verstaut ass oder net. Fir datt dat awer Sënn huet, misst een natierlech och Dé-tournementsweeër hunn, déi engem erlaben, de Verkéier ze leeden op eng fräi Bunn. Natierlech, wann ee kuckt, wou eis zentral Achse sinn, da gesäit een, datt d'zentral Achsen, wa se net op der Autobunn lafen, a wa mer déi Achse kucken, déi all an d'Stad féieren, dat sinn der da siwen, aacht, néng, deemno wéi een zielt, déi relativ schnell verstoppt ginn, an d'Weeër alleguer mat der Densitéit vum Trafic, ob mer dat elo wëllen oder net, zou sinn.

Deen eenzege Moyen, dee kann eng gréisser Effikasitéit bréngen, dat ass, wa mer maximal Effortë maachen, fir d'Leit op den öffentlechen Transport eriwwezerkreien,

well et ass dat dat Eenzege, wat eis ka Fluiditéit op där doter Streck garantéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister. An elo komme mer zu der Fro N°52 vum Här Eugène Berger un den Nohaltegkeetsminister iwwert den Impakt vun de Vulkanäschen op de Flugtransport. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°52 du 18 avril 2010 de M. Eugène Berger relative aux répercussions financières du nuage de cendres volcaniques sur les compagnies aériennes au Luxembourg ainsi que sur le dispositif à prendre afin de faciliter le rapatriement des citoyens luxembourgeois bloqués à l'étranger, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Ech hunn effektiv eng Fro am Kontext vun dem isländesche Vulkan, deen och e relativ komplizéierten Numm huet, deen ech Iech hei wäert erspueren, mä deen op alle Fall eng ganz grouss Äschewollek produzéiert, an doduerch war da praktesch säit fënnf Deeg den europäesche Loftraum zou. Keng Fligere konnten an deem gesamte Raum fléien. Dat bedeit natierlech op där enger Säit fir déi eenzel Leit, déi wollten de Fliger huelen oder de Fliger sollten huelen, grouss Problemer. Op där anerer Säit bedeit et och grouss Problemer, finanziell Problemer fir déi verschidde Fluggesellschaften. An et gëtt elo scho vun Experté gesot, datt do déi finanziell Verloschter vill méi héich si wéi déi deemools beim 11. September, wéi och fir eng kuerz Zäit verschidde Lofträim gespaart gi sinn.

Dobäi kënt och, datt an deene leschte Joren eng Rei Fluggesellschaften net zum Beschten dostoungen, och schonn e bëssen a schlechten Dicher waren duerch déi ganz Effekter vun der weltwäiter Kris. Och Lëtzebuerg war do net verschont bliwwen. Ënner anerem d'Carogolux hat mat Schwierigkeiten ze kämpfen.

An deem Kontext wollt ech also froen, well och de Lëtzebuerg Stat jo an deenen nationale Fluggesellschaften Luxair, Carogolux och mat Aktionär ass, mat implizéiert ass: Op där enger Säit kann ee schonn ofschätzen, wéi héich déi Verloschter si fir déi lëtzebuergesch Fluggesellschaften? Op där anerer Säit ass och, datt gëschter de Verkéierskommissär, den europäesche Verkéierskommissär, de Siim Kallas, ugekënnegt huet, datt finanziell Hëllef geife bruecht gi fir déi europäesch Fluggesellschaften. Kann de Minister eis da scho soen, wat fir eng Hëllef dat wäeren, eventuell prozentméisseg, oder wat fir eng Zommen och do fir déi lëtzebuergesch Fluggesellschaft kéinten erwaart ginn?

Ech wëllt awer och nach eng lescht Fro drunhänken, dat ass déi am Zesammenhang mat dem Rapatriement vun de Lëtzebuerg am Ausland, déi do also en Délai hunn, well se net konnte mat Zäit hire Fliger huelen.

Ech hat héieren oder gemengt ze héieren an de Medien, datt do exceptionnel d'Nuetsflugverbuet géif opgehuewe ginn. Wann et exceptionnel ass, kann ech deem och zoustëmmen. A wann eis do de Minister da kéint déi eng oder aner Detailler ginn, wéi laang dat géif daueren, an och domadder da garantéiert wier, datt all d'Lëtzebuerg kéinte rapatriéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger, an d'Wuert huet elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här President, wann ech mer dat erlaben däerf, géif ech proposéieren, datt den Här Haagen, deen am ähnleche Sujet eng Fro huet, se dann direkt hannendru stellt, da kann ech alles beäntweren.

► **M. le Président.** - Dat ass ganz richteg, Här Minister, duerfir géif ech dann elo effektiv op d'Fro Nummer 53 iwwergoen vum Här Claude Haagen, och nach eng Keier un den Nohaltegkeetsminister, iwwert d'Konsequenze vum Vulkanasbroch. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°53 du 19 avril 2010 de M. Claude Haagen relative aux multiples conséquences suite à l'éruption du volcan islandais amenant 27 pays à restreindre ou fermer leur espace aérien, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Merci, Här President. An deemselwechte Kontext wéi den Här Berger wollt ech dann och op deen dote Problem agoen. Net nëmme, datt d'Passagéier weltwäit festsouzen, well de Flugraum op verschidde Zäiten an a verschidde Länner ënnerschiddlech zou war, esou waren och d'Flug- an d'Carogoluxgesellschaften betraff.

Dëst hat an huet op jiddwer Fall e groussen negativen Impakt op déi Lëtzebuerg, europäesch, jo souguer op d'Weltwirtschaft. Déi international Fluggesellschaft IATA geet vun engem Käschtepunkt vun 200 Milliounen Euro pro Dag fir déi weltwäit Aviatioun aus. Carogolux, Luxair, Luxair-Cargo a lux-Airport schwätze vun engem Ausfall vun engem Total vun ongeféier 12,5 Milliounen.

D'Fluggesellschaften hunn an deem Kontext hefteg Kritik un der Décisioun geholl, iwwert d'Manéier, wéi a wou de Loftraum gespaart ginn ass: Et wier keng wierklech Analys gemaach ginn, et ass een nëmme vu Modellrechnungen a Computersimulatiounen ausgaangen. D'Koordinatioun an d'Konsultatiounsmechanisme sinn also hefteg kritiséiert ginn.

An deem Kontext wollt ech dann eben den zoustännige Minister froen: Wéi gesäit déi jëtzege, an haaptsächlech zukünftige Koordinatioun um nationalen, europäeschen an internationale Plang aus am Kader vun esou engem Fall?

An déi zweet Fro: Wien iwwerhëlt d'Responsabilitéit am Fall, wou méiglech juristeschen Kloten betreffend de wirtschaftlechen Ausfall vun de Fluggesellschaften kommen?

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Haagen, an elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister, fir op déi zwou Froen ze äntwerten.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Ech géif fir profitéiere vun der Geleeënheet, fir kuerz den Topo ze maachen, och wou mer dru sinn, an da selbstverständlech op déi Froen ze äntwerten, déi mer gestallt gi sinn.

Gëschter haten déi europäesch Transportministeren eng gemeinsam Videokonferenz, fir déi noutwendeg Koordinatioun ze maachen. Fir d'éischt ass emol gesot ginn, datt déi Moosnamen, déi an der Urgence geholl gi sinn, fir d'Sécurité ze assuréieren, sech selbstverständlech justifiéieren, well et wier an engem Moment, wou een net genau wousst, wou een dru wier, onverantwortlech gewiescht, fir Risikoer ze huelen, déi net justifiéiert wieren. Dat ass dat éischt.

An deenen Deeg duerno, an deene Stonnen duerno ass natierlech profitéiert ginn, fir eng ganz Rei wëssenschaftlech Etüden ze maachen duerch Testflich, déi gemaach gi sinn a verschidde Länner, Däitschland, Frankräich, England, fir och eng koordinéiert Äntwert ze ginn, a fir kënnen och deem Phenomeen, dee mer awer an deem Moos sécherlech an Europa net kann hunn, méi no ze kommen.

Gëschter ass bei den Transportministeren iwwert dräi Optiounen geschwat ginn, wéi ee kéint dee Problem gemeinsam, an engem kohärente Wee ugoen. Déi drëtt Optioun ass festgehale ginn, an déi besteet doranner, datt mer dräi Zonen iwwer Europa definéieren. Eng éischt Zon, dat ass eng, wat mir eng „no-fly zone“ nennen, dat heescht, wou den Zentrum vun den Äsche momentan ass a wou et verbueden ass, ze fléien. Eng zweet Zon, dat ass déi, wou u sech ka geflu ginn, kontrolléiert awer, well een nach an der Wollek dran ass, mä net am Nukleus vun der Wollek, an duerfir kontrolléiert Flich kënnen gemaach ginn. An dat Drëtt, dat ass déi guer net kontaminéiert Zon.

Zu Lëtzebuerg hu mer dann och gëschter eng Rei Tester mat Fligere gemaach, mat der Luxair zesummen, mat den Autoritéiten, der DAC haaptsächlech, an och mam

CRP Gabriel Lippmann, fir ze kucken, och genau esou wéi d'Virschreften dat waren, oder esou wéi déi eenzel Autoritéite sech ofgemaach haten, fir och bei eis am Loftraum ze kucken, wéi d'Situatioun ass, wat eis erméiglecht huet, haut de Moien - an dat ass och kommuniquéiert ginn - de Flughafen opzemaachen.

Mir leien am Prinzip, an dat huet de FABEC - respektiv déi international Organismen -, dee sech bekëmmert ëm d'Vulkaner, wou ech elo den Numm net direkt fannen, VAC, deen och d'Kaart erausginn huet, wou dann Zone vum Typ 1 a vun anerem Type wieren - do si véier Zonen elo iwwer Europa, oder no bei Europa definéiert, wou et verbueden ass ze fléien, dat ass ganz uewen no bei Schottland, en Deel vum ënneschten Deel vun Irland, wann ech d'Kaarten hei richteg liesen, ganz an Nordeuropa nach an iwwert dem Atlantik och op där anerer Säit - mir leien an enger Zon 2, wou kontrolléiert - mat enger Rei Précautiounen - d'Fléie méiglech ass. Déi Précautiounen si mer selbstverständlech och amgaang ze huelen.

Et ass esou, datt de Moien eng Rei Flich gaange sinn, esou wéi et am FABEC ofgemaach gi war, wou an enger éischer Etapp - niewent den Testflich, déi mer gemaach hunn - och eng Rei Flich gemaach gi sinn, déi à vide waren, respektiv Cargosvolumen, ier schlussendlech mat de Passagéiervolumen ugefaange ginn ass. All déi Maschinnen, déi geflu ginn, si kontrolléiert ginn. Déi éischt mat ganz genaue Kontrolle vun der Avionique respektiv vun den Düsen, an all déi aner Maschinnen sinn och kontrolléiert schlussendlech ginn.

Elo gëtt also geflunn, mä selbstverständlech gëtt geflunn och mat deenen noutwendeg Précautiounen. Précautiounen, déi doranner bestinn, datt d'Strukture vum Fliger iwwerkuckt ginn, datt och bei all de Volen e Mécanicien nom Vol, net beim Aller-Retour, mä no all Vol d'Maschinn kontrolléiere wäert. Duerfir ass och aussergewöhnlecherweis e Mécanicien bei de Volen u Bord, deen dann, wann d'Maschinn ukënnert à destination, kontrolléiert, ier en erëm fräigi gëtt, fir zréckzefueren. An et ginn och an der nächster Zäit kontinuierlech Tester gemaach, wou d'Stäpsstruktur analyséiert gëtt, a wou och op verschidde Flich, notament zweemol den Dag Frankfurt-Lëtzebuerg, déi Tester wäerten effectuert ginn, fir datt mer en continu kënnen feststellen, datt mer korrekt an deenen Analyse sinn.

Da kommen ech zu de Froen. Et waren zwou Froen gestallt ginn, Här President, duerfir ass...

► **M. le Président.** - Fuert Dir roueg virun. Dir hutt natierlech déi duebel Zäit dann och, wann Dir op zwou Froen äntwert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci. Elo wëll ech op d'Fro agoen, wéi et mam Rapatriement vun de Leit ass. Ech muss soen, datt do vun der Luxair enorm Effortë gemaach gi sinn. Et muss ee wëssen, datt mer 4.287 Leit haten, déi am Ausland blockéiert waren. 3.300 vun de Klienten, déi si schonn oder sinn amgaang rapatriéiert ze ginn. Ech kann Iech och de ganz genauen Detail ginn, vu wat fir engen Destinatiounen et sech do handelt. 1.053 Rapatriementer huet d'Luxair fäerdeg, en cours sinn der 2.247, dat heescht, déi amgaang si rapatriéiert ze ginn, an d'Planifikatioun bei 978 vun deene Rapatriementer ass amgaang ze geschéien. Et muss ee soen, datt d'Komplettheet vun deene Rapatriementer wahrscheinlech wäert bis de Freideg brauchen, ier se domat ofgeschloss ginn.

An da war déi Fro vun den Nuetsflich hei gestallt gi vum Här Berger. D'Nuetsflich ginn normalerweis jo individuell autoriséiert. Normalerweis gi se net autoriséiert; wann exceptionnel Situatiounen sinn, kënnen se autoriséiert ginn. Ech mengen, datt dat hei schonn eng exceptionnel Situatioun wier, an do wou Rapatriementer sinn, kënnen mer bis de Freideg mat Autorisatiounen ginn, well ech géif et onverantwortlech fannen, wa mer dat elo net géife maachen. Den Himmel iwwer Europa ass perturbéiert, all déi Vole lafen net an enger normaler Planifikatioun a mer müssen och déi Sloten huelen, déi mer kréien, fir eis Leit heem ze kréien. Dat schéngt mir ganz evident ze sinn.



Et sinn och vill Efforté gemaach ginn, fir d'Leit mat Bussen heem ze kréien. Alles dat war net esou einfach. Esou sinn zum Beispill a Spuenien zwee „Hubs“ gemaach ginn, wou d'Leit, déi an Afrika waren, op d'spuenesch Flughäfen zrëckrapatriéiert gi sinn, a vun do mat Bussen ofgeholl gi sinn, op Lëtzebuerg zrëckbruecht ginn. Dat ass och alles net einfach gewiescht. Et si méi wéi 45 Bussen, wat der enorm vill sinn, agesat ginn, fir déi Leit zrëckzebréngen. Et si ronn 3.000 Plaze respektiv 2.000 Clienten iwwert de Bus rapatriéiert ginn, oder amgaang rapatriéiert ze ginn.

Elo muss een och nach soen - da sinn d'Froe vun de Suen, vun de Finanzen ugeschwat ginn -, wann ech do elo Äntwerte ginn, da muss ech soen, ech ginn déi relativ approximativ, well et ass evident, datt elo déi éischt Suerg vun de Gesellschaften, vum Stat net war, de Calcul ze maachen. Déi éischt Suerg war elu emol ze kucken, datt mer all déi Rapatriementer kënnen effectuieren an datt mer erëm eng Situatioun kënnen etabléieren, wou Vole sech kënnen déroulées. Duerfir approximativ Zuelen, ohne Gewähr, wéi ee géif soen.

De Manque à gagner, dee bei der Luxair estiméiert gëtt, elo bis haut den Owend, den dréit zwësche véier a sechs Milliounen Euro, ronn fënnf Milliounen Euro also Manque à gagner. De Coût fir d'Prise en charge quotidienne vun de Passagéier a fir d'Rapatriementer kann een op 350.000 Euro den Dag estiméieren. Dat sinn also déi ganz Rapatriementer plus d'Logementskäschten an esou weider an esou virun, déi eng Luxair iwwerhëlt. Dat muss een och soen. Den estiméierte Coût fir d'Charter-Operatiounen, dee läit bei ronn 1,2 Milliounen Euro. Also och do e substaanzielle Präis.

Wann ech d'Cargolux kucken - also wierklech do och approximativ Zuelen -, da kann een do soen, datt de Manque à gagner bei der Cargolux ronn 2,5 Milliounen Dollar, dat heescht ronn zwou Milliounen Euro den Dag bedréit. Ech ginn elo net méi op d'Detailer an, mä et ass just fir lech approximativ déi Zuelen ze ginn.

Et ginn och vun de Gesellschaften all Efforté gemaach, fir d'Zrëckkomme vun de Leit esou vill méi méiglech ze erliichteren. Vläch just zwee oder dräi kleng Beispiller, mä et gëtt probéiert, un alles ze denken: lux-Airport huet zum Beispill och elo gesot, datt se selbstverständlech deene Leit, déi en retard kommen - déi méi spéit zrëckkommen op Lëtzebuerg, wéi geplangt -, de Parking gratis geet virdrun, datt se och elo de Kiss & Fly op - mengen ech - dräi Stonnen étendéiert, well d'Wartezäiten um Flughafen einfach momentan net virusgesi ginn.

Also probéiere mer och bei de klengen Detailer dann ervirzekommen an am Fong all deene Leit, déi wierklech elo a Schwieregkeete waren, sou wäit wéi méiglech ze hëllef.

Dann déi lescht Fro, dat war déi vun den europäeschen Aussoen elo, déi de Kommissär gemaach huet iwwert d'Hëllef vum Stat. Do kann ech haut an deem Moment nach näischt driwwer soen, well mer selbstverständlech nach net wëssen, wou mer mat deem Dossier dru sinn. Haut ass et emol drëm gaangen, all déi Froe vu Rapatriement, all déi praktesch Froen, déi sech am Dagdeegleche stellen, ze léisen, fir datt mer déi beschtsens an de Grëff kréien.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - An ech soen dem Nohaltegkeetsminister Merci fir déi komplett Äntwerten. An elo komme mer zu der Fro N°54 vum Här François Bausch, och nach eng Kéier un den Nohaltegkeetsminister, iwwert d'Erofsetze vun der Vitesse op den Autobunnen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°54 du 20 avril 2010 de M. François Bausch relative à une baisse de vitesse sur les autoroutes du Grand-Duché et notamment la A3, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech wollt de Minister froen, wéi en déi Situatioun gesäit an der Lorraine. Dir wësst, an der Lorraine ass den 1. Oktober 2009 op groussen Deeler vun

den Autobunnen 110 als maximal Vitesse agefouert ginn. Dat aus zwee Grënn: éischtens, fir den Trafic méi fluid ze kréien, an zweetens - nach bal méi wichteg -, fir datt d'Sécherheet verbessert soll ginn op deenen Autobunnen. An engems ass och agefouert ginn, datt ee Poids-lourden iwwer 3,5 Tonnen net méi därer iwwerhuelen.

Ech si souwiso der Meenung, datt bei esem Autobunnsréseau e ganz groussen Deel dovunner eigentlech e Contournementsnetz ass. An dat wësse mer jo alleguerent - wann ech haaptsächlech kucken dat Stéck Sterpenich-Beetebuerg-Grenz, also Arel-Thionville, déi Autobunn -, datt déi och effektiv extrem staark belascht ass, an engem ähnleche Sënn wéi d'Autobunn an der Lorraine, an datt een do vill Accidenter huet, well einfach op deenen iwwerbelaaschtene Stroossen ze vill héich Vitesse gefuer ginn. Respektiv, datt et och nach en zousätzleche Problem duerstelt, wa mer da bei de Contournement vun der Stad Lëtzebuerg kommen, wou d'Problemer nach méi grouss gi mat deene villen Op- an Offahrten.

Dofir ass meng Fro un de Minister - et ass och elo esou, datt d'Préfecture vun der Moselle a Frankräich schonn e positive Bilan gezunn huet vun där Mesure -, ob d'Regierung gedenkt, hei zu Lëtzebuerg op en ähnleche Wee ze goen a mindestens op Deeler vun den Autobunnen - wann net souguer bei där do Autobunn fir dat ganz Stéck - d'Vitesse op 110 km erfrozesetzen?

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch. An d'Wuert kritt elo nach eng Kéier den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här President, als éischt Äntwert wëll ech dem Här Bausch soen, datt mer jo deelweis schonn op eisen Autobunnen déi do zwou Moosnamen hunn. Éischtens: Wann et reent, hu mer eng automatesch Vitesse iwwert de Code de la route vun 110 km/h. Zweetens ass den Dépassement vu Camionen iwwer 3,5 Tonne ronderëm d'Stad actuellment och schonn op deene geféierlechen, sensibele Passage verbueden. Esou datt do schonn en Deel vun deem, wat Der elo gefrot hutt, ënner verschiddene Konditiounen um Autobunnsréseau vu Lëtzebuerg existéiert.

Mir kucke selbstverständlech déi franséisch Experienz no a wäerten och d'Konklusiounen, déi si doraus zéien, ganz genau analyséieren. Bis elo ass net dru geduecht, dat zu Lëtzebuerg anzeféieren. Ech soen awer hannendrun: Ech kucken awer gär, wat d'Resultater sinn, ier ech eng weider Ausso driwwer maachen.

Et muss ee just soen, et ass natierlech eng Differenz zwësche Lëtzebuerg a Frankräich momentan, an dat ass déi, datt Frankräich scho mat Radarsystemer équipéiert ass, déi et engem erlaben, déi Vitesse vun 110 dann op den Autobunnen och ze kontrolléieren. Mir hunn dat nach net. Ech ginn dovunner aus, datt mer dat 2012 och kréien. Wat eis da géif erlaben, an ähnleche Situatiounen och d'Kontroll vun deem, wat mer virschreiwien, ze maachen. Haut ass dat wesentlech méi schwéier.

En aneren Ennerscheid ass deen: Wann een einfach kuckt, wou Sortien op franséischen Autobunnen sinn, dann ass dat ronn all 30 Kilometer. Bei eis ass dat ganz oft op all dräi Kilometer, wou mer esou Sortien hunn. Wat dann haaptsächlech déi Fro vun de Camionen, déi nëmmen dären op enger Pist fueren, net ëmmer ganz evident mécht. Dat sinn technesch Schwieregkeeten, wou ee muss kucken, wéi ee se dann an de Grëff kritt.

Haut - wëll ech och nach soen - hu mer eng gewësse Flexibilitéit, fir d'Vitesse erfrozesetzen, dann, wa mer se brauchen: op 50, 70, 90 kënnen mer se erfrozesetzen mam CITA-System. Dofir ass dee CITA-System och geduecht. Dat gëtt haut manuell gemaach, wann ee gesäit, datt de Verkéier esou dense op den Autobunnen ass, datt et besser ass, fir d'Vitesse erfrozesetzen. Mir kënnen se momentan net op 110 erfrozesetzen, well déi Schëlter - dat wësst der - vum CITA den 110 momentan net virgesinn. Dofir misste se zousätzlech équipéiert ginn.

Par contre si mer elo amgaang, e Computersystem op de CITA dropzesetzen, deen déi Gestuon vun dem Erfrozesetzen vun de Vitesse ewechhëlt vu manuell an eng Aide à la décision informatique do gëtt. Dat heescht, datt all Kéiers, wann déi elektronesch Analys gemaach gëtt vum System oder vum Verkéier, datt dann den Opérateur vum CITA proposéiert kritt, fir de 90 respektiv de 70 respektiv de 50 anzustellen.

An elo muss mer kucken, ob mer bei enger nächster Etapp vum Equipement vum CITA dat mat den 110 Kilometer da mat eranhuelen oder net. Mä déi éischt Etapp, dat ass da selbstverständlech och d'Analys vun deem, wat se elo a Frankräich mat hiren Experienze maachen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Nohaltegkeetsminister. An da kéime mer elo zu der Fro N°55 vum Här Marc Angel, nach eng Kéier un den Här Nohaltegkeetsminister. Déi Kéier iwwert d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur iwwert de Kaméidi beim Flughafen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°55 du 20 avril 2010 de M. Marc Angel relative à la procédure commodo/incommodo pour l'aéroport Findel et sur la gestion du bruit en relation avec les activités aéroportuaires, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, zënter Joren ass d'Situatioun um Flughafen Findel, wat d'Kommodoprozedur ugeet, net kloer. No jorelang Ausenanersetzungen huet virun ongeféier engem Joer, de 6. Abrëll 2009, en Uerteel vum Verwaltungsgericht dëst bestätegt a festgestallt, dass sech dat ganz Flughafenareal enger neier Kommodoprozedur ënnerzéie muss. Och goufen d'Valeurs limites fir de Kaméidi vum Flugverkéier nach net festgesat.

Eng Rei vun Uerteeler vum Verwaltungsgericht zu dësen zwee Punkte setzen also d'Regierung enner Handlungszwang. Dës Froe goufen och rezent nach eng Kéier vun enger grousser Lëtzeburger Ëmweltorganisatioun an engem oppene Brëif un lech opgeworf.

Här Minister, ech erlabe mer dofir, dräi kuerz a konkret Froen un lech ze riichten:

Éischtens, wou sidd Der mam Dossier Kommodo fir de Flughafenareal drun? Zweetens, wéini ginn d'Valeurs limites fir de Kaméidi oder besser gesot de „Fluglärm“ festgesat? An drëtts, et gëtt eng Commission aéroportuaire, wou all Acteure vum Findel awer och Verrieder an Awunner vun den Nopeschgemengen deelhuele. Ech bedauern, dass dës Kommissioun säit engem Joer net méi zesummekommt ass, a froen lech, wat d'Ursach dofir ass.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Angel. An d'Wuert kritt nach eng Kéier den Här Nohaltegkeetsminister.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President, nach eng Kéier fir d'Wuert, an et ass net fir d'lescht, mengen ech.

Als Äntwert op d'Fro vum honorabelen Här Angel géif ech dat hei soen: Effektiv huet d'Cour administrative um Datum vum 2. Abrëll 2009 statuéiert iwwert de Recours - dee sengerzäit géint d'Autorisatioun Kommodo-Inkommodo déliwéiert gi war vum Ëmweltminister - vum 16. März 2007. D'Cour huet decidéiert, datt den Ëmweltminister, deen am Kader vun deem Kommodo-Inkommodo-Gesetz do gehandelt huet, net kompetent war, fir ze statuéieren iwwert d'Fro vun dem Kaméidi vun de Fligereen a Relatioun mam Lëtzeburger Flughafen, an huet deklaréiert, datt déi Demande en annulation net fondéiert wär, sou datt de Flughafen op enger Autorisatioun Kommodo-Inkommodo, déi valabel ass, haut fonctionnéiert; éischte Punkt.

Zweete Punkt: D'Cour huet selbstverständlech awer och constatéiert, datt d'Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Transposition vun der Direktiv 2002/30/CE vum Europaparlament a vum Conseil vum 26. März 2002 relativ op den Etablissement

de règles et de procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées aux bruits dans les aéroports de la Communauté dem Transportminister d'Attributioun ginn huet, d'Kompetenz ginn huet, fir Décisiounen ze huele vun engem particulieren Typ, déi also d'Restriktiounen vun der Exploitatioun en relation directe mat dem Flughafen uginn.

An en huet den Dossier virun de Regierungsrat envoyéiert, mat - an ech liesen dat vir -, Zitatioun: «...en vue de la fixation par l'autorité compétente, compte tenu des préalables requis, des conditions d'exploitation non comprises dans la décision ministérielle déferée devant s'analyser en mesures relatives à la gestion du bruit des aéronefs lié à l'aéroport de Luxembourg...»

Fir dat Jugement ze exekutieren an deene Remarquen u sech Rechnung ze droen, wëllt dee Projet de plan d'action de bruit aéroportuaire, deen amgaang ginn ass auszeschaffen, a wou an enger éischter Etapp eng Enquête publique gemaach ginn ass a wou probéiert elo och gëtt, all déi Remarquen, déi an der Enquête publique gemaach gi sinn, an dee Plang mat ze integréieren, elo dee Plang och komplettéiert géif gi par rapport um Gesetz vum 2007, fir doranner ze determinéieren, d'Objectifs environnementaux an d'Restriktiounen, déi aus deenen Objectifen erauskommen. Dat ass also dat, wat elo amgaang ze geschéien ass.

Effektiv huet d'Gesetz vum August 2007, dat seet, datt d'Introduktioun vu Restriktionsmesuren, déi selbstverständlech ewech ginn iwwert d'Interdictioun vun de Vols de nuit, kënnen vum Minister nëmmen dann decidéiert sinn, wa se sech justifiéieren par rapport zu den Ëmweltobjektiver, déi definéiert gi sinn.

An dofir muss och hei, wa mer dat maachen, eng sougenannten Approche équilibrée gemaach ginn, wou de Minister verschiddene Saache Rechnung dréit. Éischtens dem Impakt selbstverständlech vun deene Moosnamen; zweetens den Informatiounen, déi en notament iwwert d'Cartographie du bruit caractéristique propre de l'aéroport kritt huet; an drëtts och d'Coûten an den Avantagé vun deene verschiddene Moosnamen.

Dat ass d'Situatioun vun haut. Do ass also amgaang dru geschafft ze ginn an ech ginn dovunner aus, datt mer dee Plang ganz kuerzfristeg an deenen nächste Wochen oder an den nächsten Deeg souguer kënnen an de Regierungsrat weiderginn.

Déi Commission consultative aéroportuaire, déi ass elo an der leschter Zäit effektiv net zesummekommt, wäert awer selbstverständlech kuerzfristeg zesummekommt, soubal dee Plang fäerdeg ass, well e muss selbstverständlech där Kommissioun do och soumettéiert ginn.

An als lescht Information soen ech, datt mer och, wéinst aller Transparenz a fir allen Diskussiounen aus dem Wee ze goen, d'Président vun där Kommissioun gewieselt hunn. An zwar wäert et net méi e Représentant vum Transportministère, mä e Représentant vum Ëmweltministère sinn, deen an Zukunft déi do Présidence wäert iwwerhuelen. Ech mengen, dat dréit och zur Serenitéit vun deene ganzen Diskussiounen bäi. Déi ganz Operatiounen, déi ginn en concertation zwëschent dem Transportdepartement engersäits an dem Ëmweltdepartement anersäits gemaach.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci nach eng Kéier dem Här Nohaltegkeetsminister. An da komme mer elo zu der Fro N°56 vum Här Fernand Kartheiser, nach eng Kéier un den Nohaltegkeetsminister - déi Kéier ass et awer déi lescht Fro un hien -, iwwert d'Tariffer am öffentlechen Transport. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°56 du 20 avril 2010 de M. Fernand Kartheiser relative aux tarifs dans les transports publics, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**



► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci, Här President. Här President, no der Grënnung vun der AHL wor et eng vun hiren alleréischten Interventiounen, fir am Transportministère derfir ze plädéieren, datt déi Persounen, déi net d'Garde vun hire Kanner hunn, mä hiert Besuchsrecht exercéieren, kënnen déiselwecht Reduktiounen am öffentlechen Transport kréie wéi déi Elteren, déi mat hire Kanner ennerwee sinn an déi d'Garde vun hire Kanner hunn.

Dat bezitt sech besonnesch op déi sougenannte Familles nombreuses, also op Famillje mat op d'mannst dräi Kanner. Mir kruten och no enger gewësser Méi Versprieche gemaach a mir hunn och kënnen constatéieren, datt et no enger gewësser Zäit zu Verbesserung kouw.

E Lieserbréif, deen d'lescht Woch a verschiddenen Zeitung publizéiert gouf, weist awer, datt d'Formulären an déi entspreichend Virschreften nach ëmmer net offiziell geännert goufen. Nach ëmmer schéngt op de Formulären ze stoen, datt just nëmmen deen, deen d'Garde vun de Kanner huet, kann an de Genoss vun deene Vergëschtegung fir Famillje mat méi Kanner kommen.

Meng Fro un den Här Minister Wiseler ass, ob hien net mengt, datt et héich Zäit wier, fir do Kloerheet ze schafen an och fir Gerechtegkeet bei den Tariffer an öffentlechen Transport ze suergen an d'Diskriminatiounen vun deene getrenntliwenden oder gescheetene Mammen a Pappen, déi d'Garde vun hire Kanner net hunn, ofzeschaffen?

Villmools Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet elo erëm den Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Här President, den Artikel 6 vum Gesetz vum 12. Juli 2007 iwwert d'Tariffer an dem öffentlechen Transport, dee gesäit vir, ech liesen dat of: «Les membres des familles nombreuses ayant ou ayant eu à un moment donné trois enfants et plus à leur charge dont au moins un enfant donne encore droit à l'allocation familiale bénéficiant d'un abonnement réseau à tarif réduit mensuel ou annuel.»

Dat ass u sech d'Situatioun. Dat heescht, wat geschitt, dat ass, datt kontrolléiert gëtt, fir esou en Abonnement ze kréien, datt d'Administration communale certifiéiert, datt u sech och déi Allocations familiales dues sinn an un déi Persoun verséiert ginn. Dat ass d'Situatioun, esou wéi se am Prinzip reglementaresch och elo ass.

Et ass am Prinzip och ëmmer esou gewiescht an deene leschte Joren, datt, wann an engem Kader vun enger Separatioun, enger Scheedung krut deejéinegen, deen d'Charge vun de Kanner hat, och d'Méiglecheit, fir e reduzierten Tarif an dem öffentlechen Transport ze kréien. Haut ass et esou, wou heiansdo d'Allocations familiales och gedeelt ginn, datt et och méiglech ass, wann een dat kann nowiesen, och schonn do zweemol deen Tarif ze ginn.

Et ass mer awer och evident, datt déi Cartes de légitimation familles nombreuses, wann ee se wëllt och un deen anere Partner, deen net onbedéngt Allocations familiales kritt, ginn. An ech mengen, datt een dat soll maachen. Da muss een och d'Reglement esou änneren, datt e kloer an däitlech eng Situatioun schafft, datt mer och keng Diskussioun kréien.

Wat feelt a wat ee muss elo determinéieren, dat ass, wat fir eng Formalitéit muss gemaach ginn, fir datt mer och kloer an däitlech wëssen, datt mer där Persoun, déi zwar d'Kanner dann net en charge huet, mä awer selbstverständlech sech heiansdo kann dorëmmer bekëmmern, fir datt déi och an de Benefiss kënn.

Ech hunn dofir gefrot, datt d'Commission des tarifs, déi an deenen nächste Deeg zesummekënn, deen do Problem nach eng Kéier op de Leescht hëlt, datt se de-

terminéiert, vu wat fir engem Typ vu Pa-beier, Certificat mer da musse kënnen benefisiéieren, fir dat och iergendzwousch nozeweisen, an datt mer dann den Artikel 6 vum Règlement ministériel vum 12. Juni 2007 an deem Sënn ëmänneren. Ech hätt gär dann, wa mer dat maachen - ech mengen, mer sollen et maachen -, wa mer dat elo richtig fäerdeg bréngen, och eng propper reglementaresch a juristesche Situatioun fir op de Wee ze goen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dann haut fir d'lescht dem Här Nohaltegkeetsminister. An elo komme mer zur leschter Fro fir haut de Mëtteg, nämlech der Fro N°57 vum Här André Bauler un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Preventioun vun Amokleef an de Schoulen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°57 du 19 avril 2010 de M. André Bauler relative à la mise en place de mesures préventives contre d'éventuelles courses folles dans les établissements scolaires, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**

► **M. André Bauler (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt der Madame Éducatiounsministesch e puer Froen am Kontext vun der Preventioun vun Amokleef an eise Schoule stellen.

A Schoulen am Ausland ass et an deene leschte Joren zu deelweis immens dramateschen Amokleef komm. Als Beispill wëll ech hei just Winnenden uféieren, wou den 11. März 2009 ee 17 Joer ale Schüler fir d'éischt 15 Mënschen an duerno sech selwer ëmbruecht huet.

Och zu Lëtzebuerg hate mer ähnlech, wann och glécklecherweis wesentlech manner tragesch Zwëschefäll a verschiddene Lycée, wou Schüler en Amoklaf ugekënnegt haten.

Duerfir wollt ech d'Madame Delvaux Folgendes froen: Wat fir preventiv Mesurë goufen an deene leschte Joren ausgeschafft, fir esou dramatesch Situatiounen an eise Schoulen ze verhënneren? Gëtt et vum Ministère aus an deem Kontext eng Kooperatioun mat der Police, dem Parquet oder anere Servicer? Goufen Noutfallpläng ausgeschafft am Fall, wou et zu engem Amoklaf an enger Schoul géif kommen?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bauler. An elo kritt d'Wuert d'Madame Erzéiungsministesch Mady Delvaux-Stehres.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro vum Här Bauler, datt ass eigentlech déiselwecht wéi déi, déi den Här Adam am November 2009 gestallt huet, an déi ass och deemools als schrëttlech Question parlementaire beäntwert ginn.

D'Änwert op d'Froen ass also, dass mer - jo - Mesurë geholl hunn, dass mer mat der Police zesummeschaffen, dass Gott sei Dank bis elo zu Lëtzebuerg ëmmer falschen Alarm war, dass awer all Kéier, wou falschen Alarm an der Schoul war, de Parquet ageschalt ginn ass.

Wat nei ass, et ass an der Zwëschenzäit am September d'lescht Joer en Exercice duerchgefouert ginn an enger Privatschoul zu Lëtzebuerg, enger internationaler Schoul, wou d'Lëtzebuurger Police derbäi war, wou simuléiert ginn ass, wat géif geschéien, wann de Fall géif antrieden. Doräuser hunn d'Police an d'Schoul Konklusiounen gezunn. Déi sinn alleguerten dem Collège des directeurs virgestallt ginn. An hei ass en „Merkblatt für Schulen“, wat och ausgeschafft ginn ass fir also alleguerten d'Schoulen, dass se dat zur Verfügung hunn, wann de Fall géif antrieden; wat ech awer net hoffen.

Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Erzéiungsministesch. Domadder wäre mer um Enn vun de Froen. Mä vu datt d'Madame Brasseur virdrun nach eng Kéier wollt op déi Fro zrëckkommen an den zoustännege Minister och bereet ass, dorober ze äntworten, géif ech dann elo nach eng Kéier der Madame Brasseur d'Wuert ginn.

- **Question parlementaire N°303 du 7 décembre 2009 de Mme Anne Brasseur relative aux cycles de pédalage assisté, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Merci, Här President. Onst Reglement gesäit vir, dass d'Regierung sollt bannent engem Mount äntwerten. Ech hat meng Fro de 7. Dezember gestallt. Bis haut hat ech nach ëmmer keng Änwert. A wéi ech déi Fro elo grad am Plenum hei opgeworf hunn, dat wor Véiereel op dräi, dunn hat ech nach ëmmer keng Änwert. An elo - an do wëll ech ennersträichen, wéi effikass ons Regierung ass - um 15 Auer 22 ass e Fax erakomm mat der Änwert.

► **Une voix.**- Ooohhh!

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Dat ass awer geschitt op Interventioun vun onsem Secrétaire général, deen nogefrot huet, firwat déi Änwert nach ëmmer net komm wär. Also, wëll ech, Här President, dem Secrétaire général vun der Chamber Merci soe fir seng Interventioun.

Wann ech déi Fro hei awer wëll évoquéieren, huet dat och wierklech mam Zäitpunkt vun elo ze dinn. Mir probéieren, de Vélo als Mobilitéitsmëttel ëmmer méi ze promovéieren, an et gëtt Leit opgrond vun der Topographie, wou se wunnen, oder opgrond vun hirer kierperlecher Verfaassung, déi e Vélo brauchen, wou se duerch e Moteur assistéiert ginn. Dee Moteur fiert awer net vun eleng, et muss een also scho pedalléieren. D'Maximalvitesse si 25 Kilometer an der Stonn.

Elo ass et awer net wéi en normale Vélo ze considéieren, well de Code de la route virgesäit, dass een eng Certificatioun vu Sandweiler brauch. Et muss een de Vélo umellen. Jee no Modell muss ee souguer mam Vélo bis op Sandweiler goen, wat fir Leit, déi wierklech op de Vélo wëllen ëmklammen awer en Empêchement ass, well se déi Tracasserien net wëlle mat a Kaf huelen.

D'Änwert, déi ech zwar krut, wor, wou de Minister da schreift - wann ech dat ka virwechuelen -: „Jo, dat wär weinst der Sécuritéit vum Utilisateur, dass déi Véloen och alle Sécherheetsmoosname géifen entspreichen.“

Ech muss lech soen, Här Minister, mir wäerte jo awer dann net dozou kommen, dass all normale Vélo, deen och kéint Sécherheetsmängel opweisen, sief et bei de Bremsen, sief et bei der Gawel, och nach misst e Certificat kréien.

An ech wär wierklech frou, wann déi Contrainte hei net misst kommen, well esou kéinte mer de Vélo als Mobilitéitsmëttel promovéieren, wat sécher och am Sënn vum Nohaltegkeetsminister ass.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Brasseur. An da kritt awer elo nach eng Kéier den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Och hei eng kuerz Änwert op d'Fro vun der Madame Brasseur. Fir d'éischt eng Entschëllegung, datt déi Änwert hei ze spéit komm ass. Et waren eng Rei Diskussiounen, déi ech nach wollt, hu misse féieren, ier ech déi Änwert hei erausginn hunn. Par ailleurs war se ennerwee, dat heescht, mir hu se viru leschten Donneschdeg, mengen ech, iergendzwouch erausgeschéckt, a se hätt awer missen och um normale Wee an der Chamber an deenen nächste Stonne kommen. Dir krut se elo dank dem Här Friesen e puer Minutte méi fréi.

Fir awer elo op d'Fro ze äntworten. Do ass et effektiv esou, datt d'Reglement grand-ducal vum 18. Oktober 2006 just nei agefouert huet, datt eng Prozedur d'enregistrement fir eng Rei Véhiculë misst gemaach ginn, déi normalerweis net enger Immatriculatioun ennerleien, mä déi awer dee Certificat misst kréien.

Firwat? Mä richtig, wéi Der gesot hutt, fir ze assuréieren, datt déi Véhiculën also op jidde Fall géifen deene Reglementer entspreichen, deene se missen entspreichen, fir keng Immatriculatioun ze gebrauchen.

Et ass also effektiv hei an deene Froen 2006 eng Sécherheetsfro opgeworf ginn, fir dee Phänomeen do ze erklären. Ech huelen d'Geschicht fir d'éischt. Ech kommen duerno zu de Konklusiounen, déi ech draus zéien.

Elo gëtt gelaacht a gesot: Mä déi Véloen hu jo nëmme 25 Kilometer, wat gitt Der dann do sichen? Déi kënnen jo net méi schnell fueren. Mä et ass genau dat, wat jo gekuckt gëtt: ob se dann a sech konform sinn zu deene Reglementer, déi hinnen et net erlaben, méi schnell ze fueren. Well mir wësse jo awer och, wéi d'Tentatioun heiansdo grouss ass, fir wann een esou Véhiculën huet, fir dann och ze kucken, datt een de Maximum doräuser eraus kritt, fir se ze drécken.

► **Une voix.**- Da muss all Vélo kontrolléiert ginn.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- An dofir waren och sengerzäit déi Kontrollen agefouert ginn. Ech erkläre just, wéi d'Situatioun momentan ass.

An dofir, well dat awer natierlech evident ass, datt et administrativ extrem schwierig ass, fir mat deene Véloen op Sandweiler ze fueren, bei all eenzellem Vélo, ass schonn an deem Sënn eng Procédure simplifiée agefouert ginn. Dat heescht, datt u sech, wann esou e Vélo importéiert gëtt, oder wann e Modell importéiert gëtt, den Importateur oder de Verkeefer just muss dohinner goe mat engem Modell, fir eng Agréatioun vun der SNCT ze kréien, esou datt de Prototyp ab initio schonn ugeholl gëtt, an dee Moment och, wann e kaf gëtt, net méi brauch individuell op Sandweiler ze goen.

Dat huet et dann esou wäit bruecht, datt mer elo grosso modo mat 85% vun deem do Typ vu Véloen, déi also fir eng Agréatioun ab initio net méi brauchen op Sandweiler ze goen, mä just eng Umeldung muss maachen, wou ee sech net muss déplacéieren.

De Präis - dat hat Der och an Ärer Question parlementaire gefrot -, deen ass 20 Euro fir fënnf Joer, véier Euro d'Joer, weinst den administrative Frais; ass mer vun der SNCT erkläert ginn.

Wéi gesot, dat Ganzt, dat ass u sech, fir ze kontrolléieren, datt all déi Obligatiounen, déi am Code de la route fir déi Véhiculë virgeschriwwen sinn, och an der Realität agehale ginn.

Ech hunn awer och verstanen... Also, ech si jo am Fond darselwechter Meinung, datt mer de Vélo esou vill mussen drécke wéi méiglech, net nëmmen am Sënn, datt mer an d'Pedalle mussen drécken, mä och datt mer e mussen ennerstéizen, datt mer der Mobilitéit douce hei esou vill Chancé wéi méiglech ginn. Dofir hunn ech nach eng Kéier d'SNCT gefrot, si soll an deenen nächste Wochen nach eng Kéier vérifiéieren, ob eng Simplificatioun vun deene Prozeduren oder d'Nécessitéit vun deene Prozedure gi wär respektiv net nach eng zousätzlech Simplificatioun méiglech wär. An ech wäert mat den Autoritéite vun der SNCT nach eng Kéier doriwwer diskutéieren, fir ze kucken, wat nach zousätzlech ze maachen ass.

Ech hätt gär op där enger Säit d'Sécuritéit trotzdeem assuréiert, an op där anerer Säit awer esou, datt keng ze vill grouss administrativ Hürde fir deen do Typ vu Vélo ufalen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Elo kéime mer dann zu der Question avec débat N°10 vun der Madame Claudia Dall'Agnol, déi awer leider Gottes weinst de Problemer vun den Äschewolleken nach am Moment zu Barcelona hänkt an dofir hire Kolleg Claude Haagen déi Fro da wäert stellen.

Ier mer awer elo derzou kommen, wëllt ech nach eng Kéier drun erënneren, datt mer och nach eng Interpellatioun vum Här Gast Gibéryen iwwert deeselwechten Thema virleien hunn. An no Récksprouch mam zoustännege Minister, dem Här Jean-Marie Halsdorf, gëtt des Interpellatioun elo, soubal déi éischt Resultater vun den agesatenen Expertë virleien, geholl. Dëst schéngt virausiichtlech Enn Juni, uganks Juli oder spéitstens direkt bei der Rentrée parlementaire de Fall ze sinn.

Mir kéimen dann elo zu der Question avec débat. Den Auteur vun der Question huet fénnef Minutten Zäit fir seng Haaptfro. An no der Äntwert vum Minister sinn d'Zusatzfroe virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Haagen, en remplacement vun der Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

6. Question avec débat N°10 de Mme Claudia Dall'Agnol au sujet de l'organisation et du fonctionnement des services de secours

► **M. Claude Haagen** (LSAP), remplaçant Mme Claudia Dall'Agnol.- Merci, Här President. Ech wäert dann och probéieren, d'Madame Claudia Dall'Agnol ze ersetzen, och wann ech dat wahrscheinlech kaum fäerdeg bréngen.

(Interruption)

Et gesäit een, de Rapatriement fonctionnéiert net ëmmer.

Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, stellt lech vir, de Piipstert geet an et kënnt keen.

(Interruption)

Dat, Dir Dammen an Dir Hären, wäert an Zukunft ëmmer méi de Fall sinn, well eng ganz Rei Centre-de-secours a Pompjeescorpsen elo schonns Problemer hunn, während den Zäiten, wou si bénévolé schaffen, den Déngscht ze garantéieren. De Buergermeeschter ass awer responsabel fir d'Sécherheet vum Bierger op sengem Gemengenterrain. Beim Pompjeescorps ass d'Gemeng responsabel fir hir Equipe. Dat heescht, wann elo en anere Corps op den Terrain kënnt, well een Zenter net genuch Leit huet, dann ass automatesch och dee Buergermeeschter, deem de Corps ënnerstallt ass, responsabel.

D'Fro ass, ob dat gutt ass, ob et gewosst a gewollt ass an ob den 112 iwwerhaapt dierf ee Gemengeservice vun enger Gemeng an déi aner schécken. Dës Feststellungen eleng missten eigentlech all d'Députés-maires a Gemengepolitiker, an där hu mer jo genuch heibannen, an och de Ministère de tutelle, e war jo och eemol Buergermeeschter, duergoen, fir datt an dësem Domän esou séier wéi méiglech eppes Konkretes geschitt.

Fakt ass jo och, datt zënter dem 1. Februar dëst Joer landeswäit haaptamtlech Rettungsdéngschter am Asaz sinn, an dat a verschiddenen Asazentren. Dëst ass awer a villen Hisiichten nëmmen eng Drëps op de waarme Steen, oder fir beim Thema ze bleiwen, mir spillen hei Pompjee fir eng Situation, déi all Moment kann implodéieren. Implodéieren, well momentan net méi genuch Leit zur Verfügung stinn, déi dësen Déngscht bénévolé 24 Stonnen op 24 a siwen Deeg op siwen Deeg iwwerhuelen.

Ënnerschiddlech sinn och d'Reaktiounen op d'Ästellung vun deenen 13 Leit. D'Verwaltung vun den Hëllefdsdéngschter seet, datt se keng Onzefriddenheet op dës Décisioun hin uitgemaach hunn; ze liesen am „Wort“ vum 1. Februar. Wann een awer mat de Leit an de Responsabele vun den Asazentren schwätzt, dann héiert dat sech ganz anescht un.

Et sinn duerch dës Leit, déi aus de Reie vun de Rettungsdéngschter rekrutéiert gi sinn, nei Lächer opgaangen. Et wor och gemengt ginn, d'Opwärtung vun de Bénévolé géif de paire goe mam Astelle vun de Professionellen. Deem ass awer net esou gewiescht, an déi Bénévole ginn ëmmer an ëmmer erëm verträischt. Et si souguer Demissionen ze verzechn gewiescht, déi net op d'Tatsaach zréckzeféiere sinn, datt elo haaptamtlech Acteuren zur Verfügung stinn, mä datt am Géigenzuch nach ëmmer näischt geschitt ass, fir déi dausend Bénévolen ze valoriséieren, déi jo am Fong genau déiselwecht Basis hunn, wéi déi Leit, déi elo den Déngscht professionell maachen.

Dëst ass grave, ganz grave. A wann ee weess, datt mer net genuch Leit hunn an datt, wann d'Leit bis aus dem System eraus sinn, et ganz schwéier ass, se erëm eng Kéier nei ze motivéieren, da géllt et also déi Leit, déi nach all Dag hiren Déngscht maachen, bei der Staang ze halen.

Dofir, Här Minister, meng konkret Froen: Wéini kënnt ee kloert a konkret Signal vun der Regierung un all d'Leit vum Rettungsdéngscht, datt mir elo an an Zukunft op se zielen, bis weider Mesuré respektiv eng Reform vum System endlech a Musek ëmgesat ass?

Bei der Opwärtung an dem Encadrement vun deene Fräiwëllege schwätze mir sécherlech vu Suen, awer net nëmmen. D'Virschléi vum Comité des sages an deenen eenzelne Responsabele vun den Zentren gëtt et der jo méi wéi genuch, zum Beispill och dee vun engem Congé cadre hebdomadaire vun enger Unzuel Stonnen, déi also de Chef de centre an de Chef de groupe souwéi hiren Adjointen d'Méiglecheete géife bidden, och déi administrativ Tächen, déi mat hiren Aufgab verbonne sinn, ze bewältegen.

De Minister kennt sécherlech all hir Virschléi. En huet och méi Riedezäit wéi ech, fir drop anzegoen. An dofir meng zweet konkret Fro: Wat fir Méiglecheete gesäit hien an noer Zukunft, fir de Rettungsdéngscht - kéint ee bal soen - ze retten? A wéi ass den Timing vun esou Mesuren?

Déi drëtt Fro: Wéi wäit sinn déi auslännesch Experten, déi Dir mat der Bestandsopnahm beoptraagt hutt? Wichtig wär et awer och, emol iwwert d'Qualitéit vum Service nozedenken a kritesch ze hannerfroen.

Och iwwert déi sougenannten „Hilfsfrist“ muss ee sech ënnerhalen. Dat heescht, wéi laang een daerf brauchen, fir op d'Plaz vum Asaz ze kommen. Déi Diskussioun ass sécherlech néideg. Dëst net weinst dem Prozess op der Musel, mä dëst, well mir wëssen, datt, wann d'Ziffere vun de Bénévolé weider ofhëlt, et och derzou ka kommen, datt d'Ufahrszäit vun deemjéinegen, deenen den Déngscht iwwerhëlt, ka méi laang ginn.

Et bleiwen also nach vill Froen op, zum Beispill déi vum Berufsbild vun enger Carrière vum Ambulancier, der Ausbildung, der Hierarchie, der Responsabilitéit an engem Statut tout court. Mä mir müssen am Moment Pompjee spillen an d'Lächer stoppen, ier mer hei iwwerhaapt weider kënne kommen, och wann eng global Reform net daerf an de Vergiess geroden a séier soll op d'Schinne gesat ginn, fir dann net nach weider kostbar Zäit ze verléieren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

(Interruption)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Haagen. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf, wann ech gelift.

(Interruptions)

► **Une voix.**- Très bien, Här Haagen!

► **M. Claude Haagen** (LSAP), remplaçant Mme Claudia Dall'Agnol.- Merci.

► **M. Jean-Marie Halsdorf**, Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech deelen dem Här Haagen, dee jo fir d'Madame Dall'Agnol geschwat huet, seng Bedenken. An ech weess gradesou gutt wéi mäi Virgänger schonn, dass e Problem ass mat der Disponibilitéit hei zu Lëtzebuerg am Rettungswiesen, am Speziellen am Ambulanzwiesen.

Duerfir, déi Diskussioun si schonn ähnlech gelaf beim Gesetz vun 2004, just duerno ass d'Situatioun nach méi grave ginn. Esou dass ech mech kann erënneren, dass ech an de Joren 2004 an 2005 scho vun der Direktioun vun der Administration des services de secours e Konzept virgueluecht kritt hunn, dat ebe justement an déi Richtung geet, wou mer elo schaffen, wou mer jo elo - zwielef plus een - 13 Leit agestallt hunn an dat jo Null ass, ass fir déi vill Froen, déi elo opgeworf ginn. E Konzept, dat soll mëttel- bis langfristeg bis 60 Leit professionaliséieren oder professionell astellen hei zu Lëtzebuerg.

Ech erënnere mech awer och 2006, dass déck Streidereie waren zwëschen deenen engen an deenen aneren. Déi eng hu gemengt, si kéinten e Sauvetege maachen, déi aner net. An ech si frou, dass mer aus där Diskussioun eraus sinn. A vill méi frou sinn ech nach, dass mer 2008 am Fong geholl an der Regierung decidéiert hunn, dass mer de Bénévolat am Beräich vum Rettungswiesen - wat jo e Bénévolat ass,

deen anescht gestréckt ass wéi deen normale Bénévolat, well et eng Mission obligatoire ass vun de Gemengen - och esou sollte considérieren an no Léisunge kucken.

Ech kann also nëmme soen, iwwert déi lescht Joren hat ech eng konsequent Haltung a mer sinn esou wäit, wéi mer nach ni waren. Ech hat dat scho virun e puer Méint gesot, an ech soen dat haut nach eng Kéier.

Et muss eng Bewosstsinserweiderung komme bei de Leit um Terrain. Déi ass do. Mir müssen déi Blocagen ewechkréien, déi et ginn ass. Et gëtt der ëmmer manner. Mir müssen also kucken, dass mer Richtung ee System schaffen. An dat ass jo elo dat. An et ass dat, wat mer vill Freed mécht, dass d'Leit um Terrain elo iwwerzeegt sinn, dass mer ee Rettungswiese brauchen an net wéi fréier, nach 2004, wou mer d'Gesetz gestëmmt hunn, wou jiddweree gemengt huet, d'Pompjeeë müssen dat eent maachen an d'Protection civile muss dat anert maachen.

An net méi spéit wéi beim „kick off meeting“ am September 2009 waren d'Acteuren alleguerten där Meenung: Eng Reform muss kommen. A schonn am Regierungsprogramm, dee mer jo elo exekutiere sollen, steet dran, dass schnellstens muss - d'urgence, géif ech soen - eng Reform gemaach ginn, fir den Erausfuorderung vum engem moderne Rettungswiese gerecht ze ginn.

Mä elo ass et hei wéi esou oft: Deenen enge geet et ze séier an deenen anere geet et net séier genuch. Duerfir meckeren déi eng esou an déi aner meckeren anescht. Mä d'Tatsaach ass - ech wëll et nach eng Kéier widderhuelen -, mir hunn den 1. Februar elo dëst Joer zwielef Leit agestallt a mir hunn nach een am Joer 2009 agestallt, dass mer also 13 Professioneller um Terrain hunn.

An dat, wat mer do gemaach hunn, dat ass just d'Lächer stoppen! Dat ass eng éischt, géif ech soen, Mesure d'urgence. An dat geet sécherlech net duer, fir all d'Problemer, déi mer hunn, ze léisen. An eng Reform kënne mer nëmmen an de Grëff kréien, wa mer am Fong geholl dat als Package, als Ganzt uginn, net polemesch, mä wa méiglech sachlech am Intérêt vun der Saach.

A vill Leit mengen, elo hätt ech direkt och missen eng Valorisation oder eng Indemnisation bréngen vun de Bénévolen, wat ech och eng Kéier an enger Question parlementaire ugedeit hat. Mä ech hunn déi Saach eng Kéier ganz analyséiert an ech sinn zur Konklusioun komm, et mécht nëmme Sënn, wa mer global a konsequent a kohärent virginn.

An eppes soen ech: Déi Valorisation, déi Indemnisation, déi kënnt. Et si scho Suen am Budget vun 2011 virgesinn, dee mer elo wäerten deemnächst diskutéieren. An och de Budget 2010 gëtt eis d'Méiglecheeten, an déi Richtung ze goen.

Gutt, et sinn zwielef nei Leit agestallt ginn, an da muss mer eis unenee gewinnen, déi Bénévole an déi aner. Mir sollten deenen elo emol eng Chance ginn. Ech hu mech och informéiert, a villen Zentren gëtt et eng gutt Kollaboration. Si sinn zefridden. Et ginn awer och Zentren, géif ech soen, déi jalous sinn op aner Zentren, wou da gesot gëtt: Jo, mä déi hunn ee Professionellen do setzen an den Nopeschzenter huet keen, a mir hunn awer déiselwecht Problemer.

Duerfir hu mer jo schonn déi 13 Leit iwwert d'Land verdeelt. Mir hunn der op Esch gesat, mir hunn der op Diddeleng gesat, mir hunn der op Ettelbréck gesat, et kommen der an d'Base nationale op Lëntgen, et kommen der op Mertert-Waasserbëlleg. Dat ass am Fong geholl schonn am Esprit vun där Reform, déi mer wëlle maachen. Mir hunn natierlech keng an d'Stad gesat, well d'Stad huet professionell Pompjeeën.

Ech géif och dem Stater Buergermeeschter sengem Schaffen- a Gemengerot soen, e soll roueg bleiwen. Well ech hunn de Moien héieren, si géifen elo gläich keng Pompjeeë méi op aner Gemenge schécke wéi d'Stad Lëtzebuerg, well se keng Unerkennung géife kréien, keng Sue géife kréien an alles.

Ech wëll hinne just Folgendes soen: Éischens hunn ech hinne virun e puer Wochen eng Millioun gi fir den Rond-point Glück. Dat hu se och an der Press gemellt, dat ass och gutt esou. Mir wäerten och weider Léisunge fannen am Intérêt vun eisem Rettungswiesen an am Intérêt och vun eisem Pompjeeswiese vun der Stad Lëtzebuerg. D'ailleurs kritt d'Stad Lëtzebuerg och extra Suen iwwert de Budget, well se eng Capitale sinn a well se verschidden Aufgaben hunn. Mir sollten dat also gemittlech ugoen an net ufänken, elo jiddweree a sengem Eck ze jätzen. Mir sollten also kucken, roueg ze bleiwen an d'Zukunft virzubereede vun dësem wichtege Beräich, deen eben eist Rettungswiesen hei zu Lëtzebuerg ass.

(Interruption)

Gutt. Ech hu gesot, op där enger Säit hu mer da fir d'Zukunft déi Fräiwëlleg an op där anerer Säit hu mer natierlech déi Professionell. Dat ass eng Cohabitation, déi ass nei. Dat gi Konflikter. Wou Mënsche sinn, do mënschelt et.

An eppes kann ech awer kloer an däitlech soen: Generell gëtt et keng Problemer tëschent de Professionellen an de Bénévolen. Déi Fräiwëlleg an Zukunft, déi wäerte bleiwen, well mir müssen eis als Haaptstäip weider op déi Fräiwëlleg baséieren. Si wäerten en neie Statut kréien, deen och kontraktuell mat enger Indemnisation oder mat enger Valorisation wäert verbonne sinn. An déi Professionell wäerten och hire Statut kréien. Also d'Visioun, wéi dat soll weidergoen, ass kloer.

Gradesou kloer ass fir mech, an dat kann ech haut scho soen, och an enger Question avec débat, dass mer an Zukunft wäerten eng Coresponsabilitéit kréien am Beräich vum Rettungswiesen: d'Gemengen an de Stat. Do gëtt sécherlech eng grouss Erausfuorderung, déi Interface nei ze façonnéieren, well wa mer dat wëllen national kucken, iwwert d'Grenze vun de Gemengen eraus kucken, regional kucken, kommen nei Erausfuorderungen. A mer müssen do eppes maachen, well d'Gesetz vun 2004, dat funktionéiert net optimal.

Dofir hu mer jo déi Expertë komme gelooss: den Här Maurer aus dem Haut-Rhin, den Här Molitor vu Bonn an den Här Goerens, e Lëtzebuerg Expert, déi eng Bestandsopnahm maache vum System. Net fir eis ze soen, datt et net klappt, well dat wësse mir, mä dass si de System besser kenne léieren, dass se kënnen onbefaangen, ouni A-priori Léisunge sichen, Äntwerte sichen, well den Här Maurer huet de System am Haut-Rhin, deen ähnlech gestréckt ass, och eng rural Géigend mat Colmar als Haaptstad, deen ähnlech opgebaut ass mat enger Vergaangenheet och, wou am Fong geholl vill Pompjeescorpsen derhier sinn. Dat kann een net eent zu eent ëmsetzen hei zu Lëtzebuerg. Dofir muss mer Erfahrungswäerter hunn. A si sinn amgang, gutt ze schaffen. A si wäerten éischt Konklusiounen, Juni-Juli wäerte mer den éischte Rapport kréien. An da wäerte mer e Kader setzen. An ech freeë mech, ech soen dat éierlech, ech freeë mech hei an d'Chamber ze kommen, mat lech kontrovers a proaktiv ze diskutéieren am Kader vun der Interpellation vum Här Gibéryen, oder mer kënne souguer, wann Der wëllt, en Débat d'orientation maachen, dass déi Iddien, déi kommen, dass mer versichen déi ebe beschtméiglech ëmzesetzen, well mir brauchen eng proaktiv Haltung. Mir brauche Leit, déi un engem Strang zéien, soss kréie mer d'Rettungswiesen net hei zu Lëtzebuerg organiséiert.

An dat ass am Fong geholl déi Haaptaufgabebestellung, déi ech mer am Beräich vum Rettungswiese gemaach hunn: zesumme positiv dat Ganzt begleeden, Léisunge sichen. Dofir den nächste Rendez-vous hei fréistens virun der Sommervakanz a spéitstens bei der Rentrée, fir dann eben déi Konklusiounen, déi d'Experten zéie wäerten, fir doraus eben dann eis eng Démarche ze ginn, eng Démarche, déi soll esou sinn, dass mer d'nächst Joer kënnen en zweete Rapport maachen, a wa méiglech d'nächst Joer schonn e Projet de loi kënnen déposéieren, fir nach an dëser Legisla-



turperiod, esou wéi de Regierungsprogramm dat virgesäit, en neit Gesetz ze hunn, mat engem performanten eenzege Rettungswiesen hei zu Lëtzebuerg, wou deen Eenzelnen am Bénévolat an dee Professionellen déi néideg Unerkennung fanne vun hirer Gesellschaft a vun hire Biergerinnen a Bierger.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Innenminister. Wëllt den Här Haagen nach eng Kéier d'Wuert ergräifen? Jo.

► **M. Claude Haagen (LSAP), remplaçant Mme Claudia Dall'Agnol.** - Ech wollt just eng kleng Zwëscheffro nach stellen, oder nach eng Fro. Et ass ganz einfach, wat d'Responsabilitéit ueget vun de Buergermeeschteren, déi jo responsabel si fir de Pompjeescorps, wann en Asaz an anere Gemenge kënn, a wéi wäit d'Responsabilitéit vun deem Buergermeeschter do concernéiert ass, a wéi wäit datt se ka goen.

► **M. le Président.** - Här Innenminister.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Laut Artikel 100 vum Gemeengegesetz ass et esou, dass all d'Gemenge mussen hire Corps hunn. An déi zukünfteg Visioun hei vum Rettungswiesen hei zu Lëtzebuerg an déi aktuell gesi vir, dass déi Gemengen déi Hausaufgaben hunn. Dat heescht, dat Zesummespill zwëschen deem engen an deem aneren ass geregelt iwwert d'Gesetz vun 2004. An et ass och ganz kloer, an dat geschitt haut schon, wann op Plazen, besonnesch am Ambulanzwiesen, Leit feelen, da spréngt een anere Center mat an. Mä dat ass eng Situatioun, déi net gutt ass, déi net gesond ass, an déi riskéiert ass. An dofir hu mer jo schnellstens - wéi ech gesot hunn, hu mer wierklech e Lach gestoppt - 13 Leit agehallt, a mer mussen elo kucken, mat deene budgetären Oplagen, déi mer haut hunn, déi d'Saach net méi einfach maachen, fir weider Leit ze engagéieren a weider e Konzept auszeschaffen, wat effizient ass a wat kohärent ass.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Minister. Domadder wär dese Punkt ofgeschloss. Mir kommen elo zu der Diskussioun iwwert de Projet de loi 5899 iwwert d'Assurance accident. D'Riedezäit ass hei nom Modell 2 festgeluecht, an et hu sech bis elo schon ageschriwwen: déi Häre Spautz, Wagner, Braz, Colombero an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

7. 5899 - Projet de loi portant réforme de l'assurance accident et modifiant:

1. le Code de la sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;

4. le Code du travail;

5. la loi du 18 avril 2008 modifiée concernant le renouvellement du soutien au développement rural;

6. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

► **Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapportrice.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Reform vun der Assurance accident, déi mer haut hei diskutéieren an iwwert déi mer herno ofstëmmen, ass e

ganz wichtege Reformprojet, iwwert dee laang a vill nogeduecht gouf, an deen deementspriedend wichtege Verbesserung mat sech bréngt.

Et ass eng positiv Reform, an dat souwuel fir d'Salariéen wéi och fir d'Patronen. Fir déi Beschäftegt bréngt dës Reform méi e gerechten, méi en ausgeglachene System, iwwert dee se am Fall vun engem Aarbechtsaccident oder enger aarbechtsbedéngter Krankheet entschiedegt ginn. An d'Patronat - a besonnesch déi Secteuren, déi duerch hir Aktivitéit besonnesch héich Risiken droen an e besonnesch héije Bäitrag bezuele mussen - ka sech iwwer eng besser Organisatioun an e méi solidaresch opgedeelte Finanzement freeën.

Erlaabt mer e puer Wuert zur Geschicht vun der Onfallversécherung am Generellen an zu dëser Reform am Besonneschen. Wien elo um Detail vum Ursprung an der Entwécklung vun der Assurance accident interesséiert ass, deem recommendéieren ech allerdéngs den Exposé des motifs vum Projet de loi. Ech fir mäin Deel well hei just erënneren, dass d'Onfallversécherung um Ufank vum leschte Jorhonnert geschafte gouf. Si ass 1903 a Kraaft getrueden an huet uganks just d'Aarbechter couvréiert. Am Laf vun de Joren huet hire Champ d'application sech weider ausgebreit, an ëmmer méi Beschäftegter aus zousätzlechen Aktivitéitsberäicher an ëmmer méi nei Leeschtunge kouden dobäi an och ëmmer méi nei Risike goufen ofgedeckt.

Ech muss dobäi direkt betonen, well dat ass a mengen Aen vun elementarer Bedeutung, dass bei der Onfallversécherung vun Ufank un d'Iddi vun der Schold oder vum Feeler souzesoen ausgeklammert gouf. D'Affer vum Aarbechtsaccident oder seng Famill hat e Recht op Entschiedung, egal ob d'Accident duerch e schwéieren oder liichte Feeler passéiert war, an och egal ob et dem Patron oder dem Beschäftegte säi Feeler war, deen d'Accident provoziert huet.

Dir kënn lech scho virstellen, dass dës Regelung nëmme mat vill Engagement a vill Gestreits konnt zustane kommen an haut wéi deemools en historeschen Acquis duerstellt.

Am Mäerz 1992 huet d'Regierung de Conseil économique et social, kuerz CES genannt, beoptraagt, d'Onfallversécherung ënnert d'Lupp ze huelen an en Avis iwwer eng eventuell Reform ofzeginn. Well dese Gremium awer gläichzäitig nach aner méi urgent Dossierien ze bearbechten hat, gouf de Sujet vun der Assurance accident eréischt 1996 op de Leescht geholl an e spezifeschen Aarbechtsgrupp vum Wirtschafts- a Sozialrot agesat. No enger ganzer Rei vun Auditoune, Réunionen an Diskussiounen huet de CES am Oktober 2001 säin Avis zur Onfallversécherung ofginn.

De Wirtschafts- a Sozialrot huet all d'Aspekter vun der Assurance accident analyséiert an huet als wichtigste Punkt déi forfaitaire Indemnisiatioun vun der Incapacité de travail kritiséiert. En huet proposéiert, fir d'Onfallrent wuel bäizebehalen, mä nëmme nach als Ausgläich, fir den Akommesverloscht ze kompenséieren. Déi aner Aspekter vum Schued, deen de Versécherter ze erdroen hätt, sollten duerch separat Leeschtunge kompenséiert ginn, ähnlech wéi et am Droit commun de Fall ass.

De Projet de loi, dee mer haut virleien hunn, huet effektiv dës Iddi, dës Basisiddi vum Wirtschafts- a Sozialrot iwwerholl, an déi diesbezüglech Ännerunge bei der Indemnisiatioun stellen déi wichtigst Neierung bei dëser Reform duer. Ech kommen zu engem spéideren Zäitpunkt vu menger Interventioun nach méi am Detail op dës Neierungen zrëck.

Fänke mer awer u beim Champ d'application. Grosso modo kann ee soen, dass déi nei Association d'assurance accident deiselwecht Populatioun ofsécher wéi bis elo, nämlech all Aktivitéit professionnelle salariée et non salariée. De Projet de loi hält awer och eenzel spezifesche Fäll mat eran an déi nei Onfallversécherung...déi nei Onfallversécherung, pardon!

(Hilarité)

Zum Beispill bénévol Aktivitéiten oder Personnen, déi am Optrag vun internationalen Organisatiounen oder bei Missions

d'observation bei Wahlen am Ausland deelhuele. Déi ware virdrun do net dran.

Eng grondleeënd Ännerung par rapport zu den aktuelle Bestëmmungen huet d'Chamberskommissioun allerdéngs via Amendement erabruucht, andeems se folgenden Iwwerleeunge vum Statsrot Rechnung gedroen huet: Bis elo war d'Assurance accident opgedeelte a Régime général a Régimes spéciaux. Ënner Régimes spéciaux sinn d'Fonctionnaires an d'Employés publics gefall, grad wéi eng ganz Rei vu Personnen, fir déi de Stat am Fall vun engem Aarbechtsaccident opkënn. Dës Régimes spéciaux sinn dofir besonnesch, well d'Assurance accident sech wuel ëm d'Gestioun gekëmmert huet, de Stat allerdéngs als Patron der Assurance accident just d'Prestatiounen zrëckbezuelt huet. De Stat huet sech an där Hisiicht - anescht wéi all aner Patronen - net solidaresch um Finanzement vum ganze System bedeelegt.

An elo huet de Statsrot a sengem Avis fonnt, dass et a sengen Aen nëmme ganz schwéier ze rechtfertige wier, weider de Régime spécial fir d'Fonctionnaires an d'Employé vum Stat oprechtzerhalen, an doru och d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel gekoppelt. No Diskussiounen an der Regierung an och an der Chamberskommissioun - woubäi ech just bei deenen engen natierlech derbäi war - hu mer décidéiert, fir dës Régime-spécialen ofzeschaffen an en an de Régime général ze integréieren. Dat bréngt fir d'Assurée keng Ännerung. Dat ass wichtig ze soen: Et dréit fir d'Assurée keng Ännerungen. De Stat allerdéngs muss sech um Finanzement vum System bedeelegen, wat fir déi aner Patronen bedeit, dass hire Bäitrag natierlech zum Finanzement gläichermoossen erofgeet.

Wat elo d'Prestations en nature ueget, ass et, wéi et haut och schon de Fall ass, esou, dass d'Gesondheetskeess an och d'Fleegeversécherung am Prinzip d'Leeschtunge fir déi Leit, déi en Aarbechtsaccident haten, virfinanzéiert, an dass se da vun der Assurance accident rembourséiert ginn.

Ännerunge gëtt et, wat d'Indemnisiatioun vun den Dégâts matériels ueget. Am Kloe-text geet et dobäi ëm d'Schied um Auto. Do gouf et ënnert den aktuelle Bestëmmungen ëmmer nees Problemer a ganz cocasse Situatiounen, well déi Indemnisiatioun vun Dégâts matériels bei engem Aarbechtsaccident virausgesat huet, dass den Assuré och e kierperleche Schued oder eng Verletzung erlidden hat. Dat ass elo anescht. Hei gëtt elo eng Franchise agefouert an Héicht vun zwee Drëttel vum Mindestloun. Déi nei Bestëmmunge leeën en neie Plafong fest, wat ee maximal als Dégât matériel entschiedegt kritt. Nämlech maximal fënnemol de Mindestloun fir sougenannte Accidents de trajet a maximal siwemol de Mindestloun fir richteg Aarbechtsaccidenter.

Déi gréissten a wichtigst Ännerunge gëtt et, wéi schon aganks erwähnt, bei de Geldleeschtungen. Prinzipiell hunn d'Assurée am Fall vun engem Aarbechtsaccident Recht op déi normal Leeschtungen. Am Privatsecteur kréie si 13 Wochen hir Pai viru, an dovunner bezilt de Patron 20% an d'Mutualité des employeurs 80%. Am Fall vun engem Aarbechtsaccident rembourséiert d'Assurance accident der Mutualité dës 80% duerno. Duerno spillt dann am Prinzip dat sougenannte Krankgeld, d'Indemnité pécuniaire, op déi ee während maximal 52 Wochen, dës no enger Referenzperiod vun 104 Wochen, e Recht huet. An duerno a verschidde Fäll och méi fréi, huet ee bei enger Incapacité de travail totale Recht op eng ganz Onfallrent.

Dës Onfallrent wäert an Zukunft gläichwäerteg si mam Salaire, deen den Assuré virum Accident krut, well se jo, wéi ech dat schon aganks erkläert hat, den Akommesverloscht soll ersetzen. A well d'Onfallrent de Revenu soll ersetzen, wäert se och an Zukunft besteiert ginn, an déi normal Soziallaaschte ginn dovunner ofgehalen. Deemo cotiséiert den Assuré viru a seng Pensionskeess an huet ab dem Pensionsalter Recht op seng normal Pensioun, esou wéi se ebe gewiescht wier, wann e keen Aarbechtsaccident erlidden hätt. D'Onfallrent fält vun deem Moment un natierlech ewech.

No der Konsolidatioun vum Gesondheetszoustand vum Assuré, deen en Aarbechtsaccident erlidden huet oder en enger aarbechtsbedéngter Krankheet leit, gëtt et verschidde Cas-de-figures, déi ech hei wéll oplëschen.

Éischt Hypothees: Den Assuré ass aarbechtsfähig. An deem Fall kritt de Betreffenden eng Invaliditéitspensioun, déi e mat der ganzer Onfallrent ka cumuléieren, sou dass e keen Akommesverloscht par rapport zu virdu muss erliden. Bei deem Cumul änneren d'Bestëmmunge par rapport zu haut iwwerengs net.

Zweetens, am Fall vun enger partieller permanenter Aarbechtsfähigkeit gëllt d'Regel, dass se op d'Mannst muss 10% ausmaachen an dass deen dorunner gebonnenen Akommesverloscht och minimum 10% ausmécht. An deem Fall kritt dann den Assuré eng Rente partielle, fir den Akommesverloscht par rapport zum fréiere Salaire ze kompenséieren. Och op der Rente partielle grad wéi bei der ganzer Onfallrent muss ee Steieren a sozial Cotisatioun bezuelen. Den Assuré baut sech domadder weider, an dat ass wichtig, seng Pensionsrechter op, déi e vum normale Pensionsalter un ausbezuelt kritt.

An elo déi drëtt Hypothees, an zwar ass dat déi Hypothees, wann eng Incapacité de travail fir déi lescht Aarbechtsplaz oder de leschten Aarbechtsrhythmus besteet a wann den Assuré op e Reclassement externe waarde muss, da kritt hien eng Rente d'attente vu 85% vun der Rente complète. Dës Rente d'attente ersetzt de Chômage respectiv d'Indemnité d'attente, sou wéi se am Gesetz iwwert de Reclassement virgesinn ass.

Déi aner Schied elo, déi sougenannte Préjudices extra-patrimoniaux, déi ee bei engem Aarbechtsaccident oder enger aarbechtsbedéngter Krankheet erleit, ginn duerch aner separat Leeschtunge kompenséiert. Den Entschiedungssystem, deen hei agefouert gëtt, réckelt méi no bei den Droit commun, ouni sech awer ganz unzepassen.

Dese Projet de loi regruppéiert d'Entschiedung vu verschidde Préjudices, déi am Droit commun dacks, mä awer net ëmmer, separat gesi ginn, wéi: D'Assurance accident indemniseiert de sougenannte Préjudice physiologique et d'agrément, deen de moraleschen Aspekt vun der Verletzung vun der physischer Integritéit soll entschiedegen, dat heescht, d'Aschränkung vum de Méiglechkeete vum Assuré a sengem Alldag. Entschiedegt gëtt den definitive Préjudice physiologique et d'agrément an dat op Basis vun engem offizielle Barème. Dës Entschiedung gëtt, jee nodeems wéi schwéier dee Schued ass, als eemolegt Kapital ausbezuelt oder bei méi héijen Incapacités-tauxen all Mount.

Et sief nach gesot, dass mer an der Kommissioun décidéiert hunn, dës Indemnitéiten eropzesetzen. Et besteet nämlech de Risiko, dass duerch e moderne medezinesche Barème, dee soll agefouert ginn, d'Incapacités-tauxen, déi d'Kontrolldokteren engem zouerkennen, eventuell manner héich ausfale wéi bis elo.

Déi zweet Indemnitéit, déi am Kader vun der Assurance accident an Zukunft wäert ausbezuelt ginn, ass de sougenannte Pretium doloris, oder déi moralesch Entschiedung fir déi psychesch a physische Péng, déi een erleit och erlidden huet. Dese Schued an déi doru gekoppelt Entschiedung gëtt vum Contrôle médical vun der Sécurité sociale opgronn vun enger Skala ageschat a festgeluecht.

An da bleift nach de sougenannte Préjudice esthétique, deen ästhetesche Schued. Och do ass et de Contrôle médical, deen de Préjudice aschätzt an op Basis vun enger Skala d'Indemnitéit determinéiert.

Wéi bis elo soll d'Rente partielle, grad wéi och déi aner Indemnitéiten, kënnen réviséiert ginn, wann den Zoustand vum Assuré sech weider verschlechtert, wann deemno den Taux d'incapacité partielle permanente ëm méi wéi 10% eropgeet, a wann een dovunner kann ausgoen, dass dat sech net méi viru verännert. D'selwecht och fir de Fall, wou d'Perte vum Akommes sech bannent dräi Joer nach eemol verännert.

Am Fall vun engem déidlechen Accident hunn déi Hannerbliwwen vum Assuré Recht op eng Iwwerliewensrent, déi zesumme mat der Pension de survie d'selwecht héich ass wéi d'Pensioun, déi se kritt hätten, wann den Assuré bis 65 Joer viru cotiséiert hätt. A bei der Iwwerliewensrent, déi jo och e Revenu ersetzt, ass et nees esou, et ass deen nämlechte Prinzip, dass do d'Steieren an d'sozial Cotisatiounen drop mussen bezuelt ginn.

Och fir déi Hannerbliwwen wäert de moralesche Schued an Zukunft separat entschidegt ginn. D'Héicht hänkt dobäi vum Rapport zum Verstuerwenen of. An Zukunft wäerten, an dat ass net onwichtig, net nëmmen de Conjoint oder de Partner, d'Kanner oder d'Eltere vum Verstuerwenen e Recht op des moralesche Entschidegung hunn, mä och déi Persounen, déi zënter op d'Mannst dräi Joer mat him zesumme gelieft hunn.

An deem ganze System bleift virun de Prinzip vum der Immunité patronale erhalten. Dat heescht, dass d'Salariéen oder hir Famill kee Recht hunn, fir juristesche géint de Patron oder d'Aarbechtskolleeg virzegoen, fir Dommages et intérêts anzekloen. Ausser natierlech, wann déi um Pénal veruerteelt gi wieren, well se den Accident bewosst provoziert hätten - wat jo Gott sei Dank net oft als Cas de figure virkënt. Et ass ze hoffen op alle Fall.

Wat d'Organisatioun vum der neier Assurance accident ugeet, esou wëll ech haut op dëser Plaz net am Detail drop agoen. Et sief leedeglech ennerstrach, dass déi administrativ Organisatioun vereinfacht an ugeglach gëtt un d'Reorganisatioun vum deenen anere Branchë vum der Sécurité sociale duerch d'Aféierung vum Statut unique. Déi fréier Assemblée générale vum de Patronne gëtt ofgeschaaft. D'Gestioun gëtt elo vum Comité directeur assuréiert, mat engem President, dee Fonctionnaire ass, a jee aacht Delegéierte vum den Employeuren a vun de Salariéen. D'Vertrieber vum de Salariéen hunn an zwee Beräicher e Matbestimmungsrecht, nämlech do, wou et ëm d'Prestatioun geet, an do, wou et ëm d'Preventioun geet.

Wat de Budget vum der Assurance accident ugeet, den Dekont vum de Recetten an den Dépenses, de Bilan, mä och d'Déterminatioun vum de Classes de risque an d'Festleeë vum de Risikokoeffizienten an de Cotisatiounstauxen, esou sinn et d'Employeuren, déi zesumme mam President vum Direktiounscomité d'Décisiounen huelen.

Nach e Wuert zum Finanzement vum der Assurance accident. Et bleift e System vum der Répartitioun vum de Chargé mat der Opstellung vum enger Reserv, déi op d'Mannst muss esou héich si wéi d'Zomm vum den Dépensé vum virleschten Exercice. An d'Gestioun vum engem Deel vum Patrimoine kann dobäi dem Fonds de compensation vum de Pensiounen uvertraut ginn.

Am Moment gëtt d'Assurance accident vun de Cotisatioun vum den Employeuren finanziert. D'Employeuren gi jee no Aktivitéit an no Risiko, deen déi Aktivitéitsbranche mat sech bréngt, a verschidde Risikoklassen ageedeelt, déi deemtenspreechend och méi héich oder méi niddreg Cotisatiounstauxen hunn. De Risikokoeffizient, dat heescht de Rapport tëschent den Dépenses an de cotisabele Revenuen an all Klass, soll an Zukunft opgrond vum enger Observatiounsperiod mat Donnéeën op siwe Joer berechent, all Joer nei berechent ginn.

Bis elo gouf e Véierel, also 25% vum den Dépenses, solidaresch vum allen Employeuren gedroen, onofhängeg vum der Risikoklass. Den initialen Text vum Projet de loi huet proposéiert, dës gemeinsamen Taux op 33% eropzesetzen. Nodeems jo decidéiert gouf, fir de Régime special vum de Statsbeamten an de Statemployéen an de Régime général ze integréieren, an de Stat sech dann eben als Employeur och um solidaresche Finanzement bedeelegt, huet d'Chamberskommissioun d'Décisioun geholl, fir de gemeinsamen Taux op 36% eropzesetzen. Dëst bréngt fir vill Employeuren gläichzäitig eng méi oder manner staark Reduktioun vum Cotisatiounstaux mat sech, dee jee no Risikoklass festgeluecht gëtt.

Mir hunn eis an der Santé-a-Sécurité-sociales-Kommissioun vum der Chamber vill mat der Méiglechkeet vum engem sougenannte Bonus-Malus-System beschäftegt, deen am Projet de loi virgesi war. Duerch e Bonus respektiv Malus ebe fir déi eenzel Entrepreneuren, ähnlech wéi mer et bei den Autosassurancë kennen, sollten d'Employeuren encouragéiert ginn, fir d'Preventionsmesuren ze huelen an eng regelrecht Sécherheetspolitik an der Entreprise ze promovéieren. Dat gouf allgemeng als eng gutt a positiv Iddi begréisst. Allerdéngs läit hei, wéi esou oft, a wéi mer et och schnell gemierkt hunn an der Kommissioun, den Däiwel am Detail!

Et schéngt net esou einfach ze sinn, esou e System op d'Been ze setzen, deen équitable a gerecht ass, deen net riskéiert, déi kleng Entrepreneuren ze pénaliséieren an deen och nach net ze vill Verwaltungsofwand mat sech bréngt. Dass dat net esou einfach gemaach wéi gesot ass, weist enner anerem de Fait, dass esou e System och enner der aktueller Legislatioun méiglech a geplangt war. Allerdéngs ass dat Lettre morte bliwwen, well ee sech net konnt iwwert déi praktesch Modalitéite vum engem System an déi genee Répercussiounen eens ginn.

Dobäi koum och nach, dass den entspreichenden Textpassage am Projet de loi och net grad op Géigeléift beim Conseil d'État getraff ass, deen an deem Zesammenhang, wéi e sot, eng méi konkret a strukturéiert Propositionen erwaart hat. D'Chamberskommissioun huet doropshin, op Propos vum der Regierung, en Amendement ugehall, deen de Kritike vum Statsrot Rechnung dréit an dee weider awer d'Méiglechkeet opléisst, fir an Zukunft op de Wee vum esou engem Bonus-Malus-System ze goen.

Eng kuerz Remarque zu der Preventioun vum den Aarbechtsaccidenten. Si ass a bleift eng elementar wichteg Missioun vum der Assurance accident. Et ass aus juristesche Grënn an Zukunft net méi méiglech, dass d'Assurance accident, wéi ursprüngelech virgesinn a wéi et de Moment de Fall ass, weiderhin d'Preventionsreglementer hält. Et sinn dohier Recommendations. Et ass och esou, dass a Saache Preventioun d'Zesummenaarbecht an d'Aneneegräife vum de verschidde kompetente Plaze muss organiséiert an optiméiert ginn, enner anerem d'Kollaboratioun an d'Ofstëmmung mat der Inspection du travail et des mines.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mä mündleche Rapport, grad wéi och dee schrëftleche Rapport, deen lech virläit, weist lech bestëmmt, dass mer et hei mat engem zimlech komplizéierte Sujet ze dinn hunn an och mat enger ganz komplexer Matière. Déi zoustänneg Chamberskommissioun, där hir Presidentin ech d'Éier hunn ze sinn, huet sech an net manner wéi zéng Réuniounen mat dësem Projet de loi befaasst. Mir hunn d'Experten aus dem Ministère an de Verwaltung gehéiert, an déi ausféierlech an dacks ganz technesch Avise vum Statsrot a vun de Chambres professionnelles am Detail analyséiert an diskutéiert. Et sief hei bemierkt, dass dës Reformprojet am Groussen a Ganzen iwwerall positiv opgeholl ginn ass, an dat schwätzt sécherlech fir de Projet selwer.

D'Reform vum der Offall... - oh, et wäert jo awer net - d'Reform vum der Onfallversécherung, déi mat dësem Projet de loi duerchgefouert gëtt, bréngt wesentlech Virdeeler a Verbesserungen, virun allem, wat d'Entschidegung fir den Assuré ugeet. Deen neie System erlaabt eng moosgeschnidder, op deen eenzelne Fall zougesechnidder Indemnisiatioun, wat bis haut eben net de Fall war. Dat ass, mengen ech, déi ganz grouss a wesentlech Verbesserung.

Positiv schéngt mer och, dass de Finanzement vum der Onfallversécherung an Zukunft méi solidaresch wäert organiséiert ginn. Et ass kloer, dass et och weiderhi Betriber wäert ginn, déi méi Risiken droe wéi en aneren, mä et schéngt mir awer grad esou evident ze sinn, dass op d'Mannst en Deel vum deene Risiken och vum der Allgemengheet soll a muss matgedroe ginn.

Här President, an deem Sënn kann een ouni ze iwwerdreiwe soen, dass d'Reform vum der Assurance accident e Meilsteen an der laanger Geschicht vum der Lëtze-

burger Onfallversécherung duerstellt an och weiderhin en onverzichtbaren Acquis an eiser Gesellschaft duerstellt.

Ech wëll duerfir ofschléissend den Accord vum menger Fraktioun fir dës Projet mat op de Wee ginn an och nach vum der Geleeënheet profitéieren, fir de Kolleeginnen a Kolleegen vum der Gesondheets- a Sozialkommissioun meng Unerkennung auszudecke fir déi gutt Aarbecht an Zesummenaarbecht.

An lech e grouse Merci fir d'Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Rapportrice Merci, an als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz age droen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eppes viwech, am Ufank vum der Sitzung huet et geheescht, et misst een dat vum Ordre du jour huelen an et wier ni..., oder et misst ee sech d'Fro stellen, ob et an där Form nach kéint diskutéiert ginn. An do ass gesot ginn, et wier ni an der Kommissioun doriwwer geschwat ginn.

De Procès-verbal vum der Sitzung vum 28. Januar, dee veröffentlecht ginn ass a guttgeheescht ginn ass an der Sitzung vum 4. Februar, do steet grouss dran an engem Abschnitt: «Suite à une question concernant l'amendement adopté au cours de la dernière réunion...» - an esou weider an esou fort - «...il n'a pas été possible d'obtenir l'adhésion consensuelle des employeurs à ce moment.» Duerfir kann een ni soen, dass awer net an der Kommissioun sech domadder beschäftegt ginn ass mat dem Taux unique, esou dass déi Duerstellung awer net deem entsprécht, wéi dat am Ufank vum der Sitzung gesot ginn ass. An déi Piëcen, wou ech elo soen, déi fënnt een um Site vum der Chamber, an et ass de Procès-verbal vum Martin Bisenius vum 4. Februar 2010, wou dat och esou draesteet.

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Et ass net zréckbehale ginn an et stoung net...

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Neen, et steet awer am Procès-verbal.

► **M. le Président.** - Elo huet den Här Spautz d'Wuert, Här Wagner, a wann Dir wëllt, kënt Dir duerno derzou Stellung huelen.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke wëll ech awer elo der Rapportrice villmools Merci soe fir hire schrëftlechen a mündleche Rapport, an awer och fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Santékommissioun bei dësem dach, wéi si et och scho gesot huet, technesch schwéieren a komplizéierte Projet. Si huet e klengen Historique gemaach, wéi dat ugaangen ass vum 1901 bis haut, an dass duerno ëmmer méi Entreprisé bäikommt sinn, an dass et eréischt richtig nom Zweete Weltkrich war, mam Gesetz vum 1946, dass d'Assurance accident och obligatoresch ginn ass fir d'Entreprises commerciales. An duerno goufen all Kéiers nach ganz vill Verbesserung gemaach. Ech wëll awer och drop hiweisen, dass vum Ufank un d'Abstraktioun vum der Notion de faute gemaach ginn ass: D'Affer vum engem Aarbechtsaccident hat also e Recht op Entschidegung, egal wat de Grond a wie responsabel vum Accident war.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mir och kuerz e Bléck op d'Situatioun an eisen Nopeschlänner. An enger Etüd vum dem franséischen Organisme EUROGRIP ënnerscheet een tëschent dräi Gruppe vu Länner.

Déi éischt Grupp, zu där nieft Lëtzebuerg och Däitschland, Eisträich, d'Belsch, Spuenien, Frankräich a Portugal gehéieren, accordéiert momentan eng global Entschidegung vum professionelle Préjudice; dëst prinzipiell op Basis vum engem medezinesche Barème.

Eng zweet Grupp mat Finnland, Dänemark, der Schwäiz, Schweden, Italien ënnerscheet, wat d'Entschidegungen ugeet, tëscht dem Lounausfall, Perte de capacité de gain, an dem physiologeschen, also dem kierperleche Schued. Déi Capacitéit, fir ze schaffen, déi bei der Victime nach

iwwreg bleift, gëtt individuell en fonction vum der Ausbildung, de professionelle Fäegkeeten, dem Montant, de Verletzungen an der Méiglechkeet sech dësen unzepassen, evaluéiert. Wat elo d'Entschidegung vum physiologesche Préjudice ugeet, esou gëtt et vu Land zu Land ënnerscheet vum deenen Type vu Schied, déi mat abezu ginn, wéi zum Beispill d'Liewensqualität, d'Ästhetik, mä et ass esou, dass d'Indemnisiatioun fir den entstanene kierperleche Schued ëmmer déiselwecht ass, an net vum Accident oder dem Akomes, dat heescht der Pai vum Affer ofhängt.

Eng drëtt Grupp, bestehend aus England an Irland, gesäit d'Aarbechtsonfäegkeet, d'Rent just vir als Reparatioun vum engem Verloscht, vum engem kierperlechen oder mentale Schued. No dësem kuerzen Ausfluch awer eng Kéier, fir och ze weisen, dass an Europa, an eise gemeinsamen Europa dach awer nach en ënnerscheet besteet an der jeweeleger Uwendung, wéi d'Assurance accident a wéi d'Onfall am Allgemengen diskutéiert ginn, wëll ech dann elo zum Projet vum haut kommen.

Wéi d'Madame Mutsch et schonn ennerstrach huet, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, stoung an der Regierungserklärung vum 2004 d'Absicht, dass am Beräich vum der Assurance accident missten Adaptatiounen virgeholl ginn, a während laange Joren huet de Conseil économique et social, deen den Auftrag kritt hat vum der Regierung, probéiert en Avis auszeschaffen, wou och ee vun eise Kolleegen, den Ali Kaes, deemools am CES aktiv un deem Dossier matgeschafft huet, fir déi Proposition op de Wee ze bréngen.

Ier ech elo awer an den Detail vum Dossier iwwerginn, wëll ech op dëser Plaz och eng Kéier kuerz op d'Hannergrënn vum den Accidenter a Krankheeten hiweisen. Fréier huet éischer de kierperlechen Drock zu Krankheet an Accidenter gefouert, woubäi haut ëmmer méi oft déi moralesch, d'psychesch Laascht, a moderner Form Mobbing genannt, iwwerweit. Dëst gëllt souwuel am private wéi och am berufleche Beräich, a ganz vill Accidenter geschéien aus där Ursach. An nach ëmmer gëtt et Betriber, déi dësen Drock bei hire Leit provozéieren. Hei ass et wichtig - an duerfir en Appel vum dëser Plaz aus un de Gesondheitsminister -, dass mer och iwwer e Gesetz vum Anti-Mobbing nodenken, wou och do verschidde Strofen, déi géifen ausgeschwat ginn, der Assurance accident géifen zougefouert ginn, well duerch dee Murks an dee Stress, deen entsteet, geschéien och Aarbechtsaccidenter.

De Projet de loi ass am Juli 2008 déposéiert ginn. Dat ass net méi duergang, fir déi parlamentaresch Aarbecht an der leschter Legislaturperiod ze bréngen, esou dass och an der Regierungserklärung vum 29. Juli 2009 nach eemol ennerstrach gouf, dass d'Reform vum der Assurance accident soll virgedriwwen ginn an zu engem Enn gefouert ginn. An de leschte Méint hu mir nach vill dru geschafft, an elo si mer esou wäit, dass mer dës Projet haut kënnen stëmmen.

Wat sinn elo déi grouss Neierungen am virleiende Projet, par rapport zu der Legislatioun, wéi mer se bis elo haten? Duerch de Projet de loi, iwwert dee mir elo hei schwätzen, gi sämtlech Dispositiounen aus dem Buch 2 vum Code des assurances sociales vu Grond op iwwerschaaft. Sait 1925 hat de Code des assurances sociales seng initial Struktur behalen, och wann duerno eng Hällewull vu punktuellen Adaptatiounen virgeholl goufen.

Wat den Uwendungsberäich betrëfft, esou war et u sech net virgesinn, dass do esou vill sollt geännert ginn, awer am Laf vun den Aarbechten huet d'Chamberskommissioun awer decidéiert, dem Statsrot Recht ze ginn, an de Régime spécial fir d'Fonctionnaires an d'öffentlech Employéen ofzeschaffen.

Bis elo hunn déi sougennante Régime-spezialen d'Statsbeamten an d'Employéë couvréiert. Enner dës Kategorië sinn och aner Leit gefall, fir déi de Stat de Finanzement vum der Assurance accident iwwerholl

huet, wéi zum Beispill Schüler a Studenten, d'Leit, déi am Kader vun enger Mise au travail beschäftegt sinn, d'Prisonéier, etc., fir elo emol nëmmen déi ze nennen.

D'Prestatiounen, déi un dës Leit ausbezuelt ginn, ginn duerno vum Stat rembourséiert, deen als Employeur net um solidaresche Finanzement matmécht, esou wéi et vun allen aneren Employeure vum Régime général verlaangt ass. Als Erklärung: De Régime général deckt sämtlech bezuelten an net bezuelte professionell Aktivitéiten of, souguer déi Persounen, déi just eng Geleeënheetsaarbecht oder enger eemoleger Aktivitéit noginn. Hei ginn och d'Affer vun den Aarbechtsaccidenter, déi bei Schwaarzarbecht geschitt sinn, mat a Be-truecht gezunn.

Op den Avis vum Statsrot hin, deen der Meinung war, dass et schwéier novollzéh-bar wier, firwat de Régime spécial fir d'Statsbeamten an d'Employéé sollt bäibehale ginn, hu mir eis an der Chamberskommission ausféierlech mat dësem Problem beschäftegt, an de Minister stoung eis och an all deene Punkte Ried an Äntwert, an hunn duerno decidéiert, de Régime spécial falen ze loossen, esou dass d'Statsbeamten an d'Employéé zukünftig am Régime général integréiert ginn.

Ech wëll och do nach ennersträichen, dass de Bureau international du travail vu Genève dat schonn öfters gefuerdert huet, dass bei der Diskussioun vun der Aféierung vum Statut unique op déi Punkten do hi-gewise ginn ass, an dass och bei der Reform vun der Gewerbeinspektioun schonn deemools am Avis vum Conseil d'État stoung, et misst een och driwwer nodenken, ob all déi Bestëmmunge vu Santé, Sécurité dans la fonction publique an dat vun der ITM, ob dat net enner eng Kompetenz misst falen, well do och nach den Ennerscheid war, ob et Aarbechter waren, déi privat assuréiert waren, oder ob et Fonctionnaire waren, sou dass dat eng lo-gesch Schlussfolgerung wier. An déi Kol-leegen, déi scho méi laang derbäi si wéi ech, wëssen, dass de Stat schonn oft op déi Onzoulängleckeete vun deenen en-nerschiddleche Statuter higewisen huet.

Och ännert de Champ d'application. Ën-ner d'Ännerung vum Champ d'applica-tion fällt d'Problematik vum Bénévolat. Ech soe ganz bewusst d'Problematik, wuel wëssend dass et net de Bénévolat ass, dee problematesch ass, mä d'Couverture vun deene Leit, déi sech bénévol engagéieren. Et handelt sech heibäi ëm e ganz vaste Feld, dat vu Sportsveräiner bis d'Protection civile a Pompjéë geet. D'Fro, déi ee sech do stelle muss, ass déi, wou de Bénévolat ufänkt an ophält. Et gëtt einfach keng kloer ofgegrenzten Definitioun vum Bénévolat. Och ass et esou, dass zum Beispill verschidden Aktivitéiten, am Beräich vum Sport, vu Privatversécherunge couvréiert sinn.

Ouni dass ech elo hei op déi ganz Thema-tik am Detail kann agoen, wëll ech enner-sträichen, dass et wichteg ass, dass mir ep-pes fir de Bénévolat maachen, an dass d'CSV et ausdrécklech begréisst, dass d'As-surance accident fir de Bénévolen am Be-räich vun de Services de secours souwéi an de sozialen, sozioéducativen an therapeu-tischen Domäne bei engem staatlech agréierten Organismus géllt. Momentan ass et net méiglech, de Bénévolat nach méi opzemaachen, well, wéi scho gesot, et schwéier ass, de gesamte Bénévolat als sol-chen ze erfassen. De Conseil supérieur vum Bénévolat ass awer gebiede ginn, e Bilan opzestellen iwwert d'Accidenter bei sämtlechen Aktivitéiten, fir dass mer do-madder spéiderhin déi Lacunë kënne riichtbéien.

Méi substanzuell Ännerunge gëtt et och am Beräich vum Finanzement an der adminis-trativer Organisatioun vun der Assurance accident. Bäibehale gëtt awer de System vun de Chargen, d'Verdeelung vum Uleeë vun enger Reserv. Aktuell ass et jo esou, dass de Régime général integral duerch d'Cotisationsune vun den Employeure finan-zéiert gëtt, ofgesi vun de Revenuen, déi aus de Placemeter vun de Reserve kom-men.

Et ass esou, dass momentan d'Cotisa-tionstaxe jee no Risikoklass variéieren, deen op Basis vun engem Risikoeffizient berechent gëtt. Den déifsten Taux ass de Moment 0,45%, deen ass fir e Secteur, deen de Moment zwar och e bëssen uge-schloen ass, wéi zum Beispill d'Lofffahrt, Radio an Telekommunikatioun, Theater. An deen décksten, deen hu mer mat 6%, dat ass fir den Daachdecker an d'Blech-leeër, déi ganz uewen um Daach sëtzen. Dass do de Risiko méi grouss ass wéi bei deenen aneren... Esou dass Der gesitt, dass do insgesamt de Moment en Ennerscheid vu 5,55% besteet téschent deem manns-ten an deem décksten Taux. Mam aktuelle Projet gëtt d'Beobachtungsphas, unhand-vun där de Cotisationsstaux berechent gëtt, vun engem op siwe Joer eropgesat. Trotzdeem kann en awer weiderhin op an-nueller Basis refixéiert ginn.

Säit Jorzéngten ass e Véierel vun den Aus-gabe vum Régime général uniform vun der Cotisationsun gedroe ginn, egal wéi en-ger Klass een ugehéiert huet. Doderch, dass de Régime spécial, wéi ech virdrun erkläert hunn, jo elo fale gelooss gëtt, be-delegt sech de Stat vun elo un och un der Finanzéierung, wat zousätzlech Cotisa-tioune generéiert. Dëst erlaabt et, d'Part de financement solidaire op 36% ze erhéi-jen, wat zu enger Baisse vun de Cotisa-tionstaxe jee no Risikoklass féiert.

Eng weider Neierung ass eng Zort Bonus, Malus, fir d'Entreprises ze sensibiliséieren, genuch Virsichtsmaosnamen ze huelen am Beräich vun der Preventioun vun den Accidenter. Heizou gouf et verschidde Kri-tike säitens der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers. De Statsrot hat och e puer Umierkungen, huet d'Iddi u sech awer begréisst. D'Chamberskom-mission huet, wéi d'Madame President et scho gesot huet, doropshin Amendemen-ter formuléiert, déi de Bedenke vun deem Rechnung gedroen hunn.

Ech wëll awer nach eemol op dëser Plaz dovu profitéieren, fir ze ennersträichen, dass der Preventioun géint Aarbechtsacci-denter eng méi wichteg Roll muss zoukommen, notament och bei deene klengen a mëttelstänneschen Entreprises. Heiwéinst huet d'Assurance accident d'Méiglechkeet, Recommandatiounen am Beräich vun der Preventioun ze ginn.

Déi wichtegst Ännerunge betreffen d'Pres-tations en espèces. Esou wéi den CES et a sengem Avis proposéiert hat, a wéi et och an aneren europäesche Länner de Fall ass, geet et drëms, d'Indemnisation forfaitaire, déi eenzeg an eleng op der Rente accident baséiert, duerch eng méi komplett Ent-schiedegung vun deene verschiddene Pré-judicen ze ersetzen, esou wéi et och am Droit commun de Fall ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, nei ass, dass d'Indemnitéiten am Fall vu Materialschued geännert ginn. Bis elo war dat bei engem Aarbechtsaccident just méiglech, wann och e kierperleche Schued mam Materialschued verbonne war. Deen neien Text setzt eng Franchise fest, fir d'Schied un den Autoen ze ersetzen, an hieft de Plafong vun den Entschiedegun-gen och un, ouni dass et awer wäert méig-lech sinn - ech hat de Moien um Radio esou eng Remarque héieren -, dass och elo Luxuskarosse géifen integral vun der Assu-rance accident ersat ginn.

Dann ass et d'Indemnisation de la perte de revenu. Deen neien Text gesäit vir, de Lounausfall an aner Préjudicé méi no ën-ner den Droit commun erauszeféieren, esou wéi et schonn an anere Länner de Fall ass. D'Madame Mutsch huet an hirem schrëftlechen a mündleche Rapport dës Neierung schonn ausféierlech belicht, esou dass ech nach just kuerz drop wëll agoen.

Déi wichtegst Innovatioun ass sonner Zweifel déi separat Evolutioun an der In-demnisiatioun vun der Rente accident an dem effektive Lounausfall. Wann de Seuil vun 10% vun der Incapacité de travail partielle permanente - an den Ofkierzungen an den Dokumenter ass dat den IPP - erre-chent gëtt, da gëtt dat am Droit commun Perte de revenue gekuckt am Verglach mat dem Revenu an der Referenzperiode virum oder nom Accident. Dir gesitt, wéi kompli-zéiert an technesch de Projet ass.

Da gëtt et d'Rente partielle: Si entschie-degt exklusiv de Lounausfall, deen duerch en Aarbechtsaccident oder eng Maladie professionnelle bedéngt ass. Si gëtt bezuelt vun deem Moment un, wou d'Aarbecht erëm opgeholl gëtt, bis zu der Pensioun. Si ass besteiert an ennerläit de Cotisations sociales, sou dass den Assuré duerno seng Pension de vieillesse kritt, esou wéi wann hie keen Accident gehat hätt.

D'Articulatioun an der Legislatioun iwwert de Reclassement: Wann e Versécherter no engem Accident oder enger Krankheet aarbechtsunfäeg ass a vun engem Reclas-sement interne oder externe profitéiert, kritt hien eng Rente partielle vun der Assu-rance accident. Déi Indemnité compensa-toire ersetzt d'Differenz téschent där aler an där neier Pai.

D'Indemnisation des préjudices extra-pa-trimoniaux: D'Assurance accident ent-schiedegt mat zwou verschiddene Presta-tioune: fir engersäits den effektive Loun-ausfall an anerersäits déi sougenannte Pré-judices extra-patrimoniaux, also déi net vermögensrechtlech Préjudicé vum kier-perleche Schued. Dëst ass méiglech, wann no engem Accident oder enger Maladie professionnelle den Assuré permanent eng ganz oder deelweis Incapacité de travail opweist. Wéi am Droit commun gëtt d'Af-fer hei entschiedegt fir d'Préjudicen, déi keng direkt wirtschaftlech Inzidenzen hunn, déi mat Geld ze moosse sinn, fir dat ze wieren. Hei gëtt téschent dräi verschid-denen Indemnitéiten ennerscheet: - éisch-tens d'Indemnité psychologique et d'agrè-ments, de Pretium doloris, also de mora-lesche Schued, an den ästhetesche Schued, deen Accidenter kënne mat sech bréngen.

Wat de Volet vun de Méiglechkeete vun der Revisioun vun den Indemnitéiten an de Recoursméiglechkeete géint Tiers-res-ponsabler ugeet, esou wëll ech op dëser Plaz net drop agoen. Mä dat steet alles am Rapport.

Am Fall vun engem déidlechen Accident hunn déi Hannerbliwwen e Recht op eng Rente de survie, déi zesumme mat der Pension de survie den Niveau vun der Pen-sioun errechent, dee se kritt hätte fir de Fall, wou e verstuerwenen Assuré bis zum Schluss cotiséiert hätt. Och de moralesche Schued vun deenen Hannerbliwwene kann duerch e Forfait entschiedegt ginn.

D'CSV begréisst, dass an Zukunft net nëm-men de Conjoint, de Liewenspartner, d'Kanner an d'Elteren dovu profitéieren, mä och aner Persounen, ënnert der Kondi-tioun, dass se op d'mannst dräi Joer an engem Stot - enger Communauté domes-tique - mam Verstuerwene gewunnt hunn.

Da gëtt et nach d'Immunité patronale. Am Prinzip kënnen d'Salariéen an hir Ayants droit oder lerwen net juristesche géint hire Patron virgoen, fir deen op Schuedenersaz ze verkleen.

Administrativ gesi gesäit dëse Projet de loi en Alignement vun der Assurance accident op de Modell vun all deenen aneren Insti-tutiounen an der Sécurité sociale vir.

Här President, léif Kolleeginnen a Kol-leegen, eppes wat dann am Virfeld schonn eng Kéier diskutéiert gi war, dat ass déi Fro, déi ee sech ka stellen: Schon 2006 - an der deemoleger Tripartite - ass schonn eng Kéier dovu geschwat ginn, fir en Taux unique anzeféieren an der Assurance ac-cident. Deemools war den Taux net 0,45 bis sechs, mä et war 0,55 bis sechs. An do huet et sech erausgestallt, dass wann een en Taux unique géif rechnen, dass dee bei 1,15 bis 1,25% géif fir sämtlech Betriber leien. An elo, wou de Spezialregime mat integréiert ass, misst d'Moyenne theore-tesch nach méi wäit erofgoen, wéi déi 1,15 oder 1,25%, déi deemools gerechent gi sinn. An ech mengen, et wier sécher - an et ass jo och schonn esou dat eent oder dat anert duerchgedrongen -, wéi wann et gutt wier, och wa mer elo dee Projet hei verabschieden, dee jo den 1. Januar 2011 a sengem vollen Émfang eréischt soll zur Geltung kommen, dass, wann an Zwë-schenzäit nach eppes géif geschéien un de Cotisationsunen, dass dat doudsécher ze be-gréisse wier an dass mer dat nach kënne maachen.

Mä et soll een all déi aner Phasen, déi dat positivt Gesetz drophuet, elo scho kënne stëmmen, fir dass och d'Verwaltungen an d'Betriber d'Méiglechkeet hunn, sech elo

scho mat deem neie Gesetz virzubereeden, d'Prévention d'accidents an déi Richtung ze maachen. Well et ass awer och sécher, wa mer géifen en Taux unique kréien, dat géif virun allem déi aarbechtsintensiv Be-triiber terribel entlaaschten. Dat wier eng gutt Saach fir de Bau. Dat wier eng gutt Saach fir d'Handwierk. Well do géifen d'Charges patronales erofgoen.

Wa mir haut de Projet stëmmen, esou maache mir ganz vill Verbesserungen. Wéi gesot, ech hoffen och nach ëmmer, dass mer et och nach virum 1. Januar 2011 fäerdeg bréngen, um Taux eppes ze änne-ren. Mä ech wëll awer elo schonn, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, heimadder den Accord gi vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet, an dat am Inté-rêt vun allen Assuréen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Marc Spautz Merci. An als nächste Riedner ass den Här Carlo Wagner age-droen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Här Presi-dent, Dir Dammen an Dir Hären, de Ge-setzesprojet 5899, dee mer haut stëmme sollen a mat deem eng ëmfaassend Reform vun der Assurance accident an d'Weeër soll geleet ginn, huet en fait eng ganz laang Virgeschicht. Schon 1992 hat d'Re-gierung eng Demande un de Conseil éco-nomique et social geriicht, fir sech Gedan-ken ze maachen iwwer eng méiglech Re-form. Et huet also bal - kann ee soen - 20 Joer gedauert, ier mat dem Dag vun haut dëse Prozess - „hätt sollen“ soen ech - of-geschloss sinn.

Gläichzäitig ginn awer mat deem virleien-den Text och verschidden Adaptatioune virgeholl, déi sech am Laf vun der Zäit duerch eng Rëtsch vu Verännerungen an der Berufswelt an Aarbechtswelt opgedrängt hunn. D'Aarbechtsbedingung sinn haut ganz anescht wéi elo beispillsweis viru Jorzéngten, wou deemools vill méi Leit en-ger kierperlecher Aarbecht nogaange sinn. Et dāerf een nämlech net vergiessen, dass dat ursprüngelech Gesetz aus dem Joer 1902 staamt. Dëst gouf 1925 duerch de Code des assurances sociales ersat. Aller-déngs huet dëst Gesetz seng Grundstruk-tur zënterhier trotz punktuellen Adapta-tioune kaum verännert. Deemno ass et ouni Zweifel net vu Muttwëll, wann d'Assurance accident enger Reform ennerzu gëtt.

De virleiene Projet de loi ass e komple-xen, komplizéierten an immens technes-che Projet. An hirem Rapport ass déi hon-orabel Madame Mutsch schonn op villes aagaangen an huet déi wesentlech Änne-rungen a Verbesserungen explizéiert. Ech wëll mech dofir a menger Interventioun just op e puer Punkte beschränken.

Här President, am ursprüngelechen Text, wéi e vun der Regierung déposéiert ginn ass, war net virgesinn, dass och d'Stats-beamte sollten an dee generelle System vun der Assurance accident falen. Si sollten hire spezielle Regime behalen. Well awer de System vun den Indemnisiatioune geänn-ert gëtt an a groussen Deeler dem Droit commun ugepasst gëtt, huet de Statsrot a sengem Avis gemengt, dass e spezielle Re-gime fir d'Statsbeamten net méi ze justi-fiéiere wier.

D'Kommission huet sech vum Statsrot sengen Argumenter iwwerzeege gelooss - awer och, well de Risiko vun enger Oppo-sition formelle gi war - a sech also där Meinung ugeschloss, sou dass et elo nëm-men nach een eenzege Regime vun der Assurance accident gëtt fir alleguerten d'Beschäftegter, egal ob aus dem privaten oder dem öffentleche Secteur. An deem Kontext wëll ech drop hiweisen, dass d'Aglidderung vun de Fonctionnaires an de generelle System awer eleng fir d'Ge-mengen eng finanziell Charge vu plus ou moins 1,25 Milliounen Euro duerstellt.

Här President, dëse Projet ass nach net evaküiert a scho soll nees eppes un de Modalitéte vum System geännert ginn. Ech war aganks schonn drop aagaangen, well net méi spët ewéi gësch den Owend huet de Premierminister nämlech schonn nees eng weider Reform vun der Assurance accident ugekënnegt. An zwar soll en een-heetleche Cotisationsstaux fir all Betriber agefouert ginn, wat géif bedeuten, dass den Taux bei de Banke géif eropgesat ginn



a parallél dozou dee vum Mëttelstand géif entlaascht ginn.

Ech muss soen, d'Demokratesch Partei begréisst sécherlech dës Entlaaschtung vun eise mëttelstännegen Entrepreneuren an déi domadder verbonnen Opwärtung vun der manuelle Beruffer. Ouni d'Detailer an déi genau Zuelen genau ze kennen, muss ech awer soen, dass et schwéier ass, hei eng definitiv Ausso ze maachen.

Och wësse mer nach net, wéini dës Reform dann iwwerhaapt soll kommen. Et ass elo vum 1. Januar geschwat ginn, mä dat war méi hoffnungsvoll ausgedréckt ginn. Vlächcht kann den Här Di Bartolomeo eis herno a senger Interventioun op déi dote Froen äntwerten. Mir si gespaant op déi Äntwerten, Här Minister, dat ëmsou méi, wéi mer den Donneschdeg heivunner absolut nach keng Ahnung haten - vun der Ukënnung schwätzen ech vum Premierminister vu gësch den Owend.

Här President, dat gréisst Innovatiounselement vum virleiende Projet besteet awer ouni Zweifel an der Reform vun den Indemnisationen. Sou wéi de Conseil économique et social dat a sengem Text proposéiert hat, an esou wéi d'Assurance accident an deene leschte Joren och an aneren europäesche Länner reforméiert ginn ass, gëtt d'Indemnisation forfaitaire - déi sech eleng op der Rente d'accident baséiert huet - duerch eng méi differenziéiert Entschiedegung vun deenen eenzelnen Aarte vu Schied materiell oder physesch ersat.

Ouni nach eng kéier wëllen an den Detail ze goen, ass et awer wichteg ze ënnersträichen, dass d'Assurance accident an Zukunft wäert mat ënnerscheedleche Prestatiounen de Lounausfall respektiv all aner materiell Perten, déi duerch en Aarbechtsaccident entstanen sinn, indemniséieren. Dëst ass an eisen Aen, an den Ae vun der Demokratescher Partei, ouni Zweifel déi richteg Approche, fir déi Betraffe kënne méi genee op de vun hinnen erliddene Schued ze entschiedegen.

D'DP begréisst dofir ausdrécklech dës nei Elementer am Regime vun der Assurance accident. Gläichzäiteg hoffe mer awer och, dass déi nei Dispositiounen a besonnesch déi nei Kritären, wéi déi eenzel Indemnisatione sollen ausgerechnet ginn - an et sinn der eng ganz Rei -, net dozou féiere wäerten, dass déi betraffe Leit musse laang op hir Sue waarden.

Insgesamt kann ee festhalen, dass deen neien Indemnisationssystem eng kloer Verbesserung fir déi Betraffe mat sech bréngt. Och wann deen een oder anere méi kleng Schued net méi wäert ganz rembourséiert ginn, ginn dach awer gréisser Schied an Zukunft vill besser ofgedeckt.

Här President, 2008 gouf et hei zu Lëtzebuerg 27.700 Aarbechtsaccidenten, dovunner 18 déidlecher. All Aarbechtsaccident ass net nëmmen en Accident ze vill, mä hannert dësen Zuele verstoppe sech oft ganz tragesch Schicksaler. Ëmsou méi wichteg sinn dofir fir eis als Demokratesch Partei all preventiv Moosnamen an deemem Beräich.

Mir begrëssen dofir beispillsweis och déi rezent Initiativ vun der Association d'assurance accident, fir e Prix prévention an d'Liewen ze ruffen, mat deem d'Entreprise fir hir Beméiung fir méi Sécherheet a besser Aarbechtskonditiounen sollen ausgezechent ginn. D'Prevention an d'Sensibiliséierung ginn ëmmer nees gären als wichteg Elementer an der Beméiung fir besser Aarbechtskonditiounen a méi Sécherheet op der Aarbecht gefouert. Allerdéngs gesäit et bei der konkreter Ëmsetzung vun esou enger preventiver Politik um Terrain ganz oft anescht aus.

Esou konnt ee virun e puer Deeg an der Press liesen, dass et bei der ITM géif u Personal feelen. Zwar ass d'Zuel vun den Inspekteren duerch d'Reform vun dëser Administratioun eropgesat ginn. Allerdéngs kann offensichtlech nëmmen e ganz klengen Deel vun dese Leit och wierklech um Terrain aktiv sinn. Et wier wierklech bedauerlech, wann duerch eng mangelhaft Gestioum vun Personal vun der ITM d'ITM hirer wichteger Kontrollmissioun net kéint esou nokommen, wéi dat misst de Fall sinn.

Här President, ofschléissend wëll ech et awer net verfeelen, fir der Rapportrice, der

honorabler Madame Lydia Mutsch, fir hiren ausféierleche mëndlechen an och exzellente schrëftleche Rapport Merci ze soen. Domadder ginn ech selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Carlo Wagner Merci. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt elo d'Wuert.

► **M. Félix Braz (d'ei gréng).** - Merci, Här President. Ech wëll och direkt der Rapportrice, der Madame Mutsch, Merci soe fir hire Rapport. Si war ganz detailléiert a ganz prezis. Och de Kolleg Spautz huet nach eng kéier quasi e bis-Rapport vum Projet de loi gemaach, vlächcht och nach eenzel Aspekter beliicht, déi virdrun net beliicht waren, sou dass ech mengen - wéi de Kolleg Carlo Wagner - eigentlech méi kuerz kënne ze bleiwen, fir elo net nach eng kéier - fir d'drëtt oder fir d'véiert - Saachen, wou mer eis an der Kommissioun alleguerten eens waren, ze widderhuelen.

D'Madame Mutsch sot an hirem Rapport - an hirem mëndleche Rapport - zu deemem Projet, dee jo u sech ganz laang ënnerwee war - vun '92 u bis haut -, dass ganz vill nogeduecht gi wier an där Zäit op enger Rei vun Niveaue. Et ass sécher wouer, et ass och an der Kommissioun nach nogeduecht ginn. Mä et muss een awer och soen, dass net vill kontrovers schlussendlech diskutéiert ginn ass, well mer eis an dëser Matière an der Kommissioun - mengen ech - op praktesch all de Punkte méi oder wéiniger eens waren no der Diskusioun. Et ass wierklech e Projet, deen de Stempel vum Konsens - vlächcht net op all de Punkten, awer op den allermeeschte Punkten, mengen ech - vun de Membere vun der Kommissioun dréit.

De Carlo Wagner an ech selwer haten ufanks vun der Sitzung op déi Äusserung vum Statsminister gëschter op der Television reagéiert, an ech sinn och do mam Här Spautz senger Äntwert net d'accord. Ob mir elo an der Kommissioun doriwuer diskutéiert haten, ob dat an engem Procès-verbal steet oder net, Fakt ass, mir sinn an der Kommissioun zur Konklusioun komm, dass den Text, deen haut virläit, dat ass, wat mer wëlte maachen. A mir hu gesot, dat ass de Kompromëss, an déi Klatz ass ronn, a mat där kënne mer an den nächste Joren och eppes ufänken.

Dann heescht et awer op eemol gëschter, dass dat awer elo op engem Punkt, dee jo awer wierklech keng Nieweschlechkeet ass, soll geännert ginn. An dat entkräfft awer trotzdem d'Valeur vun deemem Projet hei, deen ech e gudder Projet fannen, wou mer - mengen ech - eng wierklech gutt Aarbecht, eng gutt Reform hei maachen. Ech wëll och dofir dem Minister do gare soen, dass dat eng gutt Aarbecht och vun him a vu senge Mataarbechter ass. Ech fannen et dofir schued, wa mer een Dag virum Vote esou eng Ausso gemaach kréien; dann hätt een dat doten och éischter kënne diskutéieren.

Ech weess och net, firwat dass de Statsminister dat gesot huet, ob dat dann elo e Regierungsbeschloss war, well de Statsminister huet jo och dem Minister Schmit virgeworf, e géif do Saache soen, wou et eng Regierungsmeinung géif ginn. Ech weess net, ob dat, wat den Här Juncker gëschter gesot huet, dann och d'Meenung ass vun der ganzer Regierung, ob dat och vun der ganzer Regierung diskutéiert an approuvéiert ginn ass, wat do lanciéiert ginn ass. Mä egal wéi werft et e Schiet op dat, wat mir hei diskutéieren.

Ech weess och net, wéi de Minister Di Bartolomeo sech dann elo muss gespuert hu gëschter Owend - wann en dann Zäit hat, d'Télee ze kucken -, wann en dann do héiert, wat en als Regierungsmember ze denken huet, an deem Ressort, deen hie jo eigentlech als Éischte misst ze veräntwerthen hunn.

Egal wéi, dëst Gesetz hale mir als gréng Fraktioun fir eng Verbesserung vun der Situatioun, déi mer haut kennen. Et gëtt wuel eenzel Fallbeispiller, wou Leit och theoretisch kënne méi schlecht ewechkommen. Beispillsweis déi ganz kleng Invaliditéiten, déi bei engem Deel vu Leit tatsächlech dann elo an Zukunft wäerte gestrach ginn. Mä mir schwätzen awer

wierklech do vu ganz klengen Invaliditéiten a vu ganz klengem Betrag.

A vun deene Leit do ofgesinn, mengen ech awer, dass de Rescht vun der Reform einfach méi richtig ass wéi dat, wat mer elo maachen, och doduerch méi richtig ass, well et méi genee ass, well et méi prezis ass, well et wierklech do probéiert, méi ze hëllefen, wou e bësse méi Hëllef gebraucht gëtt. A well et och op anere Plazen, wou vlächcht iwwerkompenséiert ginn ass - net vlächcht, wou sécher iwwerkompenséiert ginn ass, an dat si keng Minoritéite gewiescht, et ware ganz vill där Fall do -, dass een do mat där Iwwerkompensatioun ophält an ebe just dat libéréiert vu Krediter, wat ee brauch, fir op anere Plaze méi kënne ze hëllefen an enger Reform, déi jo - in globo - finanziell plus minus neutral sollt sinn.

An ech mengen, dass déi Ziler do mat deemem Text erreicht gi sinn, an dofir wäerte mir als gréng Fraktioun mat Sécherheet och zoustëmmen. E Luef oder e Merci och un de Conseil économique et social, déi sech vill Zäit geholl hu fir deen Avis, déi awer och dofir e gudden Avis presentéiert hunn, an deen, mengen ech, och an den Denkpisten eng Rei Leit gehollef huet, fir déi Reform hei virzubereeden.

An ech denken, datt se mat hirer laanger Reflexioun den Nol op de Kapp getraff hunn, notamment fir déi fundamental Iddi a fir déi fundamental Afstellung vun der Indemnité forfaitaire, fir eriwuerzegen op eppes méi Prezises, wat limitéiert ass op eng Kompensatioun vum Akomesverloscht; wat d'Rapportrice genannt huet, eppes Moosgeschneidertes an där heiter Matière. An dat ass vlächcht net honnert Prozent wouer, mä et trifft awer, mengen ech, schonn zimlech genee dat, wat probéiert gëtt.

Eng Rei Saachen änneren net. D'Immunité patronale ass ee vun den Aspekter, déi net änneren. A mir mengen och, dass do méi derfir schwätzt wéi dergéint. Wann een dat hätt wëllen änneren, dat hätt eiser Meenung no méi Froe riskéiert opzuerwerfen, wéi et der beäntwert hätt. De Prinzip, dass nëmme kann am Fall vun enger Condamnation pénale eng Indemniséierung gefrot ginn, mengen ech, ass richtig, a soll och dofir, wéi et virgeschloen ass, beim Status quo bleiwen.

Eng Rei Saache kommen awer nach nei derbäi, déi mer ausdrécklech begrëssen. Op iterativ Uregung vum Statsrot gëtt dann elo e Régime spécial vum Fonctionnaire public an Employé public ofgeschaaft. Mir ënnerstëtzen deen dote Wee.

A mir sinn och frou oder iwwerrascht, dass d'Interessevertriendung vun der Fonction publique sech zu deemem Aspekt net geäussert huet. Mä wann een näischt seet, ass ee wahrscheinlech och d'accord. Qui ne dit mot consent. An dofir gi mer dervun aus, dass hei och d'CGFP dermat d'accord war, dass dee Régime spécial ofgeännert gëtt an dass et dann agebett gëtt an e Régime commun, dee fir jiddwereen deeselwechten ass; wat mir ausdrécklech wollten ënnerstëtzen.

Fir genauou richtig hale mer et, dass dee System vun deem Bonus, Malus agefouert gëtt. Et ass kloer, a jiddweree weess dat, et gëtt an der Aarbechtswelt ënnerschiddlech Secteure mat ënnerscheedleche Risiken. De Bau ass natierlech méi exposéiert wéi eng Aarbecht um Büro.

An zwou Saache sinn do bei eis awer wichteg als gréng Fraktioun. Engersäits, dass een en Element vu Solidaritéit huet, dass also net déi, déi nëmmen um Büro schaffen, kee Sou wëlte matbezuele fir déi, déi um Bau schaffen, déi déi Gebaier errichten, an deenen herno déi um Büro kënne setzen. Dofir hale mer et fir richtig, dass och do tëschent de Secteuren e Mooss vu Solidaritéit muss spillen.

Dofir fanne mer et och ausdrécklech richtig, och aus deem Bléckwénkel, dass de Régime spécial ofgeschaaft ginn ass, well doduerch, dass d'Fonctionnaires an d'Employéen och elo e Patron da matbréngen, dee mat bezilt, nämlech de Stat, dee bis elo jo nëmmen de Remboursement vun der Prestatioun gemaach huet iwwert de Statsbudget. An an Zukunft wäert en, wéi all Patron, och mat cotiséieren.

Dat hale mer ausdrécklech fir richtig, well dat och en Element vu Solidaritéit huet um

Niveau vun der Fonction publique mam Patron Stat, deen och hei dofir suergt, dass iwwert den Ëmwee vun de Cotisationen d'Iddi vun der Solidaritéit respektéiert gëtt.

Dat huet den Avantage fir aner Patronen, dass hir Participatiounen wäerten erofgoen. Och dat ass awer eng Mesure, déi an dësen Zäiten net einfach en neutrale Fakt ass. An enger Zäit, wou mer elo diskutéieren am Kader vun der Tripartite, an och doriwuer eraus iwwer Spuermoosname beim Stat, ass dat heiten am Moment eng zousätzlech Dépense fir de Stat, déi engagéiert gëtt an déi d'Patronat entlaascht. An dat muss een ënnersträichen, well fir näischt gëtt et dat doten net.

Mir sinn och der Meenung, dat ass déi zweet Iddi, déi eis wichteg ass... Dat ass déi Iddi vum Bonus, Malus, dass also bannent deenen eenzelne Secteuren, déi Leit, déi Efforten ënnerhuelen, fir hir Sécherheets Situatioun ze verbessern - an och dat ass net ëmmer fir näischt ze kréien; dat huet och heiansdo mat Investitiounen ze dinn -, fir am preventive Beräich eppes ze maachen, fir derfir ze suergen, dass ee manner Accidenter huet, dass och déi Firmen also finanziell iergendwéi eng Kompensatioun derfir kréien, dass also Efforté sech bezuelt maachen.

Wann een an d'Sécherheet investéiert, muss een dat och als Patron bannent de Secteure kënneg guttgehal kréien. An et kann net sinn, wann dat doten nämlech net de Fall wär, dann hätten déi, déi am meeschte murksen, ënnert dem Stréch praktesch keen Nodeel. Si géifen héchstens, wann d'Murks géif riicht ausgoen en Avantage gehat, a wann d'Murks géif schlecht ausgoen, gräifen déi aner ënnert d'Äerm.

Dat ass also kee Risiko geschaaft, an dofir hale mer dee System vum Bonus, Malus ausdrécklech fir richtig, well mer wierklech déi, déi keng Efforten ënnerhuelen, och identifizéiert kréien an déi och zur Keess bieten, an dass een déi, déi an d'Sécherheet vun hire Mataarbechter investéieren, och bannent dem System ënnerstëtzt. Dat ass ausdrécklech richtig. An dofir mengen ech och, ass dese Projet ënnert dem Stréch kee schlechte Projet.

Dat gesot, wëll ech als leschte Punkt nach eng kéier ënnersträichen, dass déi Gréng sech och an der Kommissioun derfir agesat haten, dat och ënnerstëtzen an och elo begrëssen, well et zréckbehalte ginn ass, dass mer an der Definition vun den Ayant-droits am Fall vun engem Accident net nëmmen déi, wéi bis elo, eranzéien, déi zu der - entre guillemets - „legaler Famill“ gehéiert hunn, mä dass mer och an Zukunft einfach déi reell Situatioun kucken, déi reell existéierend Famill betruechten, nämlech Leit, déi kënne nowiesen, dass se an enger Partnerschaft sinn, och ouni legal Engagement, dass och dat betruucht gëtt, dass sech als Kompromëss géeneegt gëtt bei dräi Joer, déi ee kéint nowiesen.

Mir haten eigentlech gemengt, dass d'Noweise géif duergoen, onofhängeg vun der Durée. Mä zumindest ass dat och eng éischt, awer net onbedeutend Ouverture, déi iwwert den Ëmwee vun deemem Gesetz gemaach gëtt, dass een iwwert deen dote Wee och méi realistesch d'Familljesituatiounen vun de Leit aschätzt, net just d'Partenariater, déi agedroe sinn, net just d'Bestietnisser, mä dass einfach déi reell Situatioun vun de Leit an d'Partner do berücksichtig ginn. Och dat hale mir fir e Fortschritt.

Dat gesot, Här President, bréngt déi gréng Fraktioun hir Zoustëmmung zu deemem Projet, och wann net alles perfekt ass; och an deemem Projet net. Mä mir halen et wierklech fir eng däitlech Verbesserung. Mat deemem Gesetz si mer hei zu Lëtzebuerg besser opgestallt wéi mat dem ale Gesetz. An dofir wäerte mer als Fraktioun dëst Gesetz och stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!



► **M. le Président.**- Merci dem Här Félix Braz. An als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, e grouse Merci fir d'éischt un d'Rapportrice Madame Lydia Mutsch fir d'Presentatioun vun deem voluminéisem Dossier vun der Assurance accident.

D'Problematik vun den Aarbechtsaccidenter war allgemeng an och am medezinesche Milieu héich kontroverséiert. Ech erënneren un en Aarbechter, deen op senger Aarbecht de kleng Fanger verluer huet, an un e Pianist, deen och säi Fanger verluer huet. Déi goufen alleguete gläichméisseg behandelt.

Wann en Aarbechter säi Réck verletzt hat a wann ee Bürokrat déiselwecht Verletzung hat, da goufen déi och d'selwecht behandelt, wou awer jiddweree gespuert huet, datt déiselwecht Pathologie ganz aner Impakter op d'Ausübung vun hirem Beruff haten.

Hei woren d'Barèmer och zimlech rigide. Een, dee säin A verluer hat, dee krut da 40%. Do huet jiddweree sech gewonnert: Firwat dann net 50%? An een, dee säi Fanger verluer hat, deen hat nëmmen 2 oder 3%. An do huet jiddweree gespuert, dass de Pianist benodelegt wor. Deen hätt normalerweis misse 95, 96% kréien, well e säi Beruff net méi konnt ausüben.

Et hat een a ville Fäll dann d'Impressioun, dass deejéinegen, deen en Aarbechtsaccident hat, bestrooft wor. Villes war ongerecht, an och d'Famill vum Accidentéierten, haaptsächlech bei engem Doudesfall, gouf indirekt pénaliséiert. Dofir si mir frou, datt mat deem Gesetz eng méi gerecht Indemnitioun vum Versécherter wäert erfollegen an esou déi potenziell Angscht virun engem méiglechen Ofrutschen an d'sozial Aarmut wäert verschwannen. Dat ass gutt esou.

Wat natierlech ëmmer op der Dagesuerdung wäert bleiwen a wou ëmmer méi muss gesuergt ginn, ass d'Preventioun vun den Aarbechtsaccidenter. An hei ass jiddwereen, deen d'Verantwortung huet, gefuerdert, fir sécher Aarbechtsplazen unzebidden an net am Numm vum schnelle Geld d'Gesondheet vun den Aarbechter op d'Spill ze setzen. Hei hu mir als politesch Acteuren déi moralesch Verflichtung, fir alles ze ënnerhuelen, fir den Aarbechter ze schützen, an hei ass all Zousatzkontroll an engem Betrib, haaptsächlech do, wou ee grouse Risiko ass, noutwendeg.

Den Här Spautz huet gesot, et géife ganz vill Accidenter duerch de Mobbing geschéien. Den Här Wagner huet zitéiert, dass mer méi wéi 27.000 Accidenter pro Joer hätten. Ech mengen, wat de Mobbing méi grouss gëtt, wat de Manktum un Zäit och méi grouss gëtt, wat dee Moment d'Aarbechtsaccidenter méi gefuerdert ginn.

Ech mengen, Här Minister, do misste mer an där Richtung eng Kéier eng Aktioun da starten, fir och e Gesetz géint de Mobbing op de Leescht ze bréngen, wou dat heite considéiert gëtt.

Wat de Bonus, Malus ugeet, do si mer skeptesch. Ech erënneren un déi Entrepreneuren, wou Leit Accidenter hunn. A fir dat ze vertuschen, do ginn déi Accidenter einfach a Krankheitsfäll ëmgewandelt, esou dass déi Entreprise propper dosteet. Ech mengen, do muss een och déi ganz Problematik eng Kéier vun engem ganz anere Bléckwénkel duerchlichten.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Wat de Bénévolat ugeet, ech erënneren un d'Schwäiz, déi och Cotisatiounen agefuert hu fir Leit, déi am Bénévolat sinn; och fir Traineren zum Beispill am Fussball, am Volleyball, am Basketball. An dat nenne si „nicht berufliche Unfälle“, NBU. Dat wär vläicht och eng Pist, fir do iergendwéi eng kleng Cotisatioun anzeféieren. Da wär jiddweree mat do abegraff.

Zum Schluss erënneren ech nach un déi zousätzlech Belaaschtung, déi de Stat elo operluecht kritt mat deem Gesetz. Ech hoffen, dass dat d'nächst Joer dann 2011 net derzou wäert bäidroen, dass mer nach ëmmer méi an d'Enkt kommen.

Dat gesot, Här President, wëll ech den Accord gi vu menger Partei. Dëst Gesetz geet an déi richteg Richtung.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Colombera Merci, an als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, mir maachen hei eppes anescht wéi eng Reform. Mir änneren eng Logik. Mir hate bis elo bei der Unfallrent d'Situatioun, dass een eng forfaitaire Rent krut, entweder als eemolegt Kapital ausbezuelet oder als eng Rent, déi all Mount ausbezuelet ginn ass. Déi sollt da souwuel - vu dass et forfaitaire war, gerechent zwar op de Lounverloscht - dee Lounverloscht wéi och aner Schiedegungen ofdecumuléieren.

Déi Rent, déi konnt ee cumuléieren mat anere Revenuen, déi krut ee liewenslaang, onofhängeg dervun, ob een eng Pensioun hat oder net. Dat ass elo net méi esou. Elo gëtt getrennt. Dat heescht, op där enger Säit gëtt et spezial Indemnitéiten, dräi Zorten - déi sinn hei opgezielt ginn, déi brauch ech also net nach eng Kéier ze widerhuelen - fir déi ënnerschiddlech Schiedegungen, déi näischt direkt mat dem Loun ze dinn hunn. An déi ginn da festgesat a festen Tabellen.

An op där anerer Säit gëtt et eng Kompensatioun fir de Lounverloscht entweder a Form vun enger kompletter oder vun enger partieller Rent. Déi Kompensatioun fir de Lounverloscht gëtt wesentlech méi enk an d'Aarbechtsverhältnis gebonnen, wéi dat bis elo de Fall war, well do war se quasi onofhängeg. An dat bréngt a verschiddene Situatiounen och méi Drock mat sech op de betreffende Salarié, wéi zum Beispill bei dem externe Reclassement.

Wann dee Betreffenden duerch en Aarbechtsaccident dann eng Rente d'accident zougeschwat krut, da muss e sech zur Verfügung halen als Demandeur d'emploi, also sech disponibel hale fir den Aarbechtsmaart, wat en an der aktueller Situatioun, wann en eng Onfallrent zougeschwat kritt hätt, net onbedéngt hätt misse maachen. Esou dass also do d'Fro sech stellt, ob do net wesentlech méi Drock op d'Leit entsteet, wéi dat bis elo de Fall war.

Wat mech am meeschte stéiert, an dat ass och de Grond, firwat dass ech d'Gesetz net ka stëmmen, dat ass ebe just déi Fro vum Lounverloscht. Eigentlech misst ee jo dervun ausgoen, dass am Fall vun engem Aarbechtsaccident de Lounverloscht komplett - mindestens komplett - géif kompenséiert ginn. Dat ass awer manifestement net de Fall.

Ènnert deenen dräi Konditiounen fir eng partiell Rent ass elo neierdénge déi eng, dass de Lounverloscht muss 10% bedroen, soss kënnt eng partiell Rent guer net a Fro. Dat heescht, dat ass also net d'Fro vum Musiker, déi den Här Colombera ugeschnidden huet, sondern dat ass d'Fro vun enger ganz grousser Zuel vu Leit, déi bis elo eng partiell Rent kruten, déi ènnert deenen 10% Lounverloscht louchen, déi se elo net méi kréien. An dat sinn, esou soen d'Dokumenter, déi mer an der Kommissioun diskutéiert hunn, 75% vun de Fäll. Dat heescht, do fënnt also eng Kierzung statt, mat där ech net kann averstane sinn.

Elo kann een natierlech soen: Elo kënnt jo eng Indemnitéit derbäi. Eng vun deenen dräi Indemnitéite kann derbäikommen, mä dat ass net de Sënn vun deenen Indemnitéiten, fir e Lounverloscht auszegläichen. Déi hunn eng aner Bedeitung. An ech mengen och, dass a ganz ville Fäll déi Indemnitéit do net géif duergoen, fir de Lounverloscht auszegläichen. Dat ass fir mech also den Haaptgrond.

Deen zweete Grond, dee kennt den Här Minister och, well mir hei décidéieren, dass déi Reserv vun der Assurance accident, déi zwar méi kleng ass wéi déi vun der Pensiounskeess, géiert gëtt vun dem Fonds de compensation, wou ech da

schon erëm viru mer gesinn: placéieren um Aktiemaart. Da kann ech domadder och net d'accord sinn, well ech dat fir absolut inakzeptabel halen.

An dann en drëtte Grond. Och hei gëtt eng Assemblée générale ofgeschafft. Ob-schonn, et kann ee jo soen: Dat geet mech näischt un, well dat war d'Assemblée générale vun den Entrepreneuren selwer, also vum Patronat. Mä et ass eng generell Tendenz am Beräich vun der Sécurité sociale, déi Entscheidungsprozesser op ëmmer méi kleng Gruppen ze reduzéieren. Dat ass och bei der Pensiounskeess esou. Hei gëtt d'Assemblée générale ofgeschafft, wou d'Entrepreneuren vertratt waren. Et ass déi generell Tendenz, mat där ech net averstane sinn.

A véiertens, dat ass och an deem Fall erëm eppes, wat sech och an anere Situatiounen scho gestallt huet, dat ass d'Fro vun den Lwwerstonnen. D'Lwwerstonne ginn hei och erëm eng Kéier aus der Assiette fir d'Cotisatiounen erausgeholl. Dat hu mer scho kritiséiert beim Statut unique, well dat eigentlech drop erausleef, dass en Lwwerstonne favoriséiert, wou een eigentlech an Zäite vun Aarbechtslosigkeit misst derfir suergen, dass esou mann wéi méiglech Lwwerstonne misste gemaach ginn.

Just e Wuert, well meng Zäit schonn ofgelaf ass, zu der Agliderung vum Stat an de Régime général, mat deem ech d'accord sinn. Et muss een allerdéngs dann och nach eng Kéier widerhuelen: Mat deem héije Prozentsaz vun deem Deel, dee finanzéiert gëtt, net no Risikoklasse mä einfach opgrond vun der Lounmass, heescht dat do eng Finanzéierung vum öffentleche Secteur zugonschte vum Privatsecteur. An ouni elo dogéint wëllen ze polemiséieren, kéint een awer soen, dass grad an deenen Diskussiounen, déi mer am Moment féieren, ee kéint erwaarden, dass de Privatsecteur dann och e bësse méi Respekt oder e bësse méi Solidaritéit géif weise par rapport zum öffentleche Secteur.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Elo kritt d'Regierung d'Wuert. Den Här Gesondheits- a Sozialminister Mars Di Bartolomeo, wann ech gelift.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol e Merci vu menger Säit fir déi ganz konstruktiv Diskussioun, net nëmmen hei am Haus, mä och während de Chambersdebatten a während den Aarbechten an eiser Sozialkommissioun. Ech wollt der Madame Rapportrice speziell e Merci soe fir deen exzellente Rapport a virun allem fir déi Aart a Weis, wéi se d'Aarbechten an der Kommissioun gefouert huet.

Déi Aarbechten, déi si ganz seriö gefouert ginn, an d'Chamber, zesumme mat der Regierung a mat der Verwaltung, hu während deenen Aarbechten nach e ganz zolitte Bäitrag fir d'Weiderverbesserung vum Text geleescht. Ech wollt awer och mäi Respekt a mäi Merci der Verwaltung soen, ronderëm de Paul Hansen, de Claude Seywert, d'Pascale Speltz, d'Linda Schumacher an de Georges Wagner fir déi exzellente Aarbecht, déi se geleescht hunn.

Dat hei ass kee Projet, dee vun de Masse verlaangt ginn ass. Et ass kee Projet, wou ee sech elo ganz grouss Lorbeere verdéngt. Mä et ass awer e wichtegen, e richtigen an e gerechte Projet, deen, wéi gesot ginn ass, 20 Joer gebraucht huet, ier e prett war, fir verofschit ze ginn. An e gëtt elo verofschit, well mer déi Reform do wierklech wollten.

Zënter '92 ass se an der Diskussioun. Et huet bal zéng Joer gedauert, bis dass de Conseil économique et social säin Avis konnt virleeden. Et huet duerno nach eng Kéier bal zéng Joer gedauert, bis dass de Projet als Prioritéit an engem Regierungsprogramm war. Dat war fir '99.

An et huet dann nach eng Kéier eng ganz Rëtsch vu Jore gedauert, bis 2004 niewent der Erklärung am Regierungsprogramm och déi politesch Volontéit do war, fir d'Aarbechte richteg unzepaken. 2004 hunn ech keng Trace vun enger Reform a mengen Tiräng fonnt. Mir hunn 2004 déi Aarbechten ugefaangen, a mer hu se och zu Enn bruecht, wéi gesot, net mat dem Hannergedanken, fir grouss Lorbeeren do-

fir ze kréien, mä an der Lwwerzeegung, dass eng Moderniséierung vun den Texter noutwendeg wär.

Als Virbemierkung wollt ech awer nach eng Kéier drop hiweisen, dass déi beschten Unfallversécherung, déi mer kënnen hunn, net eng seriös an intensiv Preventioun a Sécherheetskultur an de Betriber ersetze kann. Zu engem Zäitpunkt, wou Kompetitivitéit ëmmer duerch ee ganz enke Bléckwénkel duergestallt gëtt, mengen ech, ass et och ubruecht, fir op aner Elementer vu Kompetitivitéit hinzewiesen, oder op aner Elementer, déi zu enger Verbesserung vu Kompetitivitéit kënnen bäidroen.

Eng wierklech geliefte Gesondheetskultur, Sécherheetskultur an engem Betrib ass en Element, fir d'Kompetitivitéit vun engem Betrib ze verbessern, fir d'Produktivitéit vun engem Betrib ze verbessern. Well et ass eigentlech eng Evidenz, och wa se nach net an deem leschte Wénkel ukomm ass, dass, wann ee gesond Mataarbechter huet, motivéiert Mataarbechter huet, déi net onnéidege Risiken ausgesat sinn, dass déi vill méi motivéiert sinn an engem Betrib och op Dauer méi bréngen wéi Leit, déi duerch Murks demotivéiert ginn.

Dofir, déi éischt Prioritéit an enger Sécherheetsdiskussioun, an enger Diskussioun iwwert d'Assurance géint Risiken op der Aarbechtsplaz, dat ass, dass mer beim Ufank sollten ufänken. An dofir ass et och wichteg, dass an där ganzer Diskussioun op d'Preventioun an awer och op d'Motivatioun vun de Betriber, fir an déi dote Richtung ze goen, esou vill Wäert geluecht ginn ass.

Duerch déi ganz objektiv Duerstellung vum Projet brauch ech net op all Detailer anzegoen. Ech wollt just d'Grundphilosophie vum Projet an e puer Wieder résüméieren. Richteg ass, dass et keng Entrüstung géint déi bestehend Gesetzgebung gouf.

Ech hu mech ëmmer gewonnert, firwat dass d'Betriber, d'Patronat net méi motivéiert war, fir dat heite Gesetz unzegoen an all senger Facetten. Ech muss feststellen, dass eigentlech déi eenzel Acteure relativ gutt mat där bishereger Gesetzgebung gelieft hunn, well eigentlech an de bisheregen Texter oder de bisherege Regelungen net nëmmen déi Saachen indemniséiert gi sinn, déi mussen indemniséiert ginn, mä heiansdo doriwwee eraus indemniséiert gi sinn. Bocksfooss derbäi war, dass heiansdo Saachen net indemniséiert gi sinn, déi eigentlech hätte missen indemniséiert ginn.

Mir sëtzt nach ëmmer ee Fall an de Knachen, deen ech hautno materlieft hunn, wou e jonke Mënsch vun 18 Joer op enger Schmelz quasi gegrillt ginn ass. En hat keng direkt Famill ausser sengen Elteren. Seng Eltere si just duerch eng Indemnitéit funéraire indemniséiert gi vun e puer dausend Frang an hate soss keen Usproch un Indemniséierung. Wann Elteren e Jong vun 18 Joer verléieren, mengen ech, geet et net mat enger Indemnitéit funéraire duer. Dat war an de bestehenden Texter net aneschters méiglech. Mir hu gemengt, dass dat sech misst änneren, an dat ännert sech och an der jëtzegeger Reform.

Op där anerer Säit hat ee Situatiounen, wou iwwerhaupt kee Lounverloscht do war, mä wou eigentlech een nom Unfall wesentlech besser dru war wéi virum Unfall. Nun, ech gönne jiddwerengem déi dote Grousszüegegkeet. Mä ech mengen, et ass awer och an der Sozialpolitik richteg a gerecht, dass een dat indemniséiert, wat ze indemniséieren ass, an net eppes indemniséiert, wat eigentlech net verluergegang ass. D'Patronat huet sech an der bestehender Form vun der Unfallversécherung relativ gutt erëmfonnt, well dat Essenziell garantéiert war, dass, wann net e gravé Feeler geschitt ass, si eigentlech grad wéi de Salarié ofgeséichert war géint e Recours.

Da kommen ech zu deenen Diskussiounen, déi am Virfeld gefouert gi sinn. Do war et jo Vellitéite ginn, fir ze soen: Dee Schutz fir de Patron oder fir de Betrib, dee soll een a Fro stellen. Ech hunn ëmmer gemengt, dass dat en duebelschneidegt Schwert wär, well wann deem enge säi Schutz a Fro gestallt gëtt, da wär automatesch de Schutz och vum Salarié a Fro gestallt ginn, well och de Salarié, deen e Feeler - net en



absichtliche Feeler - mécht, duerch déi heite Formule geschützt ass. An dofir ass et gutt, dass mer mat deenen Nuancen, déi opgrond vun Uerteeler an der Vergaangenheet erakomm sinn, deen dote Schutz net ophiewen; wat allerdéngs net soll derzou féieren, dass ee sech net responsabel fillt fir dat, wat a sengem Betrib geschitt.

Mir hunn also e Projet hei virleien, dee mer haut hoffentlech stëmmen, dee sech vis-à-vis vun deem, wat an der Vergaangenheet war, an där Hisiicht alignéiert, dass e Lounverloschter, déi net do sinn, zwar net méi indemniséiert, mä aner Saachen, déi net indemniséiert gi sinn, an Zukunft indemniséiert. Dat gëllt fir d'Schmerzengeld. Dat gëllt och fir en Impakt, deen en Unfall op dem Affer säin normale Liewensoflaf kann hunn. Dat si Begrëffer, déi bis elo an eiser Unfallversicherung duerch d'forfaitaire Entscheidung zwar einegermoossen ofgeséichert wärem, awer net am Detail ofgeséichert waren.

Ënnert dem Stréch kann ee soen, dass duerch d'Reform déi ganz kleng Schied net méi esou grousszügig indemniséiert ginn, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war; an déi méi dramatesch Fäll, déi an der Vergaangenheet nëmmen deelweis indemniséiert gi sinn, besser indemniséiert ginn.

Dass ech dat haut esou ka soen, ass och de Verdéngscht vun deenen Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun gefouert hunn, well mer d'Barèmen, déi à la base vun den Entschiedegunge sinn, nach eng Kéier kritesch ënnert d'Lupp geholl hunn a festgestallt hunn, dass déi Barèmen, opgrond vun deenen Erfahrungen am Secteur privé, also am Régime général, net grousszügig genuch waren, dass déi net adaptéiert genuch waren. Do hu mer substanzuell Verbesserunge gemaach.

Wat sech och wäert änneren, dat ass en awer net ze vernoléissegend Element. Dat ass d'Indemniséierung vun deene sougenannten Accidents de trajet. Dir kennt alleguer d'Situatioun, wéi se haut ass. An ech schwätzen hei net vun deene ganz graven, wou Verletzter, Schwéierverletzter derbäi sinn oder wou souguer Leit hiert Liewe loossen, mä ech schwätze vun deene klengen Téitschen, Minitéitschen, déi indemniséiert ginn, wann een e Kierperschued kann nowiesen, normalerweis dee berühmte Coup du lapin, dann huet d'Assurance accident indemniséiert.

Aus de Statistike vun der Assurance accident geet ervir, dass de Gros vun deene Wegeunfäll ënnert dem Prädikat vun deene klengen Téitsche fält. Dat ass awer net onbedéngt de Sënn vun enger Assurance accident, an dofir gëtt dat an Zukunft och geännert iwwert d'Aféierung vun enger Franchise, déi dozou wäert féieren, dass déi ganz kleng Bagatellen net un d'Assurance accident erukommen.

Bei deene méi grouse Schied, déi engem wierklech dann och finanziell Suerge kënnen bereeden, gëtt indemniséiert, méi héich indemniséiert, wann et noutwendeg ass, ouni dass een noutwendegerweis muss eng Verletzung u sengem eegene Kierper nowiesen. An ech fannen, dass dat och richtig ass. An der Vergaangenheet konnt een och net ausschléissen, dass et heiansdo eng duebel Indemniséierung ginn ass, well een iwwert d'Assurance accident indemniséiert ginn ass, a wann een eng Kasko-Verseicherung hat, och nach hätt kënnen doriwver indemniséiert ginn.

Wichtig Element vun dësem Gesetz ass, dass mer an Zukunft och nëmmen nach een eenzege Regime vun der Assurance accident hei am Land hunn. Dat ass fir keen e Verloscht, ausser dass de Stat net nëmme méi bezilt fir de Schued, deen entstan ass, mä regelrecht cotiséiert. De Beamten, ob dat op de Gemengen oder beim Stat ass, entsteet kee Schued doduerch, well si ginn indemniséiert, wéi se bis elo indemniséiert gi sinn; just de Stat gëtt behandelt wéi en normale Betrib.

De Statsrot hat bei dësem Volet Recht a sengen Argumentatiounen, an ech sinn och ganz frou, dass déi Argumentatioun um Niveau vun de Kollegen an der Regierung, um Niveau Fonction publique gedeelt ginn ass an um Niveau vun der Chamberskommissioun a mer hei e weidere Schrëtt ginn a Richtung Gläichbehand-

lung net nëmme vun de Salariéen, mä awer och vun de Betriber, déi Leit beschäftegen.

Dat huet eis et erlaabt, d'Solidaritéit ze vergréisseren, well doduerch, dass de Stat elo en normale Bäitrag bezilt, konnt déi Tranche vu Solidaritéit zwëschen de Betriber gehéicht ginn. Bis haut ass et e gemeinsame Sockel vu 25% ginn, wou d'Betriber solidaresch ënnerene sinn. Duerch de Regierungsprojet ass dat gehéicht ginn a Verhandlung mat de Partner op 33%, an doduerch, dass de Stat dozou stéisst, gehéicht op 36%, an - ech soen dat esou, wéi ech dat emfannen - hoffentlech an Zukunft op eng honnertprozenteg Solidaritéit zwëschent de Betriber.

Well, ech muss lech soen, ech hunn dat ni verstan, dass dat ënnert de Betriber akzeptéiert ginn ass, dass en Deel vun de Betriber 0,4 oder 0,5% Bäitrag op der Gesamtlounmass bezuelt hunn, an aner 6%. Stellt lech elo emol ee Moment vir, dass mer an enger Assurance maladie esou eng Diskrepanz an de Betrag hätten, doduerch, well an deenen enge Betriber kee Risiko ass, fir krank ze ginn, an an anere Betriber en héije Risiko ass, fir krank ze ginn. Déi, déi 6% géifen oder misste bezuelen, déi géifen d'Weltrevoloutioun ausruffen, well esou eppes net ze vertrieben ass.

An ech hunn nach dat an de Knachen, wéi 2005 e schwaarzen Dag ausgeruff ginn ass, well d'Cotisiounen an der Assurance maladie ëm 0,1% gehéicht gi sinn. Dat war quasi de Weltënnegang - festgestallt vum Patronat, dat awer op där anerer Säit domat d'accord ass, dass een Deel vun de Betriber 0,5% Bäitrag an der Assurance accident bezuelen, an en anere 6% Bäitrag. 6% op der gesamter Lounmass! Dir kennt lech also virstellen, wat dat fir eng Differenz ass...

► **M. le Président.**- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Wagner lech eng Fro stellt?

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Jo, ech hunn dem Här Minister elo ganz andächtig nogelasschert. Mä, Här Minister, hutt Dir dee falsche Projet de loi déposéiert?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Neen.

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Well, wann Der esou iwwerzeegt sidd dovunner...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Neen, am Géigesaz zu lech, Här Wagner, hunn ech e Projet de loi deponéiert, an Dir hat een ugekënnegt an Dir hutt ni ee gemaach.

(Interruption)

Et ass awer déi grouss Differenz...

► **Plusieurs voix.**- Oooh!

(Brouhaha général)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Dat ass déi grouss Differenz...

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.**- Sou, ech bieden lech elo, dem Minister nozelauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Dat ass déi grouss Differenz...

(Interruptions)

Majo, wann Der nogelasschert hätt, Här Wagner, ech wëll dat dann nach eng Kéier soen, Dir hat e Projet ugekënnegt, Dir hutt net dru geschafft. Ech hunn de Projet ugekënnegt, an ech hunn e gemaacht, an ech hunn och un der Solidaritéit geschafft.

Gutt, doduerch, dass mer an enger flotter Diskussioun sinn iwwer Solidaritéit hei zu Lëtzebuerg, schwätze mer och e bësse méi genee iwwert d'Solidaritéit...

(Interruption)

► **M. le Président.**- Här Wagner, loosst Der wann ech gelift elo den Här...

(Interruption)

Här Wagner, loosst wann ech gelift elo den Här Minister ausschwätzen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Ech versti jo den Här Wagner, dass e sech ge-

trëppelt fillt, well en de Spigel virgehale kritt huet vu sengem eegenen Onverméigen an deem heite Beräich.

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Äntwert op meng Fro, wann ech gelift!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, d'Sozialiste sollen d'Solidaritéit an der Tripartite diskutéieren an net heibannen!

Här Di Bartolomeo, schwätzt vu Solidaritéit an der Tripartite.

► **M. le Président.**- Sou, ech hätt elo emol gären, datt mer eis alleguer e bësse berouegen an dem Minister erëm no-lauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Ma voilà, well ech war ganz onopgereegt, d'Opregung kënt vun de Bänke vun de Liberalen.

(Interruption et hilarité)

De Liberalen, deene mir mussen Entwécklungshëllef ginn an deem heite Beräich.

Ech kommen awer op d'Fro vum Här Wagner. Ech hat 2005 an der Tripartite schon d'Proposition gemaach, fir déi Solidaritéitsbäitrag zwëschent de Betriber an d'Luucht ze setzen. Bon, dat ass deemools net an deem Mooss gang. Mir hunn awer an der Praxis am Projet de loi doru geschafft, an et geet eben elo eng weider Zäitfenster op, fir kënnen nach eng Kéier doriwver ze schwätzen. Dorënner leit awer dee Projet hei iwwerhaupt net, well déi Dispositionen iwwert de Finanzement sinn een oder zwee Artikelen, an dat werft d'Philosophie vun deem Projet iwwerhaupt net op d'Kopp. Wa mer also an Tripartiten-Diskussiounen do eng weider Ouverture kréien, ass dat ouni Weideres méiglech, wär souguer nach méiglech theoretesch, ier de Projet a Kraaft gesat gëtt, well deen trëtt jo net muer a Kraaft, mä deen trëtt den 1. Januar 2011 a Kraaft, woumat ech och op déi Fro vun dem Här Wagner geäntwert hunn, wou en an der Diskussioun opgeworf huet.

► **M. Carlo Wagner (DP).**- À peine.

(Hilarité et interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Ech hu ganz gutt Zäit.

Här President,...

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Här Minister, reprochéiert mir awer net, dass ech an zwee Joer net fäerdeg bruecht hunn, woufir Dir sechs Joer gebraucht hutt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Mä Dir waart fënnef Joer an der Regierung.

(Interruption)

Dir waart fënnef Joer...

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Neen, neen,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Dir waart fënnef Joer an der Regierung, an den Avis vum Conseil économique et social ass vun...

► **M. Carlo Wagner (DP).**- 2002.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- 2001, dat heescht, Dir hat gutt dräi Joer Zäit, fir e Projet auszuschaffen...

(Interruptions)

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Et war 2002. Dir hätt da missen, wann Der besser gewiescht wiert, 2006 mam Projet kommen.

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Här Minister, d'Zäit ass geschwënn eriwver. Fuert wann ech gelift virun.

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Wäert ech maachen, Här President, ech kommen och gläich zum Schluss.

D'Finanzement hunn ech ugeschwat. Do sinn an der jëtzege Virlag also scho weider Verbesserungen, a mir hoffen... An dat hu mer net nëmmen eng Kéier an der Kommissioun diskutéiert, mir hunn dat och an der leschter Kommissiounssitzung nach eng Kéier zur Diskussioun gestallt.

Ech weess net, ob den Här Wagner nach do war. De Paul-Henri Meyers huet déi Fro och opgeworf...

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Dach, Här Minister, ech war do...

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- ...virun dräi Sitzungen, a mir mengen, dass dat do déi richtig Richtung ass a mer eis net solle bëre loossen, wa mer haut de Projet stëmmen, dass zousätzlech Perspektiven opginn.

(Interruption)

Als Konkusioun, Här President, Dir Damm an Dir Hären, wëll ech lech soen, dass ech mat ganz grouser Satisfaktioun feststellen, dass mer hei och kënnen Sozialreforme maachen, déi net en eesäitege Charakter hunn. Déi heite Sozialreform bréngt de Betriber eppes, dat heescht Stabiliséierung a Stabilitéit am Finanzement, a bréngt de Salariéen eng ugemiessen Entschiedegung fir déi Schied, déi bei engem Aarbechtsaccident entstinn.

Dat Wichtigst, wat zousätzlech nach ze bemierken ass, dat ass, dass mer niewent deenen Efforten, déi mer an deene leschte Jore gemaach hunn, fir Onfallpreventioun ze maachen, dass déi mat dësem Projet wäerte weidergefuert ginn, an dass mer eis d'Méiglechkeet ginn, wa mer da vläicht muer bei enger komplett solidarescher Finanzéierung landen, dass mer iwwer e Bonus-Malus-System deene Betriber kënnen Rechnung droen, déi ebe vläicht besser oder net gradesou gutt Schüler sinn.

Doriwwer eraus, mengen ech, geet d'Assurance accident an déi richtig Richtung, wa se, wéi an der Vergaangenheet, de Betriber hëlleft, sech ze zertifizéieren a Saachen Onfallverhütung respektiv Sécherheetskultur, a wa se d'Betriber motivéiert, fir iwwer e Präis fir d'Sécherheet an de Betriber respektiv fir d'Preventioun vun Accidenter an de Betriber eng Vitrine zur Verfügung stellt, fir déi Best Practices ze weisen.

Ofschléissend nach eng Kéier all deenen, déi un dësem Projet bedeelegt waren, deen iwwer länger Zäit geräift ass, e ganz grouse Merci, an ech hoffen, dass mer an zwee Joer bei Geleeenheet kënnen e positive Bilan vun deem heite Gesetz zéien.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci, Här Minister. A mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

(Interruption et hilarité)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen an enger Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden (par Mme Christine Doerner), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Félix Eischen), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Scheuer), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Marc Angel), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Jean Huss), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

8. Ordre du jour (suite)

An elo géife mer de Punkt vum Projet de loi 6066 virhuele mam Accord vum Rapporteur, well d'Rapporteur vum deem anere Projet ennerwee ass. Dofir kéime mer dann also elo op de Projet de loi 6066, en Accord iwwert d'tropesch Holz. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madame Mergen, d'Madame Polfer, den Här Braz, den Här Kartheiser an den Här Hoffmann. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

9. 6066 - Projet de loi portant approbation de l'Accord international de 2006 sur les bois tropicaux, fait à Genève, le 27 janvier 2006

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Marc Angel** (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet de loi approuvée mer also den internationalen Accord vun 2006 iwwert d'Tropenholz.

Op eiser Äerd gëtt et ongeféier véier Milliarden ha Tropebëscher, déi ongeféier 30% vun eisem Planéit couvriieren. Ech erlabe mer dofir unzefänken, d'Bedeitung vun den Tropebëscher ervirzesträichen.

D'Tropebëscher erfüllen eng grouss Rei vu wichtege Funktiounen. Am Beräich vum Klima: Si stabiliséieren de Klima, andeems se riseg Mengen un CO₂ stockéieren. Wat d'Natur ubelaangt: D'Bëscher protegéieren d'Biedem, a si leeschten eng wicteg Contributioun fir d'Erhalte vun der Biodiversitéit. D'Holz ass eng Basis fir eng ganz Industrie; dat souwuel an deene Länner, wou Holz geschloe gëtt, wéi och do, wou Holz weider veraarbecht gëtt an och verkaf gëtt. Verbonne mat dëser Industrie si Millioune vun Aarbechtsplazen, souwuel an de Produzentelänner wéi och an de Pays consommateurs. An d'Aarbechtsplaz sinn dobäi besonnesch wicteg, fir d'Revenuë vun de Familljen an de Produzentelänner ze garantéieren.

Fir dës wesentlech Funktiounen ze erhalen, ass et wicteg, dass derfir gesuergt gëtt, dass eng nohaltege Gestiou an en adequate Schutz vun den Tropebëscher garantéiert sinn. Do besteet Handlungsbedarf, well d'Tropebëscher sinn hautdägdags seriö bedroht. D'FAO, déi regelméisseg de Bestand vun de Bëscher analyséiert, huet an engem Bericht festgehale, dass all Joer 13 Milliounen ha Bësch verschwannen. Besonnesch am A muss ee behalen déi illegal Ofholzung vun de Bëscher, déi a verschiddene Länner méi wéi 50% vun der Produktioun ausmécht. D'Europäesch Kommissioun schätzt, dass ongeféier 20% vun den Holzimporter an d'EU illegal sinn.

D'Ofholze vu Bëscher, d'Déforestatioun ass responsabel fir ongeféier 20% vun de weltwäiten CO₂-Emissiounen. An dobäi ass nach ze bemerken, dass d'Erwiermung vum Planéit och erëm negativ Konsequenzen op den Zoustand vun de Bëscher huet.

Fir dës Problemer unzegoen, muss op internationalen Niveau kooperéiert ginn. An duerfir ass och dësen Accord ze begréissen. Et ass iwwregens schonn deen drëtte vu sengem Genre: En éischten Accord staamt aus dem Joer '83 an en zweete vun 1994.

D'Struktur vum Accord, deem am Kader vun der Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement négociéiert ginn ass, ass ähnlech wéi déi vu sengem direkte Virgänger. Am éischten Artikel sinn d'Ziler vum Accord formuléiert. Et geet do net nëmme em d'Promotioun vun internationalen Handel mat Tropenholz, mä och, a virun allem em eng nohaltege Gestiou vun de Bëscher an iwwert d'Legalitéit vun der Exploitatioun vun de Bëscher. Esou soll zum Beispill d'Capacitéit vun de Memberen erhéicht ginn, fir d'Governance an d'Uwendung vum Droit forestier ze verbesseren.

Den Accord beschreift d'Roll an d'Fonctionnement vun der OIBT, der Organisation internationale des bois tropicaux, déi hire Sëtz zu Yokohama a Japan huet an déi fir d'Mise en œuvre vum Accord responsabel ass. D'Membere vun der Organisation sinn ageedeelt a Pays producteurs an a Pays consommateurs. Si decken haut ongeféier 80% vun de Tropebëscher an 90% vun internationalen Handel mat Tropenholz of. D'Haaptorgan vun der Organisation ass de Conseil international des bois tropicaux, an deem alleguer d'Memberlänner vertruede sinn. D'Stëmmrecht am Conseil international des bois tropicaux ass gläichermoossen opgedeelt tëschent de Produzenten an de Konsumenten. Bei de Konsumente variéiert d'Zuel vun de Stëmme mam Volume vun den Importatiounen, a bei de Produzenten ass d'Verdeelung e bësse méi komplizéiert. Mä hei ass och d'Tendenz déi, dass déi, déi e grouesse Bëschbestand hunn a vill exportéieren, méi Stëmme zegutt hunn.

D'OIBT formuléiert Texter, fir eng nohaltege Gestiou vun den Tropebëscher ze favorisieren, a se hëllef de Membere mat konkrete Projekte bei der Ëmsetzung vun dese Politiken.

(Interruption)

D'Finanz vum der OIBT ginn assuréiert duerch e Compte administratif fir de Fonctionnement vun der Organisation an e Compte spécial, dee mat de fräiwëllege Contributiounen gespeist gëtt an dee fir de Financement vun de Programme a Projete do ass. Déi obligatoresch Dépense fir de Budget administratif fir vun der Europäescher Unioun iwwerhol. Den Accord soll zéng Joer a Kraaft bleiwen a kann eng Kéier fir fénnef an dann nach eng Kéier fir dräi Joer verlängert ginn.

Den Accord huet zu ville Kritike gefouert, notamment am September 2008 duerch eng Resolution vum Europäesche Parlament. D'Europaparlament ass der Meinung, dass d'Zil vun der Protektioun an der Gestion durable ze mann Gewiicht huet par Rapport zum internationale Commerce vum Tropenholz. Kritiséiert gouf an deem Zesammenhang och d'Verdeelung vun de Stëmme, déi esou organiséiert ass, dass déi, déi am meeschte mat Tropenholz handeln, och am meeschte Stëmme hunn.

Mä allgemeng ass ee sech awer eens, dass dësen Accord wicteg ass an op alle Fall besser ass wéi seng zwee Virgänger. Den Accord eleng, an do ass ee sech och eens, geet awer sécher net duer, fir all Problemer am Beräich vun der Zersterung vun den Tropewälder ze léisen. Dat läit enner aneren dorunner, dass d'Ziler am Accord net contraignant sinn an zimlech allgemeng formuléiert sinn. A grad dofir, mengen ech, ass et och wicteg, dass d'Europäesch Unioun déi legislativ Beméiungen an deem Beräich weider bedreift.

Dat bedeit éischters, dass emol weider Accords de partenariat mat Drëttlänner ofgeschloss ginn. Dat sinn déi sougenannte FLEGT-Accorden - dat steet fir Forest Law Enforcement, Governance and Trade. Duerch dës Accord soll séchergestallt ginn, dass nëmme legal Holz aus de Partnerstaten op den europäesche Marché kënn.

Et sief och nach gesot, dass am Moment en europäesch Reglement um Instanze- wee ass, mat deem verhënnert gi soll, dass

Holz aus illegalem Ofbau op den europäesche Marché komme kann. Dat Reglement ass wicteg, well d'Accords volontaires de partenariat FLEGT, déi ech elo grad ernimmt hunn, nëmme beschränkt wirksam sinn.

Zum Ofschloss wollt ech lech nach soen, dass, wéi mer de Rapport an där zoustänneger Chamberkommissioun uegholl hunn, nach eng Rei Froen opgeworf gi sinn. Déi éischt dovun betrëfft déi finanziell Répercussione vu Lëtzebuerg vum Accord. Ech hu jo scho gesot, dass déi obligatoresch Dépense an Zukunft vun der Europäescher Communautéit gedroe ginn. Lëtzebuerg kann op fräiwëlleger Basis Programmer a Projete matfinanzéieren. De Statsbudget, an hei si mer nach an der Logik vun deem alen Accord, gesäit fir e puer Joer Contributiounen vu 35.453 Euro fir d'Organisation internationale des bois tropicaux vir.

Bei der zweeter Fro gung et em d'Representatioun vu Lëtzebuerg am Conseil international des bois tropicaux. Bis elo war Lëtzebuerg net direkt doranner vertrueden, well eis belsch Frënn sech em deem Dossier gekëmmert hunn. An Zukunft ënnert deem neien Accord ass dat net méi de Fall. Den Dossier läit elo an der Hand vun der Administration de la nature et des forêts. Lëtzebuerg wäert en plus och um Niveau vum EU-Conseil matschwätzen, well deem Accord betrëfft souwuel national wéi och communautär Kompetenzen.

An als leschte Punkt gung et em d'Zuel vun de Stëmme, déi Lëtzebuerg an deem Conseil international des bois tropicaux kréie wäert. Den Accord seet heizou, dass all Konsumentestat mindestens zéng Basisstëmme huet, an dat, wat dobäikënn, hänkt vum Volumen un, wéi vill Holz e Land importéiert. Well den Accord awer nach net a Kraaft ass, gouf dës Rechnung nach net gemaach. Déi zoustänneg Autoritéit ginn awer dovunner aus, dass Lëtzebuerg tëschent zéng an zwielef Stëmme wäert hunn.

Ech erënnere och nach drun, dass d'Produzentestat, genau wéi d'Konsumenten, jeweils am Ganzen dausend Stëmme zegutt hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn heimadder och den Accord vun der LSAP an ech soen lech Merci fir d'Nolauschten.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Angel Merci, an als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Martine Mergen** (CSV).- Merci villmoos, Här President. Ech géif wëllen, am Numm vun der CSV-Fraktioun, dem Rapporteur villmoos Merci soe fir säi schréfflechen a mündleche Rapport an deem wictegen Thema, wou mer jo da mussen hoffen, dass ausserhalb vun deem Accord nach eng Rei aner Mechanisme wirksam ginn.

► **M. le Président.**- Dann ass agedroen d'Madame Polfer.

► **Mme Lydie Polfer** (DP).- Här President, ech wëll och den Accord vu menger Fraktioun bréngen an dem Rapporteur Merci soe fir souwuel säi schréffleche wéi och mündleche Bericht. Ech mengen, en huet souwuel op déi positiv Säiten, awer eben och nach op déi puer Schwaachstelle vun deem Accord higewisen. An ech mengen dat Bescht, wat ee ka maachen, ass keng Nofro no deem Holz hunn. Dat kënnen mer allegueren op deene verschiddene Plazen, wou mer Responsabilitéiten hunn. An an deem Sënn, mengen ech, kënnen mer am beschten hëllef, datt déi Konventioun hei an d'Praxis ëmgesat gëtt. Wéi gesot, mir ennerstëtzen deem heite Projet.

► **M. le Président.**- Merci, Madame Polfer. Den Här Braz.

► **M. Félix Braz** (d'gréng).- Här President, mir wëlle vläicht zwee Wuert nach méi zu dësem Projet soen. Fir d'éischt wëll ech awer dem Här Angel Merci soe fir ee vu senger ganz ville Rapporten, déi hien an dëser Chamber an och net nëmme hei scho gemaach huet. Och deem heite war komplett an huet korrekt dat erëmginn, wat an der Kommissioun gesot ginn ass.

Ech wëll just e puer Zuelen nach eng Kéier rappelléieren, fir op d'Bedeitung hinezeweise vun der Déforestatioun op eisem Planéit. Et ginn all Joers ronn 13 Milliounen ha Bëscher um Planéit ofgeholzt. Dovu si sechs Milliounen ha Primärbëscher. Dat si gewalteg Zuelen an déi bréngen och mat sech, dass, Schätzungen no, déi Déforestatioun responsabel wier fir em 20 oder souguer méi Prozenter vun eise Problemer mam Klimawandel. Et ass also direkt de Lien hiezustellen tëschent den Efforté géint d'Déforestatioun an den Efforten, déi ee kéint ennerhuelen, fir de Klimawandel um Planéit besser an de Grëff ze kréien.

Vun deem ganzen Holz, wat weltwäit gehandelt gëtt, si Schätzung vum der FAO no knapp 8% nëmme iwwerhaupt an engem Label mat dran, a 5% nëmme an engem Label, deem och mat Nohaltegkeet ze dinn huet. 95% vum ganzen Holz, wat gehae gëtt, huet also mat Nohaltegkeet net vill ze dinn, bei deenen enorme Quantitéiten, déi all Joers gehae ginn. Dat muss een och ganz kloer soen, dass déi dote Form vu weltwäitem Holzhandel en direkten Impakt huet op déi Leit, déi an deene Länner liewen, wou Holz gewonne gëtt. An et huet och en direkten Impakt op d'finanziell Situatioun vun deene Länner. Wat méi Holz illegal gehae gëtt, wat déi Länner, déi an aller Regel schonn net déi meeschte Ressourcen hunn, och nach praktesch guer net un deem Gewinn kënnen participéieren, deem awer mat hirer Matière première weltwäit realiséiert gëtt.

Den Accord - an den Här Angel huet dat och scho gesot - ass sécher keen Accord, deem op all de Punkte gutt wier, an ech wäert och nach kuerz dorop agoen, mä ech mengen awer trotzdeem, dass et wicteg war, dass et zu engem Accord komm ass, och wann et nëmme e lückenhaften Accord war. Wier et net zu engem Accord komm, wier et also zu guer kengem Text, zu guer kenger Konventioun komm, ech mengen, dat wier dat beschte Signal gewiescht, wat déi Leit gäre gesinn hätten, déi weltwäit un deem illegalen a rücksichtslosen Holzhandel profitéieren. Dat wier fir d'international Communautéit eigentlech eng Failliteerklärung gewiescht, wa guer keen Accord dobäi erauskomm wier. Duerfir muss een awer - mengen ech - festhalen, dass et positiv ass, dass et iwwerhaupt zu engem Accord komm ass.

Deem Accord ass awer, eiser Meinung no, ganz staark lückenhaft, an et wier gutt, wann deem Accord elo ganz séier géif an eng nei Négociatiounsrönn kënnen goen. A mir mengen, dass déi Europäesch Unioun, an notamment d'Kommissioun, do e wictege Rôle ka spillen. Och op enger Rei vun aneren Dossiere fënnt een déi Thematik vum Holzhandel erëm, a mir mengen, dass d'Europäesch Kommissioun op deem doten Dossier méi kéint maache wéi dat, wat se bis elo gemaach huet.

Wicteg ass dobäi, dass een déi lokal Communautéiten an déi lokal Populatiounen, do wou d'Holz gewonne gëtt, wirklech probéiert, aktiv anzebeziehen. Wann et net nëmme zu engem Dialog um Niveau vun der Regierunge kënn, mä wann ee sech aktiv beméit, fir och aner Interlocuteurs um Dësch ze hunn, notamment wéi gesot déi lokal Communautéiten, déi och hir territorial Rechter musse kënnen verteidegen, ouni dat gëtt d'Ofholze vun de Bëscher, och vun de primären Tropebëscher, mat dem grouesse Bagger ongeheennert gemaach. A mir sollen net e passiven Teilnehmer sinn dorun, mä mir sollen eis aktiv beméien, als Europäesch Unioun, déi Leit do zu méi Rechter kënnen ze encouragéieren an deenen och do derbäi zur Säit stoen.

Mir kënnen och an eise Politike vun de Marchés publics méi maache wéi dat, wat mer elo maachen, sief et um nationalen Niveau, sief et och um kommunalen Niveau. Och do sinn eng ganz Partie Verbesserungen, déi eiser Meinung no kënnen gemaach ginn, fir kloerzemaachen, dass déi Hölzer, déi gewonne ginn an déi hei verschafft ginn, e legalen Ursprung hunn an och en Ursprung, dee sech am Kader vun der Nohaltegkeet beweegt.

D'Europäesch Kommissioun ass schonn eng Kéier vum Europaparlament opgefuerdert ginn, eng Initiative législative - fir awer deem Ausdruck ze gebrauchen - an Europa op de Wee ze bréngen, wou ganz



kloer géif gemaach ginn, dass Holz, wat illegal gehae gëtt a gewonne gëtt, bannent der Europäescher Unioun e Verkafsverbuet hätt. Dat ass leider net de Fall. Déi Konventioun, déi mer haut hunn, déi erméiglecht dat doten an där stringenter Form net, an dat ass och e wesentleche Punkt. Där Opfuerderung do ass d'Kommissioun bis haut net nokomm, a mir halen dat wierklech fir e gravéierenden Defizit. Et misst ganz kloer e Verkafsverbuet op illegal gehaenem Holz verhaange ginn. Soulaang mer dat net hunn, sinn natierlech d'Schlupflächer fir déi Leit do ganz grouss, an da kréie mer och dat doten net an de Grëff.

Eng lescht Remarque, fir ze ënnersträchen, firwat dass mer mengen, dass déi heite Konventioun awer nach ëmmer Verbesserungswierdeg ass, an zwar zolidd Verbesserungswierdeg ass, dat ass, well d'Konventioun primär net ausgerichtet ass op de Schutz vun deene Bëscher, dass déi Konventioun net primär ausgerichtet ass, och net am „wording“ an och net an hirem Contenu, mä si ass op den Holzhandel an op d'Förderung vum Holzhandel ausgerichtet.

Mir sinn och d'accord, dass mam Holz muss kenne gehandelt ginn. Och déi Leit, déi keng aner Ressourcen hunn, muss kenne vun deene Ressourcë liewen, soulaang séchergestallt ass, dass d'Nohaltegkeet respektéiert ass; soulaang séchergestallt ass, dass déi Leit op der Plaz kënnen dovunner liewen, an net just iergendwelch grouss international Multie gutt kënnen dovunner liewen. Mä et muss awer och ganz kloergemaach ginn, dass an deem heite Beräich d'Zilsetzung vun der Konventioun an eisen Ae falsch ass, déi primär...

M. le Président. - Här Braz, Dir misst awer elo wierklech esou lues zum Schluss kommen.

M. Félix Braz (déi gréng). - Dat ass mäi leschte Saz, Här President.

...dass also déi primär Zilsetzung misst sinn de Schutz vun deene Bëscher a vun de lokale Communautéiten, an net, wéi et hei am Moment nach ëmmer de Fall ass, d'Ënnerstützung vun engem planetären Holzhandel.

Dat gesot, wäerte mer awer zu deemem Text eisen Accord bréngen, well mer mengen, dass et besser ass deen heiten ze hu wéi guer keen. Dat wier, wéi gesot, dat falscht Signal.

Merci, Här President.

M. le Président. - Merci dem Här Braz, an als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Merci, Här President. Wéi och all déi aner Parteien hei an der Chamber ënnerstëtz d'ADR de Schutz vun der Natur a besonnesch och de Schutz vun de Bëscher, souwuel heiheim wéi och am Ausland. Déi Konventioun, iwwert déi mir haut sollen ofstëmme, fënn duerfir och eise prinzipiellen Accord an eis Ënnerstützung, a mir soen dem Här Rapporteur Merci fir seng fläisseg an engagéiert Aarbecht. D'ADR kann dese Projet matstëmme.

Trotzdem, bei deser wéi bei aneren internationale Konventiounen, stelle sech awer eng Rei vu Froen. Well och, wann d'Intentioun vun deem Accord fir de Schutz an och den Handel - wéi den Här Braz richteg gesot huet - vum tropeschen Holz luewenswäert ass, da froe mir eis awer, ob et wierklech un eis Europäer a Lëtzebuerger ass, fir och fir d'Konsequenze vun administrativen Dysfonctionnementen oder Korruptioun a verschiddene Länner muss mat opzekommen.

Mir müssen do vläicht definitiv eng aner Perceptioun vun deem entwéckelen, wat mer bis elo als Entwécklungslänner betruecht hunn, a wat de Realitéiten op deser Äerd einfach net méi entsprécht.

Mir warnen och virduen, fir d'Noutwendegkeet vun deser Konventioun ze vill exklusiv op d'Klimaschutzargumenter opzebauen. Dir wësst, wéi mir och, dass de Wäert vun de Bëscher, fir Kuelendioxid ze späicheren als sougenanntem CO₂-Senker, an der Wëssenschaft ëmstritten ass. Rezent Artikelen an der „Science“ hunn dat och erëm eng kéier ënnerstrach.

Tatsaach ass och, dass mer d'Bëscher net nëmme aus Klimagrënn wëllen erhalen, mä virun allem och wéinst der Biodiversitéit, a wéi mer och alleguer wëssen, well et ganz schwéier ass, wann esou e Bësch bis verschwonne ass, fir en erëm kënnen unzeplanzen an erëm an d'Entstoe kommen ze loosse. Als Konsumente vun Holz hu mir selbstverständlech och Verantwortung ze droen an och am Beräich vun de Marchés publics dat Néidegt ze maachen.

Här President, wou mer de schréfftleche Rapport an der Kommissioun gestëmmt haten, hat d'ADR nach eng Rei Froen, wéi den Här Angel och richteg rappeliert huet. Mir soen him Merci, dass en eis elo déi Prezisiounen iwwer Stëmmrechter, Lëtzebuerger Vertriebung a Lëtzebuerger finanziell Participatioun ginn huet. Et schéngt eis ganz wichteg, dass d'Regierung, wa mer elo un d'Ëmsetzung vun deem Accord ginn, och déi Lëtzebuerger Interessen ëmmer am A behält, och déi Lëtzebuerger finanziell Interessen.

Ech soen lech Merci.

Une voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci dem Här Kartheiser, an als leschte Riedner ass den Här Hoffmann agedroen.

M. André Hoffmann (déi Lénk). - Här President, ech ginn och mäin Accord fir des Konventioun. Ech schlësse mech awer och de Wieder vum Här Braz un, dass mer eigentlech méi contraignant Bestimmunge bräichten, fir déi Ofholung vun deenen Tropebëscher ze verhënneren, net nëmme aus ökologesche Grënn, mä och aus soziale Grënn.

Muer, neen iwwermuer hu mer um Ordre du jour eng Direktiv, déi mer ëmsetzen, iwwer Maschinnen, wou mer quasi verbidden, dass Maschinnen hei importéiert ginn, déi e Sécherheetsproblem duerstellen. An ähnlech misst een am Fong geholl och dovun ausgoen, dass mer eng Direktiv um europäesche Plang kréichen, fir an deem Beräich hei méi zwéngend Moossname kënnen duerchzesetzen.

M. le Président. - Merci dem Här Hoffmann. Ech mengen, dat do war alles ganz komplett, ganz besonnesch den Här Rapporteur war ganz komplett, duerfir kënnen mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen. D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'ëischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass uegoholl mat 57 Jo-Stëmme an enger Enthaltung. Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6066 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden (par Mme Martine Mergen), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Clement), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Mill Majerus), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrigh-Duval) et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Scheuer), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Marc Angel), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss et Henri Kox (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser; M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da kéime mer elo zum leschte Projet de loi fir haut, nämlech dem Projet de loi 6099 iwwert d'Schoulmedezin. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht an et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: d'Madame Andrigh, den Här Berger, den Här Huss, den Här Colombera an den Här Hoffmann, an d'Wuert huet elo d'Rapporteurice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

10. 6099 - Projet de loi modifiant la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice. - Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'ëischt emol Merci, dass Der e bëssen um Ordre du jour gefréckelt hutt, fir mer ze erlaabe mat Zäit hei ze sinn, an ech soen lech, ech war och nach ni esou frou lech allegueren erëmzugesinn, wéi dat haut de Fall ass.

Une voix. - Mir och. Mir si berouegt.

Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam Projet de loi 6099 ännere mer d'Gesetz vun der Schoulmedezin vum 2. Dezember 1987 ëm. E puer Wuert iwwert dëst wichteg Gesetz, fir dass Der och wësst, iwwer wat mer haut de Mëtteg schwätzen an ofstëmme.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

D'Schoulmedezin ass am Beräich Preventivmedezin ouni Zweifel ee vun de Piliere. D'Struktur vun deem Gesetz ass och ganz kloer. D'Schoulmedezin gëtt vu sougenannte médico-socio-scolaires Équipes, déi vum Gesondheitsminister agréiert sinn, duerchgefouert. Am postprimaire Beräich ënnerläit d'Organisatioun der Division vun der Schoulmedezin, déi am Kader vun der Santédirektioun fonctionnéiert. Ënnert der Opsicht vum Médecin-chef an der Santé sinn d'Gemenge fir d'Schoulmedezin am Préscolaire, Primaire, Complémentaire an am Spezialunterrecht zoustänneg. Fir d'Ausféierung vun den Ënnersichunge kënnen Organismes non gouvernementaux vun öffentlechem oder privatem Recht erugezu ginn.

Et ass och weider ervirzesträichen, dass d'Schoulmedezin nëmme ee preventive Charakter huet, an dass se keng therapeutesch Funktioun huet. D'Behandlung vun deene festgestalltene Krankheeten an Anomalie bleift also weider d'Saach vum Hausdokter respektiv vum Kannerdokter oder och vun engem betreffende Spezialist. Iwwregens sinn och am Schoulalter déi sougenannten „Vorsorgemaßnahmen“ besonnesch effikass an och eben am liichtesten duerchzuführen.

D'Gesetz vun 1987 ass deemno e Kadergesetz fir d'Schoulmedezin an et harmoniséiert an engem eenheetlechen a kohärenten Text all gesetzlech Mesuren a Bestimmungen, déi zënter 1912 op deem Gebitt a verschidde Gesetzer, Arrêtés ministériels a Reglementer agefouert gi sinn, an et entsprécht och de Recommandatiounen, esou wéi d'OMS se schonn zënter 1963 ausgeschafft huet. Souwäit also zum Gesetz, dat mer haut wëllen ëmänneren.

Zum Gesetz gehéiert awer och nach e Règlement grand-ducal vum 21. Dezember 1990, dee festleet, wéi oft soll ënnersicht ginn. An de leschte Jore sinn Diskussiounen um Terrain gefouert ginn, an et ass do festgehale ginn, dass een d'Schoulmedezin un d'Besoinë vun deene jonke Leit, mä awer och un déi modern Konzepter vun der Medezin muss adaptéieren. Am Kloeertext soll méi Wäert drop geluecht ginn, déi Kanner cibléiert ze ënnersichen, déi Risikokandidate sinn.

An dann natierlech soll och nach méi Wäert wéi bis elo op d'Preventivmedezin gesat ginn, dass heescht eben deene Jonken hëllefen oder deene Jonken hëllefen, dass se a gudder Gesondheet bleiwen duerch eng gesond Ernährung, Sport, an doduerch, dass se Risikofacture wéi Fëmmen oder den iwwerméisige Konsum vun Alkohol meiden. Fir dëst a Musek ëmzesetzen, huet de Santéminister Mars Di Bartolomeo e Projet de règlement grand-ducal ausgeschafft, deen de Contenu an d'Frequenz vun de Mesuren an Ënnersichungen determinéiert, respektiv och de Fonctionnement vun der Équipe médico-socio-scolaire. Dese Règlement grand-ducal soll dee virdrun zitierete vun 1990 ersetzen.

A sengem Avis zu deemem Règlement grand-ducal huet de Statsrot de 17. Februar d'lescht Joer awer a senger Schlussremarque drop opmierksam gemaach, dass d'Gesetz vu '87 der Regierung net déi néideg Base légal gëtt, fir den Inhalt, d'Form an och den Accès vum Carnet de santé ze determinéieren, well d'Verfassung seet, dass alles, wat d'Matière de la santé ubelaangt, muss duerch d'Gesetz geregelt ginn. Fir des Base légal ze schafen, stëmme mer also haut de Projet de loi 6099.

Op där enger Säit nämlech därer duerch d'Gesetz vun 1987 d'Regierung Mesures réglementaires huelen. Aner Mesuren awer, déi ech genannt hunn, déi dépasséieren de Kader vun deem, wat dat Gesetz erlaabt. Eng aner Ëmännerung am Text ass d'Wuert vum Enseignement fondamental, dee jo duerch d'Gesetz vum 6. Februar 2009 Realitéit gouf an duerfir et esou elo soll am Schoulmedezin ginn genannt ginn.

Am Avis vum Conseil d'État, wou ech virdu genannt hunn, stoung dann och eng Textpropositioun dran, a si hu sech och domat d'accord erkläert, dass hiren Avis zum Règlement grand-ducal och géif fir d'Gesetz gëllen, natierlech wann hiren Text géif tel quel iwwerholl ginn. Dat war awer net de Fall, well de Statsrot, deen huet pénal Sanktiounen virgese gehat, wat de Carnet de santé ubelaangt. De Regierungstext huet des Sanktiounen awer ewechgelooss an hält domat eben net den integralen Text vum Conseil d'État un. An duerfir hu mer da missen en neien Avis froen, dee mer am Mäerz, den 23., fir genau ze sinn, dëst Joer och vum Statsrot kritt hunn.

Wéi Dir aus mengen Ausféierung bis elo konnt héieren, ass den Text vum Projet de loi eigentlech nëmme eng minimal Ëmännerung. D'Santékommissioun huet awer bei hiren Aarbechte sech net op de Projet de loi beschränke wëllen an huet och iwwert de Projet de règlement grand-ducal, dee jo à la base vum Gesetzestext ass, diskutéiert souwéi och iwwert déi verschidden Avisen zu deemem Projet. Iwwert d'Schoulmedezin diskutéiert hu mer iwwregens och hei am Haus schonn am November 2008, am Kader vun enger Interpellatioun, deemools ugefrot vum honorabelen Här Krieps.

E puer Wuert dann deemno och zum Règlement grand-ducal, wa mer schonn an der Kommissioun driwwer diskutéiert hunn. Eng Kritik, déi ëmmer erëmkënn, ass déi, dass bei der Schoulmedezin ëmmer an ëmmer erëm déiselwecht Reienënnersichunge gemaach ginn, bei deene meeschte Kanner dann awer guer kee Problem festgestallt gëtt, well se a gudder Gesondheet sinn. Dat kascht Zäit, Zäit, déi ebe besser kéint genotzt ginn, fir déi Kanner ze cibléieren, déi wierklech Hëllef brauchen. Et soll also d'Qualitéit vun den Ënnersichunge gesteigert ginn, d'Donnéeën no engem Standardmodell gesammelt ginn, an och d'Resultater besser wéi bis elo nach evaluéiert ginn.

En anere But vun der Reform ass d'Vernetzung an d'Zesummenaarbecht vun deene Leit a Servicer, déi mam Kader ze dinn hunn, dass heescht zum Beispill Servicer wéi de SPOS, an natierlech net ze vergiessen och d'Leierpersonal. Deen neie Règlement grand-ducal schafft och déi artifi-



ciell Distinction of tëschent physescher a psychescher Gesondheet. Déi Professionell sollen och vill méi regelméisseg um Terrain sinn an et soll och e Suivi vun den détectéierte Problemer assuréiert ginn. Et soll och garantéiert ginn, datt am ganze Land d'Ënnersichungen harmoniséiert ginn duerch eng prezis Definitioun am Text an dem Santésbilan, déi ze maache sinn, festgeluecht jee nom Alter vum Kand.

D'Santéskommissioun huet bei sengen Diskussiounen dese Reformen zougestëmmt, well d'Memberen der Meenung sinn, datt ee méi cibléierte Suivi vun de Kanner de Besoinen entsprécht. D'Santéskommissioun huet awer och driwwer diskutéiert, datt d'Dokteren dacks net genuch Zäit hunn, fir sech mat all Kand laang genuch ze beschäftegen, respektiv datt d'Locaux, wou d'Ënnersichunge stattfannen, och alleguer missten adequat sinn, fir engersäits ze ënnersichen, mä awer och eng gewësse Privatsphäre vun de Kanner kennen ze garantéieren.

Da gouf och nach eemol de Problem vun der Nomenclature tarifaire ugesprach. Dat heescht, datt d'Dokteren eben am Moment nach net dofir bezuelt kënnen ginn, fir zum Beispill Koordinationsaarbechte mat anere Professioneller, déi d'Kand entouréieren, ze maachen. D'Meenunge gongen och ausseren, wat de Fulltime-Schouldokter ubelaangt.

D'Santéskommissioun huet och verstanen, datt de Minister eng komplett Reorganisatioun vun der Schoulmedezin viséiert, déi et a verschiddene Phasen dann ze realiséieren gëllt. Dëst wäert och sécherlech dozou féieren, datt d'Gesetz vun 1987 ganz op de Leescht wäert geholl musse ginn. Wat den Deel ubelaangt, wou d'Gemenge involvéiert sinn, misst dofir den Dossier virdu mam Gemengesyndikat Syvicol diskutéiert ginn.

Voilà, Här Minister, Här President, Léif Kolleege, engersäits d'Gesetz, dat en vigueur ass, de Projet de loi, dee mer solle stëmmen, de Règlement grand-ducal, deen en vigueur ass, souwéi deen neien Text kuerz ze erläutere, souwéi och d'Avisen dozou an d'Aarbechten an der Kommissioun.

D'Aarbechten an der Kommissioun hunn iwwerens de 4. Februar dëst Joer domat ugefaangen, datt ech als Rapportrice gestëmmt gi sinn, an och an eiser Réunioun vum leschten 11. Februar hu mer nach eemol iwwert den Text diskutéiert. Den Avis vum Statsrot koum den 23. März, an de schréffleche Rapport, op deen ech verweise fir all aneren Detail, deen lech kéint interesséieren, deen hu mer dunn de 25. März dëst Joer ugeholl. Voilà, ech fir mäin Deel soen lech domadder Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn dann och direkt den Accord vun de Sozialiste fir dese Projet.

Nach eng Kéier Merci, datt der den Ordre du jour ëmgeännert hutt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen der Madame Dall'Agnol Merci an ech géif dann dem éischte Riedner, der Madame Andrich, d'Wuert ginn.

Discussion générale

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, bei deem virleiende Gesetzesprojet geet et, wéi mer elo grad héieren hunn, ëm eng formal Upassung vum Basisgesetz, dat d'Schoulmedezin regléiert. De Fong vun der heiteger Reform vun der Schoulmedezin fanne mer awer an deem derzougehéierende Projet de règlement grand-ducal, deen dat viregt Ausföhrungsreglement vum 21. Dezember 1990 soll ersetzen. An dee gouf jo och an der Kommissioun diskutéiert. Ech wëll awer nach vun deser Plaz aus der honorabeler Madame Deputéiert Dall'Agnol en ausdréckleche Merci soe fir hire schréfflechen an och hire mündleche Rapport.

Sou wäerte mer elo gläich iwwer eng legal Basis verfüge fir all déi Dispositiounen, déi am Projet vun dem zitéierten Ausföhrungsreglement virgesi sinn. Zousätzlech

droe mer der Notioun vun deem neien Enseignement fondamental Rechnung. Vu Virdeel wier et awer, wa mer géifen iwwer nëmmen een eenzegen Text verfügen, deen déi reglementär Bestëmmunge regroupéiert, also och déi iwwert d'Missionne vun den Équipes médico-socio-scolaires, iwwert de Modell vum järeleche Rapport vum Schouldokter un den zustännege Chef de division vun der Santé an iwwert d'Lokaler vun der Schoulmedezin. Eng Diskussioun, déi an der Chamberkommissioun gefouert gouf, an där sollt wa méiglech Rechnung gedroe ginn.

Am Virfeld vun der ugestriefter Reform gouf schon eng Kéier am Kader vun enger Interpellatioun am Joer 2008 hei an der Chamber iwwert d'Moosname geschwat, déi op deem Gebitt sollte geholl ginn. Bei deser Geleeënheet huet déi honorabel Madame Martine Mergen am Numm vun der CSV eng ganz Rei Suggestiounen an och verschidde Froen opgeworf.

Och huet den Här Minister drop gehalen, d'Experté vum Terrain ze konsultéieren. Zënter 2004 huet sech ee vum Ministère agesaten Aarbechtsgrupp iwwert d'Inhalter an d'Ausrichtung vum enger moderner Schoulmedezin hei am Land Gedanke gemaach, mä et ass net de Moment zu enger gréisserer Reform komm vum Gesetz vu '87, mä nëmmen zu engem neien Entworf vum Règlement grand-ducal. Et gouf sech och international dokumentéiert a sech eng Meenung gebilt par rapport zu de Schoulmedezinssystemer, esou wéi se am Ausland organiséiert sinn.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, zu Recht gëtt d'Schoulmedezin als eng wichteg Saach ugesinn an enger Welt, wou eis Kanner a Jugendlech ëmmer méi Gesondheitsrisiken, heiansdo souguer ganz graver, wéi zum Beispill am Beräich vun den Drogen, an och besonnesch deenen aus dem medezinesch-psychosoziale Beräich ausgesetzt sinn. D'Gesondheet ass eng Notioun, déi iwwert dat Medezinescht erausgeet, a sech laut Definitioun vun der Weltgesundheitsorganisatioun als e komplett physescht, mentaalt a sozialt Wuelbefanne versteet.

An enger méi globaler Suerg, fir d'Gesondheet ze förderen, ze erhalen a Krankheete virzebeugen, ass déi gutt Organisatioun vun der Kontroll an dem regelméisseg Suivi vun der Gesondheet vun de Kanner a Jugendlechen also e Must. Si muss un d'Konzepter vun der moderner öffentlecher Gesondheet gradesou wéi engem permanent wiesselenden Ëmfeld ugepasst ginn, an hir Qualitéit muss verbessert ginn, fir et ze erlaben, Problemer esou fréi wéi méiglech ze erkennen.

Bis elo hänkt d'Qualitéit vun de Resultater effektiv vun de concernéierte Professionellen of. An hei huet, ënner aneren, sécherlech d'Ligue de prévention et d'action médico-sociales e grouse Verdéngscht. Och huet déi eng oder aner Gemeng sech iwwert déi lescht Joren e relativ kompetenten a souguer multidisziplinäre System opgebaut, mä zu engem groussen Deel op hir eege Käschten.

De Virdeel vun eiser Schoulmedezin par rapport zu där vu verschidden anere Länner ass, dass obligatoresch preventiv Reienënnersichunge vun der gesamter Schoulpopulatioun duerchgefouert ginn, sou dass op des Manéier 98% vun de Kanner a Jugendlechen erfaasst ginn. Dat betrëfft ëmmerhin schätzungsweis 82.000 Kanner a Jugendlecher hei am Land. Et ass ze ënnersträichen, dass all des Ënnersichunge gratis sinn. An anere Länner sinn d'Ënnersichungen an der Basismedezin integréiert a berouen op enger fräiwëlleger Bedeelegung, déi doduerch vill méi nidreg gëtt. Eise System erméiglecht et, all Kanner a Jugendlech d'selwecht ze erfaassen, egal wéi hir Originen an hire soziale Status sinn.

Déi virleiend Reform vun der Schoulmedezin erlaabt et, op d'Gesondheet vun de Schüler an hirer Gesamtheit anzugeen, a virun allem am Schoulmilieu. Si soll et erméiglechen, d'Gesondheitsproblemer esou fréi wéi méiglech ze détectéieren. Besonnesch am Beräich vun der Santé mentale ass nach eng Verbesserung vun der fréizäiteger Détection néideg. D'Aktivitéiten an der Schoulmedezin sollen harmoniséiert ginn, an d'Collecte vu statisteschen

Donnéeën soll standardiséiert ginn, wat ganz wichteg ass.

Et gëtt och vill méi Wäert op eng multidisziplinär Zesummenaarbecht geluecht. Ze begrëssen ass, dass eng Konzertioun tëschent der schoulmedezinescher Équipe an dem Schoulpersonal souwéi zum Beispill dem SPOS, dem Service de psychologie et d'orientation scolaire, muss stattfannen. Et kann net sinn, dass aus engem falsch verstanene Berufsgheimnis eraus den Austausch vu wichtegen - wann och sensibelen - Informatiounen tëschent Professioneller ofgewiert gëtt, wéi dat alt schon an der Vergaangenheet de Fall war. Déi intersektoriell Zesummenaarbecht, wéi zum Beispill mat de Maisons relais, muss och onbedéngt verbessert ginn.

Preventivmoosname solle gefördert ginn, fir dass déi Jonk bei gudder Gesondheet bleiwen, zum Beispill duerch genuch Bewegung. D'Förderung vun der Gesondheet, d'Gesondheetserzéiung gradesou wéi d'Preventioun sollen elo bis zu 20% vun den Aktivitéiten vun der Schoulmedezin ausmaachen. Hei soll op nei oder besteend Programmer an national Aktionspläng opgebaut ginn, wéi zum Beispill „Gesond iessen, méi bewegen“. D'ganz Schoulcommunitéit soll mat agebonnen a responsabiliséiert ginn.

Eng regelméisseg Permanence vum Personal - wéi d'Infirmière - an de respektive Schoulgebäier oder Lokaler vun der Schoulmedezin an de gréissere Stied ass och virgesinn. Mä d'Präsenz ass nach laang net iwwerall assuréiert. Do mussen extra Effort gemaach ginn, an et muss dofir gesuergt ginn, dass déi néideg Lokaler zur Verfügung stinn, wat de Moment och net iwwerall de Fall ass.

Doriwwer eraus sollen déi Professionell sech u Santésprojeten an der Schoul bedeelegen, respektiv se initiéieren, fir hirer neier Missioun gerecht ze ginn. Des Punkte stellen e wesentlechen Aspekt vun der Qualitätsverbesserung duer. Dofir kënn awer d'Fro op, wéi si dat alles solle ronn kréie mat deene Leit, déi se de Moment zur Verfügung hunn. Wéi kënnen mer hei déi néideg Personalressourcë schafen?

D'Gesondheitsiwwerwaachung an de Screening ginn zu bestëmmte Schlësselaltere vun der Entwécklung a vum Schoulparcours vun de Kanner a Jugendlechen op eng kohärent Aart a Weis ugaangen. Sou ginn d'Zuele vun de banale systematesche kierperlechen Ënnersichunge vun alle Schüler erof, well des Zort vun Ënnersichunge gouf vun de Professionellen zimlech kritiséiert. Et sollen elo Gesondheitsbilane gemaach ginn, déi besser un déi jeeweileg Altersgruppen ugepasst sinn an déi och der psychosozialer Dimensioun Rechnung droen. Et ass néideg, dass de Schouldokter sech genuch Zäit heifir hält, méi wéi dat bis elo de Fall war. De Collège médical bedauert awer, dass déi manner heefeg Kontroll vun den Zänn riskéiert, d'Zännproblemer net méi fréi genuch ze erfaassen.

Ech wëll och besonnesch d'Wichtigkeet vum psychomotorische Bilan bei de Fënn- bis Sechsjähregen ervirhiewen. Dee soll minimum 20 Minuten daueren. Bei deser Geleeënheet kënnen Entwécklungsréckstänn beim Kand an och e Mangel u Schoulräifheet détectéiert ginn, déi Konsequenze kënnen hunn op d'Schoulleeschtunge vum Kand a seng Integratioun an der Schoul a soumat op säi ganze Schoulparcours. D'Fro stellt sech, ob fir dese Bilan net souguer sollt e Psychomotoriker mat bäigezu ginn.

Besonnesch sinn awer déi sougenannte Risikokanner viséiert. Si musse genee am A behale ginn an hir Problemer musse gewëssenhaft suivéiert ginn an engem bestëmmte minimalen Délai. An deene Fäll kënnen och en individuelle Gesondheitsbilan - deen awer am beschte viraus definiert wier - an e soziale Bilan erstallt ginn. Heifir wäeren och kloer Kritäre wëschenswäert. Wann néideg, musse si weider orientéiert ginn un déi spezialiséiert Servicer vun der Éducation nationale, an och net ze vergiessen un den Office national de l'enfance, deen am Kader vum Gesetz vun der Aide à l'enfance et à la famille geschaf gouf.

Ze ënnersträichen ass, dass bei dese Kanner besonnesch muss derfir gesuergt ginn,

dass si net, wéi ee seet, ofgestempelt ginn, an dee Suivi soll esou diskret wéi méiglech par rapport zu deenen anere Kanner oflafen. Dat war och eng Suerg vum Statsrot. Et wier och gutt, wann dee soziale Volet vum Dossier eng eege Plaz an dem Dossier hätt.

Virun allem ass déi geplangten Abannung vun den Elteren noutwendeg, spezifesch wat de Suivi vu Gesondheitsproblemer ubelaangt. Scho bei der Erstellung vun der Anamnese vum Kand missten d'Eltere mat abezu ginn, well d'Kand ass net capabel, fir des Donnéeën eleng ze liwweren.

D'Fro stellt sech, ob déi nei Prozedure prezis genuch si fir déi Elteren a Kanner, déi et grad am néidegsten hunn an déi och oft eng gewësse Retissenz hunn, fir sech motivéieren ze loosse. Derbäi kënn nach, dass hautdésdags vill Elteren zu zwee schaffe ginn oder bedéngt duerch Scheedung eleng dostinn a sech dofir och net ëmmer déi néideg Zäit huelen, déi se missten.

Wat fir en Drockmëttel hu mer eigentlech an deene Fäll? Well dat Ganzt ass jo och net un e finanziellen Ureiz gebonnen, wéi dat bei de péri- a postnatalen Ënnersichungen de Fall ass.

Nach eng Suggestioun, fir den Dialog an d'Opklärung vun den Elteren ze förderen, wier, fir hinne jee no Alter vun hirem Kand eng illustriert an einfach Dokumentatioun mat verschiddenen Informatiounen zur Verfügung ze stellen. Hei kéinten Informatiounen iwwert de jeeweilegen normalen Entwécklungszoustand vun engem Kand an engem bestëmmten Alter dra sinn, gradesou wéi Opklärung iwwer Rechter a Flichte vun Elteren a Kanner kombinéiert mat verschiddene gesetzleche Bestëmmungen. Dat ka vun der Opklärung iwwer Impfungen, d'Zännhygien, d'psychomotorisch Entwécklung, d'Sproochentwécklung bis d'Reglementatioun iwwert den Alkohol an d'Femme goen.

E weidere wichtegen Aspekt stellen déi initial Ausbildung an d'Formation continue vun den Acteurs vun der Schoulmedezin duer, well si sinn essenziell zur Qualitéit vun der Schoulmedezin, fir dozou bäize droen. Hei kann ënner anerem d'Uni Lëtzebuerg an deem Deel vu Formation, wou si betraff sinn, och op d'Schoulmedezin bei de Generalisten a beim Schoulpersonal sensibiliséieren.

Wéi d'Formation continue geregelt ass, ass awer net kloer. De Schouldokter huet innerhalb vun der schoulmedezinescher Équipe eng extra wichteg Roll an ass an eisen Ae besonnesch gefuerdert, ier en esou eng Fonctioun unhëlt, obschonn dat de Moment jo net un den Agrément gebonnen ass, mä sech dann op de leschte Wëssensstand ze setzen a sech weider op deem neiste Wëssensstand ze halen.

Dokteren, déi nëmmen an der Schoulmedezin tätég sinn, kéinte sech an deser exklusiver Roll agéengt spieren. Eng Vernetzung mat der Basismedezin wier dofir wëschenswäert, gradesou wéi et interessant kéint sinn, fir d'Kannerdoktere mat an d'Ausföhrung vun der Formatioun anzebeziehen.

Et bleiwen awer nach aner Planzen an deem Gaart vun der Schoulmedezin ze setzen. Notamment stinn d'Verhandlungen mat den Dokteren, wat d'Arbeitsvertrag ubelaangt, nach aus. Eng Tarifatioun op Stonnebasis wier vu Virdeel, besonnesch wéinst de Gesondheitsförderungsaktivitéiten an der Koordinatiounsaarbecht. Mä leider ass net alles an der medezinescher Nomenklatur virgesinn.

Wat den nationale Konzept vu Gesondheitsförderung am schoulesche Beräich ubelaangt, wier et ze begrëssen, wann och iwwergeuerdnet Gesondheitsobjektiver fir d'Kanner géifen erstallt ginn, no deenen de gewünschte Gesondheitszoustand vun engem Kand aus eiser heiteger Gesellschaft kéint definiert ginn; Standarden, déi no deene verschiddenen Altersgruppe gericht sinn an no deene sech d'Programmer respektiv d'Projeten an de Schoule richten. Dat géif et erlaben, all Aktiounen, déi an deem Beräich ugaange ginn, méi geziilt unzuzoen.

Wat de Volet vun der Evaluatioun betrëfft, esou ass deen neie Comité de santé scolaire e wichteg Gremium, dat mindestens all fënnf Joer eng Revisioun sollt virhue-



len. Et hänkt natierlech viles of vun der Komposition vun dësem Gremium, fir seng Effikasitéit och ze garantéieren.

Hei wier et da méiglech, Objektivter ze fixéieren an déi national altersspezifesch Standarden och lafend unzepassen. Et wier och flott gewiescht, wa mer dem Zil vun engem méi informatiséierte Gesondheitscarnet vu klengem Alter bis zur Jugendzäit scho méi no kommen hätte kënnen. Wann all d'Donnéeën vum Kand vu Gebuert un an engem zentrale Fichier collectéiert wieren, wier de globalen Iwwerbléck vun der Problematik wun concernéierte Kand vereinfacht. Natierlech stellt dat eng Rei delikat Froen um Niveau vum Dateschutz.

Laut dem Här Gesondheitsminister stellt déi virleidend Reform nëmmen eng Phas, fir déi den Accord vun den Acteure praktesch all virläit, duer. An eng Gesamtreform gëtt nach weiderhin envisagéiert. Et ass also e Gaart, an deem nach vill muss geplanzt a gekappt ginn. An et ass ze hoffen, dass dës Reformprozess elo mat Élan virgefouert gëtt an entre-temps déi nei Moossnamen effikass an d'Praxis ëmgesat ginn.

An heimat ginn ech, Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, den Accord vun der CSV-Fraktioun, fir de Projet ze stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen der Madame Andrich Merci. An ech géif dann dem nächste Riedner, dem Här Berger, d'Wuert ginn.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt och hei zum Ausdruck bréngen, datt mer frou sinn, datt d'Rapportrice nach sécher de Wee zréck an d'Chamber haut de Mëtteg fonnt huet an duerfir kann ech hir jo dann och speziell Merci soe fir hire gudder mëndlechen a schréftleche Rapport.

Madame Presidentin, am Kader vun der Santé publique hält d'Schoulmedezin eng besonnesch Plaz an, well et hei ëm d'Gesondheet vun de jéngste Matbiirger an eiser Gesellschaft geet. Wann ee méi fréi a besser gesondheetlech Problemer bei de Kanner kann diagnostizéieren, wat d'Chance méi grouss ass, datt ee kann effikass dergéint virgoen a preventiv am Intérêt vun dem Wuelbefanne vun de Kanner kann agéieren.

D'Gesondheet ass och en Domän, dee wéi d'Gesellschaft an Evoloutioun ass. Nei Krankheitsbiller sinn zum Deel entstan, zum Beispill d'Obésitéit am jonken Alter, mä och d'Medezin- an d'Diagnostiktechniken hu sech weiderentwéckelt. An dat muss d'Schoulmedezin a Betruecht zéien.

A senger Interpellatioun den 11. November 2008 hat den deemolgen DP-Deputéierten Alexandre Krieps op d'Wichtigkeet vun der Schoulmedezin an hirer Reform higewisen an och zugläich eng Rei vu Pisten opgezeechent, wéi een déi bestehend Defiziter an der Schoulmedezin kéint behiewen an d'Qualitéit vun dësem Service kéint verbesseren. Elo knapp anherhalleft Joer duerno wäert d'Chamber, oder wäerte mer elo an e puer Minutten, iwwer eng Reform vun der Schoulmedezin ofstëmmen, déi sech zum Deel un dëser Interpellatioun vum Alexandre Krieps inspiréiert.

Ech wëllt direkt virwech soen, datt d'DP dës Projet wäert stëmmen. Eng ganz Rei vu Punkten, déi an der Interpellatioun vum Dokter Krieps deemools ugefouert gi woren, sinn nämlech och am entspreche Règlement grand-ducal ëmgesat ginn. Esou goufe beispillsweis d'Écarten tëschent deenen einzelnen Tester méi grouss gemaach. Duerfir gëtt awer och op där anerer Säit méi genau a méi intensiv kontrolléiert, also méi Qualitéit wéi Quantitéit, fir ënner anerem och déi Kanner, bei deene sech Problemer manifestéieren oder bei deenen e Risiko besteet, kënnen besser en charge ze huelen.

Et ass gutt, dass d'Schoulmedezin insgesamt méi individualiséiert a personaliséiert soll ginn. E bessere Suivi vun deem eenzelne Kand oder Jugendlechen ass an eisen Aen eng Noutwendegkeet, wann een d'Schoulmedezin effektiv als e preventiv Instrument wëllt uwenden.

Wéi wichteg d'Preventioun am Gesondheitsberäich besonnesch bei deene Jonken

ass, gesäit ee jo unhand vun Zuelen; wéi ënner anerem eng Etüd aus dem Joer 2007 weist, datt ronn 10% vun de Kanner an der Grondschoul a ronn 12% vun de Schüler am Secondaire zum Beispill ënner Obésitéit leiden, also ze déck an ze schwéier si respektiv dann och ënner all deene Konsequenzen, déi esou eppes mat sech bréngt, leiden.

Et bleiwen awer och nach Punkten, déi eiser Meenung no e bëssen onkloer sinn, respektiv wou mer eis aner Léisungen erwaart hätten. Ech wär frou, wann de Minister a senger Interventioun op deen een oder deen anere vun deene Punkten, déi ech hei nach wäert kuerz zitieren, kann agoen.

De Minister ass eng Sekonn erausgangen, mä ech huelen un, datt en dat awer op eng Aart a Weis matkritt, datt e kann doerber dann herno äntwerten.

(**Interruption**)

Eng éischt Fro ass déi: Firwat gëtt am Secondaire en Ënnerscheed gemaach zwëschen deene verschidde Régime-d'enseignements? Eng Tatsaach, déi och dem Statsrot a sengem Avis ze denke ginn huet, ëmsou méi well iwwerhaupt keng Justificatioun hei ugefouert gëtt. Et huet een e bëssen d'Impressioun hei, datt do eng Ségrégiatioun kéint gemaach ginn zwëschen Schüler aus dem Classique an dem Technique. A mir géifen do eng Suggestioun maachen, fir deen Ënnerscheed opzehiewen.

Zweet Fro oder Punkt, deen ech wëll reveléieren, dat ass dee vun den Donnéeën an de Statistiken, déi ee jo wëllt maachen, fir an Zukunft dann e bessere Suivi vun deem eenzelne Schüler kënnen ze hunn an déi Donnéeën och besser ze notzen. Dat ass interessant an och gutt op där enger Säit. Et muss een awer och op där anerer Säit da sécherstellen, datt den Zougrëff op dës Donnéeën strikt den Dispositioun vum Dateschutzgesetz entspreche respektiv datt d'Donnéeën fir d'Statistiken och wierklech anonymiséiert ginn.

En drëtter Punkt, deen ech wëllt opwerfen, dat ass deen: Wéi gesäit et aus mat der Aféierung vun engem Cours d'éducation sanitaire an der Grondschoul respektiv wéi kann een am Fong geholl déi Education sanitaire abannen, déi Thematik abannen an déi verschidde Coursen an der Grondschoul?

Wéi ass et mat engem entspreche Cours an der Formatioun da vun den Enseignants, wa se also sollen déi Gesondheitséducatioun oder do Kompetenz vermëttelen? Well et ass jo och esou, datt d'Enseignants haaptsächlech déi sinn, déi all Dag am Kontakt mat hire Schüler sinn, sou datt si also nach besser wéi all schoulmedezinesch Equipe d'Schüler praktesch all Dag do suivieren. A si kënnen jo am Fong elo och besser op déi preventiv Aspekte agoen, dat och zum Beispill a schoulesch Inhalter apaken.

E véierte Punkt, deen ech kuerz wëllt opwerfen, dat ass deen: Wéi gesäit et aus a puncto - ech géif et esou formuléieren - kultureller Kompetenz an der Schoulmedezin?

Déi Fro stellt sech jo ëmmer méi, virun allem well mer jo och ëmmer méi Kanner an eise Schoulen hu mat engem Hannergrond vun zum Beispill Kanner, déi e Migrationshannergrond hu mat islameschem Glawen. Wéi reagiere mer op dat Phänomen, well jo do och, an där hirer Relioun zum Beispill verschidde Aspekte - ech denken do zum Beispill un d'Meedercher, wéi déi ugedoe sinn, oder vu wem se sech kënnen och diagnostizéieren loossen -, wéi mer domadder ëmginn.

E fënnefte Punkt ass deen: Wat maache mer mat engem erwuessene Schüler, deen de schoulmedezineschen Test refuséiert?

E sechste Punkt, deen ech kuerz wollt opwerfen: Wéi eng Kompetenz muss een als Schoulmedeziner à la base matbréngen? Mir begréissen et, datt eng Formation continue virgesinn ass. Mä wouranner genau soll där hiren Inhalt bestoen? A vu wem soll se ofgehal ginn? Ass virgesinn, datt een dat kann am Kader zum Beispill vum drëtter Cycle vun der Medezin op der Uni Lëtzebuerg maachen?

Voilà, Madame Presidentin, dat ware fënnef, sechs Froen, déi ech wollt un de Mi-

nister riichten. Ech wier frou, wann en eis do kéint Opschloss ginn. Dat gesot, wëllt ech awer nach eng Kéier hei rappeléieren, datt meng Fraktioun dës Projet wäert och stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Berger och Merci, an ech géif dann d'Wuert un den Här Huss ginn.

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, mir wäerten als gréng Fraktioun haut och elo dës virleierende Projet de loi matstëmmen, an dat obschonn en nach relativ wäit hanner eise Reformvirstellungen an och hannert den objektive Besoiné vun enger moderner Médecine scolaire zréckbleift. Ech wëllt awer uganks och der Rapportrice vun dësem Gesetz mat sengem neie Règlement grand-ducal, der Madame Claudia Dall'Agnol, Merci soe fir hire Rapport a fir hir Detailexplicationen dozou, déi se hei op dës Tribün ginn huet, esou datt ech net op all déi Detailexplicationen nach eng Kéier hei muss zréckkommen.

Dir Dammen an Dir Hären, et handelt sech, wéi ech scho gesot hunn, bei dësem Projet leider net ëm eng wierklech gréisser Globalreform vun eiser Schoulmedezin, mä haaptsächlech, opgrond vum neie Schoulgesetz vun 2009, just ëm eng klenger, reng formal Adaptatioun an ëm en neie Règlement grand-ducal, also ëm adaptéiert Ausféierungsbestëmmungen am Hibleck vun Inhalt an Timing vu medezineschen Analyse vun eise Schoulkanner a vun eventuelle Mesuren, déi sech dorauer erginn. An dësem Règlement grand-ducal ginn dann och Inhalt a Form vun engem Carnet de santé vun de Schoulkanner festgeluecht, an och de Charakter vun der Raimlecheit an de Gebaier, wou esou medezinesch Analysen an Tester praktizéiert solle ginn.

Vun der gesondheetspolitescher Philosophie vun den Auteurs vum Projet hier gekuckt, soll et an Zukunft da virun allem drëm goen, schrittweis, an Etappen, déi traditionell Médecine scolaire ëmzewandelen an e méi globaalt Konzept vu Santé à l'école; eng sécher luewenswäert Zilsetzung, woubäi sech allerdéngs d'Fro stellt, firwat esou eng nei, wierklech Globalreform net méi schnell hätt kënnen realiséiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis allgemeng gesinn eens, datt d'Preventioun an d'Détection vu Krankheeten, mä och offensiv Campaignen en faveur vun der Gesondheetsförderung net eréischt am Erwuessenenalter, mä schonns an der Kandheet während der Schoulzäit a souguer nach do virdu missten usetzen. Firwat? Ganz einfach, well renommiert international Wëssenschaftler, Toxikologen, Neurologen, Immunologen an Ëmweltmedeziner, mä och rezent nach d'OMS selwer zu Parma am März, eis warnen, zënter e puer Joer schon, datt d'gesondheetlech Preventioun a Gesondheetsförderung eigentlech scho während der Schwangerschaft selwer missten ufänken, well negativ Awierkungen, zum Beispill duerch Stress, Alkohol an Nikotin, mä awer och duerch Ëmweltgëfter, Schwéiermetaller, Pestiziden an esou viru schonns an den éischte Schwangerschaftswochen zu sougenannten epigenetesche Funktionsstéierung geife féieren, mat als Konsequenz eben Entwécklungsstéierungen a Krankheeten no der Gebuert, während der Kandheet an doriwwer eraus.

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

Eis Médecins scolaires sinn elo allerdéngs par définition net zoustänneg fir schwanger Fraen an och net fir Embryoen a Foetus, mä déi negativ Konsequenz vun esou fréie Belaaschtungen während der Schwangerschaft kënnen sech awer grad am Schoulalter manifestéieren, zum Beispill am Kontext vun Otemweeeproblemer oder Allergien, vun Haut- oder Nahrungsmittelallergien, vun Asthma an esou virun. Alles Problemer, déi europawäit an och leider hei zu Lëtzebuerg an deene vergaangenen 20 Joer permanent zougeholl hunn.

Ëmmer méi problematesch fir d'Schoul a fir d'Léieren an der Schoul sinn och nach aner negativ Konsequenzen do dovunner,

nämlech kognitiv Entwécklungsréckstänn bei ville Kanner, IQ-Abousse bei engem Deel vun de Schüler, Konzentratiounsdefiziter an Hyperaktivitéit, autistesche Entwécklungsstéierungen an esou virun, vun anere schwéiere Kannerkrankheete wéi Leukämie an esou virun net emol ze schwätzen. Dëst alles si relativ rezent Entwécklungen, déi eis Pédiateren, mä och d'Médecins scolaires konkret virun nei a ganz schwierig Erausforderunge stellen, deene se leider méi wéi eng Kéier net gewuens sinn, op jidde Fall net, wa se net och eng ëmweltmedezinesch Weiterbildung an deene Saachen hunn.

Mat deene classesche standardiséierte Reienanalysen, Moossungen an Tester, wéi Moosse vu Gewicht a Gréisst, Kontroll vun Aen, Oueren an Zänn, oder vun Haltungsproblemer vun de Kanner, esou nëtzlech se och kënnen sinn, ass all dësen neie Gesondheitsproblemer vun Deeler vun eise Schoulkanner jiddefalls net méi bäizekommen, esou datt sech wierklech d'Fro vun deelweis aneren diagnosteschen Inhalter a Methode bei der Kontroll an Iwwerwachung vun der Gesondheet vun eise Schoulkanner stellt.

Wann duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, laut Rapport vun der Kommissioun elo d'Médecine scolaire schrittweis an eng wierklech Santé à l'école soll transforméiert ginn, wat begréissenswäert ass, a wann dann am Kontext vun der Förderung vu Preventiounsmesuren, vu gesonder Ernährung, vu genügend kierperlecher Bewegung a vun Oplklärung iwwer Risike vun Drogen a Genossmittel geschwat gëtt, da sinn dat natierlech ganz kloer richteg Deelschritt an eng richteg Richtung. Mä da mussen awer, vill méi staark wéi bis elo jiddefalls, endlech och konkret Iddien a Projet-d'école entwéckelt ginn, wéi dann déi Ziler - méi kierperlech Bewegung oder méi gesond Ernährung a Schoulkantinen oder an der Famill doheim - sollen erreecht ginn. Eenzel Gemengen hei am Land hunn an deem Kontext jo éischt Pionéierarbecht gelescht, mä insgesamt muss et do nach zu enger vill méi staarker Vernetzung a Koordinatioun tëschent Éducatiouns- a Santéministère an de Gemengen am Syvicol kommen.

Esou Projekte vu gesonde Schoule goufen zum Beispill och presentéiert am März dëst Joer zu Parma, während der OMS-Konferenz, vun europäeschen Ëmwelt- a Gesondheitsministeren a vu groussen ONGen zum Thema Ëmwelt a Gesondheet, wou eng ganz Partie vu Länner - Éisträich, Frankräich, Italien, Dänemark an esou virun - hir Schoulprojeten, gesond Schoul am Kontext Ëmwelt, Ökologie, Ernährung a Gesondheet virgestallt hunn. Et fënnt also insgesamt op europäeschem Niveau e gewëssent Émdenke statt, ewech vun enger klassischer Médecine scolaire a Richtung vun engem méi globale Konzept vu Santé à l'école, an dat ass ganz kloer déi Richtung, an déi mer och hei am Land schnellstens musse versichen hinzekommen.

Ech wëllt awer an dësem Kontext nach op zwee aner wichteg Elementer agoen, déi am Kontext vun enger méi globaler Reform iwwert dee bestehenden, elo neie Règlement grand-ducal eraus ëmmer méi onverzichtbar ginn. Dat éischt ass déi baubiologesch a gesondheetlech Qualitéit vun eise Schoule selwer. Wéi oft an deene vergaangenen 20 Joer ass et och hei am Land virkomm, datt Schoulgebaier, Crèchen, Structure-d'accueil nom Neibau oder no Renovéierunge belaascht ware mat alle méigleche gesondheetsschiedleche chemesch Produkter: Chemikalien oder Schimmelpilzbelaschtungen, déi kloer responsabel si fir Otemweeerkrankungen, Asthma, Allergien oder Konzentratiounsstéierungen? Op esou „Indoor-pollution“-Problemer, déi och bei der OMS an an eisen europäeschen Nopeschlänner ëmmer méi seriö geholl ginn, hat ech schonns virun zwee, dräi Joer während enger Interpellatioun hei am Sall opmierksam gemaach.

Mir bräichten doriwwer, iwwert déi baubiologesch Qualitéit vun eise Schoulen,

Structure-d'accueil a Crèchen, awer nach méi e globalen Iwwerbléck, a virun allem och brächte mer eng verstärkte Kollaboratioun tëschent Stat a Gemengen, tëschent Éducatiouns-, Gesondheets- a Bauteministère, zesumme mat Architekten an Handwierker, fir an Zukunft endlech dëse Problem vu gesondheetleche Belaaschtungen a Schoulen oder Structure-d'accueil definitiv an de Grëff ze kréien. E gesond an e produktiv Léiere kann nun eemol net a belaaschten a kranke Schoulgebaier funktionéieren!

Dat zweet Element, wat evidenterweis och am Kontext vun enger globaler Reform vun der Médecine scolaire hin zu enger Santé à l'école misst nach vill méi staark an Ugrëff geholl ginn, dat ass eng nach vill méi breet an nei strukturéiert multi- oder interdisziplinär Approche. Dokteren, Enseignant, Psychologen, Éducateuren, Assistent-socialë mussen nach vill méi staark wéi bis elo zesummeschaffen, fir och emotional, sozial a psychosozial Déterminanté vu Problemer a Krankheete vun Deeler vun eise Schoulkanner méi offensiv a méi effikass kënnen unzegoen.

Mir wëssen alleguerten, datt och de perséinleche Familljenhannergrond, de Milieu familial oft ganz défavorabel ka si fir d'Gesondheet vun eise Schoulkanner, an dat gëllt net nëmme fir sozial a soziokulturell benodelegt Milieuen, mä munchmol och fir sougenannte besser Familljen, wann zum Beispill de Mariage a Schierbele läit, oder wann d'Kanner sech emotional selwer iwwerlooss bleiwen.

A fir dës Problemer kënnen besser unzegoen, brauche mer eben, wéi gesot, nei Strukturen an eng vill méi effikass a multi- oder pluridisziplinär Approche. Et ass dofir evident, datt nëmme eng Gesamtapproche, déi all dës baubiologeschen, ëmweltmedezineschen, sozialen a psychosozialen Elementer Rechnung dréit, zum Succès vun enger wierklecher Reform vun der Médecine scolaire wäert kënnen féieren. Esou eng méi global Reform ass längst iwwerfällig a mir sinn als Gréng dofir och e wéineg enttäuscht, datt mer mat dësem Projet haut hei elo leider nach net esou wäit kommen.

Mir fuerderen lech, Här Gesondheetsminister, dofir also och op, fir zesumme mat Ären zoustänneg Ministeschkolleegen, zesumme mat de Gemengen a mat interesséierten ONGen oder Elterevereengunge schnellstméiglech ee wierklech globale Projet mat den noutwendeg Strukturen a Finanzmëttelen auszeschaffen, fir datt am Intérêt vun der gesondheetlecher Preventioun an der Gesondheetsförderung vun eise Schoulkanner dann och endlech Neel mat Käpp gemaach ginn.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- An ech soen dem Här Huss Merci. Als nächste Riedner ass den Här Colombero agedroen. Här Colombero, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombero (ADR).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, fir d'éischt e Merci un d'Rapporteur, d'Madame Claudia Dall'Agnol, fir de mëndlechen a schrëftleche Bericht. E war ganz ausféierlech.

D'Médecine scolaire ass am Prinzip geduecht, fir eng preventiv Roll ze spillen an eventuell Dysfonctionnement bei der Gesondheet vun de Kanner ze entdecken. Si ass d'Continuatioun vun der Médecine postnatale: Et ass also eng ganz gutt Saach.

D'Schoulkanner ginn ëmmer méi fréi a Strukturen placéiert: a Crèchen, Maisons relais, de Précoce, esou datt de Stat a priori déi ganz Éducatioun organiséiert. De facto ass de Stat och fir d'Gesondheet vun de Kanner zoustänneg an hien iwwerhëlt ëmmer méi déi Responsabilitéit, déi fréier am Beräich vun den Eltere war. Duerch dës Paradigmewiessel huet de Stat eng eminent Roll an der Erzéiung an der Gesondheet ze spillen. Ob dat elo gutt ass, dat steet op engem anere Blat!

Et ass also um Stat, fir dofir ze suergen, datt alles optimal leeft. Wa mir Problemer hu mat de Kanner, déi ze vill Gewicht hunn, da muss de Stat dofir suergen, fir datt erëm alles normal gëtt. Fréier gouf gesot, d'Eltere wieren dofir zoustänneg, well d'lessen net équilibréiert war oder well d'Kanner keng Vitamine kruten, an esou virun. Elo haut, duerch d'Crèchen, duerch d'Maison-relais, duerch d'Restauratioun ass de Stat dofir zoustänneg, datt et de Kanner gutt geet an datt se net déséquilibréiert ginn. Well wa spéider no 30, 40 Joer déi Kanner Iwwergewicht hunn, héije Bluttdrock hunn, Stoffwiesselstörungen hunn oder Häerzinfarkter kréien, well se Iwwergewicht hunn, da kann ee soen, de Stat huet seng Missioun verfeelt.

Wann d'Kanner op inadéquate Bänke setzen, dann ass de Stat dofir responsabel. Wann d'Kanner Scoliosen oder Cyphosé kréien, wann d'Kanner Léierschwieregkeeten hunn, Dyslexien hunn, authistesche sinn, dann ass de Stat dofir responsabel, wann hien ze spéit dës Krankheitsymptomer entdeckt. Wann d'Kanner Drogen- an Alkoholproblemer hunn, dann ass de Stat dofir responsabel, well hien dat net zur géeegeger Zäit gesinn huet.

(**Interruption**)

Wann d'Kanner fréi ufänke mat Fëmmen, dann ass dat dem Stat seng Schuld, Här Schaaf, wann d'Schoulmedezin dat net entdeckt huet. Also hei si mer an enger ganz delikater Situatioun.

(**Interruption**)

Émsou méi muss de Stat dofir suergen, datt d'Schoulmedezin optimal funktionéiert an net als Alibi - als Gewëssensberouegung - einfach an engem Gesetzestext dat mentionnéiert gëtt. Wa mir elo d'Gesetz vum 2. Dezember 1987 analyséieren, da steet am Artikel 10 ënner anerem geschriwwen, datt de Médecin chef de division vun der Schoulmedezin Recommendationen iwwert de Menu, deen an de Schoulen zerwéiert gëtt, muss erausginn. D'Froen, déi ee sech hei stelle muss: Ass d'lessen an de Schoulen esou konzepéiert, datt eng vital, biologesch Ernährung garantéiert ass? Gëtt hei net versicht, fir ze spueren? Haaptsaach, de Mo ass voll!

(**Interruption**)

Des Weidere sollten d'Dokteren, déi d'Kanner examinéieren, eng Formation continue kréien. Ass dat effektiv de Fall? D'Généralistë missten hei eng Formation continue kréien, awer si kréie keng. D'Äntwert ass kloer: Si hu keng Formation continue.

A wéi ass et mat der Zäit? Wéi ass et mat der Zäit, Här Minister? Här Minister, net eleng an der Schoul, och um normale Wee, ech mengen, eng Diagnos kann nëmme gestallt ginn, wann en Dokter genuch Zäit huet. Hautdësdays ass de Problem, den Dokter huet keng Zäit. Hien huet nëmme zéng Minutten fir e Patient zegutt. Firwat? Well eng ganz laang Schlaang vu Leit do waarden. Wat geschitt dann? Den Dokter muss onbedéngt op aner Tester zréckgräifen, op paraklinesch Tester, wéi zum Beispill Ultraschall, e Scanner, IRM, Röntgen, Blutanalysen, an déi maachen d'Diagnos fir hie selwer.

Fréier war gesot ginn - op jidde Fall si mer dat geléiert ginn an der Uni -, den Dokter misst eng Inspektioun maachen, eng Auskultatioun, eng Palpatioun, eng Perkusioun, an dat alles no enger Anamnèse. Dat kascht ongeféier 30 bis 40 Minutten.

Här Minister, ech garantéieren lech, wann ech dat bei engem Patient erreicht kréien, datt ech 30 bis 40 Minutten mat deem schwätzen, deen ënnersichen, dann hunn ech an 90% vun de Fäll eng Diagnos, an da brauch ech nëmme eng Analys ze maachen, fir meng Diagnos ze ënnermaachen.

Dat ass fir de Moment net de Fall. Also muss mer onbedéngt op paraklinesch Diagnosen ausschwaifen, an dat kascht dann d'Gesondheetskeess ganz vill Geld. En plus gëtt dee Patient da véier-, fënnemol convoquéiert, fir him ze soen: „Hei an dëser Röntgen hues de näscht, an der zweeter Röntgen hues de och näscht an an där drëtter hues de vläicht eppes.“ An dat ass alles Zäit verluer. Dat ass alles d'Gesondheetskeess fir näscht belaascht. D'Leit kréien Angscht, well se mengen, si hätten eppes, well se esou vill Analyse maachen.

An dat ass de ganze Problem vun der Medezin. De Problem vun der Medezin ass: Hautdësdays huet den Dokter guer keng Zäit méi, fir seng Patienten normal ze ënnersichen. Wann en déi Zäit hätt - an dat gëllt elo och fir d'Schoulmedezin - wann en déi Zäit hätt, géife mer ganz vill Problemer à la source léisen.

Des Weidere soll dofir gesuergt ginn, datt d'Still vun de Kanner de Kanner sollen ugepasst ginn, datt d'Bänken de Besoiné vun de Kanner entspreche sollen. Ass dat de Fall? Neen, eendäiteg: Dat ass net de Fall. Also hu mir an der Schoul nach ganz vill Problemer ze léisen. Dofir brauche mir Leit, déi dat ëmsetze kënnen.

Mir hunn awer ganz wéineg Personal, dat fir d'Kanner zoustänneg ass. Wat kann ee Chef médecin de service maachen, wann en honnerttausend Schüler muss betreien? Guer näscht! Also muss an d'Personal investéiert ginn. Et muss ganz vill Zäit geaffert ginn. Déi ganz Schoulmedezin wäert soss zum Scheitern verdammt ginn. Wëlle mir dat? D'Äntwert ass eenditeg: neen.

Här Minister, suergt wann ech gelift dofir, datt méi Personal agestallt gëtt, well esou kréie mer méi Zäit fir eis Kanner an am grouse Ganze fir d'Patienten. Dat gesot, ginn ech den Accord vu menger Partei. Mir wäerten dat heie Gesetz matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombero. Als leschte Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, ech menge wierklech, et wier esou gutt wéi alles gesot.

► **Une voix.**- Oh jo!

(**Hilarité**)

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Wa mer - also just zwou Remarquë mat enger Fro derbäi - wa mer net wëllen, dass d'Schoulmedezin eng Ënnersichung um Fléissband ass - wéi et awer hautdësdays nach ëmmer zu engem ganz groussen Deel de Fall ass - wa mer wëllen, dass net nëmme en Diagnostic, mä och e Suivi soll geschéien, dann ass also onbedéngt noutwendeg eng Zesummenaarbecht tëschent deene verschiddenen Acteuren. Dat heescht also tëschent deenen, déi responsabel si fir d'Schoulmedezin - an dat sollen der effektiv méi sinn, wéi den Här Colombero sot, a vläicht och besser forméiert fir déi do speziell Aufgab -, an deenen aneren Acteuren, also de Responsabelen an der Schoul, Schouldirektioun, Schoulkommissionen, Enseignant, Eltere selbstverständlech.

An da just eng Fro, eng delikat Fro: nämlech déi vum Secret professionnel. Well mer op där enger Säit jo dem Dokter säi Berufsgeheimnis wëlle protegéieren an och d'Privatsphär vun de Kanner respektiv de Familljen, an op där anerer Säit ee sech awer freet: Wéi kann een dann net nëmme en Diagnostic, mä och e Suivi organiséieren an deene verschiddene Beräicher, déi hei opgezielt gi sinn, wann een net eng gewësse Vermëttlung vun Informatiounen assuréiert?

Dat ass eng delikat Fro, op déi et mat Sécherheet keng einfach Äntwert gëtt, mä mat där ee sech awer muss auseruesetzen; iwwregens am Moment och schonn: An de Schoule besteet am Zesummenhang mat de SPOSen oft dee Problem vun dem Psycholog oder der Psychologin am SPOS an hirem Secret professionnel par rapport zu deenen Enseignant, wou et awer vläicht nützlich wier, dass déi emol eng Kéier méi Bescheid wësstent iwwert dat, wat mat Kanner oder Famillje problematesch ass.

Als zweet Remarque schléissen ech mech all deenen un, déi hei gesot hunn, mir brächten eng Gesamtreform, eng global Reform vun der Schoulmedezin, an d'Hoffnung därerf ech ausdrécken, dass dat net ze laang dauert.

Et ass an der Kommissioun ugeschwat ginn, hunn ech am Rapport gelies, eventuell och d'Fro vun enger Integratioun vun der Schoulmedezin an de Schoulen; also quasi Schouldokter. Do wëll ech just awer derbäi soen, dass dat de Problem eleng mat Sécherheet net léist, well awer nach

ëmmer de Problem bleift. Dee Schouldokter selwer eleng, dee meeschert och d'Problemer net alleguerten.

Dat heescht, et sinn awer Interventiounen vu baussen - net nëmme vun der Schoul bannen, mä vu baussen - noutwendeg, wou also de Problem sech awer nach ëmmer stellt vun der Koordinatioun zwëschen där professioneller Schoulmedezin an der Schoul an deenen Acteure vu baussen, déi awer mussen erbäigezu ginn.

Ech stëmmen dee Projet de loi selbstverständlech.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. An elo kritt nach den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo d'Wuert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert versiche mech kuerz zefaassen, wat mer ëmsou méi einfach fält,...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- ...well déi Interventiounen, déi zu dësem Projet gemaach gi sinn, vu mir honnertprozenteg oder quasi honnertprozenteg gedroe kënnen ginn, well se vun enger grousser Kompetenz a Kenntniss vum Terrain gepräeg sinn.

Dir wësst, dass d'Schoulmedezin de Relais hëlt vun enger hei zu Lëtzebuerg ganz gutt organisierter Prise en charge vun der petite enfance, vun der Surveillance vun de Kanner während zwee Joer no der Gebuert, déi zu deene beschten iwwerhaupt gehéiert. Sécher net onschëlleg dorun: déi Fördermoossnamen, déi dermat verbonne sinn.

Zu deem Positive gehéiert d'Tatsaach, datt - aneschtens wéi an anere Länner, wou d'Surveillance vun de Kanner am Schoulalter an deen normale Gesondheetssystem integréiert ass a wou d'Couverture bei 60% insgesamt läit, 40% souguer nëmme bei deenen défavoriséierte Kanner - an eiser Schoulmedezin während dem Primärschoulalter oder Grondschoulalter 90% vun de Kanner erfaasst ginn, an an de Lycées, am Postprimär, 95% vun de Kanner erfaasst ginn. All aner Systemer géifen dat doten net garantéieren.

Dat gesot, ass eise System awer sécher perfektibel, well am Beräich vun der Schoulmedezin oder der medezinescher oder Gesondheitsbetreiung vun de Kanner mer an deene leschten 20 Joer ganz grouss Evolutiounen matgemaach hunn. Eist Gesetz ass vu '87. Dat ass bal e Véirelsjorhonnert, wou hannerun eis läit. An ech mengen, där Evolutioun wëlle mer Rechnung droen.

Nun ass et esou, dass dee Projet, mat deem mer haut befaasst sinn, eigentlech nëmme d'Instrument ass, fir an der Praxis méi eng déif gräifend Reform kënnen ze maachen op eng pragmatesch Aart a Weis. Dat Instrument huet eis opgrond vun Avis vum Conseil d'État zu eise Règlement grand-ducal gefeelt, well déi doten Inhalter iwwer Gesetz ze regelen sinn. An ech sinn dem Conseil d'État dofir och dankbar, dass en direkt d'Aarbecht ganz gemaach huet, an eigentlech de Projet de loi, dee mer gebraucht hunn, matformuléiert huet, sou dass mer direkt an d'legislativ Prozedur konnten eragoen an dee Projet an enger Rekordzäit konnte verofscheeden.

Dir gesitt um Projet, et ass e ganz kuerzen. Mä en erlaabt eis elo, dat Règlement, dat mer iwwer länger Zäit mam Terrain préparéiert hunn, progressiv an d'Praxis ëmzesetzen. Dofir soll een och net déi Reform klengrieden. Sécher, et hätt en nach méi wäit kënnen goen doduerch, dass een d'Gesetz an allen Detailler op de Leescht geholl hätt. Mä dat hei ass d'Kärstéck vun deem Projet. Et sinn d'Exekutivreglementer.

An och iwwert deen dote Wee kënnen mer scho ganz vill maachen, ewech vun där traditioneller Médecine scolaire a Richtung Santé scolaire, wat vill méi breet, vill méi global orientéiert ass. An déi Iwwerleeungen, déi vun deene verschiddene Riedner hei gemaach gi si vun alle Bänken, déi ginn an déi dote Richtung eran. A mir wäerte probéieren, mam Terrain esou wäit wéi méiglech un déi doten Zilsetzungen erunzekommen.



Mir hu ganz vill Viraarbechte gemaach, fir dass net elo nodeem de Reglement verabscheet ass, erëm eng Kéier laang Zäit ver-geet, fir dat ze implementéieren. Um Terrain ass an der Zwëschenzäit immens vill geschitt, well déi Professionell ganz vill mateneen diskutéiert hu ronderëm een Dësch. Et ass eng Plattform, déi mer iwwer Joren elo bedreiwen. An do huet jiddweree vill vun deem anere geléiert. An dat huet och an der Praxis munches beweegt.

Mir wäerte sécher nach laang Diskussiounen mussen féiere mat eenzelnen Acteuren, an e puer zentral Theme sinn hei beréiert: dee vun der Zäit, dee vun der Rémunératioun, dee vun der Fortbildung vun den Équipes, awer och vun de Medeziner. Richteg ass, dass eng Schoulmedezin wéi all Medezin, eng Santé scolaire, wéi jiddweree an deem dote Beräich, méi Zäit brauch, fir méi cibléiert kënne virzegoen.

Et notzt net vill, dass een dauernd gesond Kanner duerch de System schleist an hinnen déiselwecht Betreierung gëtt wéi aneren, déi et vill méi noutwendeg hätten. Dofir ass et gutt, dass een déi Reienuntersuchung zum Deel nach huet, mä dass een doniewent vill méi cibléiert Démarchen huet, fir benodeelegt Kanner besser kënnen ze betreiwen.

Dofir, wa mer dat Reglement hei a Kraaft gesat hunn, wäerte mer déi Examen, déi Ennersichungen zu Schlësselzäiten am Liewe vum Kand standardiséieren. Mir wäerte se definéieren. Mir wäerten zesumme mam Terrain méi staark preziséieren, wéi déi Examen, déi Ennersichungen sollen ausgesinn, wéi d'Outilen dozou sinn, wéi et mat der Notificatioun vun den Observatiounen ass.

Sécher, déi Fro vum Secret professionnel ass eng ganz wichteg, mä duerch d'multidisziplinär Zesummesetzung vun den Équipes, Leit, déi de Relais an d'Familljen eran hunn, kënne mer ganz vill op eng pragmatesch Aart a Weis maachen, ouni de Risiko elo ze vill ze provoziéieren, fir do eppes ze étaléieren, wat net därer étaléiert ginn.

Selbstverständlech ass et och wichteg, dass mer eis d'Instrumenter ginn, fir dat auszewäerten, wat mer vu wichtige Donnéeën um Terrain kréien. Ech ka mech erënneren, wéi ech viru sechs Joer an dee Ministère erakomm sinn a gefrot hunn:

„Wat geschitt da mat de Statistiken?“ - dunn hunn ech geäntwert kritt: „Jo, mir hunn eng Broschür gemaach mat der Auswärtung vun deene Statistiken.“

Déi Statistiken sinn net do, fir eng Broschür ze maachen. Déi Statistiken sinn do, fir ze kucken, wat eis Politiken um Terrain kënne vu Fortschreiter bewegen a wat vu prioritäre Problemer sech um Terrain entwéckelen, fir da cibléiert dorop kënnen anzewierken. Deen doten Dynamismus vun der Auswärtung vun eise Statistiken hate mer net, hu mer och elo nach nëmmen zum Deel. A mer mussen eis déi Instrumenter ginn, fir wierklech en Observatoire vun der Santé scolaire kënnen opzebauen. Jo, dat brauch Mëttele. Mä wa mer d'Mëttele wierklech gutt wëllen investéieren, da si se an deem dote Beräich ze investéieren.

D'Fro vun der Formatioun respektiv der Formation continue vun de Medeziner an de multidisziplinären Équipes hunn ech ugeschwat. Ech mengen, dass mer sécher gutt an engagéiert Leit op deem Terrain hunn. Mä Schoulmedeziner gëtt een net einfach esou. Och wann ee sech dora wëll engagéieren, mengen ech, muss ee sech kënnen an e Konzept mat integréieren a muss een dat op sech kënnen huelen, dass een eng Formatioun an eng weider Formatioun mécht.

Ech wëll lech soen, dass mer sécher och mussen mat den Dokterer iwwer en anere Modèle vun der Rémunératioun schwätzen. Am Moment gëtt dat à l'acte gemaach. Mir mengen, dass eng Forfaitiséierung noutwendeg ass an och méiglech ass, a virun allem och am Sënn vun deem Service, dee mer ubidden.

Ech hu vun der multidisziplinärer Approche geschwat. Dat gëllt fir d'Équipes, mä dat gëllt awer och fir d'Acteuren, déi soss nach implizéiert sinn: déi verschidde Ministèren, déi geléiert hunn an deene leschte Joren, méi enk zesummeschafferen, sech Plattformen ginn hunn - „Gesond iessen, méi bewegen“, de Réseau „Écoles sans tabac“ an „Écoles sans alcool“, muer - déi Projets d'écoles entwéckelen, an déi wierklech och ganz flott Saachen opzeweisen hunn.

Et ass virdru vu Beispiller aus dem Ausland geschwat ginn, a vun der Konferenz vu Parma, wou Schoule mat esou Konzepter

gewise gi sinn. Mir kënnen dat och hei zu Lëtzebuerg weisen. Do sinn eng ganz Rei vu Schoulen, déi exzellent - exzellente! - Initiativen huelen. Et sinn eng Rei Gemengen, déi exzellente Initiativen, ofgeschwat a begleet vun eis, kënne maachen.

Jo, ech sinn der Meenung, dass no deem Reglement hei eng Rei vun anere Reglementatiounen respektiv vun aneren Elementer mussen gekläert ginn, zesumme mat engem Syvicol, zesumme mat de Gemengen, wat d'Équipementen vun de Raimlechkeeten ugeet. Ech ka mech erënneren, a Raimlechkeeten eragekuckt ze hunn, déi enger schoulmedizinescher Ennersichung onwierdeg sinn. Ech mengen, gradesou wéi een a senge Bauwvwerleunge fir eng Schoul muss déi baubiologesch Elementer mat abannen, muss een och kënne soen, dass en anstänneg ausgestafféierte Raum fir d'Santé scolaire kee Luxus ass. Dat geet och net esou staark an d'Geld eran.

Ech wëll zum Schluss nach eng Kéier soen, dass mer hei eng pragmatesch Approche haten. Wa mer d'Gesetz vu vir bis hannen op de Leescht geholl hätten, dann hätte mer nach méi Zäit gebraucht. Mir wollten de Leit um Terrain, déi ongedëlleg gi sinn, well se drop gewaart hunn, fir kënnen aktiv ze ginn, en Instrument an de Grapp ginn, an an enger zweeter Phas wäerte mer d'Gesetz iwwert d'Schoulmedizin den heitegen Zäiten adaptéieren. Mä dat fällt eis dann ëmsou méi liicht, wann d'Evolution um Terrain eigentlech dat anticipéiert, wat a Gesetzestexter soll erafléissen. Dat ass da vill méi einfach, fir Gesetzestexter ze redigéieren.

Voilà, dat gesot, soen ech der Chamber villmools Merci, dass se eis d'Instrument elo ginn huet, fir praktesch Verbesserungen an der Schoulmedizin ze realiséieren. Dat geet ganz zügeg.

Villmools Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Gesondheitsminister. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Fernand Boden (par M. Lucien Clement), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Norbert Hauptert), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Paul-Henri Meyers (par M. Jean-Paul Schaaf), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel (par M. Jean-Louis Schiltz), Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Mill Majerus), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrigh-Duval) et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. André Bauler), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helming (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss et Henri Kox (par M. Jean Huss);

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser; M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

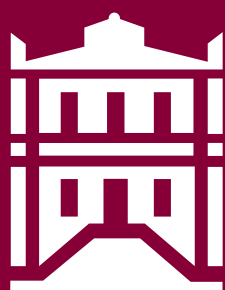
(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt den Donneschdeg um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.13 heures)



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

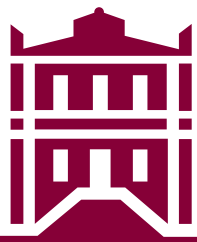
och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



Sommaire

1. 5995 - Projet de loi portant
 1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,
 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,
 3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1) création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,
 4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant
 - 1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale;
 - 2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;
 - 3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des fonctionnaires de l'État;
 - 4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant
 - a) réforme de la formation des instituteurs;
 - b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques;
 - c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire
 - *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Fernand Diederich*
 - *Discussion générale: M. Emile Eicher, M. André Bauler, M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann*
 - *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
2. 6026 - Projet de loi relatif aux bibliothèques publiques
 - *Rapport de la Commission de la Culture: M. Mill Majerus*
 - *Discussion générale: Mme Anne Brasseur (dépose 2 amendements et 1 motion), M. Marc Angel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann*
 - *Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture, M. Fernand Kartheiser (parole après ministre), Mme le Ministre Octavie Modert*
 - *Vote sur les amendements (rejetés)*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
 - *Motion 1: M. Mill Majerus, Mme Anne Brasseur, Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture*
 - *Vote sur la motion (rejetée)*
3. 6048 - Projet de loi
 - portant transposition de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte);
 - concernant la mise à disposition de machines;
 - concernant les machines d'occasion
 - *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Roger Negri*
 - *Discussion générale: M. Léon Gloden, M. André Hoffmann*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Mady Delvaux-Stehres et Octavie Modert, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Dann dierfe mer elo ufänken a fir d'éischt zum Projet de loi 5995 iwwert d'Personal am Secondaire kommen. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Hären Eicher, Bauler, Fayot, Adam, Kartheiser an Hoffmann. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fernand Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

1. 5995 - Projet de loi portant

1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du

personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1) création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant

1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale;

2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;

3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des fonctionnaires de l'État;

4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant

a) réforme de la formation des instituteurs;

b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques;

c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

► **M. Fernand Diederich (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Madame Minister, Kolleginnen a Kollegen, de Projet de loi, deen eis hei virläit, ass den 19. Februar 2009 duerch d'Madame Minister vun der Éducation nationale déposiert ginn. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet den 18. Mee 2009 - de Statsrot de 6. Oktober 2009 - hiren Avis ofginn. D'Chamberskommission huet den 12. November de Projet an den Avis vum Conseil d'État examinéiert an den 3. Dezember hir Aarbechte fortgesat. Amendementë vu Regierungssäit sinn de 7. Januar 2010 agereecht ginn, an den Intitulé ass opgrond vun enger Proposition vum Statsrot geännert ginn. Zu dësen Amendementen huet de Statsrot den 9. März 2010 en Avis complémentaire erlooss, genausou wéi d'Chambre vun de Statsbeamten. D'Kommission huet den Avis complémentaire vum Conseil d'État an der Réunioun vum 11. März 2010 examinéiert an dese Rapport de 25. März ugeholl.

De Gesetzesprojet verfollegt zwee Hauptobjektiver. Den 19. Juni 1999 hunn d'Éducatiounsministere vun 29 europäesche Länner zu Bologna eng Deklaratioun ënerschriwwen mam Zil, den europäesche System vum Enseignement supérieur ze reforméieren. Den universitären Opbau baséiert op zwee Basiszyklen, an zwar dem Grad vum Bachelor an deem vum Master, souwéi engem drëtten Zyklus vun der Recherche, dee mat engem Doktorat ofschléisst.

Heimat soll de Grondstee vun engem eenheetlechen europäeschen Héichschoulsystem geluecht ginn, mat als Ziler: d'Schafung vun engem System vun Diplomer, déi europawäit vergläichbar sinn, d'Aféierung vun ECTS-Punkten, d'Promotioun vun der Mobilitéit vun de Studenten, den Enseignanten an de Chercheuren souwéi d'Promotioun vun der Qualitéit vum Enseignement.

De Projet de loi wëllt dës Harmoniséierungsprinzipien an d'Gesetzgebung iwwert d'Kadere vum Personal vum Enseignement secondaire a secondaire technique aféieren. Doniewent ginn d'Personalkadere adaptéiert a mat de leschte Gesetzesinitiativen an Aklang bruecht.

De Bologna-Prozess bedeit eng nei Definitioun vun den Zouloosungskritären zu de verschiddene Carrière vum postprimären Unterrecht. De Masterdiplom stellt den Diplom fir den Zougank zu de Carrière vum postprimären Unterrecht duer, déi am Grad E7 klasséiert sinn. Fir déijéineg aus dem Grad E5 ass de Bachelordiplom erfuerdert. Den initiale Projet huet zwou Méiglechkeete virgesinn als Accès fir d'Carrière vum Professer am Grad E7: entweder e wëssenschaftleche Bachelordiplom, gefollegt vun engem Master an darselwechter Spécialitéit, oder e wëssenschaftleche Bachelor, gefollegt vun engem Master an der Didaktik.

De Statsrot weist a sengem Avis vum 6. Oktober 2009 drop hin, datt d'Bezeechnung vum Master en didactique verschidden interpretéiert kéint ginn an Interferenze kéinte bestoe mam Contenu vum Stage pédagogique. Schliesslech ass déi zweet Méiglechkeet net zrëckbehale ginn

an duerch folgend Formulatioun ersat ginn: «l'obligation de disposer d'un bachelor scientifique suivi d'un master dans la même spécialité préparant à la fonction d'enseignant de l'enseignement secondaire». D'Modalitéit vum Rekrutement a vum Oflaf vum Stage pédagogique sollen adaptéiert ginn, fir deenen zwou Optiounen Rechnung ze droen.

Opgrond vun den Observatiounen vum Statsrot an der parlamentarescher Kommissioun gëtt duerch en Amendement gouvernemental den initiale Libellé vum Punkt B.1 ofgeännert, mat Hibléck op méi Präzisioun bei der Bestëmmung vun de verschiddene Carrièren:

a) déi Carrièren, wou den Zougank deene reservéiert ass, déi en Diplom hunn, deen der Homologatiounsprozedur laut dem Gesetz vum 18. Juni 1969 ënnerläit. Heirënner falen d'Professere vun de Lettres an de Sciences;

b) d'Carrièren, wou een Diplom gefrot ass, deen der Prozedur vun der Aschreiwung an de Regëster vun den Titelen ënnerläit, laut Gesetz vum 17. Juni 1963 iwwert d'Protektioun vun den Titelen am Enseignement supérieur. Heizou zielen d'Professere vun de Sciences économiques et sociales, vun der Éducation artistique, vun der Éducation musicale, der Éducation physique a vun der Doctrine chrétienne;

an c) d'Carrièren, wou den Diplom enger vun deenen zwou Prozeduren ënnerläit. Heizou zielen d'Professere vun de wëssenschaftleche Fächer aus dem Enseignement secondaire technique souwéi déi duerch Gesetz nei geschafte Carrière vum Professeur de formation morale et sociale.

D'Diplomer vum Bachelor a Master, déi vun der Uni Lëtzebuerg an de Spécialitéiten ausgestallt ginn, déi elo opgezielt goufen, ginn d'office unerkannt, mat Ausnahm vun den Diplomer vum Bachelor a Master an de Sproochen Englesch, Däitsch a Franséisch, wouvun op d'mannst deen een oder deen aneren an engem Land oder der Region vun engem Land mat englescher, däitscher oder franséischer Sprooch muss ausgestallt ginn, nodeem de Student während mindestens zwee Joer seng Studien an esou engem Land gemaach huet.

D'Professors ingénieurs an d'Professors architectes mussen am Besët si vun engem Lëtzebuurger Masterdiplom an hirer Spécialitéit, oder hir auslännesch Titelen a Grade mussen enregistriert gi laut dem Gesetz vum 1963. D'Professors d'enseignement technique mussen e Lëtzebuurger Bachelor an hirer Spécialitéit hunn, oder den Diplom muss enger vun deenen zwou Prozeduren Rechnung droen. D'Maîtres de cours spéciaux brauchen e Lëtzebuurger Bachelordiplom an hirer Spécialitéit, oder si mussen konform sinn zum Gesetz vum 1963.

Am Gesetz gëtt och Rechnung gedroen de Bestëmmunge vum Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Personal vum Enseignement fondamental, déi säit dem 15. September 2009 e Reclassement bewierkt hu vun der Carrière vum Schoulmeeschter vum Enseignement préparatoire an dem Schoulmeeschter vun der Économie familiale, déi an der Carrière moyenne am Grad E3ter klasséiert waren, an de Grad E5 vun der Carrière supérieure.

D'Instituteurs d'économie familiale mussen am Besët si vun engem Lëtzebuurger Masterdiplom, dee Studie sanktionéiert, déi orientéiert sinn op en offiziellen Enseignement vun der Économie familiale, respektiv den Diplom muss konform sinn zum Gesetz vum 1963.

D'Schoulmeeschtere vum Enseignement préparatoire gi rekrutéiert entweder bei de Schoulmeeschteren, de Schoulmeeschtere vum Primaire oder vum Spezialunterrecht vum Enseignement fondamental, oder de Kandidaten, déi zu dese Funktiounen admmissibel sinn.

D'Maîtres d'enseignement technique mussen am Besët si vun engem Meeschterprüfung an der jeeweileger Spécialitéit.



D'Bibliothekären, d'Dokumentaliste mus- sen en Diplom vum Bachelor an hirer Spe- zialitéit hunn.

D'Beamte vun der Carrière vum Assistant social mussen e Bachelordiplom an hirer Spezialitéit virweisen, respektiv en Diplom oder Zertifikat, deen als gläichwäerteg un- erkannt ass vum Minister vun der Éduca- tion nationale, souwéi d'Genehmigung, de Beruff auszuüben, déi vum Minister ausgestellt gëtt, deen zoustänneg ass fir d'Gesondheet.

D'Beamte vun der Carrière vum Édicateur gradué mussen e Lëtzebuerger Bachelor Diplom hunn an de Sciences sociales et éducatives, oder e Lëtzebuerger Diplom als Édicateur gradué respektiv en Diplom oder Certificat, dee vum Minister, deen zoustänneg ass fir den Enseignement su- périeur, als gläichwäerteg unerkannt ass.

D'Fonctionnaire vun der Carrière vum Psy- cholog mussen am Besëtz si vun engem Lëtzebuerger Master en psychologie, oder hiren Diplom muss laut dem Gesetz vun 1963 enregistriert sinn.

Am Artikel 3 ginn zwou Iwwergangsbe- stëmmunge festgehalen:

a) Déi Kandidaten, déi mat hiren Diplomer d'Konditiounen erfëllen, déi laut der ak- tueller Législatioun a Kraaft sinn, behalen d'Recht zu den Examens concours zouge- looss ze ginn, während enger Dauer vun dräi Joer ab deem Datum, wou dat neit Gesetz a Kraaft trëtt.

B) Per Derogatioun zu de Bestëmmunge vum Gesetz vum 29. Juni 2005 iwwert d'Personalkadere vum Enseignement se- condaire kënnen d'Chargés de direction mat enger voller Tâche aus dem Régime préparatoire vum technesche Sekundarun- terrecht, déi bei der Entrée en vigueur vum Gesetz am Déngscht sinn an am Grad E5 klasséiert sinn, zur Funktioun vum Direc- teur adjoint vun hirem Établissement ge- nannt ginn, wa se fënnef Joer Déngscht als Chargé de direction mat enger ganzer Tâche am Régime préparatoire kënnen nowiesen. Si ginn dann an de Grad E5ter klasséiert. Den Direkter ka sech och vun engem Chargé de direction à Tâche parti- elle assistéiere loosse, deen aus de Reie vun de Beamten aus der Carrière supé- rieure vum Enseignement kënnt a vum Mi- nister fir e Mandat vu fënnef Joer be- stëmmt gëtt.

Här President, Madame Minister, Dir Dam- men an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kol- leegen, ech sinn op déi wichtegst Disposi- tioun vum Gesetzesprojet 5995 agaang- en. Merci soe wëllt ech de Membere vun der Kommissioun fir hir gutt Kollabora- tioun, de Responsabele vum Ministère - besonnesch dem Här Wilmes - fir hir Erklärungen an de Leit vum Greffe fir hir gutt Aarbecht.

Heimat bréngen ech den Accord vu men- ger Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Diederich Merci. An als éischte Riedner ass den Här Emile Eicher agedroen. Här Ei- cher, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Emile Eicher (CSV).** - Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Här Rap- porteur fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport Merci soen, well hie schon op eng kloer an däitlech Aart a Weis déi gesetzlech Bestëmmungen, déi duerch dese Projet an Zukunft solle garan- tiert ginn, belicht huet.

Ouni mech am Detail ze verléieren, wëll ech just mat deene wichtigste Aspekte mech mat deem Text auserneeetzen. Po- sitiv ass et, datt d'Bologna-Kritären an der Astellungsprozedur vum Léierpersonal an den Enseignement secondaire an de Se- condaire technique integréiert ginn.

De Bologna-Prozess ass antëschent well iwwer zéng Joer al, an esou gouf et esou lues awer sécher Zäit, fir de Rekrutement un Niveau vun der Carrière supérieure beim Stat deem neien Ëmfeld unzepassen. Dëst virun allem, wann ee bedenkt, datt de gréissten Deel vun den europäeschen Universitëte hier Studiegang an Diplomer de Bologna-Kritären no harmoniséiert hunn an zënterhier eng sëlloch Studenten

an deem neien europäeschen Héichschoul- system schon ausgebild gi sinn.

Konkret bedeit dat, datt et europawäit méiglech ass, fir déiselwecht Studiegäng ze maachen, Studiegäng, déi mat engem Bachelor, engem Master oder engem Dok- torat ofgeschloss ginn an déi et engem duerch ee flexibele System vu Kreditter er- laben, ouni groust Gedeesses vum enger europäescher Universitëit op déi aner ze wiesselen.

Studéieren oni Grenzen ass deemno nom Bologna-Prozess an Europa eng onverkenn- bar Realitéit ginn, déi et eise Studenten er- laabt, ee grouse wëssenschaftlechen a kulturelle Bagage mat heem ze bréngen. Dës nei europawäit harmoniséiert Diplo- mer wäerten dann ëmmer méi d'Virus- setzung ginn, fir eng Plaz an deenen héije Carrièren am privaten an am öffentleche Secteur ze kréien.

Esou hält de Gesetzesprojet ënner anerem fest, datt an Zukunft jiddwereen, dee gäre Professor am Enseignement secondaire wëllt ginn, zwee Ausbildungsweeër hu kann. Sou muss een entweder - sou wéi bis elo och - e Bachelor an ee Master an där gläicher Disziplin virweisen, beispills- weis e Bachelor an der Physik, mä dann awer och eng Spezialitéit, e Master bei- spillsweis an der Nuklearphysik, oder awer e Bachelor an esou engem Fachgebitt an - dat ass elo nei - e Master an deem- selwechte Fachgebitt, dee méi spezifesch op de Beruff vum Professor a sengem Fachberäich virbereet, souzesoen eng Pe- dagogie an deem Fall vun der Physik, eng sougenannte Fachdidaktik.

Et ass och kloer, datt een e Bachelor an ee Master an engem Fach muss hunn, deen also enger ronn fënnfjähreger Fachaus- bildung entsprécht. Soumat sollen eis Schoulen och an Zukunft Leit rekrutéieren, déi zolidd forméiert gi sinn, fir esou ze ga- rantéieren, datt eis Schüler déi besch- méiglech Ausbildung mat op de Wee kréien.

Grad wéi e Lycéesprofessor seng Schüler op spéider universitär Studie virbereet an hinne schon éischt wëssenschaftlech Kompetenze mat op de Wee soll ginn, ass et eng absolut Virussetzung, datt hien awer vun enger wëssenschaftlecher Aus- bildung selwer profitéiert huet. An déi kritt hien eréisch, wann hien niewent sengem Bachelor, bei där et sech éischer em eng Basisausbildung handelt, och ee Masterdi- plom, e Masterstudium mécht a senger Spezialitéit.

An e weidere Virdeel vun der Bestëmmung ass, datt et jiddwerengem, deen et even- tuell net packt an den Enseignement eran- zekommen, op d'mannst d'Dier opléisst, fir mat sengen Diplomer dann op enger anerer Plaz sech virstellen ze goen. Hätte mir eis nämlech als Gesetzgeber aus- schliesslech derfir decidéiert, fir deene zukünftige Proffe just e fachspezifische Bachelor an duerno zum Beispill e Master an der Didaktik ze verlaangen, hätte vill Leit des Méiglechkeet net méi, fir sech be- rufflech ëmzeorientéieren, oder et wier méi schwéier.

Dir Dammen an Dir Hären, fir d'CSV ass et awer och immens wichtig, datt eng Per- soun, déi sech decidéiert huet, fir Schoul ze halen, sech während sengem Studium mat senger spéiderer beruflecher Zukunft auserneeetzt a virun allem mat de Kom- petenzen, déi een dofir brauch, och auser- neesetzt. Aus deem Grond gesäit de Ge- setzesprojet vir, datt een och ee Master an engem bestëmmte Fach maache kann, dee gläichzäiteg op de Beruff vum Ense- gnant virbereet. Domat profitéiert de Stud- ent, dee sech fir de Beruff als Enseignant decidéiert huet, scho vill éischer vun en- ger pedagogescher Ausbildung an esou engem Fachberäich.

D'Ëmstellung vun den Admissiounskritäre zu dem Concours fir d'Carrière vum Prof wäert natierlech och hir Auswierkungen op dese Concours an op de sougenannte Stage pédagogique hunn. Dofir mussen béid Prozeduren an nächster Zäit inhalt- lech iwwerschaft ginn, wa se weiderhin eng kohärent Suite zu den Admissiounskri- tären duerstelle sollen.

Här President, d'CSV-Fraktioun begréisst et och, datt d'office d'Bachelor- an d'Master- diplomer vun der Universitëit Lëtzebuerg unerkannt ginn, mat Ausnahm vu Fran-

séisch-, Däitsch- an Engleschstudien. Hei gesäit de Projet vir, datt een op d'mannst zwee Joer vu senger Studienzäit an deem Land op eng Uni geet, wou déi Sprooch offiziell geschwat gëtt.

Onofhängeg dovunner, datt een eng Sprooch just richtig beherrscht, wann een an deem Land leeft, wou se am Alldag ge- schwat a geschriwwen gëtt, encouragéiert des Bestëmmung eis Studenten, fir eng Zäitchen an d'Ausland ze goen, fir Land a Leit kennen an apprécieieren ze léieren.

Dir gesitt also, léif Kolleeginnen a Kol- leegen, datt dese Gesetzesprojet eng Rei vu positiven Aspekter huet, déi derzou bäi- droe wäerten, dass eis Schoullandschaft sech an den europäeschen Harmonisier- ungsprozess vu Bologna integréiert an datt déi zukünfteg Generatioun vum En- seignanten eng zolidd fachspezifesch Aus- bildung kréien, verbonne mat engem räi- chen, europäesch geprägte kulturellen a wëssenschaftleche Bagage.

Här President, allerdéngs gëtt et an deem Gesetz eng Bestëmmung, bei där d'CSV- Fraktioun Suergen huet an där déi parla- mentaresch Éducatiounskommissioun och nëmme zougestëmmt huet, wa parallel dozou eng global Léisung fonnt gëtt. Ech schwätzen hei vum éischte Punkt vun den Iwwergangsbestëmmungen, dee seet, datt all déi Kandidate fir de Proffconcours, déi d'Konditiounen vun där aler Gesetzgebung nach erfëllen, zum Beispill eng Maîtrise oder eng Lizenz hunn, sech nach just dräi Joer, nodeems dat neit Gesetz a Kraaft ass, zum Concours stelle kënnen. Duerno muss se dann d'Administratiounskritäre vun där neier Gesetzgebung respektéie- ren.

Am Kloertext heescht dat, datt jiddwereen, dee studéiert huet, an enges Dags wëllt Prof ginn, no senger Carrière an der Privat- wirtschaft oder och beim Stat, dat net méi no deem Délai vun dräi Joer maache kann, an dat ganz einfach aus deem Grond, well seng Diplomer net méi dem Bologna-Prin- zip entsprechen.

D'Fro, déi sech awer da stellt, ass, ob eise Schoulsystem sech erlabe kann, fir an Zu- kunft dese Leit den Zougank an den Ense- gnement ze verspären. Géif et eisem Schoulsystem net gutt doen, wann et méi Enseignanté géif ginn, déi eng länger aus- serschoulesch Erfahrung matbréngen géi- fen?

Déi zoustänneg Kommissioun ass sech dës- ser Problematik och voll bewusst an huet déi aktuell Iwwergangsdiskussioun op Wonsch vum Statsrot an de Gesetzesprojet integréiert, well déi héich Kierperschaft sech engeresch géint déi initial Disposi- tioun gewiert huet. Et wor nämlech virge- sinn, datt all déijéineg, déi hir Diplomer vi- rum 31. Dezember 2012 gemaach hunn, och an Zukunft berechtigt wieren, sech dem Concours ze stellen.

Net ze verstoen ass do, datt deeselwechte Statsrot awer kee Problem gesäit mat där- selwechter Iwwergangsbestëmmung, wéi se initial och an deemem Projet de loi virgesi wor, wann et em säin Avis geet zu den Ad- missiounskritäre fir den Examen concours fir d'Carrière supérieure administrative an d'Carrière technique beim Stat.

D'Éducatiounskommissioun mécht drop opmierksam, datt dee Problem vun den Diplomer, déi virum Bologna-Prozess ge- maach goufen, net just d'Proffcon- cours, mä am grouse Ganzen den Ac- cès zur Carrière supérieure beim Stat be- trifft. D'CSV-Fraktioun mengt, datt elo sou séier wéi méiglech eng global Léisung muss fonnt ginn, fir datt de Stat och an Zukunft fir Leit aus dem Privatsektor oppe bleift.

Här President, et ass ënner anerem an dë- sem Sënn, wou ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zum Gesetzesprojet 5995 ginn an lech bieden, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och desen Text ze stëmmen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Eicher Merci. An als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Här Presi- dent, Dir Dammen an Dir Hären, d'Dekla- ratioun vu Bologna verlaangt, datt mer an

eis national Gesetzgebung d'Prinzipie vun der Harmonisatioun vum europäeschen Héichschoulsystem ëmsetzen.

Mam Gesetzesprojet 5995, dee mer haut stëmme sollen, gëtt des Ëmsetzung an d'Wee geleet. Gläichzäiteg gi mat deem Text verschidden Adaptatiounen virgeholl, déi sech am Laf vun der Zäit duerch ver- schidde legislativ Initiativen opgedrängt hunn. Meng Virriedner sinn dorobber agaangen an dofir wëllt ech dat verständ- lecherweis net weider verdéiwen.

D'entrée de jeu géif ech awer emol fir d'éischt dem Rapporteur, dem honorabe- len Här Fernand Diederich, fir säin ausféier- leche mëndlechen a schréftleche Bericht Merci soen an elo schon den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet de loi ginn.

Erlaabt mer dann awer e puer Remarques zum Projet ze maachen.

Als Demokratesch Partei ass et eis wichteg, datt éischters all déi Kandidatinnen a Kan- didaten, déi Professor wëlle ginn, zwee universitär Zyklen ofgeschloss mussen hunn; zweetens, d'Basisausbildung an där Spezialitéit muss absolvéiert ginn, déi er- fuerdert ass, fir bestëmmt Fächer ze ensei- gnéieren; drëttens zukünfteg Sproochen- a Literaturproffen eng Erfahrung an deem Land mussen hunn, an deem déi Sprooch, déi se spéider ënnerriichte sollen, Mam- mesprooch ass.

Här President, als DP ralliiere mer eis dem Avis vun der Statsbeamtekummer a sinn zefridden, datt d'Masteren an de Sciences de l'éducation, an der Psychologie an an der Pédagogie net als en Element vun der fachlecher Grondausbildung vum Professor considéiert kënnen ginn. Spéiderhin soll jo am Stage pédagogique alles, wat mat Sciences de l'éducation, Psychologie oder Pédagogie ze dinn huet, op de Leescht geholl ginn. Wier dat schon éischer de Fall, da kéim et jo onvermeidlecherweis zu Iwwerschnidungen an onsënnege Widder- huelunge vu Matièreen.

Dat ënnersträicht de Statsrot och a sen- gem Avis vum 6. Oktober 2009; ech zitéieren: «Si les études qui doivent mener, à partir du diplôme de bachelors dans la spécialité requise, à celui du master en didac- tique, ne sont plus tournées vers la spécia- lité requise, mais vers l'apprentissage des théories et des méthodes de l'enseigne- ment général, ce diplôme de master risque de se recouper avec le contenu du stage pédagogique, de sorte à rendre l'un des deux redondant et, simultanément, de faire entrer dans l'enseignement postpri- maire des candidats dont l'étude de la spécialité qu'ils se destinent à enseigner paraît au mieux écourtée, pour ne pas dire insuffisante.»

Dat si kloer Wieder. Och mir als DP sinn a waren der Iwwerzeugung, datt all Kandi- datin an all Kandidat, dee Professor wëllt ginn, eng zolidd Basisausbildung a senger eegener Disziplin muss hunn. Wéi wëllt een op eng kredibel Manéier Mathematik, Physik oder Économie op enger 13^e beziéungswies enger Première ënnerriich- ten, wann ee just en Ofschloss als Bachelor an där Matière huet?

De Master ass jo grad déi Phas vum Stu- dium, déi zu enger gewëssener Maturitéit féiert. De Master erlaabt et, de Studium vun enger Disziplin ze verdéiwen, an en dréit dozou bäi, de Bildungshorizont ze erweidere beziéungswies ze festegen. Et ass och grad am Master, wou den direkte Kontakt mat den Unisproffe verstärkt gëtt, sief et duerch Seminaraarbechten oder duerch d'Schreibe vun engem Mé- moire.

Alles dat féiert dozou, datt de Student sech méi intensiv mat sengem Fach ausernee- setzt an et aus engem neie Liicht be- truechte kann. Wéi wëllt ee spéider als En- seignant an engem Lycée a sengem eegene Fach den Esprit de recherche för- deren oder vu Schüler eng egestänneg Aarbecht erwaarden, wann ee selwer kaum oder ni dozou am Kader vu sengem Stu- dium verflücht war?



Onofhängeg vun alle pedagogesche Considérations d'äer een och net vergiessen, datt jiddwieren, deen no sengem Bachelor an engem bestëmmte Fach décidéiert hätt, e Master en Sciences de l'éducation drunzehänken, datt deen, de Fall gesat, en hätt den Examens concours eemol oder souguer méi Kéieren net gepackt, datt deen also Schwierigkeete kritt hätt, fir sech no engem aneren universitäre Beruff ëmzekucken. Engem Bachelorinhaber an der Chimie, Physik oder Économie wier da gesot ginn: „Dir hutt zwar e Master, mä et ass kee Master an Ärem Fach, ergo kënnen mer lech net astellen.“

Här President, ech froe mech iwwerhaupt, wéi et dozou koum, datt am éischten Entworf vun deemem Gesetzesprojet stoung, et kéint och Leit mat engem Master en didactique zougelooss ginn.

Aus mengen Argumentatiounen vu virun eraus war dës Virstouss liicht weltfriem. Engersäits, well déi betraffe Studenten weder an hirem Fach, nach an der Pedagogik e klassesche Studium hannert sech gehat hätten; anersäits, well et onweigerlech zu Redondancen am Stage komm wier.

D'Madame Minister sot mer an der Kommissioun, an deem Fall hätten déi Kandidatinnen a Kandidaten, déi e Master en didactique oder en Sciences de l'éducation opweises gehat hätten, hir Defiziter am Fach während dem Stage missen opschaffen.

Ofgesinn dovunner, datt dat eng ganz onüblich, jo akademesch äusserst bedenklech Léiung gewiescht wier, stellt sech d'Fro: Firwat dann et net direkt richtig maachen, an d'Mathé oder d'Bio oder d'Geschicht do léieren, wou se higeheieren, nämlech an de Master?

D'Madame Minister sot och, hir Partenären hätten de Wonsch ausgedréckt, e Master en didactique zouzeloossen, deen Accès zum Professerberuff gëtt. Wann een awer den Avis vun der Statsbeamtekummer liest, déi sech formell dergéint opposéiert, da kann ech mer kaum virstellen, datt d'CGFP-Féduse/Enseignement dat gefuerdert hätt. Och d'APÉSS ass an hirem Avis glaskloer gewiescht an huet sech géint esou eng Ännerung ausgeswat.

Idem fir de Statsrot, deen esou eng Approche net akzeptéiere konnt. Erënnere mer nach eng Kéier un den Avis vun der Statsbeamtekummer, deen den 18. Mee 2009 d'Bedeitung vun der initialer Ausbildung vum Prof ënnerstrach huet. Dat heescht, déi akademesch Formation an där Disziplin, déi de Professer enseigner wëllt. D'Statsbeamtekummer vermierkt nach eng Kéier, datt - ech zitieren -: «une excellente maîtrise scientifique d'une branche étant indubitablement une condition sine qua non d'un enseignement de qualité».

Et freet ee sech also, wien d'Madame Minister an deem Kontext hir Partenären nennt, wa schonn déi klassesch Profefegewerkschafte sech géint e Master en sciences de l'éducation opposéiert hunn. Ass dat d'Uni Lëtzebuerg gewiescht, déi Kandidatinnen a Kandidaten fir e Master en sciences de l'éducation rekrutéiere wollt? Oder ass et soss een Demandeur, deen eis awer net genannt gouf, deen de Ministère dozou invitéiere wollt?

Bref, d'DP ass frou, datt elo am Text net méi vun engem Master en didactique geschwat gëtt, mä vun engem Master «dans la même spécialité préparant à la fonction d'enseignant de l'enseignement secondaire». A mir sinn natierlech zefridden, datt donieft vun klassescher Wee, nämlech deem vum Bachelor plus engem Master an der Spezialitéit net ofgewach gëtt.

Här President, ech sinn immens zefridden, datt mer an der Kommissioun den initialen Textvorschlag an deem Punkt ofgeännert hunn, well soss wier et zu engem ongléckseileger Spléckung vum Corps enseignant komm a Bachelor- an a Mastermathematiker oder a Bachelor- an a Masterchimisten, an esou weider. Um Terrain hätt dat bedeit, datt déi eng eng Première an den Examen begleeden d'äeren an déi aner net, well se jo kee Master am Fach selwer gehat hätten. Wat wier dat e Gedeessems an de Lycée ginn!

Mat dem iwwerschafften Text hu mer elo eng eenheetlech Approche, déi onnéideg Konflikter a priori vermeiden hëlleft.

Wann eng Kandidatin oder e Kandidat am Kader vu sengem Master an der Physik, zum Beispill, d'Geleeënheet huet, dat eent oder anert Fach ze beleeden, dat op didactesch Aspekter vu senger Disziplin virbereet, dann ass dat absolut kee Problem. Et ass en Akzent, deen op d'Lehramt, wéi déi Däitsch dat géife nennen, virbereet, mä dësen Akzent verbarrikadéiert awer duerfir kengem oder keng aner berufflech Optiounen.

Här President, de Stage pédagogique, dee jo d'Enseignanten op hire Beruff preparéiert, ass jo elo eréischt kierzlech iwwerschafft ginn, an e soll an absehbarer Zäit grëndlech reforméiert ginn. De Stage pédagogique ass a bleift d'Plaz, wou dat didactesch a pedagogesch Handwierk geleiert gëtt. Hei soll deen neien Enseignant fir säi Beruff fit gemaach ginn. Mir wäerten nach genuch Geleeënheete kréien, fir iwwert d'Reform vum Stage ze schwätzen. Eng Reform, déi weiderhin op de Prinzip vun der Alternance Theorie - Praxis setze muss. Eng Reform, déi awer virun allem duerzou bäidroen muss, datt déi jonk Enseignanten de Goût un der Profession kréien, datt si och op déi wuessend Erausforderunge vun deem ëmmer méi komplexen an ustrengende Beruff virbereet ginn. Hei läit nach vill Aarbecht virun eis. Et heescht jiddefalls, de Stage esou ze reforméieren, datt mer d'Kandidatinnen a Kandidaten net vergraulen an hinnen Hëllefstellungen offréieren, déi et erlaben, de Beruff dës le départ ze meeschteren. Grad duerfir ass et immens wichteg, datt de Gros vun de Spezialisten am Stage Leit sinn, déi eng Ahnung vum Terrain hunn, an déi d'Praxis dagdeeglech hautno erliewen.

Här President, erlaabt mer zum Schluss nach e puer Remarquen zum Bild an zur Roll vum Enseignant en général. Mir wëllen als DP d'Enseignanten als Partner gesinn a si besser encadréieren. Hiert Engagement bestëmmt an héijem Mooss den Erfolleg vun de Schüler. Déi bescht Reform déngt näischt, wann d'Enseignanten net matzéien an et net geléngt, si ze iwwerzeegen an ze motivéieren. Hir Roll an der Perséinlechkeetsentfaltung vun de Schüler an an der Wëssensverméttlung ass net ze ënnerschätzen.

Experten ënnersträchen, datt e motivéierten an engagierten Enseignant nohalte zum Wëssens- a Kompetenzzuwuess vun engem Schüler bäidroen kann. Metastudien, wéi déi vu Wang, Haertel a Walberg aus dem Joer 1993, déi honnerte vun anere Studie berücksichtegt huet an an der „Review of Educational Research“ veröffentlecht gouf, weisen, datt nieft der Intelligenz an der Metakognitioun de sougenannten „Classroom Management“ ganz uewen an der Hitparad vum pedagogeschen Erfollegsfacteur steet, grad wéi d'Betreiung doheim an d'Ënnerstützung vun den Elteren. Aner wesentlech Elementer an der Réussite vum Schüler sinn d'Relatioun zum Enseignant, d'Schoukkultur an de Klima an der Klass. Wann ee weess, datt et besonnesch d'Enseignanté sinn, déi eng wesentlech Roll op deemem Feld spillen, da muss ee grad hei den Hiewel usetzen.

De Schoulsystem, also d'Organisatioun u sech, huet kaum en Impakt op den Erfolleg vum Schüler. D'Organisatioun, d'Struktur u sech, rangéiert eréischt op Plaz 27. Géif ee just ausschlieslech Reformen um Schoulsystem per se duerchféieren, wier ee sécherlech um Holzwee. D'Reform vum Stage pédagogique ass duerfir e Kilometersteen um Wee an e bessere Schoulsystem. Wéi scho virun ënnerstrach, waarden enorm Erausforderungen op d'Enseignanten.

Ëmmer méi Kanner leiden ënner Bezéiungsstéierungen zu hiren Elteren an hiren Enseignanten, esou datt een, wéi dat an der Fachsprooch heescht, zu enger „verzögerten psychischen Reifeentwicklung“ kënn. Dowéinst ass eng wuessend Zuel vu Schüler net méi onageschränkt capabel, fir an der Schoul an an der Formation mat Erfolleg ze bestoen. Weider Iwwerleeungen zu ënner anerem op deemem Sujet kann een iwwerregens am Manuel Bissen senger héichinteressanter Publikatioun „Auf der Suche nach der guten

Schule - Schulentwicklung und Qualitätssicherung zum Aufbau einer weiterführenden Schule im Kanton Redingen“ aus dem Joer 2008 noliesen.

Här President, an deemem komplexe Spannungsfeld soll an nächster Zukunft och de Stage reforméiert ginn. All déi Kandidatinnen a Kandidaten, déi op dese Beruff zousteiende, mussen wëssen, datt si en ustrengende Beruff hunn, virun allem op mentalem a sozialem Plang. Doriwwer eraus huet dese Beruff aus gesellschaftlecher Siicht un Unerkennung verluer, wat natierlech derzou féiert, datt an Zukunft den Andrang fir Proff ze ginn, spierbar ofhëlt.

An der Schoul vun haut mussen d'Enseignanté stressresistent a belaaschtbar sinn, souwuel psychesch wéi physesch. Nieft deene reng fachlechen an didactesche Capacitéite mussen si iwwer staark ausgeprägte sozial a psychologesche Kompetenzen verfüegen, fir d'Bezéiungsstéierungen net nach ze verstärken, mä wa méiglech auszegläichen.

Den Erfolleg an eise Schoule berout wuel kaum op dem akribeschen Ausfille vun diverse Paperassen a Kontrollziedele bezéiungswies op dem Sammele vun Aarbechtsfichen a Classeuren. E berout virun allem op staarke Perséinlechkeeten, déi d'Schüler an hire eegener Perséinlechkeet prägen a sech staarkmaache fir d'Liewen an der Gesellschaft an no der Schoul.

De toute façon brauche mer also am Stage pédagogique Formationen, déi och d'Perséinlechkeet vum Kandidat a Betreuer zéien an hir oder him hëllegen, eng konstruktiv Relatioun zu de Schüler opzebauen bezéiungswies dem Enseignant hëllegen, mat difficilë Schüler adequat ëmzegoen. Dës Formationen sinn essenziell, grad am Émgang mat schwierigen a schwache Schüler, deenen hir Zuel, esou wéi et ausgesäit, éischter steige wéi fale wäert.

Mir brauchen also en Typ vum Enseignant, deen engersäits fachlech gutt ass, anersäits awer och mënschlech Fäegkeeten huet, Fäegkeete wéi Empathie, Begeescherungsfäegkeet an net zulescht och eng gutt Portioun Humor.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Bauler Merci, an als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Den Här Etgen, Här President, mengt, den Här Diederich hätt schonn den Accord ginn. Hie wäert mir jo net wëlle verbidden, dass ech och e puer Wuert derzou soen?

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Neen, Här Fayot.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Merci, Här Etgen, fir Är Gentillesse!

(Hilarité)

Här President, ech wollt selbstverständlech onsem Rapporteur soen, dass en exzellent duergeluecht huet, wéi sech dann elo de Bologna-Prozess an d'Unidiplomer no der Bologna-Method fir déi verschidde Léierberuffer am Secondaire ausweisen. U sech ass déi Upassung hei, do ginn ech de Kollege Recht, éischter e bëssen eng dréchen technesch Geschicht, mä trotzdem fannech awer, dass den Iwwergang vum Lëtzebuerg Stat op Bologna e grouse Moment ass, e wichtige Moment. An duerfir wollt ech och, wann Der erlaabt, e puer Wuert dozou soen, well et handelt sech wierklech ëm fundamental Ännerung vun der Unislandschaft an Europa, déi säit e puer Joer amgaange sinn.

Et ass scho gesot ginn, dass déi Deklaratioun vu Bologna den 19. Juni 1999 d'Héichschoullandschaft vun Europa lues a lues - säit iwwer zéng Joer elo - amgaangen ass, fundamental ze änneren. Mir wëssen och, dass d'Länner, besonnesch och d'Unie ganz staark op hir Autonomie halen. Mä trotzdem ass déi Héichschoullandschaft a Bewegung geroden, well ganz einfach de Besoin an der Gesellschaft do ass. Déi Bewegung ass entstan duerch déi konkret Zesummenaarbecht vun den Unien, well déi Bologna-Method berout also net op engem Vertrag tëschent de Staten. Et huet och näischt mat der Europäescher Unioun ze dinn, déi keng Kom-

petenzen an där Hisiicht huet. Si berout op enger Partie Deklaratiounen an Dokumenter, déi vun den Héichschoulministere ugeholl ginn, an déi eigentlech awer keng Gesetzeskraaft hunn, wat also och erkläert, dass vu Land zu Land déi Bologna-Method eréischt lues a lues ëmgesat ginn ass.

Den Zweck vum Bologna-Prozess ass et jo, d'Héichschoulen un d'Besoine vun der moderner Welt unzepassen. Et geet net méi nëmme méi ëm Wëssensverméttlung. Et geet och ëm Kompetenz, sech Wëssen unzëeegnen an och domat, mat deem Wëssen ze handelen. Et geet also och drëm, fir sech Methoden unzëeegnen, fir ze léieren an ze fuerschen. Et geet ëm d'Employabilitéit vun de Studenten. An et geet och drëm, weiderzuléieren an d'Gesellschaft lues a lues zu enger Wëssengesellschaft ze maachen.

A wann een d'Ofschosstexter vun de Bologna-Konferenze liest, déi all zwee Joer stattfannen, da gesäit een, wou d'Rees eigentlech higeet. Dat ass zum Beispill an där leschter Konferenz vu Louvain am Abrëll 2009, do goufen déi grouss Linne bis 2020 tracéiert.

D'Prioritéit fir déi zéng Joer sollen d'Chancéglichheet an héich Qualitëtsnorme sinn, liewenslaangt Léieren, e reibungslosen Iwwergang zum Beruffsliewen, eng méiglechst grouss Mobilitéit tëschent de verschidde Unien an den eenzelne Länner. Dat entsprécht engem Europa vun der fräier Zirkulatioun vun de Mënsche mat enger fräier Zirkulatioun vun de Studenten, a bis 2010 sollten eigentlech d'Héichschoulsysteme vun den europäesche Länner esou organiséiert sinn, dass se d'Mobilitéit vun de Studenten erméiglechen. Dat heescht, dass et esou einfach wéi méiglech soll sinn, vun engem Land an dat anert studéieren ze goen. Dëst ass d'Viraussetzung vun enger europäescher Wëssengesellschaft.

Et muss ee sech jo bewosst sinn, mir schwätzen do net vu Lëtzebuerg, wou d'Studente vill an d'Ausland ginn. Et muss ee sech bewosst sinn, dass, wann ech mech gutt erënneren, ëm 5 oder 6% nëmme vun de Studenten op Unie léiere ginn, déi net an hirem Heemechtsland sinn. Dat ass also eng ganz geréng Zuel. Duerfir ass an där Hisiicht nach ganz vill Wee ze maachen.

Natierlech ass dës fräi Zirkulatioun fir den Abléck oft nach Idealvirstellung, well Barrieren nach weiterbestinn, jee no dem Zoustand vun den Unien. Zum Beispill den Zoulauf vun den Unien, ob et en Numerus clausus gëtt, wéi d'Studente sélectionnéiert ginn, wéi deier d'Unie sinn: Alleguerten déi Elementer spillen natierlech bei där fräier Zirkulatioun.

Eng wichteg Komponent vum Bologna-Prozess, an dat gesäit een och, wann een d'Programmer kuckt vun den Unien, ass d'Employabilitéit, déi duerch d'Differenzierung innerhalb vun den eenzelne Fächer erreecht soll ginn. Bei der Beschreibung vun den Diplomer gëtt gesot, op wat fir ee Beruff se Zougang ginn. Indikativ! Net exklusiv, mä op jidde Fall indikativ. Ob een also Enseignant oder Fuerscher gëtt, dat muss net onbedéngt op der Uni festgeluecht ginn. Mä jee no Beruff kënnen op der Uni Elementer dovunner geschaf ginn.

Wa jonk Leit viru Bologna - dozou hu mir jo och eng Zäit gehéiert, déi, déi elo scho méi al sinn - op d'Uni gaange sinn, dann hu se Wëssen ouni direkte Bezuch op iergendeen beruffleche Profil geléiert. Dat muss ee sech och emol virstellen. Ech ka mer awer virstellen, dass ech als Sproocherproff mech staark interesséiert hätt, net nëmme eng Sprooch, eng Grammatik, d'Literatur ze léieren, mä och d'Problemer vun der Didaktik weinstens ze erkennen.

Wat ass den Ënnerschied tëschent Friemsprooch a Mammesprooch? Wat sinn d'Interferenzen tëschent de Sproochen? Wann ech Franséisch enseigner, op wat muss ech oppassen, wann ech vum Lëtzebuergeschen oder vum Däitsche kommen? Oder och zum Beispill: Wat ass den Ënnerschied tëschent der geschwatener an der geschrivwener Sprooch? Den Iwwergang vun enger zur anerer Sprooch? Also all déi fundamental Problemer vum Sproochunterricht, mat deene mer ons zu Lëtzebuerg a soss iwwerall schwéierdinn.



Wann ech elo d'Programmer vun den Unie kucken, eenzel Programmer op jiddwer Fall, da gesinn ech Elementer dovunner mat an e Master an enger Sprooch fléissen. An datselwecht ass och fir wëssenschaftlech Fächer, Mathematik an aner Wëssenschaften. Villes beweegt sech also an den Unien an Europa, an natierlech, wa viles sech beweegt, gëtt et och vill Kritik. Dat dierf een och net verheemlechen.

Bologna gëtt zum Beispill accuséiert, Diplomer ze bradéieren, d'Studenten duerch hir Studien ze hetzen, d'Reflexioun ze vernoléisegen, d'Wëssen net genuch ze verdeiwelen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg natierlech keng Prise dorobber, ausser bei onser eegener Uni, wou mer op héich Qualitéitskritären halen. Natierlech gëtt et och an der Tëschenzäit bal eng Industrie vu Qualitéitsstudien, Evaluatiounen, déi relativ wäit gedriwwen sinn, esou dass dat och eventuell emol eng Kéier en Element ass, fir dass déi Problemer vu groussen Ënnerscheeder tëschent de Qualitéite vun den Diplomer vun Uni zu Uni verschwanen.

Ech mengen, et ass wichteg ze kucken, wat déi Auswierkung fir ons hei zu Lëtzebuerg sinn, well mer jo vill Studenten an d'Beruffer kréien, déi vun auslänneschen Unie kommen. Wann een zum Beispill gesäit, dass an de Concourse fir Proffe Leit mat engem Master duerchfalen; wann déi Leit duerchfalen an deenen Examen, déi mer hei zu Lëtzebuerg maachen, da stellt dat natierlech Froen. Da stellt dat Froen iwwert d'Qualitéit vun engem Master op der Uni, an da stellt et natierlech och Froen iwwert déi Examen, déi mir hei maachen, fir déi Leit eraus ze sélectionnéieren. Dat ass also e Gebitt, wou mer ons sécher mussen mat där wandelnder Héichschoullandschaft auserneesetzen.

Nach e Punkt, fir dorobber zrëckzekommen, am Projet. Mir haten an der Kommissioun, den Här Bauler huet et virdu gesot, eng länger Diskussioun, an och an der Kommissioun, an och a verschidden Avisé bei der Bezechnung vum Master en didactique, deen am ursprüngelechen Text vun der Regierung dra war. Den Här Bauler huet hei eng laang Ausféierung dozou gemaach. Ech wollt soen, dass mäi Wëssensstand deen ass, dass eigentlech an der Absicht vun der Regierung ni vun Ufank un en Zweifel bestanen huet, dass dee Master en didactique, wou den Terme vläicht schlecht gewielt war, mä wierklech dat sollt soen, wat mer dann och elo am Gesetz hunn, nämlech e Master an engem Fach mat enger didaktescher Ausriichtung.

An duerfir war déi Angscht, déi war jo vun der Beamtechamber an och vun der APESS ausgedréckt ginn, et war gesot ginn, des Bezechnung géif déi fachlech Qualifikatioun a Geför bréngen. Dat heescht, dass e Master en didactique manner wëssenschaftlech oder fachlech manner zolidd wier wéi de Master mat enger reng wëssenschaftlecher Finalitéit. Ons Analys an der Kommissioun vun de Programmer - déi puer, déi mer gekuckt hunn - huet ons gewisen, dass dat net de Fall ass. Grouss Deeler vun deem engen, also vun deem Master mat enger didaktescher Ausriichtung an engem Fach, a vun där anerer, also e Master an engem Fach mat enger wëssenschaftlecher Ausriichtung, hunn ons gewisen, dass déi deckungsgläich sinn.

Duerfir hu mer natierlech dann, fir all Équivoque aus der Welt ze schafen, am Gesetz kloergestallt, dass de Master mat enger didaktescher Ausriichtung sech muss op e Fach bezéien. Bachelor a Master duerno sinn an deemselwechte Fach ze maachen, woubäi, dat wëll ech och a Klammere soen, d'Notioun vu „Fach“ natierlech ganz breet ze gesinn ass. Ech wëll soen, e Fach wéi Franséisch gëtt et eigentlech net méi op den Unien. Et gëtt Stécker vu franséischer Literatur oder franséischer Linguistik, oder wat och ëmmer, déi op de Master hiféieren, vum Bachelor op de Master, mä sécher, wann een zum Beispill am Bachelor englesch Literatur studéiert huet, an et mécht een dann am Master herno eng Spezialisatioun an nordamerikanischer Literatur, ass dat datselwecht Fach, mä dat ass awer trotzdem eng relativ verschidde Geschicht.

An ech sinn natierlech och mat de Virriedner d'accord, déi soen, dass mer besonnesch, wa mer e Master mat didaktescher

Ausriichtung an engem Fach hunn, mussen mer oppassen, dass mer keng Duplikatioun am Stage mat deenen Elementer hunn. Dat heescht, mir müssen also am Stage oppassen, dass déi didaktesch Elementer, déi schon am Masterdiplom dra sinn, dass déi net nach eng Kéier am Stage zum Virschäin kommen.

Här President, dëst sinn also technesch Décisiounen, déi mer hei mat dësem Gesetz huelen. Duerfir, well dat awer relativ komplizéiert war a well och probéiert ginn ass an der Regierung, dat fir all Uniscariären duerchzezielen, hu mer elo keng weider Problemer iwwert d'Proffen-Unisausbildung gestallt. Ech erënnere zum Beispill un d'Fro, ob ee soll engem Proff net zwou Spezialitéiten zouerkennen, wéi dat fréier emol de Fall war. Dat hu mer eigentlech net diskutéiert.

Bliwwen ass d'Traditioun, déi net a Fro gestallt ginn ass, dass d'Sproocheproffen eng deelweis Mobilitéit an deem Land virgeschriwwen kréien, wou hir Friemsprooch als Mammesprooch geschwat gëtt. Dat heescht, e Franséischproff muss seng Studien a Frankräich maachen, en Engleschproff an England an en Däitschproff an Däitschland.

Dat ass - ech wëll dat just hei soen a Klammere, ech si selbstverständlech domat d'accord - mä ech wëll trotzdem drun erënnere, dass dat eng Traditioun aus enger Zäit ass, wou gemengt gouf, duerch d'Immersioun an e frieme Milieu géif en d'Sprooch kenneléieren. Wéi intensiv allerdéngs déi Immersioun an e sproochleche Milieu ass, wann een zu Lëtzebuerg wunnt an all Dag op Tréier oder op Metz op d'Uni fiert, steet op engem anere Blat. Dat wollt ech trotzdem hei gesot hunn. Well déi Traditioun jo awer esou staark sinn, wëll ech net méi derzou soen.

Ech wollt och nach eppes soen iwwert déi Fro vun där Transitioun - déi och schonn hei ugeschwat ginn ass -, déi mer festgehale hu virun dräi Joer: dass also déi al Diplomer nach dräi Joer kënnen gebraucht ginn, fir an de Concours ze goen. Do war et eigentlech weder bei der Chambre des Fonctionnaires nach beim Conseil d'État, nach soss eng Fro, dass een net à l'infini soll al Diplomer acceptéieren, fir an de Professerberuff ze goen. Et war d'Diskussioun tëschent dräi oder fënnf Joer, mä et war keng aner Diskussioun, an dofir si mer dann och bei deenen dräi Joer bliwwen.

Här President, ofschléissend just dës Bemierkung, fir erëm op den allgemenge Punkt vu Bologna zrëckzekommen: Et ass sécher net alles perfekt u Bologna, ech mengen awer, dass de Geescht an d'Approche vu Bologna anescht si wéi op der traditioneller Uni mat hirer strikter Trennung no Fachrichtungen, mat der zimlech autoritärer Wëssensverméttelung vun uewen no ënnen, mat dem Mangel u Participatioun, dee mer awer an de fréieren Unie gesinn hunn.

Meng Hoffnung ass et, dass duerch déi nei Uni - duerch déi nei Bologna-Uni - méi Participatioun, méi kritesche Geescht, méi transversaal Wëssen an Denke bei de Studente gefördert gëtt. Dass och doduerch d'Uni sech méi opmécht fir d'Leit an doduerch och ons Gesellschaft méi gescheit, méi tolerant a méi innovativ gëtt.

Esou e Geescht - mengen ech - kann och onsen universitäre Kadere beim Stat an onse Proffe viles a puncto Moderniséierung an Innovatioun bréngen. Ech mengen, mir brauchen offen, tolerant a fortschrittlech Kadere op alle Plazen, well d'Gesellschaft net stoe bleift an ons Schoulen an ons Verwaltungen och net stoe bleiwen dierfen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Fayot. An als nächste Riedner ass den Här Claude Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, dee mer elo diskutéieren, huet zwee Voleten: Éischtens - den Här Fayot ass elo länger drop agaangen - geet et ëm d'Konsequenze vun der Deklaratioun vu Bologna vum 19. Juni 1999. Mir si jo hei zu Lëtzebuerg punktuell extrem gutt Schüler, wat d'Ëmsetzung vu verschiddeenen internationalen Ofkomme betrëfft. An esou ass och hei zu Lëtzebuerg

direkt op eng honnertprozenteg Bologna-Konformitéit gesat ginn, wéi mir eis Uni geschaf hunn.

Wann haut an eisen Nopeschlänner d'Ëmwendung vun den Héichschoulen no Bologna-Kritären och kritesch a kontrovers diskutéiert gëtt, esou schéngt et fir eis awer logesch ze sinn, dass mir vun Ufank un op de Wee vum Bachelor, Master an Dokter gaange sinn. Et si jo och net d'Zilsetzung vum Bologna-Prozess, wéi d'Förderung vun der Mobilitéit an eng besser Vergleichbarkeit vum Studium an den Ofschlëss am europäeschen Héichschulraum, déi bei eisen Nopere kritiséiert ginn. Kritiséiert ginn d'Detailfroen, a virun allem d'Ëmsetzung.

Ähnlech wéi bei eiser Schoulreform ass och dës Reform gutt gemengt, mä net onbedéngt gutt ëmgesat. Et geet Rieds vun ze vill verdichte Léierpläng, vun ze ville Prüfungen, rigide Présenceverpflichtungen, onklaren Iwwergäng tëschent Bachelor a Master, enger deelweis iwwerforderter Administratioun an enger ongläicher Vitesse bei der Ëmsetzung vun der Reform an deenen ënnerschiddleche Länner an Unien.

Besonnesch déi zwee lescht Punkten, déi iwwerforderter Administratioun an d'ënnerschiddlech Vitesse vun der Ëmsetzung, déi kréien och Lëtzeburger Studenten ze spieren, besonnesch zum Beispill och déi Lëtzeburger Studenten, déi nach e Studiegang beleeden, deen nach net nom Bologna-Prinzip organiséiert ass, wéi dat zum Beispill eng ganz Rei Medezinstudenten an Däitschland an an Éisträich maachen. Déi ginn duerch dee Fait bei eise Bourse par rapport zu de Bologna-Studente bestrooft.

D'Regierung hat schonns am Oktober 2007 festgehalten, dass am Enseignement postprimaire de Bachelordiplom fir de Grad E5 an de Masterdiplom fir de Grad E7 als Entréesschlëssel solle gëllen. D'Logik vun dëser Décisioun ass net vun der Hand ze weisen. Eng éischt Décisioun, déi een dierf an den Zesammenhang mat der Bologna-Diskussioun bréngen, ass dann och schonn d'Revaloriséierung vun der Carrière vun den Enseignanten an eise Grondschoulen, déi jo zënter dem September 2009 mat hirem véierjährege Bachelorstudium an den E5 kann sinn.

Et ass och kloer, dass d'Enseignanten net déi eenzeg sinn, deenen hir Carrière musen deenen neie Studéierrealitéiten ugepasst ginn. Et ass esou zimlech d'Spëtzt vum Äisberg, a mir waarde gespaant op déi schonn iwwerfälleg Propositione vum Minister vun der Fonction publique, wat dann elo d'Konsequenze vum Bologna-Prozess fir dee ganze Statsapparat wäerte sinn.

Am zweete Volet vun dësem Gesetz geet et ëm eng ganz Rei Adaptatiounen vum Personalkader. Et ass an der Logik vum Bäibehale vun der Dualitéit vum Reliounsunterrecht an der Formation morale et sociale, dass mer niewent dem Reliounsproff och de Professeur de formation morale et sociale schafen. Mir zweifelen net un der Noutwendegkeet vum Moralesproff... bon, un der Noutwendegkeet vun der schonns ermimter Dualitéit, do hu mer allerdéngs Zweifel.

All déi Reclassementer, déi sech aus dem Reclassement vun der Carrière vun den Enseignanten aus der Grondschoul erginn, kënnen vun eis matgedroe ginn. Ech ginn net méi op den Detail dovunner an. Heizu ass alles vu menge Virriedner gesot. A wat eventuell net gesot gi wier, dat kann een am Rapport vum honorabelen Här Fernand Diederich noliessen, deem ech och heimat wëll Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Här President, well schonn esou viles gesot ass an de Rapport esou ausféierlech war, ginn ech net méi op déi eenzel Artikel vum Gesetz an. Ech wëll awer e puer Punkten opgräifen - déi och scho vun anere Leit hei ernimmt gi sinn -, déi mer an der Educatiounskommissioun undiskutéiert haten, a wou ech ënner anerem bedauern, dass mer net méi wäit an eiser Diskussioun komm sinn.

Mat dësem Gesetz maache mer jo just eng Upassung. Mir setze keng nei Akzenter. Dat ass och eigentlech kee Problem. E Problem ass awer, dass d'Madame Minister och keng nei Akzenter setze wëllt. Op

meng Fro hin, ob een zum Beispill net an Zukunft misst en Ënnerscheid maachen tëschent der Formatioun vun engem Proff am Cycle inférieur an där vun engem Proff am Cycle supérieur, ass de kloer Message komm, dass dat keen Thema wier, dee Wee géife mer hei zu Lëtzebuerg net goen an och net diskutéieren.

Dat bedauere mir. Mir gehéiere jo nach ëmmer zu deenen, déi mengen, dass et Sënn mécht, wann d'Kanner méi laang matenee léieren. Och wa mir zu Lëtzebuerg déi eenzeg schéngen ze sinn, déi dat sënnavoll fannen, esou wësse mir awer, dass déi meeschte Länner an der europäescher Schoullandschaft eng Gesamtschoul bis den Alter vu 14 oder 15 Joer hunn, an dass den dräigliedrege Schoulsystem - esou wéi mir e kennen - just am däitsch-sprochege Raum besteet. Mir bleiwen dofir der Meenung, dass de Modell vum Tronc unique fir déi schoufflichteg Kanner fir d'Zukunft Sënn mécht, an esou eng Diskussioun misst selbstverständlech och d'Formatioun vun de Proffen abezéien.

Fir eis ass et absolut evident, dass all Proff éischtens eng zolidd Ausbildung a sengem Fach huet an zweetens eng gutt Formatioun als Didaktiker a Pedagog huet. Do gëtt et keen „entweder oder“, déi zwee Aspekter si wichteg. Ënnerscheeder an der Gewichtung kéint et allerdéngs ginn: ob een am Cycle inférieur oder am Cycle supérieur wëllt schaffen. Dat ass fir eis eng interessant Pist. Mir wäerten déi och an Zukunft nach zur Sprooch bréngen.

Mir haten an der Kommissioun laang driwwer diskutéiert, wat et heescht, wann am Artikel 1 iwwert d'Admissioun vun de Proffen am initiale Projet de loi stoung, si missten ee Bachelordiplom an deem Fach hunn, dat se wëllen enseignéieren, an ee Masterdiplom an deemselwechte Fach oder an der Didaktik. Mir waren eis schnell eens - alleguer - dass mat der Didaktik d'Fachdidaktik gemengt wier an net een allgemenge Studium vun der Pédagogie oder Psychologie a Fro kéint kommen.

Ech war schonn zimlech verwonnert, mat wéi enger Vehemenz sech eng Rei Leit géint dat Wuert Didaktik gewiert hunn. Beandroek ass et, am Avis vun der APESS ze liesen, dass ee Master en didactique eng «notion vague, ténébreuse et floue» ass a just géif op de Beruff als Professer préparéieren. Mat esou engem Master géif ee jo dann zwee Joer verléieren, wann een net Proff wëllt ginn, mä an d'Privatindustrie oder soss an d'Carrière supérieure beim Stat wëllt goen. An den Här Bauler huet dat och erëm eng Kéier hei opgefouert.

Mir kënnen déi Astellung net deelen. Mir sinn der Meenung - an ech widderhuele mech gären -, dass de Beruff vum Professer net nëmme eng zolidd fachlech Basis brauch, mä eng genauesch zolidd fachdidaktesch a pädagogesch Formatioun. Déi Feeler, déi an der Formatioun vun de Léierinnen a Schoullmeeschteren zënter der Reform vun dëser Formatioun duerch déi nei Uni Campus Walfer gemaach gi sinn, wou d'Fachdidaktik an der Formatioun einfach verschwonnen ass, déi Feeler missten eis dach kloermaachen, dass d'Fachdidaktik wichteg ass fir den Enseignantsberuff!

Mat der Formulatioun, wéi se elo zrëckbehale gouf - an ech hunn déi Formatioun och anescht verstanen, a mir interpretéiere se anescht wéi den Här Bauler, nämlech, mir hale jo zrëck am Text, dass ee kéint e Master a sengem Fach maachen oder ee Master «dans la même spécialité préparant à la fonction d'enseignant et de l'enseignement secondaire» -, mat där Formulatioun kënnen mir liewen. Eis Präferenz läit souguer kloer bei dësem zweete Master. A wann d'Regierung bereet wier, mat op de Wee ze goen, fir en Ënnerscheid tëschent dem Cycle inférieur an dem Cycle supérieur ze maachen, ähnlech wéi an Däitschland mat „Sekundarstufe eins oder zwei“, da wier hei nach viles méiglech.

Répercussiounen op de Stage pédagogique sinn allerdéngs net vun der Hand ze weisen. Et schéngt evident, dass déi Leit, déi hire Master schonns mat der Optik



vum Secondairesproff gemaach hunn, een anere Point de départ hu wéi d'Fachspezialisten. Am Rapport gëtt dat och unerkannt. Eng Léisung ass awer nach net parat. De Fait, datt de Stage pédagogique soll reforméiert ginn, gëtt eis keen Op-schloss, wéi dat da soll konkret ausgesinn.

Wann et dann nach e weideren Hiweis brauch, datt mir mat deem Gesetz just wëllen adaptéieren an harmoniséieren an op alle Fall keng nei Akzenter wëlle setzen, da brauch ee just de Punkt D vum Artikel 4 ze huelen. Hei steet, datt een als zukünftege Franséisch-, Däitsch- an Engleschproff op d'mannst zwee Joer misst an engem franséischsproochegen, däitsch- oder engleschsproochegen Land studéiert hunn. Op d'Fro - ech mengen, si war vum hono-rabelen Här Kartheiser komm -, ob et net besser wier, des Fro op wéinstens dräi Joer eropzesetzen, do gouf lapidar geäntwert: „Dat war nach ëmmer esou. Dat stelle mer och elo net a Fro.“

D'Statsbeamtekummer huet och zu Recht gefrot, wéi et da mat de Professere fir Spuenesch an Italienesch wier. An den Här Fayot huet och zu Recht gesot, datt d'Immersioun an d'Sprooch, wann een zu Lëtzebuerg wunnt an op Tréier oder op Metz studéiere geet, och net risegrouss ass.

Zu gudder Lescht kommen ech dann nach op eng Disposition transitoire ze spriechen, wéi se am Artikel 3 vum Projet de loi steet. An der éischter Versioun vum Gesetz stoung, datt déi Leit, déi hir Diplomer nach no der aler Studienuerdnung kritt hunn, nach ëmmer admissibel wiere fir den Examen, fir den Examen concours. Déi eenzeg Konditioun war, datt si hir Diplomer virum 31. Dezember 2012 kritt hunn.

Mir hunn dat net korrekt fonnt, Här Fayot, an ech hunn dat och an der Kommissioun gesot, datt ech dat net gutt géif fannen... datt mer dat, mir hunn dat, pardon, mir hunn dat korrekt fonnt. An ech hunn och an der Kommissioun gesot, datt ech dat géif richtig fannen. An dofir hu mir eis och... dat hätt nämlech bedeit, datt een och nach ëmmer ka Proff ginn, wann een eng Zäit laang an engem anere Beruff geschafft huet.

Ganz konkret heescht dat, datt zum Beispill e Mënsch, deen Ekonomie studéiert huet a fënnef oder zéng Joer op enger Bank geschafft huet, och nach ëmmer kann eng Demande maachen, fir an de Proffstage ze kommen. Wat jo net heescht, datt en automatesch uegell géif ginn, an och scho guer net heescht, datt e säi Stage gepackt huet. Mir hunn dat gutt fonnt. Mir hunn dat als Zeeche vu Flexibilitéit gesinn an als eventuell Beräicherung fir d'Schoul.

Mir hunn dofir och net dem Statsrot seng Argumentatioun konnte guttheeschen. An et ass hei och net ëm eng Opposition formelle gaangen a mir bedauern d'Mesure transitoire, wéi se elo am Artikel 3 zréckbehalen ginn ass: Déi Kandidaten, déi kee Bologna-konformen Diplom kritt hunn, därefer sech nach just dräi Joer laang nom Akraafttriede vun deem Gesetz zum Examen concours presentéieren. Dat ass souguer nach méi restriktiv wéi dem Statsrot seng Propos; hei war vu fënnef Joer geschwat ginn. Mir mengen, datt dat eng éischter willkürlech Aschränkung wier, déi net onbedéngt am Interesse vun der Schoul an nach manner am Interesse vun eventuell Concernéierter ass.

Här President, mam Bedauern och zu dëser Restriktioun, wat déi Mesure transitoire betrëfft, bréngen ech awer den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Gesetz.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Adam Merci. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, zënter Jore geet et mat eise Schoulen hei zu Lëtzebuerg rapid de Bierg erof. Dofir kuckt d'ADR alles, wat aus dem Unterrichtsministère kënn, mat grousser - an ëmmer méi grousser - Skepsis. Seelen

ass et eppes Guddes, meeschtens ass et nees e Schrëtt weider Richtung Démantèlement vum eisem Schoulsystem an Nivellément vers le bas!

Och dese Projet wërft nees eng Rei vu Froen op. Dem Här Rapporteur soe mir Merci fir säin ausgezeechente Rapport, mä eis Froe sinn nach net alleguer beäntwert an eis Suerge sinn net aus der Welt geschaf.

Eis Haaptsuerg ass déi, datt elo net och nach den Niveau vun de Professere fällt. Si si bis elo nach eng Bastioun vu Qualitéit - vläicht déi lescht - an engem Schoulsystem, deen ëmmer méi verfält. Deen neie Rekrutierungsmodus, nodeem ee kann e Master an der Didaktik a senger Spezialitéit nient deem vun dem wëssenschaftleche Master an deem Fach maachen, ass net onproblematesch. Well mir awer esou e System och an der Vergaangenheet schonn zum Deel applizéiert hunn - zum Beispill beim däitschen zweete Statsexamen - kann d'ADR mat där Iddi liewen, awer ouni Begeeschterung.

Wa Leit, déi nëmmen desén didaktesche Master an hirer Spezialitéit als Ofschlossdiplom hunn, de Concours fir an den Enseignement net sollte packen a mussen op deen allgemengen Aarbechtsmaart, dann hu si ganz sécher och méi Schwieeregkeete wéi déi Absolvente mat enger wëssenschaftlecher Ausbildung. Do si mir d'accord mat der APESS an och mat deem, wat de Kolleg André Bauler gesot huet.

Jiddefalls heescht déi nei Regelung awer, datt de Stage muss adaptéiert ginn. Net all Professor kann och muss deeselwechte Stage maachen. Senger individueller universitärer Formatioun muss Rechnung gedroe ginn an alles wat repetitiv ass, sollt verhënnert ginn.

An deene leschte Joren huet de Stage sech souwiso ëmmer méi - a sécher ze vill - a Richtung Didaktik a Pedagogik beweegt, an et wier ubruecht, fir him nees ganz allgemeng vill méi e wëssenschaftleche Charakter ze ginn. Villes, wat am Ablack am Stage gemaach gëtt, hält vill Zäit a bréngt an der Praxis iwwerhaapt näischt. Villes ass beschtefalls pseudowëssenschaftlech!

Eng aner Suerg, déi mir hunn, ass déi ëm d'Ausbildung vun de Sproocheprofesseren. Fir Däitsch-, Franséisch- an Engleschprofessere sinn op d'mannst zwee Joer am Ausland virgeschriwwen, méi genee: an engem Land, wou déi Sprooch geschwat gëtt. Et deet eis leed, datt esou eng Regel net och fir aner Sproochen, wéi zum Beispill Italienesch oder Spuenesch, agefouert gouf. An et gouf och alt nees verpasst, fir d'Konditiounen, fir kënnen an eise Schoule Lëtzebuergesch ze enseignéieren, an deem Gesetz ze preziséieren.

Mir mengen och, datt zwee Joer am Ausland knapps duerginn an datt een hätt sollen op d'mannst dräi Joer an d'Gesetz aschreiwen, wat och besser mat där normaler Durée vun engem Masterstudium nom Bachelor iwwereneegestëmmt hätt.

Mä déi zwee Joer si keng direkt Verschlechterung am Verglach mat där Regelung vu virun. D'ADR kann dëst Gesetz also matstëmmen, och wann et wäit ënnert deem bleift, wat si selwer als sënnavoll, néideg a richtig gesinn hätt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, periodesch léisst eisen Unterrichtsministère och Étuden oder Ëmfroen an eise Schoule maachen. Mir haten lech scho Beispiller vun esou Étuden hei virgelies an hiren Niveau kritiséiert. Et ass en Trauerspill, wat an eise Schoule leeft, an de Niveau vun deene Froen an de gebrauchte Methode wërft och leider en extrem schlecht Liicht net nëmmen op den Unterrichtsministère, mä och op eis Universitéit respektiv op de Fonds national de recherche.

An deem neiste Questionnaire fir d'Schüler aus dem Technique stinn zum Beispill Sätz, op déi d'Schüler sollen äntwerten, wéi zum Beispill - ech zitieren: «Je ne parviens pas à voir pourquoi je vais à l'école et franchement je m'en fous pas mal.», Enn vum Zitat.

Här President, ass dat net aarmséileg, datt eis Kanner ewell op offizielle Formulaire mat esou Vulgarismes konfrontéiert ginn? De Rescht vun där Enquête ass och alt nees net vill besser: Meeschtens feelt d'In-

terpunktioun, den Anonymat vun den Äntwerten ass méi wéi zweifelhaft an alt nees ginn de Kanner Froen iwwer hir Elteren, hir Professeren an hiert Privatlieue gestallt - an dat alles an der Schoulzäit a mat der Ënnerstützung vun den Autoritéiten.

Ëmmer nees soe mir, mat der ADR géif et esou eppes net ginn. D'ADR géif dofir suergen, datt an eise Schoulen...

(Interruptions)

...nees strukturéiert a systematesch géleiert gëtt,...

(Interruption)

...datt d'Schüler net ofgelenkt ginn an datt den Niveau vun den Étuden nees eropgeschrauft an net wéi elo dauernd nach weider erofgedréckt gëtt.

Ech sinn iwwerens gudder Hoffnung, wann Dir weider an der Tripartite esou gutt verhandelt wéi am Ablack, da si mer och vläicht geschwënn an der Regierung.

(Interruptions et hilarité)

Fir d'ADR heescht d'Schoul Aarbecht a Leeschtung, mä awer och Respekt virum Privatlieuen, Héiflechkeet an Niveau am Ëmgank mateneen.

(Interruption et hilarité)

Ech wéilt nach vläicht op e puer Saache kuerz agoen, déi hei gesot goufen,...

► **Une voix.**- ...Tripartite zu véier.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ... wat d'Schoulen ueget an de Wäert vun den alen Diplomer. Och do mengen ech, datt mer mussen eng allgemeng Regel am Stat fannen, déi och de Wäert vun deenen alen Diplomer kengesfalls ënnerschätzt.

Mir mussen och vläicht kucken, datt mer d'Flexibilitéit allgemeng am Stat e bësse méi ënnerstützen, wat de Changement d'administration ueget, de Professeren och d'Méiglecheete ginn, fir an aneren Administratiounen eng Zäit ze schaffen, an emgekéiert anere Fonctionnaires aus der Carrière supérieure och méi einfach vläicht d'Méiglechkeet ginn, eng Zäit am Enseignement ze sinn.

► **Une voix.**- Vlächte e puer Joer an der Arméi, Här Kartheiser?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- D'Arméi huet nach kengem geschuet!

(Hilarité et brouhaha)

A wat eis Kollege vun deene Grénge soen, selbstverständlech...

► **M. le Président.**- Elo lauschtere mer dem Här Kartheiser no!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dat ass eng gutt Iddi, Här President. Ech soen lech Merci.

Selbstverständlech si mir géint eng Gesamtschoul, wéi eis gréng Kollege se hei presentéiert hunn. A mir wëllen och nach eng Kéier betounen, datt de Wahlprogramm vun der ADR eng fräi Wiel tëschent dem Reliounsunterricht an engem Moralunterricht virgesäit. A mir bestinn och op där Méiglechkeet vun der Wiel fir d'Elteren an d'Schüler tëschent deenen zwee Genré vun Enseignement.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Kartheiser Merci, an als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, d'Reorganisatioun vum europäeschen Universitätsstudium am Kader vun dem sougenannte Bologna-Prozess, dat ass awer bis elo alles anescht wéi e grouss Succès, muss ee soen.

Jiddefalls bis elo net. An dat hänkt, mengen ech, deelweis effektiv um ursprüngeleche Konzept. Et läit awer och - dat ass awer och schonn hei gesot ginn - deelweis un de Problemer vun der Ëmsetzung an deene verschiddene Memberstate vun der Europäescher Unioun. Dat ass awer elo net d'Thema, mä dat ass awer den Ausgangspunkt vun deem, wat mer haut diskutéieren.

Ee vun de wichtige Punkten, deen e puermol hei ugeschnidde ginn ass, dat ass déi Fro, ob dann elo Bachelor plus Master, wéi ee Master dass dat ka sinn. An ech men-

gen, et kéint een awer vläicht d'Diskussioun e bëssen erfroschrauwen a sech froen, ob do net einfach e Mëssverständnis vir-läit.

Fir mech ass et selbstverständlech, dass eng Masterausbildung fir e Proff, och fir e Secondairesproff, absolut ka verbonne si mat enger fachdidaktescher Ausbildung. An ech géif souguer méi wäit goe wéi dat, wat elo nach am Gesetz steet, dass déi fachdidaktesch Ausbildung sech net nëmmen op dat Fach bezitt, sondern och zum Beispill en interdisziplinären, didaktesche Charakter kéint hunn, well et absolut nützlich ka sinn, an der Formatioun och ze léieren, net nëmme wéi een didaktesch mat sengem Fach ëmgeet, mä och wéi een didaktesch Verbindunge kann hierstellen tëschent sengem Fach an anere Fächer.

Ech mengen allerdéngs, dass déi Formulatioun, déi elo am Gesetz steet, vläicht e bësse méi kloer ass wéi déi, déi am Ufank drastoung, an insofern dann elo einegermoosse bei jiddwerengem op Zoustëmmung stéisst.

Déi Fro vun der pedagogescher Ausbildung an der didaktescher Ausbildung - wat jo net datselwecht ass -, déi stellt sech natierlech virun allem dann och nach eng Kéier an der Fro vun eise Stage. An ech mengen, dass et dringend wär, erëm eng Kéier iwwert d'Reform vun deem Stage ze diskutéieren an dat soll jo och kommen.

Ech hoffe just, dass déi nächst Reform vum Stage net erëm eng Kéier derzou féiert, dass mer an zwee Joer nach eng Kéier vun enger Reform vum Stage musse schwätzen. Well déi Reformen, déi bis elo gemaach gi sinn, vun deene kann een och net soen, datt se e grouss Succès gewiescht wäeren.

Ech géif och ganz hefteg derfir plädéieren, dass an der Diskussioun iwwert d'Reform vun eise Stage déi betraffe Leit, also net nëmmen déi hire Stage schonn ofgeschloss hunn, mä déi, déi am Stage sinn, dass déi och an déi Diskussioun musse mat abezu ginn, fir och kënnen auszedrécken, wéi eng Belaaschtung dass dee Stage duerstellt; deen net ëmmer zu enger Motivatioun féiert, muss ech soen, bis elo jiddefalls, sondern heiansdo och derzou féiert, dass d'Motivatioun méi kleng gëtt.

Ech sinn och mat där Remarque d'accord, déi hei gemaach ginn ass, wat déi Mesure transitoire betrëfft. Effektiv mengen ech, dass et Fäll gëtt, déi geschiedegt ginn duerch déi limitéiert Période transitoire vun dräi Joer. Dat ass schonn erkläert ginn hei. Ech mengen, den Här Adam huet dat erkläert. Do brauche mer net nach eng Kéier drop zréckzekommen.

Ech mengen och, déi misst een op d'mannst verlängeren. Ech sinn och mat hinnen d'accord, dass mer hei an deem Gesetz ausgi vun enger bestehender Struktur, also vum Status quo, esou wéi eis Schoul elo besteet, an dass, wa mer déi Strukturen änneren, dat heescht also, wa mer a Richtung gi vun enger Gesamtschoul oder vun engem Tronc commun, da musse mer selbstverständlech nach eng Kéier diskutéieren, souwuel iwwert d'Formatioun vun eisen Enseignanté wéi och iwwert de Rekrutement vun eisen Enseignanten; dat heescht eng differenziéiert Formatioun an en differenziéiert Rekrutement ënner Ëmstänn, ouni awer ënnerschiddlech Statuten anzeféieren.

A wann ech nach Zäit hätt...

► **M. le Président.**- Ganz schnell misst Der awer, Här Hoffmann, dozou kommen. Huet Är Konklusioun.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Dann also ganz, ganz, ganz, ganz kuerz, dat ass awer och schonn hei ugeschnidde ginn. Ech wëll et awer vläicht e bësse méi hefteg soen, dass mer hei de Professeur de formation morale et sociale am Gesetz festschreiwen, dat begréissen ech. Mä op där anerer Säit mengen ech awer wierkelech, mer sollten endlech Schluss maachen duerch d'Aféierung vun engem Cours unique, Schluss maache mat där inakzeptabeler Privilegiéierung vun enger Kierch an eiser öffentlecher Schoul...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- ...a mat deem pedagogesch sënnslosen a sozial



bedenklechen Dualismus, deen am Moment an deem do Beräich an eiser öffentlecher Schoul besteet.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert d'Madame Éducatiounsministesch Mady Delvaux-Stehres.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.**- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport a selbstverständlech all menge Virriedner fir déi konstruktiv Beiträg zur Diskussioun.

Eigentlech ass alles gesot. Ech mengen, dat hei ass e Gesetz, wou mer net fir oder géint de Processus de Bologne sinn, mä et ass e Gesetz, wou mer d'Bologna-Realitéit, déi et an den Unien am Ausland gëtt, esou ëmschreien, dass mer déi Beschreiwung vun den Diplomer, déi ee brauch, fir zum Enseignement secondaire a secondaire technique zougelooss ze ginn, dass mer déi richteg ëmschreien. Mir definieren hei d'Critères d'admission fir d'Carrière vun de Proffen an accessoirement vun all deenen anere Leit, déi an der Schoul intervenéieren.

En parallèle sinn déi Aarbechte gefouert gi mam Ministère vun der Fonction publique, déi jo deeselwechten Exercice muss maache fir all Carrière universitaire beim Stat. Dat kann ënner Form vu Règlement grand-ducal gemaach ginn, awer fir d'Schoul brauche mir dofir e Gesetz.

Dofir sinn ech och mat deene Leit d'accord, déi soen, dat wär relativ technesch. Mä am Résumé: Bis haut hate mer jo am Gesetz stoen, dass, fir Professer E7 ze ginn, ee misst e Cycle complet vu véier Joer Uni-Studien hunn, respektiv fir déi, déi ee Professer E5 waren, dass déi e Cycle vun dräi Joer haten. An dat gëtt elo ersat. An der Zukunft gëtt keng Referenz méi op d'Durée vun de Studie gemaach, mä op den Titre académique, dat heescht respektiv e Bachelor fir allegeren déi, déi an den E5 kommen, an e Master fir déi, déi an den E7 kommen.

Mir haten dann an der Kommissioun eng wierklech spannend Diskussioun iwwer Termen: Wéi ee Master? Vu virera war et kloer, fir d'Proffen am Secondaire, am Secondaire technique, dass déi missten e Bachelor an engem Fach hunn. Dat heescht, mir hunn ëmmer gesot, eng Spezialitéit, net e Generalist, an d'Fro huet sech gestallt: Wéi ee Master setze mer dann dorber?

Ech muss soen, ganz am Ufank war awer och ëmmer kloer, dass, fir an den E7 ze kommen, dass mir géifen e Master froen. Dat war jo eng Angscht, déi geherrscht huet, fir eventuell, dass dat keng Mastere solle sinn, déi do géife Professer E7 ginn. Et war ëmmer gesot ginn: E Master, an dann e Bachelor am Fach, an da wéi e Master dorobber?

Et ass effektiv ganz am Ufank dorivwer diskutéiert ginn, ob ee seet, e Master am Fach respektiv an de Sciences de l'éducation. Dat ass dunn no enger Rei Diskussiounen verworf ginn. An do hu mer gesot - do hu mer en urspringlechen Text eraginn -, e Master an deemselwechte Fach, wou en de Bachelor huet, oder an der Didactique. An dunn hate mer an der Chamberkommissioun dann déi spannend Diskussioun: Wat heescht Didactique? Woubäi et fir mech evident war, dass dat eppes mat deem Fach ze dinn huet, wat een enseigneiert. Net eng generalistesche Approche iwwer Pédagogik - wat och net onnëtz ass, wëll ech soen -, mä dass dat eppes mam Fach ze dinn hätt.

No laangen Diskussiounen a well mir allegeren kompromissbereet sinn, hu mer eis dann op eng Formulatioun festgeluecht, wou ech net dervun iwwerzeegt sinn, dass et e Chef-d'œuvre stylistique wär, mä op d'mannst hu mer elo dann awer eng Formulatioun, wou jiddweree sech ka ralliéieren. An dofir sinn ech eigentlech ganz fro.

Ech wëll just hei soen, dass een definitiv, mengen ech, déi al Unislandschaft an déi al Welt vun den Unie muss vergiessen. An dat - den Här Bauler huet mech do heiansdo zitéiert, wat ech anscheinend an der Kommissioun gesot hätt -: De Bachelor

ass deen éischten universitären Diplom an de Master ass dann deen zweeten, dee kann een hannendrunhänken. Do mécht ee schon e Choix fir eng gewëssen Orientatioun. Et gëtt kee Generalistmaster. Et gëtt ëmmer e Master, deen deen Terrain, op deem ee schafft, schonn aschränkt.

Sou dass ech net der Meenung sinn, dass de Master d'Allgemeinbildung vun den Universitäre verbessert, mä dee konzentriert sech dann op ee bestëmmte Sujet. Wat wichteg ass a richteg, dat ass, dass an all Master eng Dimensioun vu Recherche, wou Methodologie drakënn, an déi ass sécher fir een Akademiker oder een, deen an deem Terrain schafft, ganz wichteg.

Dofir hat ech, wann ech Aussoe maachen dorivwer, wéi ee sech kéint weiderbilden; also ech denken, dass all Enseignant - sou wéi all Mënsch haut - net ka soen: „Ech hunn eng Initialausbildung hanneru mer an domat weess ech alles an da sinn ech fir mäi Liewe gutt.“ Och an der Schoul a bei den Enseignantë gëllt den „lifelong learning“. An ech weess aus Erfahrung, mä och vun all deene Leit, déi ech kennen, déi an der Schoul sinn, dass se, währenddeem se enseigneiert hunn, onheemlech vill bäigeléiert hunn. Et ass also net an der Formation initiale, wou ee seng komplett Ausbildung kritt. An dat war am Fong déi Ausso, déi ech do wollt maachen.

Jiddefalls begrëissen ech, dass ech dann hei de Konsens fonnt hunn iwwer déi Formulatioun, wéi dee Master da soll ausgesinn.

Et ass evident, an dat hu mer och an der Kommissioun gesot, dass, wann dat hei a Kraaft trëtt, mer de Stage muss reforméieren, fir d'double-emploien ze verhënnere. Mä de Moment ass en Allégment vum Stage pädagogique virgesinn, awer nach keng Reform. An déi Reform, déi gëtt elo an der nächster Zäit preparéiert.

Mir haten eng länger Diskussioun iwwer d'Période de transition. Am Gesetz steet, dass also an dräi Joer vun haut, vun der Mise en vigueur vum Gesetz un, dräi Joer duerno mussen d'Leit mat deenen neien Diplomer kommen. Dat ass och e Parallelismus mam Règlement grand-ducal. Ech verstinn déi Argumenter vun deene Leit, déi soen, et muss een och mat engem Diplom vu virdrun nach kënnen herno an de Beruff erakommen.

Meng Meenung ass, dass dat da fir déi ganz Fonction publique muss zielen an dass mer eng Dispositioun allgemeng mussen huele fir d'Fonction publique, dass d'Leit, déi hiren Diplom fréier gemaach hunn an an Zukunft wëllen an d'Fonction publique kommen, dass déi mussen nach kënnen Accès kréien zum Concours. An dat ass awer eng Dispositioun, déi ech dann net nëmme wëilt hu fir den Enseignement, mä fir d'ganz Fonction publique.

Den zweeten Element vun deem Gesetz, dat ass d'Aféierung vum Professeur de formation morale et sociale. Dat ass eng Mesure och, fir d'Qualitéit am Enseignement vun deem Fach ze verbessern an och de Leit eng Méiglechkeet ze ginn, sech doranner ze spezialisieren. Well bis elo ass et jo esou, dass een huet misse Philosprof sinn - haaptsächlech - an derniewent dann eng - wéi soll ech soen? - eng Niewenausbildung krut als Professeur de formation morale et sociale. Dat kann een elo als Haaptfach wielen.

(Interruption)

De Règlement grand-ducal gesäit vir, dass och aner Leit kënnen Formation morale et sociale ginn. Et ass also wichteg, dass mer Leit och ubilden, déi Spezialisten an deem Fach sinn an déi ausgebild sinn, fir dat Fach och mat där néideger Qualitéit ze enseigneieren.

Wéi ech de Virriedner nogelasschert hunn, ass mer eigentlech opgaangen, dass mer hei esou e bëssen ancien a modern dran hunn. Dat heescht, mir hu Saache gehalen, déi mer aus der Traditioun iwwerholl hunn, wéi zum Beispill, dass een zwee Joer an d'Ausland muss, wann een Däitsch-, Franséisch- oder Engleschprof gëtt. Mir hunn awer net dru geduecht, fir dat auszudehnen op Italiensch a Spuenesch. Mir féieren eppes Neies an, mir halen dat Aalt. Et ass esou déi gutt Lëtzebuerger Traditioun, an ech denken, dass mer och dofir hei de Konsens kréien, an

dofir soen ech lech allegeren villmools Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- An ech soen der Madame Minister Merci an domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun ukomm. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 5995 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Félix Eischen), Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Mergen), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Lucien Clement), Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrigh-Duval) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Lucien Lux (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. André Bauler), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Camille Gira);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 6026 iwwer déi öffentlech Bibliothéiken. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. An et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Brasseur, den Här Angel, den Här Adam, den Här Kartheiser an den Här Hoffmann. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Mill Majerus. Här Majerus, Dir hutt d'Wuert.

2. 6026 - Projet de loi relatif aux bibliothèques publiques

Rapport de la Commission de la Culture

► **M. Mill Majerus (CSV), rapporteur.**- „In Bibliotheken fühlt man sich wie in der Gegenwart eines großen Kapitals, das geräuschlos unberechenbare Zinsen spendet.“

Här President, Madame Ministesch, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem Zitat vum Johann Wolfgang Goethe ginn ech eran a mäi mëndleche Rapport vum Projet de loi 6026 iwwer d'öffentlech Bibliothéiken. Mir sinn a finanziell schwéieren Zäiten a mir streiden driwwer, wéi mer de Statsbudget an den Équiliber kréien. Mir wëssen, dass mer op ville Pläng spuere mussen, wou et de Bierger an deem Land wéideet.

Ech wëll domadder ënnersträichen, dass mer queesch duerch all politesch Parteien, déi an deem héijen Haus vertraude sinn, d'Wichtigkeet vum Bibliothéikgesetz ënnersträichen. Mir decidéieren haut de Mëtteg net, fir ze spueren, mä fir ze investéieren. Mir maachen dat, well den Enjeu et der Méi wäert ass.

Ëm wat geet et eis?

Am Exposé des motifs vum Gesetzesprojet schreift am Abrëll 2009 déi deemoleg

Statssekretärin Octavie Modert: «La présente loi a pour objet de garantir une meilleure diffusion de la société de la connaissance dans toutes les couches de la population, de créer un cadre pour le développement des bibliothèques (...) afin d'assurer aux résidents l'égalité d'accès à la lecture, aux savoirs, à l'information, à l'instruction civique et à la culture ainsi que la possibilité de développer leurs connaissances tout au long de leur vie.»

D'Wëssen, iwwer dat mir Mënschen all zesumme verfügen, entwéckelt sechasant. Et ass wéi e grouse Schatz, deen all Dag e Stéck wiisst a méi räich gëtt. An engem fräien an demokratesche Land ass et eminent wichteg, dass dobäi keen ausgeschloss gëtt. Et ass noutwendeg, fir jiddwerengem d'Dier bei deem Bien commun grous opzemaachen.

Mir hunn zwar all nei Medien zur Verfügung, déi eis mat Informatiounen regelrecht iwwerschëdden. Mä vill vun eis sinn iwwerfuert, fir dobäi den Tri ze maachen, fir ze sënneren, wat richteg, objektiv an nützlich ass. Hei spillen d'Bibliothéike fir d'Bierger vun all Alter eng wichteg Roll. Iwwer déi Wierker, déi si ubidden, erméigleche si e gudden, aktualiséierten an national adaptéierten Iwwerbléck.

Mam neie Gesetz ginn op deem Plang eis lokal a regional Bibliothéiken an e grousst Netz agebonnen, an deem och wëssenschaftlech, Schoul- an thematesch Bibliothéike matschaffen. Dat ass e grouse Plus. An et dréit vill zur Attraktivitéit vun den öffentleche Bibliothéike bäi.

«Une bibliothèque, c'est le carrefour de tous les rêves de l'humanité.» - Sou gëtt den Auteur Julien Green zitéiert.

Bichergecke liesen, well dat Spaass mécht. Well nei Welten opginn. Well d'Phantasie Filleke kritt. Well d'Bicher erzielen a verschaffen, wat eis Mënsche frou an traureg mécht, wat eis erdréckt a wat eis beséilt.

Bicher liesen ass eng räich an eng kreativ Manéier, fir Fräizäit flott a kuerzweilg ze erliwen. Et ass eng wäertvoll Alternativ zum passive Konsum vun audiovisuellen Produkter.

Mat de Familljen a mat der Schoul iwwerhuelen d'öffentlech Bibliothéiken d'Missioun, fir eis Kanner anzeféieren an déi faszinéierend Welt vun de Bicher. Dozou zwou Remarquen: 1. Expertë bestätegen, dass een domadder op kee Fall ze fréi ufänke kann. Et gëtt haut eng Hällewull vu spannende Kannerbicher fir all Alter - fir ze weisen, fir ze erzielen a fir ze molen.

2. Virun e puer Wochen hu mer hei am Haus iwwer de politeschen Engagement géint d'Aarmut vun de Kanner geschwat. D'Précaritéit huet vill Gesichter. Et gëtt dobäi och mental, kulturell a schoulesch Aspekter. Et ass wichteg, dass mer an de Bibliothéiken attraktiv Angeboter maachen, besonnesch fir déi Kanner, déi doheem manner gefördert ginn.

D'Madame Kulturministesch Octavie Modert beschreift eis Bibliothéiken als „learning centres“. Et geet do ëm méi wéi d'Ausléine vu Bicher, déi ee fir eng oder zwou Woche ka mat heem huelen. All eis öffentlech Bibliothéiken, och déi klengst am Land, goufen vu Plazen, wou Jonker an Aler kommen, fir sech ze dokumentéieren, fir hir méi oder manner bescheiden, hir méi oder manner wichteg Recherchen ze maachen. Dat net nëmmen, well do Referenzwierker a Computeren zur Verfügung stinn, mä well do déi néideg Rou an Ambiance garantéiert ginn, déi ee fir dës Aarbecht brauch.

Wat soll mam Projet de loi konkret verbessert ginn? «Quand on nous demandera compte de notre gestion gouvernementale, nous monterons nos bibliothèques», esou zitéiert de Bibliothekar Jean-Marie Reding de fréiere Statsminister Pierre Frieden. Wat d'Zuel vun den öffentleche Bibliothéiken ugeet, esou si mir haut zu Lëtzebuerg am internationale Verglach en Entwécklungsland.

Eise verstuertene Kollege, den honorabelen Deputéierte Marc Zanussi, hat 2003 mat senger Proposition de loi d'Ambitioun,

fir a méiglechst jiddwer Gemeng eng öffentlech Bibliothék ze schafen. Och wann de Projet de loi 6026 net esou wäit geet, dann ass et der Kulturministesch hir Intention, fir déi öffentlech Bibliothéiken iwwer Land auszubauen an ze professionaliséieren.

Mam neie Gesetz wëllt de Stat deen dofir néidege Kader schafen. Dozou gehéiere virun allem déi staatlech Subventiounen bei de Funktionementskäschten, beim Kaf vun neie Bicher oder bei der regionaler Zesummenaarbecht vu méi klengen Bibliothéiken. Och an der Kulturkommissioun wësse mer, dass mer an dëser Zäit all Sou zweemol ëmdréine mussen, ier mir en ewechginn.

Mir wënschen awer, dass de Kulturministère genuch Kreditter zur Verfügung huet, fir eng gutt Promotioun vun den öffentlechen Bibliothéiken ze garantéieren. Si sinn e wichtege Baustee vun eiser Bildungspolitik an domadder e gudden Invest an eis Zukunft. D'Bibliothéiken „rechnen sich nicht, aber sie zahlen sich aus“.

D'Subsidie baséieren op dem Agrément vum Kulturministère. Hei muss all Service eng ganz Rei vu Konditiounen erfüllen. Dat ass och fir d'Kulturkommissioun vun der Chamber prinzipiell richtig. Den Agrément ass de Qualitätslabel, deen dokumentéiert, dass eng Bibliothék esou funktionéiert, dass si hirer nobler Missioun gerecht ka ginn.

Vill Träger vu bestehenden Haiser waren allerdéngs der Meenung, d'Ministesch hätt et an hirem Projet zwar gutt gemengt, mä hätt mat hiren Agrémentskritären d'Lat ze héich geluecht. Besonnesch kleng Haiser hu gefaart, dass si mat dem Gesetz géife riskéieren, hir Diere missen zouzemaachen.

Dat war gewëss dee wichtigste Grond, fir den Text an der Chamberskommissioun nach eemol op de Leescht ze huelen. Mir hunn dat gemaach am Kader vun enger exzellenter Zesummenaarbecht mat der Kulturministesch, mat hire Mataarbechter, der Directrice an dem Staff vun der Nationalbibliothék.

Am Numm vun alle Membere vun der Commissioun geet e grouse Merci och un all aner Instanzen, déi eis mat grousser Kompetenz beroden hunn. Dobäi waren och verséiert an engagéiert Bibliothekaren. Mir haten zwou interessant a léierräich Visiten an der Nationalbibliothék an am Mierscher Lieshaus.

Et ass fir all Membere aus der Kulturkommissioun e wichteg Uleies, dass all bestehend öffentlech Bibliothék mat dem Gesetz vun haut gestäipt an encouragéiert gëtt. Besonnesch d'Ausféierungsbestimmunge spillen hei eng wichteg Roll. Als Beispiller nennen ech d'Öffnungszäiten an d'Zuel vun de Bicher, déi mussen zur Verfügung stoen.

D'Ausféierungsbestimmunge mussen esou gehale sinn, dass all Haiser, déi elo funktionéieren, weider kënnen bestoen, och wa si kleng sinn am Verglach zu de grouse Bibliothéiken an der Stad oder zu Esch, och wa si keng kommunal Hëllef kréien oder froen, wéi zum Beispill zu Veianen, och wa si keng haaptamtlech Mataarbechter astelle kënnen oder wëllen.

Ech profitéieren d'Geleeënheet, fir alle bénévolé Mataarbechter eis grouss Unerkennung ze soen. Ouni hiren Asaz, dacks iwwer Jorzéngten, géif et nach vill manner Bibliothéike ginn. Mat dem Vote vum Gesetz vun haut wëlle mir hire gänzlechen Engagement ënnersträchen.

Mir sinn der Ministesch dankbar, dass si mat op de Wee vu manner strengen Oplöe geet. Manner ass méi. Villes, wat ufanks am Gesetz selwer geregelt gouf, soll elo iwwer e Règlement grand-ducal festgeluecht ginn. Domadder kréie mer déi néideg Flexibilitéit. An et ass méiglech, fir der Entwécklung vum Secteur progressiv Rechnung ze droen.

Selbstverständlech wënsche mer eis, dass nei Bibliothéiken entstinn, besonnesch an deene Géigenden, wou am Ablack keng Servicer bestinn. D'Auteurs vum Gesetz hunn drop verzicht, fir nei Obligatiounen fir

d'Gemengen ze schafen. Als Chamberskommissioun verst mer de Projet awer als eng Invitatioun an en Encouragement fir eis kommunal Responsabel. D'A.s.b.l. NORBI, d'Bibliothéiken am Norden, an och d'Mierscher Lieshaus weisen flott Weeër, wéi een op deem Plang regional an interkommunal effikass zesummeschaffe kann.

De Bicherbus ass eng wäertvoll Iwwerganksléiung, mä e kann den Ambitiounen vun enger öffentlecher Bibliothék nëmmen deelweis gerecht ginn. Als ambulanten Ambassadeur vun eise Bibliothéiken huet hien awer d'Chance, deenen hiert Angebot ze ergänzen, an extra muros fir deenen hir Servicer ze werben.

„Ordonner une bibliothèque est une façon silencieuse d'exercer l'art de la critique“. Mat dësem Zitat vum Auteur Jorge Luis Borges kommen ech bei een Aspekt, deen eiser Kulturministesch besonnesch wichteg ass: d'Professionaliséierung vun eisen öffentlechen Bibliothéiken. Et geet dobäi ëm eng ganz Rei vu wichtige Uleissen: d'Selektioun vun de Wierker, déi ugeschaf ginn, de Catalogage vun de Bicher; d'Vernetzung mat anere Bibliothéiken; den allgemenge Funktionement; d'Orientatioun vun den Angeboter fir de Public; d'Organisatioun vun de Kontakter mat de Clienten; d'Architektur an den Équipement; d'Ariichten an d'Funktionsvun all Raum, deen zur Verfügung steet; d'Gestioun vun de Mataarbechter; administrativ a finanziell Froen.

Selbstverständlech wär et optimal, wa méiglechst all Haus dobäi op d'Mataarbecht vun Experten, a besonnesch vu professionellen ausgebildeten Bibliothekaren ziele kéint. Mä engersäits stinn déi dofir néideg Mëttelen net zur Verfügung, an anerersäits géif een eemol méi iwwert de Goal schéissen.

Mat der Ministesch zesummen huet d'Chamberskommissioun eng Léiung gesecht, déi den Objectif vu méi Professionalitéit garantéiert, ouni awer där einzelner Bibliothék ze vill staark Contrainten opzuelueden. An eiser Nationalbibliothék entsteet en neien Departement: de Service des bibliothèques publiques. De Service ass geduecht als Kompetenzzentrum, als Centre de ressources am Beräich vun der Bibliothéconomie.

Seng Missioun ass et, fir déi regional a lokal öffentlech Bibliothéike fachmännesch ze ënnerstëtzen an ze beroden. Dobäi stinn dräi Aspekter am Mëttelpunkt: éischens, de Fonds documentaire vun all Haus; zweetens, de Katalog an d'Vernetzung op deem Plang mat deenen anere Lëtzebuerger Bibliothéiken; drëtzens, d'Formatioun an d'Weiderbildung vun de Mataarbechter.

Ech hu schonns gesot, dass eis öffentlech Bibliothéiken opgeholl ginn an en nationale Bibliothéikréseau: de Bibnet.lu. Dat Netz gëtt koordinéiert vun der Nationalbibliothék. 2009 waren hei 33 Bibliothéiken affiliéiert, ënner hinnen eis Universitéit, d'Archives nationales, de Statec, den Ceps an eng Rei Schoulen. De Réseau huet e gemeinsame Katalog mat elo schonns iwwer 750.000 bibliographeschen Notizen.

Selbstverständlech ass d'Informatik onverzichtbar. De Réseau verfügt iwwer e performante Logiciel, deen de Centre informatique de l'État iwwer eng öffentlech Ausschreibung ugeschaf huet. Hei huet all öffentlech Bibliothék, egal wéi e Statut se huet, d'Méiglechkeet, fir sech mat ze affiliéieren. Dee Logiciel bitt grouss Avantage um Plang vun der technescher Gestioun vun de Bibliothéiken, mä en ass net geduecht, fir de Lieser pedagogesch oder kulturell benutzerfrëndlech Angeboter ze maachen. Op deem Plang hunn also aner Provideren hir Chance.

D'Iddi, fir d'Nationalbibliothék méi staark mat anzubannen, fanne mer erëm an der Proposition de loi, déi den honorablen Deputéierten Marco Schank am Juli 2007 déposéiert huet. Ech verweisen op den Exposé des motifs, an deem den Auteur d'Virdeeler vun där Léiung opzielt.

Eis Nationalbibliothék kritt mam Gesetz, wat mer haut stëmme, nach eemol nei zousätzlech Aufgaben. D'Membere vun der Kulturkommissioun wëssen, dass domadder zwee al Uleissen nei aktualiséiert ginn: d'Extenssioun vum Staff an de Bau vun enger adequater Struktur.

Dat alles gesot, bleibt all eenzel öffentlech Bibliothék an hirer Gestioun autonom. Dat ass och mat de Garant dofir, dass eis Bibliothéike spezifesch lokal oder regional Profiler entwécklen. Dobäi wäerte geographesch, historesch, ethnisch, kulturell a pedagogesch Aspekter eng Roll spillen. Ech freeë mech op eng faarweg Lëtzebuerger Bibliothéklandschaft.

Den neie Conseil supérieur des bibliothèques, an deem all Bibliothéiken an och all aner implizéiert Parteie vertrauede sinn, huet d'Aufgab, fir déi zwee Bausteng vun der Qualitéit a vun der Autonomie mat ofzeséieren.

«De temps en temps, j'allais passer une soirée à la bibliothèque municipale pour lire. C'était pour moi prendre un billet pour le paradis.» Här President, Madame Ministesch, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Zitat vum Henry Miller wëll ech e Wuert Reklamme an eegener Saach maachen, oder besser gesot an der Saach vun eise eegenen Haus.

Mir hunn an der Chamber eng ganz räich Bibliothék, wou jiddweree vun eis gutt liese kann, Här Gira. Eng Bibliothék mat iwwer 6.000 Bicher an 120 verschiddenen Zeitungen a Périodiquen. De Schwéierpunkt läit bei de Froen vun der Politik, dem Droit, der öffentlecher Verwaltung, der Économie, der Sozialwëssenschaft an der Geschicht. Et rentéiert sech, fir eis Bibliothék ze besichen. Dat kann ee reell a virtuell.

Eis Bibliothék schafft selbstverständlech mat der Nationalbibliothék zesummen. Mir hu keng öffentlech Bibliothék, mä well mer an eise Fundus Dokumenter hunn, déi ee soss net fënnt, kënnen och Leit vu baussen op Ufro hin heibanne schaffen. Fir den Detail, a besonnesch fir de Commentaire des articles, verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Ech war impressionéiert iwwert déi flott a konstruktiv Zesummenaarbecht an der Kulturkommissioun. Ech wëll dofir eiser Presidentin, alle Membere, besonnesch dem Kollege Marc Angel, an och eise parlamentaresche Mataarbechter e grouse Merci soen. Ech krut d'Missioun, fir heimadder och den Accord vun der CSV fir de Projet de loi 6026 ze bréngen.

Ech halen op mat engem Shakespeare-Zitat, wat ee mat deem néidegen Humor genéisse soll: „My library was dukedom large enough“. An der franséischer Iwwersetzung kléngt et och net schlecht: «Ma bibliothèque m'était un assez grand duché».

(Hilarité)

Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Mill Majerus. Merci och fir déi gutt Publicitéit, déi en eiser Bibliothék vun der Chamber hei gemaacht huet. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madame Anne Brasseur elo agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, et gëtt Floskeln am parlamentaresche Sproochgebrauch, déi wëllen, dass een déi meescht Rieden hei ufänkt, andeem een dem Rapporteur villmools Merci seet fir de gudden schrëftlechen a gradesou fir dee gudden mëndlechen Rapport, e grouss Luef an Dank aussprécht.

Ech wäert dat awer hei net maachen. Firwat? Mä well ech fannen, dass dat hei net passend ass, well dat nëmmen eng Floskel ass. Ech wëll heimat ënnersträchen, dass dat, wat de Rapporteur hei gemaach huet, eng exzellent parlamentaresch Aarbecht ass a wäit iwwert dat erausgeet, wat normalerweise e Rapporteur mécht.

Wat wor nämlech geschitt? Mir haten e Projet de loi vun der Regierung hei virgeluecht kritt. E Projet de loi, dee wollt esou zentralisteschen sinn, dass all Egeninitiative vun deene lokalen an den assoziative Bibliothéiken an d'Enk gedréckt gi wär. Mir hunn an der Commissioun vill diskutéiert. Mir hate vill Interlocuteurs. Mir waren an d'Mierscher Lieshaus kucken. Mir hunn Interlocuteurs bei eis an de Fraktiounen empaang.

An do wëll ech wierklech dem Rapporteur e grouse Merci soen, deen all déi Punkten opgegraff huet an dunn der Commissioun eng Rei Amendementer virgeluecht huet. Amendementer, déi an der Commissioun ugeholl gi sinn, an déi et fäerdeg bruecht hunn, dass déi zentralistesche Approche, déi d'Regierung virdru virgesinn hat, elo net méi esou zentralistesche ass. Och wann dee Projet, esou wéi en ons virgeluecht wor, a mengen Aen nach ëmmer op zwee Punkten - an ech wäert drop agoen - ze vill dirigistesche ass, dach ass dat hei eng enorm Verbesserung.

An ech wëll ons all heibanne soen, dass dat eng exzellent parlamentaresche Approche ass, an dofir onsem Kollege Mill Majerus e grouse Merci soen. Mir sollen ons e Beispill dorun huelen an ons Zäit huelen, ons an eng Matière eranzeknéien an dann ze kucken, esou d'Projeten ze änneren, wéi et am Intérêt vun der Saach ass. An dat ass hei gelongen.

(Interruption)

Den Här Rapporteur huet eng ganz Partie vun Zitater, souwuel a sengem schrëftlechen Rapport... An en huet jo elo grad nach säi Rapport mat Zitater gespéckelt. Dat weist och, dass hien e ganz grouse Lieser ass. A wann een e puer Zitater eraushëlt, dee wou Julien Green: «Une bibliothèque, c'est le carrefour de tous les rêves de l'humanité». Dat ass am Fong ganz schéin. Oder - an dat ass méi terre à terre; dat ass eng Source inconnue -: d'Bibliothéiken „rechnen sich nicht aus, aber sie zahlen sich aus“. Och dat ass wuel richtig.

Et sinn aner Zitater, wéi déi vum Samuel Johnson, dee sot: „No place affords a more striking conviction of the vanity of human hopes than a public library“. Ech weess net, ob dat zynesch gemengt ass oder wéi dat ze verstoen ass, mä op jidde Fall ass dat och eng Meenung, déi vertrauede gëtt.

Ech mengen, heibanne si mer ons awer all eens, wellech Wichtigkeet d'Bibliothéiken an onser Wëssengesellschaft hunn. Dofir mussen mer kucken, an dat ass awer net den Objet vun dësem Projet de loi, dass mer déi Jonk esou séier wéi méiglech zum Liese kréien. An dat geet iwwert d'Schoul, mä net eleng iwwert d'Schoul.

Mä et gouf emol eng Campagne am Éducatiounsministère, déi huet geheescht: „Lies dech duerch d'Liewen“. Do gouf et Lieszeechen an do stoung drop: „Lire nuit gravement à l'ignorance“. An ech fannen, dat ass e gudden Sproch, fir ze weisen, dass se an totalitäre Regime ebe wollte verhënneren, dass d'Leit géife liesen, fir sech ze bilden. A mir solle jiddwerengem d'Méiglechkeet ginn an nach méi wéi d'Méiglechkeet ginn, mä se incitéieren an esou fréi wéi méiglech bei d'Buch bréngen. Dofir brauche mer en héich qualitative Service. Dee gëtt jo och elo hei duerch dëst Gesetz nach ënnerstëtzt.

Mir wëssen, dass et am Moment eng Nationalbibliothék gëtt. Da gëtt et eng Bibliothék vun der Universitéit. Et gëtt eng ganz Partie lokal Bibliothéiken. Et gëtt awer och associativ Bibliothéiken, déi duerch reng Bénévolé geleet ginn. An deenen ass e ganz grouse Merci ze soen, wann ech kucken, mat wellechem Engagement déi Leit dat maachen.

An den ursprüngelechen Projet, do hätt ee vill méi Qualifikatioun gebraucht, an dat hätt mat sech bruecht, dass déi Bénévolen net méi hätte kënnen an deem Mooss weiderschaffen. Dat wär schued gewiescht, op deenen hir Kompetenz ze verzichten. Dat wär och ongerecht gewiescht vis-à-vis vun deenen hirem Engagement.

Wat wichtig ass bei enger Bibliothék, dat ass och, wou se geleeën ass. An ech huelen do d'Beispill vun der Bibliothék vun der Stad Lëtzebuerg. D'Stad Lëtzebuerg hat eng Bibliothék um éischte Stack am Centre Hamilius. Déi louch wuel gutt, well do all d'Bussen zesummekoumen, mä si wor net visibel.

Zënter dass d'Bibliothék an de Cité geplënnert ass... An ech si frou hei ënnert dem Contrôle vun der Madame Kulturschäfte vun der Stad Lëtzebuerg, dem Lydie Polfer, ze schwätzen; an ech wor frou, als Schäfte kënnen mat un der Realisatioun vum Bau ze wirken. Sait also déi Bibliothék do ass, huet d'Bibliothék en enormen Essor kennt. Ech ginn lech just e puer Chifferen.



Den 1. September 2008 - also an der aler Bibliothéik - woren 11.477 Lieser ageschriwwen. Den 1. Abrëll 2010 - also elo virun e puer Deeg - woren et 24.201 Leit. Dat heescht, d'Zuel huet doubléiert an där Zäit. D'Zuel vun de Präten: Virun 2.000 - also bei der aler Bibliothéik - si pro Mount 2.000 Bicher ausgeléint ginn; haut sinn et der 9.000 bis 10.000 pro Mount. Dat heescht, véiermol méi. Dat heescht also net nëmmen, dass méi Leit an d'Bibliothéik kommen, mä et gëtt och vill méi ausgeléint.

An da Passage. Et wore virdrun 2.000 Leit, déi pro Mount an der Bibliothéik laanschkomm sinn; elo sinn et 13.000 Leit pro Mount. Dat heescht, sechsmol méi. Do kënt awer nach derbäi, dass dat net nëmmen d'Lag ass, mä och d'Offer, déi d'Stater Bibliothéik de Leit gëtt, well et kann een d'Zeitung dohinner liese goen, et kann een Hebdomadairen dohinner liese goen; Leit, déi déi net wëlle kafen, wat jo awer och an d'Geld schléit. An déi gehéieren och zu deene Leit, déi do Passage hunn, genee wéi den Accès zum Internet.

Et muss een awer soen, domat komme se an de Kontakt vum Environnement vun der Bibliothéik a kréien och esou méi e liichten Zougank, fir dann och Bicher kucken ze goen. Dat dévelloppéiert dann och d'Kultur vum Liesen. An dat ass e ganz gutt Beispill, wéi wichteg et och ass, wou déi Bibliothéik lokaliséiert ass.

Bei der Lokalisatioun vun der Bibliothéik hu mer jo ee Problem mat der Nationalbibliothéik. Si läit zwar gutt, mä si ass hoffnungslos ze kleng. An den Här Fayot, deen huet eng Question parlementaire gestallt, do huet e gëschter nach eng Äntwert drop kritt, an där ech gelies hunn, jo, d'Regierung hätt dat jo gesot, si géif dat maachen, mä d'Prioritéite wieren awer nach net fixéiert an dat géif dans les prochains mois geschéien; esou dass mer nach ëmmer net fixéiert sinn, wat dann elo mat der Nationalbibliothéik geschitt.

Et war jo e Projet, déi op de Kierchbierg ze setzen. Ech froe mech awer, ob dat eng gutt Iddi war. Ech hat jo eng perséinlech Propositioun gemaach, d'Nationalbibliothéik an d'Villa Louvigny ze setzen, nämlech matten an d'Stad, quitte dass do hätte missen Transformatiounen gemaach ginn, well an deem Tuerm hätt ee jo net kënnen alles ënnerbréngen. Mä dann hätt ee kënnen matten an der Stad, am Park, e Liespark maachen, wou een och Concerten hätt kënnen maachen. Dat wier convivial gewiescht, an do hätten och méi Leit menger Meenung no Zougank kritt, wéi wann een dat op de Kierchbierg setzt, wou et dann awer als Nationalbibliothéik méi eng Fachbibliothéik gëtt. Mä et hätt ee vläicht méi Public kënnen an der Villa Louvigny och unzéien.

Mä elo zréck zu dësem Projet de loi. Et si verschidden Dispositiounen dran, wéi ech dat am Ufank gesot hunn, déi ganz streng reglementéiert waren an déi et elo nach ze vill sinn. Ech huelen do zwee Beispiller eraus: Dee vun den Heures d'ouverture. Et stoung... et ass elo e Règlement grand-ducal, dee soll da virschreien, wéi d'Heures d'ouverture vun der Bibliothéik sinn. Mä, Dir Dammen an Dir Hären, ech weess net, wéi ee ka regelen, wéi dat soll sinn, à moins dass ee fir all Bibliothéik en eenzelne Règlement grand-ducal hëlt.

An dann hänkt et jo och dovun of vu Wanter a Summer. Ech ka mer virstellen, dass eng lokal Bibliothéik vläicht Colonies de vacances huet an dass een do am Summer vill méi laang muss op hu wéi am Wanter. Et hänkt vun der Populatioun of. An do muss ee jo och flexibel sinn. An ech mengen net, dass een dat duerch Règlement grand-ducal soll léisen.

An duerfir, Här President, hunn ech en Amendement bruecht, fir den Artikel 4 ze strächen. En Amendement, dee vum Här Bettel, vum Här Bauler, dem Här Etgen, vun der Madame Polfer a vu mir ënnerschriwwen ass.

Amendement 1

L'article 4 est supprimé:

«**Art. 4.** La bibliothèque publique offre à ses usagers des plages hebdomadaires minimales d'ouverture qui sont précisées par voie de règlement grand-ducal.»

(s.) Anne Brasseur, André Bauler, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Lydie Polfer.

Dann, zweete Punkt, deen an onsen Aen och ze contrainant ass, dat ass den Artikel 5. Am Artikel 5, dee seet: «La bibliothèque publique met à la disposition de ses usagers une collection justifiant d'un caractère d'actualité, relative aux principaux domaines du savoir et de la culture, au moins dans les trois langues prévues par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.» An dann am zweeten Alinea steet: «Les critères définissant les thèmes, le nombre des ouvrages et collections ainsi que les supports sont précisés par voie de règlement grand-ducal.»

Och do, mengen ech, geet dat wierklech ze wäit, an de Ministère leescht sech selwer kee gudden Déngscht, wann en hei muss e Règlement grand-ducal fixéieren, wéi déi Minimumen da sinn, wéi déi Theme solle sinn. Dat ass an onsen Aen och, éischstens, net machbar, an zweetens ze dirigistes, an do soll een de Leit vun der Bibliothéik op der Plaz Confiance maachen, wéi déi hir Bibliothéiken organisieren a wellech Ouvragé se dranhuelen. An duerfir wollt ech en zweeten Amendement proposéieren, deen den zweeten Alinea vum Artikel 5 proposéiert ze strächen.

Amendement 2

L'article 5 est modifié comme suit:

«**Art. 5.** La bibliothèque publique met à la disposition de ses usagers une collection justifiant d'un caractère d'actualité, relative aux principaux domaines du savoir et de la culture, au moins dans les trois langues prévues par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Les critères définissant les thèmes, le nombre des ouvrages et collections ainsi que les supports sont précisés par voie de règlement grand-ducal.»

(s.) Anne Brasseur, André Bauler, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Lydie Polfer.

En drëtte Problem, dee sech stellt am Zesammenhang mat dësem Projet de loi, dat ass dee vum Logiciel, dee gebraucht gëtt, an de Rapporteur ass elo grad a senger Stellungnahm drop agaangen. D'Bibliothéik solle matenee vernetzt ginn, an et schéngt mer evident, dass een déi och muss informatesch an engem Réseau vernetzen. Or, et gëtt eng Partie lokal Bibliothéiken an Associatiounsbibliothéiken, och beispillsweis d'Bibliothéik vum Mudam, déi gräife fir hir Gestiou op e Logiciel zréck, dee vun enger Lëtzebuurger Firma dévelloppéiert ginn ass, déi am Éducatiounsberäich enorm Efforté gemaach huet. Eng Lëtzebuurger Firma, déi ganz vill a ganz flott Aarbecht gemaach huet an e gudden Essor kennt.

Wa mer dee Projet esou hei an der Praxis och duerchzéien, da riskéiere mer, dass déi Firma déi Logicielen net méi ka bei deenen ubréngen, an dat wier wierklech net gutt. An duerfir sinn ech der Meenung, dass een net kann enger Bibliothéik virschreien, wat se soll als Logiciel huelen, well de Responsable vun der Lëtzebuurger Firma no ass iwwerhaupt kee Problem vun Interopérabilité tëschent deenen zwee Systemer.

An duerfir, Här President, wëll ech eng Motioun déposéieren, déi fret, dass d'Regierung awer soll kucken, déi Interopérabilité ze préiwen a wou ech froen: «...faire vérifier par ses services concernés la compatibilité et l'interopérabilité des deux logiciels en question; renoncer en cas de compatibilité et d'interopérabilité avérées à imposer à toute bibliothèque souhaitant rejoindre le réseau des bibliothèques luxembourgeoises d'adopter le logiciel informatique géré par la Bibliothèque nationale». An déi Motioun dréit och déi Ënnerschrëften, déiselwecht wéi virdrun d'Amendementen.

Motion 1

La Chambre des Députés

- *considérant que le projet de loi vise à inciter les différents types de bibliothèques à coopérer et à se fédérer au sein d'un seul réseau, à savoir le réseau bibnet.lu des bibliothèques luxembourgeoises;*

- *sachant que les systèmes de gestion informatiques et les outils connexes sont gérés et développés par la Bibliothèque nationale de Luxembourg (BnL) depuis les années 1970;*

- *constatant que la mise en réseau des bibliothèques luxembourgeoises aura pour corollaire l'utilisation d'un logiciel informatique commun (ALEPH);*

- *considérant que toute bibliothèque souhaitant rejoindre le réseau des bibliothèques luxembourgeoises se voit ainsi contrainte d'adopter le logiciel informatique géré par la BnL;*

- *considérant qu'une situation de monopole se verrait ainsi créée;*

- *rappelant les lois européennes de la libre concurrence et de la compétition;*

- *estimant que toute bibliothèque locale ou associative devrait pouvoir utiliser le logiciel informatique de son choix, même après avoir rejoint le réseau des bibliothèques luxembourgeoises;*

- *consciente des avantages du recours à un catalogue collectif, reposant sur un système de gestion commun;*

- *constatant qu'il existe toutefois d'autres logiciels informatiques dont l'interopérabilité avec le système informatique utilisé par la BnL est assurée;*

- *considérant qu'il existe un logiciel informatique (OLEFA-LIB) susceptible d'apporter une plus-value réelle au niveau de la gestion interne informatique et organisationnelle des bibliothèques, et de leur permettre, avec comme finalité de rendre service aux communautés locales, de gérer et d'animer des activités culturelles et/ou pédagogiques via une plateforme intégrée et via un portail Internet attractif (réflétant l'identité spécifique et individuelle de chaque bibliothèque (Corporate identity));*

- *considérant que ce logiciel a été élaboré par une entreprise innovatrice luxembourgeoise;*

- *redoutant que l'obligation pour toute bibliothèque souhaitant rejoindre le réseau des bibliothèques luxembourgeoises, d'adopter le logiciel informatique géré par la BnL risque de réduire à néant des années de recherches et de développements informatiques consenties par une entreprise luxembourgeoise et de l'empêcher de développer son activité économique dans ce domaine, à engager des jeunes informaticiens, de les maintenir dans l'emploi et de contribuer à la diversification de l'économie nationale,*

invite le Gouvernement à

faire vérifier par ses services concernés la compatibilité et l'interopérabilité des deux logiciels en question;

- *renoncer en cas de compatibilité et d'interopérabilité avérées, à imposer à toute bibliothèque souhaitant rejoindre le réseau des bibliothèques luxembourgeoises d'adopter le logiciel informatique géré par la BnL.*

(s.) Anne Brasseur, André Bauler, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Lydie Polfer.

Wann ech dat froen, dann - an ech hat gesinn, d'Madame Minister huet elo grad de Kapp gerëselt - wann ech dat froen, déi Leit, déi déi dote Firma hunn, déi si wierklech ganz inquiet, an ech versti se och, a si soen, et ass kee vun offizieller Säit, deen ons nolauschtert. Duerfir soe mer jo net, Dir musst dat zouloossen. Mir hätte gären an onser Motioun, dass déi Compatibilitéit an Interopérabilitéit wierklech gepréift ginn.

Mir probéiere soss mat grouse Moyene Firmen unzezéien, Leit ze incitéieren, Firmen ze grënnen, mir soen „Trau dech“, an hei hu Lëtzebuurger sech wierklech getraut, eppes ze dévelloppéieren, an déi gesinn elo, dass awer ee vun deenen Outilen, déi se dévelloppéiert hunn, dass dee maner Wäert kritt, en Outil, deen awer den Utilisateuren no och formidabel ass.

D'Madame Minister rëselt weider de Kapp, mä da ka se hir Awänn jo duerno bréngen. Dat Eenzegt, wat ech froen, dat ass, kommt, mir kucken dach, dass mer wierklech eens ginn, dass mer där Firma do - et ass eben déi, et kënt och eng aner sinn - awer d'Chance loossen op deemselwechte Marché ze sinn.

Wann ech kucken, wat sech Méi gi gëtt, fir... wéi fantastesch Lëtzebuerg ass. Hei hate mer eng Publikatioun vun der American Chamber of Commerce zu Lëtzebuerg, déi e Buch erausginn huet, fir ze soen, wat een alles zu Lëtzebuerg kéint maachen. Et soll ee Firme grënnen. Hei hu mer Lëtzebuurger, déi eng Firma gegrënnt hunn.

Mä da kommt, mir ginn deenen och d'Chance, sech weider ze dévelloppéieren, well dat do wier e Produit, dee kéint een och ganz gutt exportéieren. An duerfir, wann ech gelift, kuckt dat do, an ech géif wierklech d'Majoritéit och bieden, dës Motioun matzestëmmen.

Mir brauchen e Kader fir d'Bibliothéiken, an et huet jo laang gedauert, bis mer dozou waren. Onse fréiere Kolleeg a jëtzege Regierungsmember Schank hat jo och eng Proposition de loi gemaach. Mä déi éischt Proposition de loi ass vun 1928! Et gesäit een also, dass verschidde Saache laang brauchen oder - ech géif en Terme vun haut gebrauchen - nohalteg sinn. Elo komme mer endlech derzou, e Projet ze stëmmen.

Dass et awer scho verschidden Zesummenaarbechte vu Bibliothéike gëtt: Et gëtt dee Lëtzebuurger Bibliothéike-Guide, dee mer kruten, deen och exzellent ass, wou een dra kann noschloen, wat et alles vu Bibliothéike gëtt, och vun associative Bibliothéiken. An dat ass wierklech eng exzellent Aarbecht, déi vun der Associatioun vun der Bibliothéicairé gemaach ginn ass. A jiddwereen, deen drun interesséiert ass, dee sollt sech dat emol ukucken, well do wäertvoll Informatiounen drastinn.

Fir dat Ganzt dann ze géréieren, gëtt e Conseil supérieur des bibliothèques geschaaft. An do wollt ech froen: Wéi vill Conseil-supérieurs hu mer? Ech mengen, als Chamber wier et gutt, wa mer dat emol eng Käier géifen nokucken, a wellechen Domänen a wat se bis elo bruecht hunn. Well ech mengen, wann een e Problem huet, léist een en net, andeem een nach e Conseil supérieur weider kreéiert, wou da ganz vill Leit dra sinn. Ech mengen och net, dass dat eppes géif dozou bäidroen. Ech wëll mech deem awer net opposéieren.

No all deene Remarqué wollt ech soen, dass ech frou sinn, dass de Projet do ass, dass en esou amendéiert ginn ass vun der Kommissioun, wéi mer e virleien hunn, och wann en net op all de Punkten deem entsprécht, wat d'DP sech virgestallt hat. Duerfir hu mer d'Amendement bruecht. Mä ech wollt awer soen, dass dat hei e Schrëtt an déi richteg Richtung ass an duerfir d'DP-Fraktioun dëse Projet wäert stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Brasseur Merci, an als nächste Riedner ass den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Merci, Här President. Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, stellt lech e Land vir ouni Kultur. E Land mat op enger Säit nëmme Fabrëcken, Büroen, Verwaltungsgebaier, Schoulen, an op där anerer Säit Konsumtempelen oder Shoppingcenteren. Ech mengen, dat wier schrecklech! Firwat maachen ech dës Ausso? Well ech an deene leschten Deeg op verschiddenen Internet-siten, ech weess net méi, op wéi engem et war, ob et op deem vun der DP war oder engem aneren, gelies hunn, mir sollen de Kulturministère ofschaffen, da géife mer vill Sue spueren.

(Interruption)

Neen, ech weess net méi, wou ech dat gelies hunn, Facebook oder... Mä ech hunn dat e puermol gelies, an dat huet mech schockéiert. Dat huet mech schockéiert a mech erschreckt, an och opgefuert ze reagéieren. Ech si frou, dass mer an engem Land liewen, wou et niewent Aarbecht, Famill a Frënn och nach Kultur a Sport gëtt a vill aneres, an dass de Stat investéiert an d'Vollekgesondheet, déi kierperlech souwéi och déi geeschteg.

Kulturtempelen, grousser oder klenger, kreéieren och Aarbechtspulzen, net nëmmen där kuerzfristeger, wann e Gebai gebaut gëtt, mä och där laangfristeger, wa Leit do schaffen. Kulturoasen - an d'Bibliothéiken, vun deene mer haut schwätzen, dat si Kulturoasen - sinn, mengen ech, eppes ganz Wichtige. An d'Buch, beson-

nesch d'Buch, an domadder natierlech och d'Liesen, ass e Bestanddeel vun der Kultur. Duerfir sinn ech frou, dass mer haut dee Projet de loi hei zur Ofstëmmung hunn.

Ier ech op de Fong aginn, wëll ech awer eng Rei Merci lassginn: Éischtens dem Mill Majerus, an zwar net nëmme fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport, mä awer virun allem fir säin Asaz bei deemem Projet an der Kommissioun, awer och doriwwer eraus. Zesumme mat der Kulturkommissioun huet hien an exzellenter Zesummenaarbecht mat eis alleguer aus der Kommissioun, awer och mat der Madame Ministesch a mat hire Mataarbechter, vum 26. Oktober 2009 un a siwe Sitzunge wierklech eng exzellente parlamentaresch Aarbecht geleescht, dese Projet vläicht méi kloer gemaach, méi lieserlech, an och vläicht de Realitéite vum Terrain besser ugepasst. Zesumme mat der Ministesch an hire Mataarbechter an der Kommissioun hu mer iwwer 20 parlamentaresch Amendementer ausgeschafft, an ech wëll hei awer och der Madame Cloener, eiser Sekretärin vun der Kommissioun, Merci soen.

All dëst war awer nëmme méiglech duerch dräi Ursachen: Éischtens, well d'Madame Minister an hir Mataarbechter mat sech schwätze gelooss hunn a selwer bereet waren, Ännerung zouzeloossen a kollegial matzeschaffen. Hinnen also och e Merci; zweetens, well mer als Kommissioun zweemol eise Kommissiounssitzungssall verlooss hunn an op den Terrain gaange sinn, fir déi Betreffen ze begéinen. Mir haten, wéi gesot, eng Entrevue an der Bibliothèque nationale, wou ech och der Madame Kiefer Merci soen an hire Mataarbechter, am Mierscher Lieshaus, Merci dem Kolleeg Claude Adam. Am Mierscher Lieshaus waren awer och Verrieder vun der Ourdall-Bibliothék zu Veianen, eng ganz kleng, an och vun der Escher Stadbibliothék, eng grouss Bibliothék.

Dat waren also dräi öffentlech Bibliothéiken, grouss, mëttelgrouss a kleng, an d'Erausfuerderung beim Verbessere vum Text war jo, den Text esou ze adaptéieren, dass déi grouss Bibliothéiken domadder lieue kënnen, dass déi mëttelgrouss Bibliothéiken domadder lieue kënnen an dass déi kleng Bibliothéiken domadder lieue kënnen, an dass déi dräi Zorte vu Bibliothéiken, an dertëscht gëtt et bestëmmt nach Échelonen, dass déi sech kënnen weiderentwéckelen - wat jo d'Zil war vun der Ministesch, dass déi sech kënnen weiderentwéckelen -, dass kee gebremst gëtt, an dass och kee fäerte muss, dass et ze vill gi wier fir hien.

Während där Visite ass eis och nach méi bewusst ginn, wéi wichtig d'Roll vum Bénévolat ass. De Rapporteur huet et ugeschwat, an ech wëll awer ennersträichen, dass och am urspringlechen Text d'Roll vum Bénévolat erkannt gi war, an dass och den Text d'Bénévolat kengesfalls futti gemaach hätt.

Déi drëtt Ursach, firwat ech mengen, dass mer als Kommissioun der Realitéit um Terrain méi no komm sinn, waren och déi vill schrëftlech Avisen, déi eng grouss Hëllef waren. Dat waren den Avis vum Syvicol, dee vun der Albad, dee vun der ULBP an och dee gemeinsamen Avis vum Centre de documentation vun der Asti, vum CID-femmes, vum Centre d'information Tiers Monde a vum OekoZenter. An natierlech och dem Statsrot säin Avis war och net oninteressant. De Rapporteur, an awer och d'LSAP-Fraktioun, hunn och an Entrevuen ausserhalb vun der Chamber während där ganzer parlamentarescher Aarbecht verschidden Acteurë getraff, an ech mengen, datselwecht géllt och fir déi aner Fraktiounen. Et war also fir mech, an ech hoffen och fir déi aner Kollegen an der Kulturkommissioun, eng flott an eng ganz léierräich Erfahrung.

Här President, Madame Minister, Dir Damen an Dir Hären, ech wëll awer och d'Viraarbecht vun zwee Kollegen, dem Marc Zanussi an dem Marco Schank, déi allen zwee eng Proposition de loi hei am Parlament déposiert hunn, ervirsträichen. De Marc Zanussi, dee jo leider net méi enner eis ass an dee mer och vill vermessen,

huet am Joer 2003 e gudden Text virbruecht, de Marco Schank am Joer 2007, an ech weess och, dass de Rapporteur vill Kontakt hat mam Marco Schank an him och nogelauschert huet. De Projet de loi vun haut dréit also och e bëssen d'Ennerschrëft vun hinnen.

De Rapporteur weist a sengem Rapport och op eng Feuille de liaison vun der Albad hin, déi den Här Reding geschriwwen huet am Joer 2007. Och déi war interessant ze liesen. Wann een all déi Dokumenter nogelies huet, ass engem ëmmer méi kloer ginn, wéi wichtig liesen ass a wéi wichtig d'Roll vun öffentleche Bibliothéiken ass, an dat och am Zäitalter vun der Informatiounstechnik a vun dem E-Book. Dat flottst Zitat - mir hate schonn eng ganz Rëtsch vun Zitater, ech wäert lech nëmme eent bréngen, wat mir am beschte gefall huet - dat war eent vum fréieren däitsche Bundeskanzler Helmut Schmidt, dee seet „Bibliotheken, geistige Tankstellen der Nation“.

D'Ariichten, d'Schafen an d'Entwéckele vu Bibliothéike gehéieren säit jeher zur Tradition vun de Sozialisten a vun der Sozialdemokratie. D'Zil vun der Autodidaktik, dat heescht d'Méiglechkeet vun engem Bierger, onofhängeg vu senger Hierkunft, sech selwer - mat genuch zur Verfügung stoende Mëttelen, enner anerem Bibliothéiken - fortzebildnen a sech esou eropzeschaffen, huet an der heiteger Wëssensgesellschaft net un Aktualitéit verluer. Duerfir sinn ech frou iwwer déi zwee éischt Artikel vum Gesetz, déi des Iddi erëm spigelen. Den Artikel 1, dee jo ganz kloer seet, dass mer heimat eng besser Diffusioen vun der Wëssensgesellschaft un all Couché vun der Populatioun erreeche wëllen an duerfir e Kader schafen, fir dass déi öffentlech Bibliothéiken um Ensembl vum Territoire sech entwéckelen a fir d'Résidenten eng Égalité d'accès assuréiere kënnen, an och, dass all Mënsch, egal a wéi engem Ofschneët vu sengem Liewen en ass, e Liewe laang ka léieren.

Och den zweeten Artikel, dee schreift vun engem „Service accessible à tous sans distinction d'âge, de race, de sexe, de religion, de nationalité, de langue ou statut social“. Do hu mer d'Terminologie vun der Unesco geholl, an ech fannen et wichtig, dass och dat draeste. Den Artikel 2 ass och interessant, well en definéiert och, wien esou eng öffentlech Bibliothék géreieren däerf. An hei hu mer och guer kee rigide Kader. Dat ass guer kee reglementaristesche Kader.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Mir hunn eis hei net op ee Modell festgeloucht. Mir kruten e Projet, deen niwient de Gemengen et och erlaabt huet, dass Syndikater vu Gemengen oder all aner Personne morale de droit public oder privé kann d'Initiativ huelen, esou Bibliothéiken ze géreieren - dat ass jo schonn deelweis de Fall -, awer och neier ze maachen. Ech fannen dat wichtig, dass mer do net op ee Modell gaange sinn, dass mer net nëmme gesot hunn, nëmme Gemengen, mä dass och Leit, déi a Gemenge wunnen, wou keng Moyene sinn oder wou kee Wëllen ass, fir esou eppes ze schafen, aner Initiative kënnen hei an d'Liewe geruff ginn, an da vum Kulturminister, vun der Ministesch kënnen ennerstëtzt ginn.

Och d'Notioun vun der Gratuitéit, mengen ech, wollt ech ennersträichen, ass fir eis als LSAP wichtig, den Artikel 3. Wéi mer um Terrain waren zu Miersch, hu mer gesinn, do hu mer och eng Diskussioun iwwer déi sougenannte Cartes de lecture, d'Lieserkaarte gehat, déi en moyenne an deene verschiddene Bibliothéiken téschent aacht an zéng Euro kaschten an déi d'Bibliothéiken iwwregens benotzen, fir hir Participatioun un den Droit-d'auteuré kënnen ze bezuelen. Mä am Allgemenge setzt d'Gesetz hei fest, dass d'Bicher-Léine gratis ass. Ech mengen, an der Gemeng Lëtzebuerg huet et fréier eppes kascht. Do hu mer dat och ageféiert, d'Gratuitéit, well et war méi en administrativen Opwand, eng Keess do ze féieren, wéi d'Bicher gratis ze verléinen.

Mir haten déi Diskussioun iwwer d'Cartes de lecture, an ech kéint mer virstellen, dass an der Zukunft esou eng Carte de lecture op enger Säit d'Bibliothèque nationale hätt, an op där anerer Säit dann d'Bibliothèque publique, déi am nooste bei sech

ass. Ech mengen, do ass et um Terrain, un deene Leit, déi um Terrain sinn, fir ze kucken, wéi een dat kéint garantéieren.

D'Gratuitéit vun de Servicer a vun enger Bibliothék opposéiert sech a menger Meinung net - an dat hate mer och an der Kommissioun geschwat - net dem Fait, dass een eng Carte de lecture muss hunn an eventuell eng kleng Participatioun muss ginn. All Bibliothék kritt och d'Méiglechkeet, des Fraisën an hirem Règlement interne festzesetzen. Déi Kaarten, mengen ech, sinn awer wichtig an der Praxis, an noutwendeg aus techneschen Ursachen, well se kënnen Accès op all déi Services en ligne ginn, déi och d'Bibliothéiken haut offeréieren, a si hunn e Code, fir d'Leucturen ze identifzéieren.

Op d'Öffnungszäite wollt ech net länger agoen, mä d'Madame Brasseur huet en Amendement eraginn, fir den Artikel 4 ze sträichen. Ech mengen, mir hu jo - andeem mer den Text selwer schonn amendéiert hunn a villes an de Règlement grand-ducal eragesat hunn - awer fonnt - an ech mengen, dat hat awer eng Majoritéit an der Kommissioun, ausser d'Verrieder vun der DP waren do net dermat d'accord -, an och ech fannen, et ass awer wichtig, dass mer wéinstens minimal eng Pflicht virgesinn: Ech mengen, hei gëtt de Stat Suen, dann huet de Stat och d'Recht, awer eng minimal Öffnungszäit virzeschreiwen. Dofir kann ech dat Amendement vun der Madame Brasseur net novollzéien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten och eng Diskussioun iwwer de Réseau an iwwer den informatesche System. D'Madame Brasseur huet vu Problem geschwat. Eent vun den Ziler vun deem Gesetzestext ass et jo, e kohärente System opzebauen, an dat téschent alle Bibliothéiken, an esou dem Lieser d'Méiglechkeet ze bidden, iwwerall Informatiounen iwwer all Buch - an dat an all Bibliothék hei zu Lëtzebuerg - erauszefannen.

Dofir encouragéiert dese Gesetzestext, all Zorte vu Bibliothéiken zesummen an engem Réseau - Bibnet - funktionéieren ze loosse. Wann d'Bibliothéiken zu engem gemeinsame Réseau gehéiere wëllen oder sollen, brauche si logescherweis och een eenzege Réseau, deen d'Harmonie an en effikasse Fonctionnement garantéiert.

Et ware jo do déi Kritiken opkomm, dass esou all Bibliothék, och eng kleng, misst Member gi vun deem Réseau, an do ass och geschwat gi vun engem Monopol. Nodeems de Rapporteur kloer an daitlech a sengem exzellente Rapport erkläert huet, wat fir Avantagen et huet, dass all Bibliothéiken an engem Réseau sinn a vun engem Logiciel profitéieren, well ech dëst hei net nach eng kéier ennersträichen.

Mä ech wëll awer soen, dass de Choix vum informatesche System, deen et elo gëtt, de Bibnet ass; de Bibnet ass jo e Réseau, an déi muss jo mat engem Provider schaffen, an dee Provider - an dat seet och de Conseil d'État a sengem Avis complémentaire vum 9. Mee -, deen ass enger Prozedur ennerluecht ginn, dat war eng öffentlech Ausschreiwung, déi de Centre informatique de l'État gemaach huet, an de Conseil d'État erënnert drun, dass dat alles no de Regele vun eiser Gesetzgebung gaangen ass.

Ech wëll awer och soen - an de Rapporteur huet dat och gesot, a mir haten dat och an der Kommissioun beschwat -, en plus vum Fait, dass een am Réseau vun der Nationalbibliothék Member gëtt - also am Bibnet - empéchéiert dat awer keng Bibliothék, awer op Servicer vu private Fournisseuren - an hei ass dee Fournisseur, deen d'Madame Brasseur ugeschwat huet - zréckzepräifen, fir och kulturell a pedagogesch Applikatiounen op d'Been ze setzen.

An ech weess och, dass d'Madame Éducatiounsmistesch, d'Madame Delvaux, déi jo, säit mer dat neit Grondschulgesetz hunn - wou et jo eng Obligatioun gëtt fir all Schoul, eng Bibliothék ze hunn -, am Ministère zwee Fachleit agestellt huet, ech weess also, dass si amgaang ass, Best practices opzeschaffen, an och do gesinn ech Chancë fir déi Firma, déi d'Madame Brasseur ugeschwat huet.

Wann ech elo d'Schoul ugeschwat hunn, wëll ech just ervirsträichen, wat mer um Terrain geléiert hunn: wéi wichtig déi Bibliothéiken och si fir Schouklussen, dass se ausserhalb vun der Schoulbibliothék och emol an aner Bibliothéike ginn. Zu Veianen krute mer gesot, dass all Klass emol am Mount, all Primär-, all Grondschulklass vu Veianen emol am Mount an déi Bibliothék geet, an all Kand kritt ee Buch fir ee Mount mat heem. Ech fannen dat eng ganz gutt Saach.

Op de Finanzement wäert ech net ze vill laang agoen, et ass vill geschwat ginn iwwer d'Participatioun vum Stat un de Personalkäschten an un de Fonctionnementskäschten. Wat interessant war: Do war jo eng Polemik elo opkomm mat engem Pressecommuniqué vun enger Associatioun, an do gëtt och gemengt, well och elo thematesch Bibliothéiken - «des bibliothèques thématiques de droit privé» - kënnen mat a Réseauen agebonne ginn, dass dann de Kuch ze kleng géif gi fir déi öffentlech Bibliothéiken. Ech mengen dat net, well et steet genau am Artikel 14 jo och dran, dass ee muss «prendre en compte d'éventuelles autres subventions». Dat hu mer och esou an der Kommissioun geschwat, dofir deelen ech déi Angscht do net.

Eng kleng Remarque zu den «bibliothèques thématiques de droit privé»: Do sinn och Experten, déi soen, dat wier en Terme, deen et net gëtt. Jo, et gouf e vläicht nach net, mä elo gëtt et en! E steet an eise Gesetz, an deen Terme gëtt et an deen hu mir och an eise Exposé des motifs erkläert. Mir hunn och an der Kommissioun laang no deem Terme gesicht, an de Mill Majerus, mengen ech, war deen, deen e fonnt huet.

Wat wollt mer domadder soen? Ma ganz einfach: Mir hunn un d'Bibliothèques spécialisées geduecht, well och an engem Avis vun deene Bibliothèque-spécialiséeen Rieds geet. Déi haten eis jo geschriwwen: „Wéi ass et mat eis?“ Jo, dunn hu mer gesot: „Wat ass eng Bibliothèque spécialisée?“ Dat war natierlech déi Bibliothék vum CID-Femmes, déi vum OekoZenter, déi vun der ASTI. Mä dat kann awer och d'Bibliothék... eng Bibliothèque spécialisée ass och eng Bibliothék vun der Douane, zum Beispill, oder eng Bibliothék vun engem anere staatlechen Institut. An déi wollt mer jo net mengen. Dofir hu mer versicht..., mat deem Terme «Bibliothèque thématique de droit privé» wësse mir op jidde Fall ganz genau, wat mer mengen. An et ass och ganz genau an de parlamentareschen Dokumenter definéiert, wat dat ass.

D'Professionalisierung - e ganz wichtige Aspekt - fannen ech, ass och an deem Gesetz gutt ervirbruecht. An ech fannen et och wichtig, dass een och d'Expérience vu Leit, déi laang do geschaff hunn, déi honoriert gëtt, an dass och duerch déi Mesure de transition - wou de Stat sech jo verpflichtet, Formatiounen ze organiséieren - dass dat et och méiglech mécht, dass kee ka soen: „Et geet mir ze séier“. Ech fannen, dat si gutt Punkten an deem Gesetz, gradesou wéi déi Punkte vun de Synergien, wou d'Virriedner schonn drop agaange sinn.

Den Artikel 19, de «Service des bibliothèques publiques», deen an engem kritesche Communiqué als „Sous-sous-sous-service“ beschriwwen gëtt, gesinn ech guer net esou. Seng Roll vun der Expertise vum Conseiller professionnel, wat d'Formatioun ugeet - ech fannen, mir hunn am Gesetz déi Missioun, déi Roll vun deem Service gutt beschriwwen. An et ass wéi mat allem: Et ass herno, wat um Terrain geschitt, wat déi Leit maachen, déi an deem Service sinn - do kënnen si Pignon sur rue hunn an awer wéi eng kleng Maischen roueg do-banne sinn an net vill bewegen, oder se kënnen um zweete Stack, um drëtten Stack vun der Bibliothèque nationale setzen, an awer immens vill bewegen, wa se motivéiert sinn. An ech mengen, ech gesinn dat op kee Fall als eng Sous-sous-section un.

Urspringlech waren zwee Organes consultatifs virgesinn. De Statsrot huet jo och fonnt, dat wier ze vill. Dofir hu mer nach eent, an dat ass de Conseil supérieur des bibliothèques. Mir hunn dat schéin age-



deelt an d'Missiounen an och an d'Kompositionen. Op d'Missiounen wëll ech net méi agoen, do sinn d'Virriedner, déi geschwat hunn. D'Kompositionen fannen ech och relativ ausgeglach. Ech mengen, et si Représentantë vun all Bibliothéik do. Et sinn der vun der ULBP dran, Syvicol, Direktore vu verschiddene Kulturinstituter, an - wat ech och wichteg fannen, dass mer dragesat hunn - een Expert en bibliothéconomie.

Do ass just meng Fro: All déi aner ass et liicht erauszefannen. Do, huelen ech un, freet de Ministère de Syvicol: „Schéckt eis een“. E freet e Kulturinstitut: „Schéckt eis een“. E freet eng Associatioun, dann hunn déi e Comité, dann designéieren déi een. Just bei deem Expert en bibliothéconomie, do wier ech frou, wa mer do eng transparent Prozedur..., wann de Ministère do géif eng transparent Prozedur fannen, dass een do eventuell en Opruff mécht, dass dat nozevollzéien ass, wéi deen nominéiert gëtt.

D'Konklusioun, Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären: Dëst Gesetz wäerte mir als LSAP selbstverständlich matstëmme. Ech hu virdu gesot bei engem Punkt - mä dat géllt fir dat ganz Gesetz -: „Dëst Gesetz steet a fält mat der Ëmsetzung.“ A wann ech Ëmsetzung mengen, da gëtt ëmmer direkt mam Fanger op e Ministère gewisen: sécher, och de Ministère. Mä ech mengen, deem seng Missiounen stinn an den Artikelen, an d'Aufgabe si ganz kloer geregelt. Mä ech mengen awer besonnesch d'Ëmsetzung um Terrain duerch d'Leit vun der Nationalbibliothéik an de Gemengen, d'Associatiounen, d'Personal, wat herno an deene Bibliothéike schafft, och am Bibliobus: dass zesummege schafft gëtt - zesummeschaffen! Wann hei herno een deem anere säin Däiwel ass, da kënne mer d'Zil vun dësem Gesetz, dat jo ass, weider Bibliothéiken ze kréien, fir weider d'Bibliothéiken ze entwéckelen, da kënne mer dat Zil begreuen.

Ech mengen, mir an der Politik hu wierklech eist Bescht gemaach, mat der Madame Minister, mat de Kolleegen aus der Kommissioun, mam Rapporteur. Mir hu bewisen, dass mer kënnen zesummeschaffen. D'Madame Minister huet bewisen, mir Deputéierten hu bewisen, dass mer kënnen Waasser an eise Wäin schëdden. Dofir hoffen ech, dass och um Terrain dobaussen déi Leit, déi dat hei mussen ëmsetzen, dass do deen nämlechte Wëlle besteet. An deen nämlechte Wëllen, fir och vläicht emol... Jo?

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Här Angel?

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Jo.

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Ech froe mech awer, ob d'Madame Minister als Misesel d'accord ass, fir Waasser an de Wäin ze schëdden, am richtege Sënn.

(Brouhaha)

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Dat musst Der si herno froen.

(Hilarité)

Ech mengen, ech hunn zu Wien studéiert; do hu mer ëmmer „Gespritzener“ gedronk. Dat war hallel Wäin an hallel Sprudellaasser.

(Interruptions)

An am Summer ass dat ganz „erfrischend“.

(Interruptions)

Jo. E Vin Vichy, wéi se hei soen.

(Interruptions)

An ech mengen, op der Musel maache se dat och heiansdo.

(Interruptions diverses)

Gesitt Der, dat ass den Ënnerscheid, Här Bettel. Dir drénkt „Veuve Clicquot“, ech drénke Vin Vichy; also.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Oh, ech hunn lech och schonn aner Saache gesinn drénken!

(Hilarité)

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Ech wollt zwou ganz kuerz Saache soen. Ech wollt eppes ganz Perséinlech soen, wéi wichteg d'Liesen ass. Ech hunn dat gesi bei mengem Papp. Deen ass ee Joer am Krich verstoppt gewiescht. An dat Joer huet en

iwwerliefert am Dag, well en eng Bibliothéik hat, wou en an deem Haus war, konnt e liesen. E konnt nëmmen nuets erausgoen. An als jonke Mënsch vun 19 Joer, wou een am Summer agespaart ass, huet d'Liesen him wierklech d'Liewe gerett, an och déi lescht fënnf Joer, wou e wierklech ganz krank war, net méi vill konnt maachen, hat en awer nach e schéint Liewen, well e konnt duerch d'Liesen hei bleiwen. An ech mengen, vill Mënsche kéinten esou Beispiller ginn, wéi wichteg d'Liesen ass.

An zum Allerleschte wëll ech erënneren un d'Interpellatioun - an d'Madame Brasseur hat dat och gemaach - vum Ben Fayot iwwert d'Nationalbibliothéik hei, dee jo geschwat huet vun der future BNU - Bibliothèque nationale et universitaire. Ech hunn och de Regierungsprogramm nogelies. Do steet dran, d'Regierung géif en neit Gesetz erabréngen, fir de Statut vun där BNU ze regelen. Ech wär frou, wa mer déi Diskussioun an der naderer Zukunft och eng Kéier kéinten ugoen.

Fir eis LSAP ass et nämlech wichteg, dass déi Nationalbibliothéik, déi BNU, déi future BNU, als Élément fédérateur iwwert dem ganze Bibliothéikswiesen hei zu Lëtzebuerg steet an dass se och adequat Infrastrukture kritt. Ech mengen, d'Madame Brasseur, mam Beispill vun der Gemeng Lëtzebuerg, wou se gewisen huet, wann eng Bibliothéik e moderne Site Pignon sur rue kritt, wat dat kann e Succès ginn. An ech mengen, och d'Nationalbibliothéik oder déi future BNU hätt esou Infrastrukturen hei um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg verdéngt.

Dat gesot, soen ech lech Merci an ech ginn, wéi gesot, nach eng Kéier den Accord vun eiser Fraktioun fir dese Projet de loi.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme le Président.**- Ech soen dem Här Angel och Merci. An ech ginn dann als nächste Riedner dem honorabelen Här Adam d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, haut ass ee groussen Dag fir d'Bibliothéikswiesen zu Lëtzebuerg am Allgemengen a ganz speziell fir d'öffentlech Bibliothéiken.

D'Gesetz iwwert déi öffentlech Bibliothéiken hat eng immens laang Ulaßzäit. Et ass an der zweeter Halschent vum leschte Jorhonnert villes futti gemaach ginn oder verluer gaang, wat mer schonns am Bibliothéikswiesen haten. Mä de Fait, dass mer haut dësen Text zur Ofstëmmung virleien hunn, léisst hoffen, dass de Sënn an Notze vun engem Réseau vun öffentleche Bibliothéike sech allgemeng duerchgesat huet; dass d'Zukunft fir d'öffentlech Bibliothéikswiese méi roseg ausgesäit wéi déi recent Vergaangenheet.

De Projet de loi 6026 iwwert d'öffentlech Bibliothéiken ass d'Resultat vun e puer Auteurs. Ech weess net, wien un der éischer Fassung vun dësem Projet matgeschafft huet. Ech weess awer, wien eng ganz wichteg Roll gespillt huet, fir zu dëser Fassung, déi mir haut zum Vote virleien hunn, ze kommen. Den honorabele Rapporteur, de Mill Majerus, huet den ursprüngleche Projet zimlech wäit ëmgebaut, esou dass e fir déi momentan 15 existéierend öffentlech Bibliothéiken definitiv méi positiv ass.

Den Ureegung vun der Unioun vun den öffentleche Bibliothéiken zu Lëtzebuerg ass zum gréissten Deel Rechnung gedroe ginn, an ech soen dem Rapporteur d' Merci. Ee Merci also net nëmme fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport, mä och fir säin Asaz fir d'öffentlech Bibliothéiken hei am Land.

Mir gefält och gutt d'Aart a Weis, wéi de Rapporteur säi Rapport mat Zitater ënnermoolt huet. Dat mécht d' Lecture vum Rapport besonnesch angenehm an dat reegt zu weideren eegenen Iwwerleeungen un. Interessant ass zum Beispill de Saz vum Anatole de Monzie, ee franséische Politiker aus dem Ufank vum 20. Jorhonnert, deen - niewebäi a besonnesch un d'Adress vun de Pedagogon ënner eis bemierkt - dem Célestin Freinet an den 30er Jore vum leschte Jorhonnert kräfteg op d'Zéiwéi getréppelt hat. Dëse Saz ass hei

schon zitéiert ginn - e steet och am Rapport -: «Quand on nous demandera compte de notre gestion gouvernementale, nous montrerons nos bibliothèques.»

Madame Presidentin, déi gréng si jo och kritesch mat der Regierung, mä esou destruktiv wéi mat dësem Saz bréngt mir eis Kritik awer sielen zum Ausdrock. An engem Land, wou d'Nationalbibliothéik dat absolut grousst Stéifkand vun der Kulturpolitik ass; an engem Land, wou mer riskéieren, dass wäertvoll Bicher an Textsammlunge verluer ginn, well mer se net an den adequate Raimlechkeete mat deenen noutwendige Moyene kënnen stockéieren; an engem Land, wou déi leider vill ze wéineg öffentlech Bibliothéike bis haut zu 99% vun de Gemenge géréiert a finanziéiert ginn, do kann dee Saz aus dem Rapport, deen ech elo grad zitéiert hunn, just heeschen: «Nous montrons nos bibliothèques et nous nous rendons compte de la mauvaise gestion de tous nos gouvernements des dernières cinquante années.»

De Sozialist Jacques Thilmany hat a senger Proposition de loi aus dem Joer 1928 geschriwwen: „Gute Volksbibliotheken heben ungemein rasch das Niveau der allgemeinen Volksbildung. Volksbildung aber (...) drängt Aberglaube, enge konfessionelle Fesseln, Indolenz und Gleichgültigkeit zurück und wirkt geistig und körperlich befreiend.“ Muss een elo dervun ausgoen, dass et och zu Lëtzebuerg am Intérêt vun enger bestëmmter Classe politiek war, dass d'Vollek sech net ze vill geeschtig a kierperlech fräi gefillt huet?

Madame Presidentin, ech wëll net vun der Tribün profitéieren, fir alles opzezielen, wat mer am öffentleche Bibliothéikswiesen net gemaach hunn. Ech wëll meng Zäit léiwier drop verwenden, fir opzezielen, wat fir een immenst Potenzial am Bibliothéikswiese leie kann a firwat mir eis et net leeschte kënnen, dëst Potenzial net ze notzen.

Fir d'éischt emol wëll ech drop agoen, wat dann haut eng öffentlech Bibliothéik muss bidden. Selbstverständlech an un éischer Stell muss eng Bibliothéik eng grouss Zuel u Medien hunn, op déi d'Benotzer kënnen zréckgräifen. Dat sinn un éischer Stell Bicher. Dat sinn awer net just Bicher. Dozou gehéieren och Hörbicher an Zäitschrëften. Gréisser Bibliothéike kënnen och DVDen an hiert Sortiment ophuelen. All Bibliothéik muss awer och d'Méiglechkeet hunn, op Internet zréckzegräifen. Eng Bibliothéik muss also och ëmmer eng Internetstuf sinn.

D'Offer vu Medie soll wéinstens an deenen dräi offizielle Sproochen bestoen; esou steet et och am Gesetz. Englesch Medie gehéiere méttlerweil och derzou. Iwwer aner Sproochen léisst sech diskutéieren, jee no der lokaler Demande. Mä hei géllt och, dass net alles sënnvoll ass, wat machbar ass, an ëmgedréint.

Selbstverständlech mussen dës Medien all Alterskategorien usprieche an esou wäit wéi méiglech all Goüten an Intéréiten.

Eng öffentlech Bibliothéik léint Bicher aus, soll awer och Raimlechkeeten hunn, wou ee Bicher kann direkt a Rou duerchblieden a liesen. Et muss och méiglech sinn, eng Recherche ze maachen, op der Plaz Notizen ze maachen an ze verschaffen.

Doriwwer eraus muss an eisen Aen eng Bibliothéik awer och nach aner Aktivitéiten ubidden. Et geet net d'uer, e Gebai mat Bicher vollzestellen an drop ze waarden, dass d'Leit d'Bicher siche kommen. Mir mussen och bereet sinn, dass d'Bicher bei d'Leit kommen.

Do gëtt et schonn elo vill flott Beispiller: De Bicherbus - iwwert deen ass och scho geschwat ginn; dee jo och scho laang kee Bicherbus méi ass, mä e moderne Containercamion - fiert zënter Jore sechs Deeg an der Woch duerch d'Land. Huet vill Succès. Seng Clientë sinn zefridden, d'Équipe vum Bicherbus kritt vill Luef a wéineg Kritiken. Esou steet et um Site vun Kulturministère. An e bësse verbruet, schreift d'Équipe vum Bicherbus op deemselwechte Site: «A une époque où tout le monde se sent obligé de contester tout, l'équipe du Bicherbus s'engage.»

Mir halen och den Engagement vun de Bicherbusleit an Eieren a mir zweifelen net drun. Mir sinn awer der Meenung, dass d'Konzept vum Bicherbus muss iwwerschaafft ginn, dass grad wéi beim Brout a

bei der Mëllech, de Gros iwwer flott aménagéiert Zentre misst lafen. Bei Brout a Mëllech sinn dat d'Supermarchéen a bei Medien sinn dat d'öffentlech Bibliothéiken.

De Bicherbus, deen iwwregens och elo scho gutt mat öffentleche Bibliothéiken zesummeschaaft, wäert an Zukunft eng aner Ausrichtung vun senger Missioun kréien. Mir fannen duerfir och déi personell Verstärkung fir de Bicherbus, wéi se am Artikel 22 festgehale gëtt, am Moment schwéier novollzéierbar an e bësse contraire zu den Iwwerleeungen, déi an der Chamberskommissioun gefouert goufen an och am Rapport festgehale sinn.

Aner Weeër, fir Bicher bei d'Leit ze kréien, ginn och scho plazeweis ënnerholl. Sou gëtt et zum Beispill Projeten „Bicher doheem“, wou Fleegedingschter Bicher bei d'Leit mathuelen, déi net méi mobil sinn. Dat ass natierlech alles net esou einfach. D'Fleegeversécherung huet keng Zäit fir esou ee Service ageplangt.

Interessant an zukunftschrächtig ass och d'Méiglechkeet, sech Bicher vun der Nationalbibliothéik an déi regional oder lokal Bibliothéike kommen ze loosse. Hei kënnen sech zum Beispill Studenten den zäitopwendige Wee an d'Stad spueren, wa se vun dëser Offer Gebrauch maachen.

Doriwwer eraus muss eng Bibliothéik eppes ewéi e kleng Kulturzenter sinn. Och den e bësse verstëbte Begrëff vum „Volksbildungsverein“ trëfft d'Saach am Kär eigentlech ganz gutt. Eng öffentlech Bibliothéik soll Coursen ubidden an der Lëtzeburger Sprooch, Schreifatieliere fir Kanner an Erwuessener, Diskussionskreesser iwwer Bicher, Lesezirkel, Autoreliesungen, eng Plattform fir Sproochdidaktik. Jo, ech stelle mer och vir, dass een enger Bibliothéik och d'Méiglechkeet kritt, e Computerführerschäin ze maachen, an dass eng Bibliothéik Alphabetisierungscoursé fir Erwuessener kann ubidden.

Dat muss eng Bibliothéik natierlech net alles eleng maachen. Si soll, si muss mat aneren Institutionen zesummeschaffen.

déi gréng sinn der Meenung, dass d'Bibliothéiken op engem fundamental moderne Konzept berouen. Et ass ëmweltgerecht an nohalteg, wann ee sech net all Buch keeft, dat ee méiglecherweis interesséiert, mä wann ee sech emol et fir d'éischt ausléint. Domat schount een net nëmmen déi endlech Ressourcen un Energie a Pabeier, et schount een och déi meeschtens endlech Ressourcé vum eegene Portmonni.

Haut sinn d'Wunnenge méi kleng wéi nach viru Joren. Net jiddwereen huet e Keller, e Späicher, wou en onendlech ka stockéieren. D'Leit wiesselen hire Wunnsätz méi oft. Et ass méi bëlleg, méi bequém, méi ekologesch, sech seng Vakanzlecture auszeléien an net alles ze kafen. Dat géllt genauou gutt fir Sachbicher, Kannerbicher an aner Bicher. Et wier fir eis Gesellschaft a ville Beräicher méi nohalteg, wa mir an eise Alldag méi op Austausch an Léine géife setzen, wéi op kafen a besetzen.

Nom Zweete Weltkrich ass lues a lues zu Lëtzebuerg et mam Bibliothéikswiesen de Bierg ofgaang. D'Meenung, mir wieren elo jo e räicht Land a jiddwereen, deen e Buch wéilt, kéint sech et jo och kafe goen, hat sech duerchgesat. D'Bibliothéike waren out. Et ass näischt méi dran investéiert ginn. Si sinn net moderniséiert ginn, mä hunn eng no där anerer hir Dieren zouge-maach.

Mech erënnert dat e bësse un d'Geschicht vum Tram zu Lëtzebuerg oder, fir an der Géigend ze bleiwen, aus där ech kommen, vum Schicksal vun der Atert-Linn. Den Zäitgeescht hat gemengt, all Mënsch kéint sech jo een Auto leeschten, Zuch an Tram wieren out, si wieren iwwerflësseg an almoudesch a sinn ofgeschaaft ginn.

Genausou wéi mer haut gesinn, dass ee modernen Tram zu enger Léision vun de Verkéiersproblemer ka bäidroen, si mir iwwerzeegt dervun, dass ee Réseau vu moderne Bibliothéiken ee wichtige Bäitrag zur Allgemengbildung, zur Chancégerecht-

tegkeet, zur Liewensqualitéit, zur Bildungsgesellschaft ka leeschten.

Mir wëssen, datt och haut nach vill Mën-sche Bicher liesen. An dat ass gutt esou. D'Liesen ass aus eiser Gesellschaft net ewechzedenken. Ee Mënsch, deen net liese kann, huet immens Problemer am All-dag. Och Multimedia mécht d'Buch net futti. A wann dat de Fall wier, da wier dat éischter eng Ursaach, eis Beméiungen nach an d'Luucht ze setzen. Da misste mer eis nach méi ustrenge.

Bicher kritt een nach laang net iwwerall ze kafen. Am Mierscher Kanton zum Beispill kann ee sech zwar dat eent oder anert Buch an engem Zeitungskiosk oder an engem Supermarché kafen; eng richteg Librairie gëtt et hei net méi. Fir all déi Leit, déi net mat Internet schaffen, ass d'Beschafe vun engem Buch also net esou evident.

Schonn eleng dës Ursaach, an och, datt d'Bicher relativ deier sinn, maachen d'Existenz vun de Bibliothéiken noutwendeg. Bibliothéike si sozial gerecht an demokra-tesch. Datt d'Bibliothéiken, do, wou et se da gëtt, och d'Leit unzéien, weisen eis déi gutt Beispiller aus der Praxis. D'Madame Brasseur huet iwwert de Publikums-succès vun der neier Bibliothéik vun der Stad Lëtzebuerg geschwat. D'Chamberskommission kann sech selwer e Bild zu Miersch maache vum Succès vum Mierscher Lieshaus.

Mir haten am Mierscher Lieshaus am Joer 2009 15.000 Medien ausgeléint, méi wéi 500 regelméisseg Benotzer vun der Bibliothéik an eng ganz Rei Aktivitéiten, wou d'Leit vun der Bibliothéik eraus aus der Bibliothéik gaange sinn a Liesungen a Konferenzen an den Nopeschgemenge mat aneren Institutionen zesummen organisiert hunn.

Déi Mierscher Bibliothéik ass gutt besicht. Mä dat ass keng Ursaach, fir net onermiddlech weider Reklam fir d'Bibliothéik ze maachen. Zu Lëtzebuerg ginn d'Leit net mat darselwechter Selbstverständlechkeet an eng öffentlech Bibliothéik wéi an anere Länner, wou d'Traditioun vu Medien ausleinen an deene leschte Jorzénge net esou brutal ennerbrach gi war wéi bei eis.

Bibliothéike brauche Ressourcen, personeller a finanzieller. Et ass positiv, datt de Bénévolat och mat dësem Gesetz säi Rôle am Bibliothéikswise behält. D'Optik, fir de bestehende Bibliothéiken, vun deenen der vill hir Existenz just dem bénévolen Asaz vu ville Leit verdanken, eng schrittweis Professionalisierung ze erlaben, ass ze begréissen.

Mir sinn der Meinung, datt keng öffentlech Bibliothéik sech enger Modernisierung kann entzéien. A mir wëssen, datt dës Modernisierung zesumme mat de Leit, déi eppes opgebaut hunn, muss realiséiert ginn. Et ass e Fait, datt am Dezember 2009 an den USA méi Bicher iwwer eBook verkaaft gi si wéi um Pabeier. Datt déi Entwécklung fréi oder spéit och an der Duerfbibliothéik ukéint, schéngt sécher.

Wéi eng Verännerungen dat an de Liesgewunnechte mat sech bréngt, wësse mer nach net. Mir wëssen awer, datt mer eis öffentlech Bibliothéike mussen esou opstellen, datt se och mat esou Entwécklung kënne Schrëtt halen. An dat geet just mat motivierten a gutt forméierte Leit an engem gudden Équipement.

Duerfir begrëisse mer och d'Schafung vun engem Service vun der öffentleche Bibliothéiken an der Nationalbibliothéik. Sou wéi dës Service am Artikel 19 vum Gesetz definéiert ass, misst eng gutt Zesummenaarbecht tëschent Nationalbibliothéik an öffentleche Bibliothéiken assuréiert sinn.

Dës Zesummenaarbecht ass natierlech net ganz onproblematisch. D'Uspréich vun der Nationalbibliothéik sinn nun emol ganz anerer wéi déi vun deene klengen öffentleche Bibliothéiken. Fir dës Bibliothéiken ass et méi wichteg, schnell a flexibel op d'Wënsch vun de Lecturen anzegoen, wéi en detailléierte Katalog mat méiglechste ville prezise Stéchwierder zu all Buch kënne virzeweisen.

Dobäi stellt kee Mënsch a Fro, datt all Bibliothéik an engem gemeinsame Réseau ass. Mir hu laang a breet iwwert dëse Problem an der Kommission diskutéiert. Am Projet de loi steet näischt iwwert de Support vun de Logiciels. An dat ass gutt esou.

Genausou kloer ass awer och, datt eng öffentlech Bibliothéik, fir en Agrément ze kréien a subsidiabel ze ginn, eng Demande maachen an nowise muss, datt si déi noutwendeg Konditiounen erfüllt. A mir hunn déi Aussoen, déi mer an der Kommission méndlech kritt hunn, elo och schwaarz op wäiss, datt eng vun de Konditiounen misst sinn, datt eng öffentlech Bibliothéik och mam Logiciel Aleph® vun der Firma Ex Libris géif schaffen.

Déi Approche ass net onëmstridden - d'Madame Brasseur ass schonn drop agaangen. Ee quasi staatleche Monopol fir eng Firma an hire Produit gëtt vun anere kommerziellen Acteuren um Terrain als inakzeptabel duergestallt. Si bezeichnen dës Approche vun der Regierung als willkürlech Benodeelegung. Si soen, si géife bewusst mat hire Produit vum Bibliothéiksmarché ausgeschloss ginn. Si werfen der Regierung Widerspréichlegkeet an hirem Handele vir. Engersäits gëtt vu Lëtzebuurger Firme verlaangt, si sollen innovatiounsfreedeg sinn an investéieren. Anerersäits kréie se den Accès op de Marché verspaart. Dat schafft kee Klima, wou ee gären investéiert a Leit astellt.

Dës Fro iwwert de Betribssystem gëtt zu Recht net am Gesetz tranchéiert, mä iwwer Règlement grand-ducal. D'Positioun vun der Regierung ass bekannt.

An der Praxis kéint dat fir vill öffentlech Bibliothéiken een duebele Catalogage bedeuten: Engersäits gëtt de Katalog mam Aleph® gefouert, well dee Programm vun der Nationalbibliothéik zur Dispositioun gestallt gëtt an an der Konventioun verlaangt gëtt. Anerersäits schafft d'Bibliothéik och nach mat engem privaten Ubinder, fir säi Site méi attraktiv an operationell ze gestalten.

Ob dat sënnvoll ass, sief emol dohigestallt. Et wier fir d'Praxis viabel. Mir ennerstëtzen an deem Sënn awer och d'Motioun vun der Madame Brasseur, wou gefrot gëtt, datt ee wierklech soll analyséieren, ob do net eng Kompatibilitéit vu verschiddene Systemer besteet.

Et bleift mer nach e puer Bemierkungen ze maachen zu dem Artikel 9, wou steet, datt e puer Bibliothéike sech kënnen zu enger regionaler Bibliothéik zesummeschlëssen.

Mir stinn deem Gedanke ganz positiv vis-à-vis. Mir maachen eis awer keng Illusiounen. Et dierft schwierig sinn, fir déi Iddi an d'Realitéit ëmzesetzen.

Logesch ass et schonn, datt een eng Schoulbibliothéik, sief et vun engem Lycée oder vun enger Primärschoul, géif als Deel vun enger öffentlecher Bibliothéik betruechten. Mir géifen eis freeën, wa mir deemächst eng Konventioun an deem Sënn géife gesinn, vläicht souguer am Réidener Géif.

Wéi allerdéngs eng Schoulbibliothéik all Dispositiounen vum Artikel 2 aus dem Gesetz soll erfüllen, esou wéi et am Artikel 9 vun all Entitéit vun enger regionaler Bibliothéik verlaangt gëtt, dat ass net esou evident.

Gradesou onkloer schéngt et och mat den Dispositiounen iwwert d'Fachbibliothéiken ze sinn. Op eegene Wonsch sinn dës Bibliothéiken an d'Gesetz opgeholl ginn, an dunn hunn déi betreffend Organisatiounen misse feststellen, an ech zitieren aus hirem Avis: „Die derzeitig zurückbehaltene Formulierung macht deshalb weder aus fachlicher Sicht noch aus der Sicht einer effizienten Organisation des Bibliotheks-wesens Sinn, noch wäre sie in die Praxis konkret umsetzbar.“

Mir sinn der Meinung, datt hei zwar ee gutt gemengte Versuch gemaach ginn ass, d'Fachbibliothéike mat an e Boot ze huelen, wat eigentlech net fir si geduecht war, mä qui trop embrasse mal étreint. Heimat ass keng esou richteg zefridde gestallt. Mir sinn der Meinung, datt et besser gewiescht wär, déi aktuell Situatioun vun der spezialisierte Bibliothéiken ze ennersichen an, wann et sech dann als noutwendeg erweisen hätt, eng speziell Législatioun auszeschaffen.

Mir fannen et richtig, datt eng ganz Rei vun de Konditiounen, fir en Agrément ze kréien, net am Gesetz selwer stinn, mä iwwer Règlement grand-ducal festgeluecht ginn. Dat erlaabt méi Flexibilitéit. A bei den öffentleche Bibliothéike gëtt Flexibilitéit gebraucht. Ech erënnere drun, datt mir et mat grouse Stadbibliothéiken, wou bis zu 13 Leit schaffen, ze dinn hunn, a mat klengen associative Bibliothéiken, déi zurzäit nach ganz am Bénévolat oder mat engem hallwe Poste schaffen.

De Montant vun de maximalen Hëlfe ass nach net bekannt. Dat ass eben den Nodeel vum Règlement grand-ducal. Mir géifen et wichteg fannen, wann och déi grouss Gemengebibliothéike substanzuell ënnert d'Äerm gegruff kréichen. An der Diskussioun ronderëm d'Bibliothéiken hunn ech oft d'Argument héieren, déi städtesch Bibliothéike bräichte jo net onbedéngt d'Hëllef vum Stat, déi kréiche jo alles, wat se bräichten, vun hirer Gemeng.

Dat ass eng Approche, déi net nëmme ongerecht ass, mä déi och geféierlech a falsch ass. Mat esou enger Approche géife mer déi ganz Philosophie, wéi se am Artikel 1 vun dësem Gesetz steet, net seriö huelen. Wa mir wëllen, datt d'Bibliothéiken hiren Deel zu der Société de connaissance fir all Leit hei am Land bäidroen, wann dat soll ee Bäitrag zum „lifelong learning“ ginn, wann de Réseau soll iwwert d'ganz Land verdeelt sinn, wa mir d'Professionalisierung vun de Bibliothéike wëlle virundreiwen, da muss de Kulturministère dee jorzéngtelaangen Asaz vu verschiddene Gemengen honoréieren.

Och a grad just a Krisenzäite soll de Stat an eng nohalteg Kulturpolitik am Interess vun den einfache Bierger investéieren. D'Präis-Leeschungs-Verhältnis bei den öffentleche Bibliothéike rechtfertegt all Investissement.

Da kommen ech zum Schluss. An do stellt sech dann déi kruzial Fro: Hu mer mat dësem Gesetz eppes an der Hand, woumat mir ee Buergermeeschter kënnen iwwerzeegen, fir eng nei öffentlech Bibliothéik a senger Gemeng opzemaachen? Et gëtt vill Gemengen an et sinn och vill Députés-maires heibannen, déi bis elo nach kee Cent an eng öffentlech Bibliothéik investéiert hunn.

Jo, souguer de Bicherbus, e Gratisdängscht vum Kulturministère, muss heiansdo als Erklärung duerhalen, firwat mer soi-disant keng Bibliothéik méi brauchen. Souguer Gemenge mat méi wéi 10.000 Awunner mengen, si kéinten zefridde sinn, wann eemol am Mount de Bicherbus 25 Minuten an hirer Gemeng stoe bleift.

► **Mme le Président.**- Här Adam, Dir musst versichen zum Schluss ze kommen.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Madame Presidentin. Ech kommen zum Schluss. Ech hunn awer och schonn iwwert d'Motioun vun der Madame Brasseur geschwat. Dofir,...

► **Mme. le Président.**- D'accord.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- ...ech si geschwënn um Schluss.

D'haaptfinanziell Laascht vun enger öffentlecher Bibliothéik bleift bei der Gemeng. Et gëtt kengerlee Flicht, datt zum Beispill eng Gemeng vun enger bestëmmter Gréisst un eng Bibliothéik muss opmaachen. Och an Zukunft wäert et vill Gemenge ginn, déi léiwer an Eventkultur investéiere wéi nohalteg an eng öffentlech Bibliothéik.

Mir mengen, mat dësem Gesetz kréie mer keen Ongleewege bekéiert. Mir brauchen also och weiderhi Lobbyaarbecht vu Kultur- a Liesinteressierten an natierlech vun Kulturministère a vun anere Ministère. Nohalteg an d'Wëssensgesellschaft investéieren, huet ee Präis. Ni ass en esou gënschteg wéi am Fall vun den öffentleche Bibliothéiken. Ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz.

► **Mme le Président.**- Merci, Här Adam. An ech ginn dann dem nächste Riedner, dem honorabelen Här Kartheiser, d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools Merci, Madame President. Dir Damen an Dir Hären, wéi Der wësst, ass et och net d'Gewunnechte vun der ADR, fir de Regierungsparteie vill Komplimenter ze maachen. Am Kontext vun dësem Biblio-

théiksgesetz muss mir awer eng fair a wuelverdénkten Ausnahm maachen.

(**Interruption**)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- De Rapporteur vun dësem Projet, den honorabelen Deputéierte Mill Majerus, huet seng Aarbecht wierklech gutt gemaach.

(**Interruption**)

Aus engem schlechten, well vill ze vill dirigistesche Projet vun der Regierung, huet hien e ganz akzeptable Projet gemaach, an dat, well hien esou vill wéi méiglech mat alle Parteien a mat alle Bedeelegten den Dialog gesicht huet. Op déi Manéier fanne sech och eng ganz Rei vu Propositionen vun der ADR an dësem Projet erëm. Dofir si mir dankbar.

Dëst Gesetz ass sécher net perfekt, mä mir ginn him awer gär eisen Accord. Et ass d'Resultat vun engem wierkleche parlamentaresche Geescht. Mir soen och dem Här Adam Merci fir de Besuch am Mierscher Lieshaus, dee ganz interessant war, an och der Madame Kieffer, der Direktesch vun der Nationalbibliothéik, fir de Besuch an hirem Haus.

Madame President, meng Virriedner hu scho bal alles gesot, wat iwwert dëst Gesetz ze soen ass, mä et mussen nach eng Rei vu Feststellungen gemaach ginn,...

► **Une voix.**- Den Nächsten!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ...déi bei alle Verbesserungen, déi dëst Gesetz bréngt, bei allem Positiven an Innovativen, awer net därfer vergiess ginn.

Mir dierfen zum Beispill net vergiessen, datt net all Bibliothéik hei am Land eng öffentlech Bibliothéik am Sënn vun dësem Gesetz ass. Dowéinst muss mir och all déi aner Bibliothéiken am A behalen: d'Forschungsbibliothéiken, déi ganz spezialiséiert net öffentlech Bibliothéiken an och déi vun deene klengen A.s.b.l.en, déi eis Hëllef wuel nach gutt kéinte gebrauchen, mä si awer net iwwert de Wee vun dësem Gesetz kënne kréien.

Och d'Nationalbibliothéik selwer dierf net weider d'Stéifkand vun dëser Regierung bleiwen. Et ass e Skandal, datt zënter Jore gewosst ass, dass d'Nationalbibliothéik en neit Doheem brauch, mä datt nach ëmmer näischt geschitt ass. Et ass schlëmm, datt an engem vun eise wichtigste Kulturinstituter zéngdausende vu Bicher vermuschten als direkt Konsequenz vu jorelaanger inkompetenter CSV-Kulturpolitik. Wann een déi dann dierf esou nennen.

(**Interruption**)

Fir deier Sue mussen déi Bicher elo am Ausland restauréiert ginn. D'Madame Minister Modert sollt d'Geleeënheet vun dëser Diskussioun op kee Fall verpassen, fir dem Land ze soen, wou de Projet vun enger neier Nationalbibliothéik dann elo drun ass.

Bei dësem neie Gesetz iwwert déi öffentlech Bibliothéike gëllt et awer och, fir op eng ganz Rei vu Geforen hinzewiesen. Dat Gesetz leeft an deem Geescht, wéi et herno applizéiert gëtt. An dat muss heeschen, keen Dirigismus a keen dogmatische Rigorismus, mä konkret Hëllef a Flexibilitéit vun der Sait vun der Regierung. De Moosstaf, un deem dëst Gesetz muss gemooss ginn, ass dee vun deene ganz klengen Bibliothéiken, déi dacks nëmme mat enger oder e puer Personnen, dacks am Bénévolat fonctionnéieren.

D'Fro ass, ob och si et packen, fir all deene Kritären am Gesetz nozekommen, ouni datt si mat iwwerméissegen an dacks iwwerfléssege bürokratesche Konditiounen konfrontéiert ginn. Bei den Heures d'ouverture, wéi och bei allen anere gesetzleche Virschrëften, dierften déi sëlliche groussherzoglech Reglementer, déi mussen geholl ginn, nimools ongerecht, nimools iwwerdrüwen, nimools ze vill exigent sinn.

De Stat soll de Bibliothéiken hëlfele a si ennerstëtzen, net bürokratiséieren an erstécken. Dat gëllt och fir den Émgank mat der Informatik a fir déi stänneg Suerg ëm d'Ausbildung vum Personal.

Mir kënnen déi zwee Amendementer, déi d'Demokratesch Partei hei presentéiert huet, gär mat ennerstëtzen. A wat eis ugeet, gi mer och eisen Accord fir déi Motioun iwwert d'Informatik. Well beson-



nesch, wat d'Informatik ugeet, wëlle mir der Regierung mat op de Wee ginn, fir onbedéngt dofir ze suergen, datt d'Lëtzebuurger Betriber eng rasonnabel Chance hunn, fir all hir Software kënnen fir eis Bibliothéiken unzebidden.

All legal Prozeduren an Ausschreiwunge mussen an dësem Domän befollegt ginn. A wann et ze évitéieren ass a wann d'Qualitéit an d'Interoperabilitéit et zouloossen, da solle mir net nëmmen op auslännesch Fournisseuren ugewise sinn, mä och de Lëtzebuurger Betriber fair Chancë ginn an net aner Monopolsituatiounen zouloossen.

Eng aner wichteg Considéatioun ass déi vun de Sproochen. Eng öffentlech Bibliothék ass no dësem Gesetz eng, déi op d'mannst Bicher op Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch huet. Mir denken, datt de Stat soll e ganz besonnesch groust Gewicht op dat lëtzebuergesch Element an dëser Triade leeën. Eis Sprooch soll op all nëmme méiglech Manéieren ënnerstëtzt ginn. D'Léiglatioun iwwert d'Bibliothéiken an hir praktesch Applikatioun sinn dofir e gutt Mëttel.

Eng drëtt Feststellung ass déi, datt nach laang net alles, wat sech Bibliothék nennt, och verdéngt ënnerstëtzt si ginn. E gutt Beispill dofir ass déi sexistesch Bibliothék vum Cid-Femmes.

(Interruption)

Eng Associatioun, déi aus Prinzip dat männlecht Geschlecht aus senge Bicherbestänn ausschléisst, verdéngt net een eenzeg Euro Ënnerstëtzung vun der Öffentlechkeet, egal ob iwwert de Kulturministère oder de Fraeministère. Et gëtt Zäit, datt de Stat sech net weider mat där Schan associéiert.

A véiertens dierf och de Conseil supérieur vun den öffentleche Bibliothéike sech net zu engem bürokrateschen oder dirigisteschen Instrument entwéckelen. U sech gëtt et an deem Gremium jo scho ganz vill Expertise. Et freet ee sech also, firwat d'Gesetz et soll erméiglechen, datt dee Gremium nach kann op weider Experten zréckgräifen.

Dat stellt och eng ganz Rei vu budgettechneschen an Opportunitéitsfroen. Wäer et net eigentlech un deem zustännegen Ministère, fir Experten ze engagéieren, wann dat da wierklech néideg wär? Et kann een nëmmen dem Conseil supérieur mat op de Wee ginn, fir mat där Méiglechkeet, nach op zousätzlech Experten zréckzegräifen, ganz besonnesch spuersam ëmzegoen.

Op där anerer Säit huet d'Albad eng Rei vun Observatiounen iwwert d'Zesummesetzung vun deem Gremium gemaach. An eisen Aen ass et net verbueden, weider interesséiert a qualifizéiert Leit an déi Réunioun vum Conseil supérieur mat ze invitéieren, quitte datt si vläicht kee Stëmrecht hunn. Mä et wär sécher richteg, fir jiddwereen, deen interesséiert ass, och zu Wuert kommen ze loossen.

D'Regierung an d'Chamber sollte spéitstens an e puer Joer nach eemol e Bilan iwwer eist Bibliothéikswiesen zu Lëtzebuerg zéien a kucken, wäer sech d'Saachen entwéckelt hunn. Mir dierfen net fläerten, fir do nozebesseren, wou et méiglech an néideg ass, a Froen unzepaken, déi mir bis elo nach net behandelt hunn.

Dozou gehéiert och zum Beispill d'Accessibilitéit vun de Schoulbibliothéike fir méi e grouse Public. Geneesou wéi bei de Gemengebibliothéike mussen och hei eng ganz Rei vu verschiddeenen Instanzen an Hierarchien zesummeschaffen, fir datt de Konzept vun der öffentlecher Bibliothék kann a vollem Émfang Realitéit ginn. Mir sollten och evaluéieren, ob et gelongen ass, d'Zuel, déi geographesch Verdeelung an d'Qualitéit vun de Bibliothéike wierklech ze erhéije respektiv ze verbesseren.

Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eis grouss Hoffnung, datt nees méi Leit Freed um Liese kréien, besonnesch déi jonk Leit. An deem Sënn wënsche mir dësem Gesetz deen Erfolleg, deen et ouni Zweifel verdéngt.

Villmools Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme le Président.**- Ech soen dem Här Kartheiser och Merci an ech géif als

leschtem ageschriwwene Riedner fir de Mëtteg zu dësem Projet dem honorabelen Här Hoffmann d'Wuert ginn.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Madame Presidentin, gewéinlech verzichten ech jo och op déi Floskel vu Merci, ganz einfach aus Zäitgrënn. Mä des Kéier wëll ech awer och dem Här Majerus an der Kulturkommissioun, an där ech zwar net sinn, mä vun där ech awer gemengt hu feststellen, dass do eng ganz seriö Aarbecht op deem Projet hei geleescht ginn ass...

Ech muss zwar och soen, ech hu rar esou eng vernichtend Kritik gelies zu iergendengem Gesetzesprojet wéi déi vun der Associatioun vun de Bibliothécairen. An ech hu mech gefrot, ob et vläicht net besser gewiescht wär, si wäer vun Ufank u méi enk un d'Élaboratioun vun deem Gesetz agebonne ginn.

Et ass mer awer och opgefällt, dass, wann een deen Avis vun der Associatioun vun de Bibliothécairë vergläicht mat dem Avis vun der Unioun vun den öffentleche Bibliothéiken, da stellt een e relativ groussen Ënnerschied fest...

(Interruption)

...dee vläicht erklärungsbedürftig wär, mä wou ech awer éischter d'Tendenz hunn, dann deem Avis vun der Union des bibliothèques publiques zouzestëmme wéi deem aneren, dee relativ hefteg ass.

Well an deem Avis vun där Unioun vun den öffentleche Bibliothéike ginn zwar och eenzel Reserve respektiv eenzel Kritike gemaach. Zum Beispill gëtt gefrot, dass d'Kritik fir en Agrément, déi iwwer Règlement grand-ducal solle festgeluecht ginn, net ze streng solle sinn, fir net bestehend Bibliothéiken ze discouragéieren weiderzueren oder d'Entstehung vun neie Bibliothéiken ze discouragéieren. Dat fannen ech och richteg.

Öffentlech Bibliothéiken - dat ass awer alles och schonn hei gesot ginn - sinn e wesentlechen Deel fir wëssenschaftlech Weiterbildung, sinn och e wesentlechen Deel vun der Éducation populaire; esou géif ech dat nennen. An dat heescht haut natierlech wäit méi wéi nëmmen d'Ausléinung vu Bicher. Dat heescht och, de Pléséier um Liesen ze vermëttelen, an ech weess net méi, a wéi engem Avis dass ech gelies hunn, dass deen Aspekt vläicht am Gesetzestext e bëssen ënnerbewäert gëtt. Einfach de Pléséier um Liesen.

Selbstverständlech gehéiert zu enger öffentlecher Bibliothék, vu wéi enger Kategorie och ëmmer, haut den Ëmgank mat neie Medien. Dat implizéiert awer selbstverständlech och Infrastrukturen, déi attraktiv sinn. An ech mengen, ech kéint vun hei aus, ouni mech ze wäit ze verginn, der Stad Lëtzebuerg félicitéiere fir déi nei städtesch Bibliothék, déi se installéiert huet mat allem, wat dozou gehéiert. An ech mengen, dass do, toute proportion gardée selbstverständlech, munch aner Gemenge sech eigentlech kéinten e Beispill drun huelen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Et ass gutt a richteg, dass an deem Gesetz Synergien a Kooperatiounen a Réseauen tëschent deene verschiddeene Kategorie vu Bibliothéike sollen organiséiert respektiv favoriséiert ginn.

Eng Suggestioun vläicht, déi awer net am Gesetz muss festgehale ginn. Am Gesetz steet, op d'mannst solle Bicher an dräi Sproochen ugebuede ginn. Ech géif mengen, mir sollten d'öffentlech Bibliothéiken encouragéieren - encouragéieren! - iwwert déi dräi Sproochen erauszegoen a Rücksicht ze huelen op déi auslännesch Communautéiten, déi hei zu Lëtzebuerg liewen; déi gréisst: déi portugisesch. Ech mengen, dass ee sech haut eng öffentlech Bibliothék eigentlech net méi dierft kënnen virstellen, wou net och fir déi Communautéit, jiddefalls déi gréisst, Bicher an deenen hirer Sprooch ugebuede gëtt.

Ech wëll awer och nach eng Kéier ganz kuerz e Plädoyer an engem Saz fir eng nei Nationalbibliothék hei ofliwweren, well ech mengen, dat bräichte mer onbedéngt an et dierft net ze laang daueren. An ech hunn eng Fro: Wéi steet et mat der universitärer Bibliothék, déi mer onbedéngt bräichten a méi engem groussen Émfang wéi bis elo, wann eis Universitéit sech weiterentwéckelt?

Zu der Gratuitéit: selbstverständlech d'accord. Zu enger Carte de lecteur, dann zwar och d'accord, mä da muss een awer soen, da muss de Präis vun där Carte de lecteur awer selbstverständlech moderat bleiwen, well soss ass awer d'Gratuitéit a Fro gestallt.

(Interruption)

Jo, ech kommen zum Schluss, Madame Presidentin. Zum Schluss, mengen ech, kéint ech also mäin Accord zu deem Gesetz ginn. Zu der Motioun vun der Madame Brasseur och. Zu dem Amendement Nummer 2 och. Zum Amendement Nummer 1 géif ech mech enthalen, well ech awer mengen, et wär net schlecht, wann ee minimal Öffnungszäiten an engem Règlement grand-ducal géif festhalen. Mä si dierfen natierlech net esou sinn, dass eng kleng Bibliothék doduerch net méi ka weider funktionéieren.

Merci!

► **Mme le Président.**- Ech soen lech och Merci, Här Hoffmann. An ech géif dann der Regierung, der Madame Minister, d'Wuert ginn.

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Merci, Madame Presidentin. E puer Stéchwierder fale mir zu dësem Gesetz an, wat wierklech e wichteg ass a wat nei Paradigmen opmécht fir d'Zukunft vun de Bibliothéiken a vun der Wëssensgesellschaft an dësem Land.

E puer zousätzlech Stéchwierder zu deem, wat d'Bedeutung vum Gesetz ass: Wëssensgesellschaft, kulturell Entwécklung, Dezentraliséierung an dezentraalt Zesummeschaffen, an domadder natierlech dann Zougank zum Wëssen an zu der Informatioun vun de Leit alleguer. Ech mengen, domadder ass eigentlech ëmraass, wat d'Wichtigkeet heivunner ass an firwat mer dat hei hu misse maachen.

De Rapporteur, deem ech Merci soe fir säi flotte Rapport an, grad wéi all meng Virriedner, fir seng wichteg Aarbecht, déi en an der parlamentarescher Kommissioun, mat der Kommissioun, mat mir a mam Ministère zesumme gemaach huet, fir op dat Resultat hei ze kommen, wat Dir da léiwert hutt, deen huet och all déi wesentlech Enjeuen duergestallt gehat.

Ech soen him, wéi gesot, Merci dofir. An zu mengem parlamentaresche Verständnis gehéiert et, datt een an enger Kommissioun kann debattéieren, diskutéieren an och aner Virschléi maache wéi dat, wat an engem ursprüngeleche Gesetz steet.

Ech loossen zwar net gëllen, datt dat Gesetz esou schlecht soll gewiescht sinn, wéi hei Einzelner et duerstellen, well dat ass net de Fall. Et sinn Ännerunge komm, mä si sinn am Detail gewiescht a mir haten eis Ursaachen, fir et esou dranzeschreiwen. Ech muss lech och rappéléieren, datt et och Sue ginn, fir esou Saache kënnen ze maachen, wéi doranner stoungen.

Ech hunn awer och kee Problem, wann Dir all zesummen der Meenung sidd, et soll een et aneschters maachen, fir och mat op en anere Wee ze goen. An dat ass, mengen ech, och an enger ganz gudder demokratescher Aart a Weis hei geschitt gewiescht. Ech fannen dat net schlëmm an ech fannen et keen Affront, fir och op d'Oppositioun an der Kommissioun anzegoen. Wann Dir dat schlëmm fannt, muss Dir dat soen, da maache mir dat d'nächste Kéier net méi.

Ech loosse mir dëst gutt Gesetz net schlechtrieden, vu kengem, an och net schlechschreiw vu verschiddeene Leit, déi op ganz ville Plaze geschriwwen hunn, Ghostwriter ware fir verschidde Bréiwer, déi komm sinn, an esou weider an esou virun, an am Endeffekt vläicht just wollten iergendwou Direkter ginn; wie weess?

Dat gehéiert hei zu engem flotten Émgegréits. Ech fannen et wichteg, datt dat Gesetz hei dobausse bemierkt gëtt, well dat ass genau dat, wat mer brauchen a wat wichteg wäert sinn.

Et ass nach ni vum Stat fir Bibliothéiken iwwerall uechtert d'Land esou vill bäigi ginn, wéi elo duerch dëst Gesetz kënn, fir et esou ze soen, well virdrun ass et net ganz vill gi gewiescht. An et ass fir mech wichteg, datt dat per Gesetz gemaach gëtt an och iwwer e groussherzoglecht Règlement, wou Kritären a Konditiounen an

Transparenz drastinn, fir jiddwereen gëllen a fir jiddwereen d'selwecht; allerdéngs mat engem ganz wichtegen Akzent och droppeluecht, datt vun alle Gréisste Bibliothéiken am Land kéinte sinn. Well ech hätt gär, an dofir leeën ech och Wäert op déi Dezentraliséierung, datt iwwerall am Land solle Bibliothéiken entstoën.

Mir hunn e massiven, massiven Nohuelbedarf op dësem Plang hei an dësem Land. Mir sinn en dichtegt Land, mir hu vill Suen a mir hunn net vill Bibliothéiken. Dat ass en Dauer an dat ass eigentlech éischter e Skandal. Am Fong si mer an där Hisiicht wäit zréck.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Madame Minister, hu mer oder hate mer vill Suen? Dir hutt elo grad gesot: „Mir hu vill Suen.“

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Är Gemeng hat der anscheinend ni ganz vill. Dat hunn ech héieren, jo.

(Interruption)

Är Gemeng hat och keng Bibliothék. Et gëtt Zäit, datt se eng kritt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...hat bis haut nach kee Sozialofbau ze maachen.

(Interruption)

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Et gëtt Zäit, datt Är Bibliothék...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, et ass ëmmer schéin, mä Dir hat gesot: „Mir hu vill Suen.“ Ech froen: Hu mer oder hate mer vill Suen?

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Wann Dir elo wëllt ofstreden, Här Gibéryen, datt dëst Land hei eigentlech en zimlech räicht Land ass am Verglach zu ganz villen aneren, da musst Der mer dat noweisen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Also, wann ech awer d'Regierung déi lescht Deeg héieren, dann ass et awer dramatesch.

(Brouhaha)

► **Une voix.**- Sidd Der do eens mam Här Weber? Hutt Der scho mat deem geschwat?

(Brouhaha général)

► **Mme le Président.**- Honorabel Kollegen, mir wäerte bestëmmt nach Geleeënheet kréien, op d'finanziell Situatioun zréckzekommen. Loosse mer emol haut nach bei der Bibliothék bleiwen. Madame Minister, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Hors sujet. Well mir sinn e Land, wat méi Suen huet wéi anerer...

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- ...a mir sinn e Land, wat vill manner Bibliothéiken huet wéi en anert. An dat ass eigentlech bal e Skandal.

Et ass erstaunlech, datt op ville Plaze keng Initiative komm sinn, fir déi Saachen ze verbesseren. Deem hëllef mer elo heimmadder op.

Mir hunn dëst Joer, 2010, nëmme 14 Bibliothéiken uechtert d'ganz Land. Dat ass net ganz vill. Mir hunn e Koup Gemenge méi, an dofir kënnen mer elo nei Akzenter alleguerten zesumme setzen.

Déi Bibliothéiken, déi mir jo hei gär hätten, dat si Bibliothèques publiques, Bibliothèques „grand public“, wann een esou wëllt, net onbedéngt déi wëssenschaftlech an héich spezialiséiert, mä déi fir all Leit, fir e Gratiservice ze maachen, all Leit, jiddwereen an iwwerall.

Et ass mir, ier Der mech ënnerbrach hutt, wichteg, datt et dezentral op ville Plazen am Land kann en Accès ginn zum Wëssen, zum Liesen, zu de Bicher, an also Bibliothéike gëtt op ville Plazen am Land. Dat heescht net, datt an all Uertschaft an an all Gemeng eng extra ganz grouss Bibliothék muss sinn, ganz am Géigendeel. Et kann een dat ganz gutt am Verbond an an Zesummenaarbecht zu méi maachen. An dofir hunn ech drageschriwwen gehat, an dat ass mer och ganz wichteg, datt een dat och kann am regionale Kontext an am re-



gionale Verband an der Zesummenaarbecht maachen an hikréien.

Dat heescht, datt ee kann déi Kritären, déi mer virgesinn, och zu puer Bibliothéiken op e puer Plazen erfëllen. Et gëtt e ganz gutt Beispill, déi dat och schonn zu engem Deel virgemaach hunn, wéi esou dacks och dës Kéier am Norde vum Land, déi domadder ganz vill flott Jalonen och gesat hunn.

Ee ganz wichtegen Akzent vun dësem Gesetz, an dat stoung och vun Ufank un am Gesetz dran, ass de Bénévolat. Well et ass ganz kloer, datt villes vun deem, wat haut steet, net op alle Plazen, awer op bal alle Plazen, Bibliothéike sinn, déi duerch de fräiwëllegen Asaz vun engagéierte Leit zustane komm sinn. An dat stoung am éischte Gesetzesprojet dran. Selbstverständlech bleift de Bénévolat systematesch méiglech a gefördert op dësem Gebitt.

Ech hat geduecht, datt et och wichtig wär, datt de Bénévolat, deen och net alles ka maachen an net alles ka selwer maachen, duerch professionell, duerch eng gewisse Professionaliséierung eng Hëllef ugebuede kéint kréien. Dir hutt dat aneschtlers gemengt. Dunn hu mer dat aneschtlers geschriwwen. Dat ass och fir mech kee Problem.

Mä et soll nach weider esou sinn, datt eng Hëllef ka kommen an domadder och e relativ konstant a permanent Ugebuert fir d'Leit op alle Plazen am Land. An dat hu mer jo och am Gesetz geschriwwen.

De Bénévolat ass mir wichtig, dezentral ass mer wichtig, Verbond ass mer wichtig an dësem Kontext, datt Synergien och kënnen entsto, datt d'Konditiounen zesummen erfëllt kënnen ginn. Dat muss een einfach wëlle gesinn an héieren.

Dat Gesetz hei huet eng incitativ Qualitéit an eng incitativ Wierkung ass et, déi soll hëlfe, datt mer méi Bibliothéike kréien, déi mer brauchen. D'Subsiarität ass selbstverständlech e wichtegen Aspekt.

Ënner wéi enge Forme kënnen déi Bibliothéiken entsto? Et kënnen kommunal Bibliothéike ginn, et kënnen associativ Bibliothéike sinn, déi Formen, déi mer iwwregens haut och schonn hunn allen zwou. Et kënnen selbstverständlech interkommunal Bibliothéiken an Initiative ginn, an et kann een och kucken, an dat favorisieren och ganz staark d'Madame Delvaux, d'Schoulministesch, an ech selwer, datt mer och mat de Schoulbibliothéiken zesummen eppes geschaf kréien.

Mir hunn haut mat deem neie Schoulgesetz d'Vepflichtung, datt an all, och an der Primärschoul, École fondamentale, eng Bibliothéik entsteet. Domadder hu mer der also schonn op ville Plazen am Land. An ech mengen, dovunner soll een och profitieren, fir ze kucken, datt een do och kann den öffentleche Bibliothéikendeel mat derbäi maachen.

Pragmatesch wollte mer virgoen. An dat fannen ech ganz wichtig.

Et kommen natierlech och inhaltlech Constrainten zu engem Deel derbäi. Well et geet net duer, datt een e puer Bicher do huet. Et brauch een eng gewëssen Auswiel. Mir wëssen dat. Et brauch een och am Zäitalter vun der numerescher Revolutioun numeresch Publikatiounen. Et brauch een en Internetzuschloss. Et muss een den neien Technologie selbstverständlech Rechnung droen.

Mir wëlle ganz kloer net nëmme Bicher dostoen hunn, mä mir wëllen och Aktivitéite ronderëm encouragéieren, Atelierien, Animatioun, op kulturellem a pedagogeschem Plang. A selbstverständlech wär et mer ganz wichtig, datt mer och op d'Villsprouchegkeet, déi am Land hei och eng grouss Roll spillt an och an eisem öffentleche Schoulssystem mat dran ass, aginn an datt mer selbstverständlech Bicher mussen a minimum dräi vun deene Sproochen hunn. Wa minimum dosteet, ass et selbstverständlech wëschenswäert, datt a vill méi Sproochen dat géif kënnen sinn.

Wa mer vu Constraint schwätzen, ass et och evident, datt eng minimum Unzuel vun Öffnungsstonne muss sinn, soss mécht dat Ganz iwwerhaupt guer kee Sënn. Mir muss schliesslech och drop kucken, wat de Lieser, de Client, de Public brauch a wat dee wëllt hunn. Dofir muss och zu gewëssenen Zäite kënnen op sinn an och e Minimum u Stonne kënnen een do sinn, soss huet dat Ganz och als Infrastruktur net ganz vill Wäert. Dorobber kënnt et schliesslech u bei dësem Service.

A wann ech vu Service schwätzen, da kënnt nach eppes aneres derbäi, wat elo hei ganz vill thematiséiert ginn ass, wat awer eigentlech net dat Wichtigst soll vun deem sinn, well et ass eng Hëllefstellung, déi gebuede gëtt. Et ass eng Aarbechtsmethode, déi mat virgeholl gëtt, datt déi fir jiddwereen déiselwech soll sinn. Ech schwätze vun engem Outil informatique, dee schliesslech och no verschiddene Saache muss kucken. Iwwregens ass am Ausland dat och iwwerall de Fall.

Do kënnen mer dann nach laang driwwer diskutieren. Mir hunn et laang a breet duerchdiskutiert an der Kommissioun. Et steet ganz gutt erkläert am Rapport vum Rapporteur, dem Här Majerus. Hien huet et och selwer hei nach eng Kéier opgeworf. An dofir ass alles dat, wat gefrot ginn ass elo, de Fall. Dir wësst, mir hunn et diskutiert gehat, et brauch een also net eng Motioun nach do derzou unzuehelen, déi datselwech seet, wat scho gesot ginn ass. Dat ass net méi néideg.

D'Nationalbibliothéik ass e Serviceprovider an deem heite Kontext a si gëtt gratis Services a Réseauen, Know-how an Outilen, déi se zur Verfügung stellt, dat muss een och bedenken. A wa mer vun Nationalbibliothéik schwätzen, da ginn ech natierlech ganz gär kuerz dorop an, wat Der virdu gesot hutt, datt et nämlech soll onbedéngt eng nei Nationalbibliothéik ginn. Ech héieren dat ganz gär. Mir hu jo schonn dacks doriwver geschwat gehat, et ass richtig.

Ech gi jo dann och dovunner aus, datt all déi Fraktiounen, déi mech hei accuséiert hunn, mer och selbstverständlech bäihalen, wann ech soen, mir brauchen eng nei Nationalbibliothéik. An datt déi och an deenen nächste Bauteprogrammen, well et ass net vu mengem Ministère, wou dat Haus gebaut gëtt, mä vun engem anere Ministère, deen dofir zoustänneg ass, datt dat dann och am Bauteprogramm vun der Regierung soll dra sinn. Dir sidd also dann unanime d'accord domat, datt dat soll de Fall sinn. Ech denken, Dir wäert mech jo och do derbäi ënnerstëtzen. Ech gi jo dovunner aus, well soss braucht Der dat ni méi ze soen hei.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mir haten eng flott Diskussioun an der Kommissioun. Déi huet sech hei nach eng Kéier widerholl. Mir kréien e flott Gesetz, wat wichtig ass fir dëst Land. Well mir mussen den Triptyque och respektieren: Schoul a Léieren, Liesen, Wëssen, wat eis natierlech op Bibliothéiken duerféiert. An do ass et natierlech och esou, datt eng ganz Bandbreet vu Bicher mussen dra sinn. Déi, déi fir de Plésier fir ze liese sinn a fir ze léiere sinn, an déi, déi natierlech och e gewëssen anert Wëssen iwwergräifend iwwert d'Land, iwwer Europa an iwwert d'Weltgeschéie sollen e bësse mat kënnen hëlfe bäibréngen.

Dat Gesetz hei ass och geduecht, fir sech weiderzuentwëckelen. E Land muss systematesch seng Innovationscapacitéit behalen, duerfir brauche mir e Stack u Wëssen. An duerfir ass dat Gesetz hei en Instrument, fir sech systematesch weiderzuentwëckelen.

Et ass emol eng Kéier eppes Neies. Mir diskutieren hei soss ëmmer nëmmer iwwer Infrastrukturen, iwwer Suen, déi et gëtt, fir ze bauen, awer hei sinn et emol eng Kéier Suen, déi et gëtt fir Inhalt, an dat ass och ganz vill Kultur, an hei gëtt emol eemol den Inhalt ënnerstëtzt an an de Virdergrond gesat. An och dat, mengen ech, soll een eraussträchen, well déi Matière première, déi mir hunn, déi eenzeg, déi mir an dësem Land hei nach hunn, Intelligenz a Wëssen, déi ass fir e klengt Land strategesch, an et ass déi beschte Waff, fir eis fir eis Zukunft ze wappnen. An an deem Sënn kënnt de Wëssensduuscht eis selbstverständlech ganz zupaass - Madame Bras-

seur, do ginn ech lech ganz Recht -, dee kënnen mer alleguerten zesummen notzen, zum Wuel vum Land.

Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech en häerzleche Merci fir Är konstruktiv Matarbecht an Diskussioun fir dëst Gesetz, fir Är Eestëmmegkeet, mat där dat Gesetz hei ugeholl gëtt. Well ech mengen, mir muss bedenken, datt déi Generatioun, déi no eis kënnt, eng Internet-Generatioun ass. Mir sinn an enger Surf-Ära. Mir mussen aneschtlers mat deene Saachen, mat deenen Outilen ëmgoen. A mir muss bedenken, datt den E-Book, d'elektronesch Buch, wat d'Liesen nei gestalt an nei erfënnt, och muss mat respektiert a berücksichtig ginn an all deem, wat mir am Beräich vu Bibliothéiken a vu Kultur an Zukunft maachen.

An duerfir e wichtegen Appel, ee waarmen Appel: Mir muss bedenken, wéi eng Mutatiounen op eis duerkommen. Mir däre den Zuch net verpassen. An ech maachen hei gär en Appel un d'Gemengen an un d'Associatiounen, fir dëst Gesetz ze benotzen an ze profitieren do dervunner, besonnesch déi, déi méi Suen hunn, déi sécherlech och nach Nohuelbedarf hunn. Ech sinn iwwerzeugt, datt mir relativ rapid, well et ass schonn eng grouss Erwaardungshaltung do, iwwert déi 14 Bibliothéiken erauskommen, déi mir hautdësdays am Land hunn. An do, mengen ech, kënnen mer dann alleguerten zesumme soen, mir hätten dobäi gehollef, eng wichteg Entwécklung ze kréien, d'Chamber an d'Regierung zesummen, an duerfir soen ech lech Merci.

► **Mme le Président.** - Madame Minister, sidd Dir d'accord, datt den Här Kartheiser lech nach eng Fro stellt? Hien huet dat gefrot.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Madame President. Ech hunn der Madame Minister ganz interesséiert nogelauschert an hirem Discours. Ech hunn awer net elo konkret kënnen feststellen, wat dann elo hir Iddi fir déi nächst Nationalbibliothéik, déi nei Nationalbibliothéik elo sinn. Mir wëlle si och gär ënnerstëtzen. Et ass jo wierklech e wichtige Projet. Mä wat ass dann d'Madame Minister amgang mam Här Wiseler oder mat aneren Interlocuteurs an der Regierung iwwerhaupt ze ënnerstëtzen? Wéi ee Projet hätt si gär, a wat geschitt mat deem Gebai vun der Nationalbibliothéik, dat se elo am Ablack occupéiert?

Ech mengen, mir géife schonn haut gär hei profitieren, fir emol ze wëssen, wat d'Regierung dann elo fir eng Visioun iwwert d'Nationalbibliothéik huet. Et ass e ganz wichtegen Dossier. Si freet eis ënnerstëtzen. Mir froen: Bei wat, Madame Minister, hätt Der da gär, datt mir lech ënnerstëtzen?

Merci.

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.** - Ech kann lech net béis sinn, Här Kartheiser, datt Der net wësst, wat an der leschter Legislaturperiode diskutiert gi war, an dat ass nach ëmmer meng Haltung. Et ass nach ëmmer meng Haltung, datt mer eng nei Nationalbibliothéik brauchen. Dir hutt eng Äntwert op eng Question parlementaire elo ganz rezent an d'Chamber erakritt vun Här Baute Minister. Dir kënnt déi ganz gär noliesen.

A wann Der dat Gebai vun der Nationalbibliothéik uschwätzt, wat elo do ass, do huet dee Ministère, an deem Dir bis virun nach net ganz laangem geschafft hutt, ëmmer eng grouss Visée drop gehat. En huet zwar elo anerer kritt. Si sinn nach méi grouss ginn. An ech sinn zouversichtlech, datt, wann ee bis do eraus ass, fënnt een eng ganz gutt Verwendung fir dat Gebai, wat flott an der Stad läit, wat awer net heescht, datt duerfir haut Bibliothéiken an Nationalbibliothéiken nach mussen am Kär vun enger Alstad leien.

Ech ka ganz gären nach vill méi laang doriwver schwätzen, Här Kartheiser, mä meng Riedezäit wär awer da längst erschöpft an dat ass hors sujet zu deem Thema, wat mer haut hei haten.

► **Mme le Président.** - Merci villmools, Madame Minister. Sou, mir hätten domat d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss, an ier mer awer elo zum Vote vun dem Projet kommen, stëmme mer fir d'éischt of iwwert d'Amendement, déi

d'Madame Brasseur virgeluecht huet. An ech géif lech da bieden, fir d'éischt iwwert den éischten Amendement ofzestëmme, deen den Artikel 4 betrëfft.

Vote sur l'amendement 1

De Vote ass un. Deen Amendement ass net ugeholl. Et si 35 Nee-Stëmme, 15 Jo an aacht Abstentiounen.

Résultat définitif après redressement: l'amendement est rejeté par 38 voix contre, 13 voix pour et huit abstentions.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Jean-Paul Schaaf), Laurent Mosar (par M. Marc Spautz), Marcel Oberweis (par M. Lucien Clement), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz (par M. Félix Eischen), Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Norbert Hauptert), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen), MM. Roger Negri et Ben Scheuer.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Da kéime mer zum Amendement 2 vun der Madame Brasseur. Dee betrëfft den Artikel 5.

Vote sur l'amendement 2

De Vote geet un. Och deen Amendement ass net ugeholl. Et sinn 39 Nee-Stëmme, 21 Jo-Stëmme a keng Enthaltung.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Clement), Laurent Mosar (par Mme Christine Doerner), Marcel Oberweis (par M. Félix Eischen), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz (par M. Jean-Paul Schaaf), Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Lucien Lux (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Claude Haagen).



Da kéime mer zum Vote iwwert de ganze Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Ech stellen deen zum Vote. Sou, et wäert elo geschwënn ugoen. De Projet de loi 6026 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen a kenger Géigestëmm. Félicitatiounen un d'Chamber.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Jean-Paul Schaaf), Laurent Mosar (par Mme Martine Mergen), Marcel Oberweis (par M. Lucien Clement), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz (par M. Gilles Roth), Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Mill Majerus), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Lucien Lux (par M. Fernand Diederich), Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Claude Haagen);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helmingier (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

Da kéime mer nach zur Diskussioun iwwert d'Motioun. Madame Brasseur, frot Dir dozou nach eng Kéier d'Wuert?

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Neen, Madame Presidentin. Ech froen awer den Appel nominal.

► **Mme le Président.**- Très bien! Wëllt en aneren nach d'Wuert zu där Motioun huelen? Här Majerus.

► **M. Mill Majerus (CSV).**- Ech denken, datt mer déi aussergewéinlech Chance hunn, fir dës Kéier sämtlech Bibliothéiken hei zu Lëtzebuerg an ee grouse Réseau eranzekréien. A mir affiliéiere se net mat engem Provider, mir affiliéiere se mat engem Réseau. Dee Réseau huet e System, en Outil informatique, e Logiciel ausgeschriwwen, an dat ass, wéi de Statsrot confirméiert, de Spillregelen no gang. Et ass also keng Bibliothéik bestuet mat engem Logiciel, mä si geet mat an e Réseau, deen e gemeinsamen Outil huet. Dat ass déi éischt Remarque.

Déi zweet Remarque - an ech fannen déi och ganz wichteg -: Dee Logiciel vum Réseau eegent sech net gutt fir pedagogesch a kulturell Applikatiounen, esou datt, wann ech wëll flott Applikatiounen maache mat menge Lieserinnen a Lieser, da brauch ech sécher aner Applikatiounen. An do sinn aner Provideren, vun deene wou d'Madame Brasseur geschwat huet, déi mir och begéint hunn, déi maachen do ganz flott, exzellent Propositionen. Ech hu bei der Madame Kulturministesch nogefrot, ob déi Käschten, déi eng Bibliothéik huet, wa se kulturell a pedagogesch Applikatiounen mat anere Provideren mécht, ob déi Käschten éligibel sinn, wann ech mam Kulturministère kommen, fir mäin Dekont bei de Käschten ze maachen. Ech krut eng kloer an daitlech Äntwert, datt dat selbstverständlech de Fall ass. Vun do aus géife mir mengen, datt mer déi Motioun net kéinte matdroen.

► **Mme le Président.**- Merci, Här Majerus. Ech ginn der Madame Brasseur nach eng Kéier d'Wuert.

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Ech wollt awer de Kollege soen, dass mer jo hei froen, d'Regierung soll nach eng Kéier iwwerpräiwen, ob eng Kompatibilitéit an eng Interopérabilitéit méiglech ass, an den Här Adam ass och dorop agaangen. An ech fannen, dass d'Chamber awer soll, wann ech gelift, dat froen, fir ze kucken, ob et méiglech ass, dass dat eent mat deem anere géif zesummegeen. An ech verstinn einfach net, firwat d'Majoritéit esou eppes wëllt oflehnen, an dat ass wierklech net am Sënn vun deene Firmen, déi sech Méi ginn, déi de Courage hunn, hei zu Lëtzebuerg Initiativen ze entwéckelen. Ech fannen, mir missten dat onbedéngt ënnerstëtzen. An duerfir maachen ech wierklech en Appel un lech, fir dës Motioun ze stëmme.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.**- Mä, Madame Brasseur, dat steet jo alles am Rapport a mir haten dat jo alles beschwat gehat. Duerfir stellt déi Fro sech u sech guer net méi.

► **Mme le Président.**- Léif Kollegen, ech géif lech also bieden, mir géifen iwwert déi Motioun elo ofstëmme duerch Vote électronique. D'Madame Brasseur huet dat esou gefrot an dat ass och esou autoriséiert.

Vote sur la motion 1

Déi Motioun ass leider net ugeholl.

► **Plusieurs voix.**- Oh!

► **Mme le Président.**- Entschëllegt, déi ass mat... Ech huelen d'Wuert „leider“ zrëck. Entschëllegt!

(Hilarité)

Déi Motioun ass ofgelehnt bei 39 Nee-Stëmme géint 21 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helmingier (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Norbert Hauptert), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par Mme Martine Mergen), Laurent Mosar (par M. Félix Eischen), Marcel Oberweis (par M. Jean-Paul Schaaf), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz (par M. Lucien Clement), Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux (par M. Fernand Diederich), Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Claude Haagen).

Domat hätte mer dee Projet evakuéiert a mir kéimen elo zum Projet de loi 6048 iwwert d'Transpositioun vun enger Direktiv iwwer Maschinnen. Et hu sech de Moment ageschriwwen, ausser dem honorable Rapporteur, dem Här Negri: den Här Gloden an den Här Hoffmann. Ech géif dann domat direkt dem Rapporteur, dem Här Negri, d'Wuert ginn.

3. 6048 - Projet de loi

- portant transposition de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et

modifiant la directive 95/16/CE (refonte);

- concernant la mise à disposition de machines;

- concernant les machines d'occasion

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

► **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.**- Merci, Madame Presidentin. Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, dat genormten CE-Zeechen op Produkter a Maschinnen, wat ech lech eng Kéier hei weisen, steet fir „Conformité européenne“ an ass dat offiziellt Zeeche fir eng Wuer, déi konform zu der Législatioun vun der Europäescher Unioun ass.

De Marquage CE muss op all deene Wueren ubruecht ginn, fir déi eng europäesch CE-Certificatioun besteet an déi innerhalb der EU verkaaft ginn. Dat heescht, souwuel deenen, déi innerhalb der EU fabrizéiert ginn, wéi och deenen, déi an d'Europäesch Unioun importéiert ginn.

Et gëtt fir ganz vill Wueren eng spezifesch CE-Certifikationsdirektiv, mä awer nach net fir all. Bei der Direktiv 2006/42/CE, déi mer haut iwwert de Projet de loi 6048 an d'nationaal Recht ëmsetzen, geet et ëm déi sougenannt „Maschinnen“-Direktiv. Als Maschinn gëtt all Wuer definéiert, déi assembléiert, also zesummegeat ass a wou op d'mannst ee Stéck dovunner mobil ass, sech deemno beweegt, op- an ofgeet oder dréint. A just well et sech bei Maschinnen ëm beweeglech Deeler handelt, déi eng bestëmmten Dynamik a Schwingungen erviruffen, kënnen verschidde Maschinne fir de Mënsch geféierlech ginn an deemno, jee no Maschinn, entsprechend Sécherheets- a Gesondheetsnormen erfuerderen.

Heibäi geet et ëm Maschinnen, déi souwuel industriell, mä och vun alle Leit kënnen gebraucht ginn. Dat geet vum Walzwierk op der Schmelz bis doheem beim Gebrauch vun zum Beispill Ärer Buermaschinn oder Ärer Méimaschinn. Dofir kuckt zu Ärer Sécherheet ëmmer, wann Der esou eng Maschinn kaaft a gebraucht, ob d'CE-Certificatioun drop marquéiert ass.

D'CE-Zeeche muss a Fonctioun vun der Gréisst vun der Maschinn ubruecht sinn, mä muss souguer bei ganz klenge Maschinnen an alle Fäll mindestens fënnf Millimeter grouss sinn.

Madame Presidentin, d'Certificatioun fonctionnéiert op Basis vun enger quasi Auto-Certificatioun, also Eegencertificatioun, wou d'Produzenten an d'Responsabilitéit geholl ginn an dat och bleiwen.

D'CE-Certificatioun gëtt op europäeschem Niveau vun dem Comité Européen de Normalisation - CEN ofgekierzt - koordinéiert, nom Prinzip vun der Libre circulation des biens vun 1993, dass Wueren am Euro-Raum fräi an onageschränkt zirkuléiere kënnen an domat an der ganzer EU accessibel sinn.

Mam Zil vun enger méi grousser Harmoniséierung vun de Wueren, huet d'Europäesch Parlament an den Europäesche Conseil 1998 eng éischt Codificatioun duerch d'Direktiv 98/37 agefouert. Dës Direktiv ass awer d'lescht Joer am Dezember ausgelaf a gëtt elo duerch déi nei Direktiv 2006/42 an d'Gesetz vun haut ersat.

D'Zouloossungsstell fir d'CE-Certificatioun zu Lëtzebuerg ass den Institut Luxembourgeois de la Normalisation de l'Accréditation, de la Sécurité et qualité des produits et services - ofgekierzt ILNAS -, a Koordinatioun mat der Inspection du Travail et des Mines - ITM - an a Kollaboratioun mat de Sozialpartner. D'ITM ass och zoustänneg fir d'europäesch Koordinatioun mat der virgenannter CEN.

Déiselwecht CE-Certificatioun gëllt och fir d'Locatioun vun Maschinnen an och fir Occasiounen. An hei setze mer och haut eng Mise à jour mat de Konventiounen vun der OIT, der Organisation internationale du Travail, wou also elo bei Locatioun oder beim Weiderverkaf vu Maschinnen d'Sécherheets- an d'Gesondheetsnorme weider garantéiert bleiwe mussen.

Dëst ass e ganz wichtige Punkt. Wann ee sech zum Beispill e schwéiere Kompressor

léine geet, a wou ee weess, dass se permanent weider geléint ginn, muss den Händler sech bewusst sinn, dass et net duergeet, dass d'CE-Zeechen op der Maschinn ubruecht ass, mä och weiderhin den CE-Normen entspreche muss. An och souguer dann, wann e se gratis verléine geet, mussen d'CE-Sécherheets- a Gesondheetsnorme respektéiert ginn.

Bei all Accident mat kierperleche Schied duerch eng Maschinn muss an alle Fäll d'ITM ageschalt ginn, fir dass si kënnen nokucken, ob dës Maschinn den CE-Normen entsprach huet an ob ënner Ëmstänn e generelle Problem besteet an dës Zort vu Maschinnen eventuell net méi ka weider gebraucht ginn.

An deem Kontext ass et och esou, dass all Land eng Clause de sauvegarde huet, fir eng Maschinn net zouzeloossen, och wa si scho vun engem anere Land virdrun d'CE-Certificatioun kritt huet. Dëst muss da just vun deem respektive Land un den europäeschen Certificatiounscomitée notifiéiert ginn.

Net ënnert dës Direktiv wéi och d'Gesetz vun haut falen eng Partie Maschinne wéi Trakteren, Autoen, Fligieren, Zich a Schëffer, wou et spezifesch Direktive gëtt. Datselwecht gëllt fir Haushaltsgeräte, Informatikapparater an Elektrogeräte.

Speziell Maschinne fir Kiermessen an Erliednisparke falen och net ënnert dës Direktiv, mä net well et do eng speziell Direktiv gëtt, mä well sech do um EU-Niveau nach net op eng eenheetlech CE-Certificatioun konnt gëeenegt ginn. Dofir mussen ënner anerem zum Beispill op der Schueberfouer all Spiller virun der Mise en service vun engem Kontrollbüro all Kéier nei certifiéiert ginn.

D'Formalitéiten an d'Kritären, wéi d'CE-Certificatioun ze handhaben ass, stinn an den Annexe I bis XI vum Gesetz vun haut. Ech gräife vläicht just ee Kritär eraus: Eng Maschinn däerf nëmme duerch en Acte volontaire op en Organe de service a Betrieb goen, dat heescht eng Maschinn däerf ni vum selwen a Betrieb goen aus elementäre Sécherheetsgrënn.

Madame Presidentin, an der Direktiv 2006/42 gëtt och nach eng Mise à jour vun de Lifter, vun Ascenseuren also gemaach, wat dat meescht benotzte Bewegungsmittel vun der Welt ass a wou alles un engem Seel hänkt, an dofir speziell Sécherheetsnormen ënner anerem wéi Parachuten, Telefon, duebel Diere virgeschriwwen sinn.

Zu Lëtzebuerg gouf d'Direktiv vun de Lifter iwwer Règlement grand-ducal ëmgesat, an duerfir geschitt d'Upassung vun der Direktiv bei de Lifter och zäitgläich iwwer en neie Règlement grand-ducal an ass deemno net Objet vum Projet de loi vun haut.

Fir dass d'Inspection du Travail et des Mines hei zu Lëtzebuerg all Maschinnen am Sënn vun dësem Projet de loi korrekt op hir CE-Certificatioun iwwerwaache kann, gëtt d'ITM mat aacht Fonctionnairen am Grad vum Ingénieur-technicien verstärkt.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, domat bieden ech lech, dem Gesetz vun der CE-Certificatioun fir d'Anhale vun de Sécherheets- a Gesondheetsnorme bei Maschinnen zoustëmme, ginn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme le Président.**- Ech soen dem Här Rapporteur och Merci an ech géif dann als éischte Riedner dem Här Gloden d'Wuert ginn.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Madame Presidentin, Kollegeinnen a Kollegen, fir d'éischt wéilt ech dem Rapporteur Merci soe fir säin explizite Rapport. Et geet hei ëm e ganz technesche Volet, an de Kolleg Negri huet do wierklech eng flott Aarbecht geleescht. Et waren och eng Rei juristesche Problemer ze léisen, déi mer an der Kommissioun du geléist hunn.



Dës Direktiv, déi mer hei a lëtzebuergesch Recht ëmsetzen, gesäit uniform Regele vir fir d'Fabricatioun vu Maschinnen, wéi zum Beispill eng Buermaschinn, gesäit vir fir minimal Sécuritét a Sécuritétsnormen.

Op där anerer Säit ass dës Direktiv awer och e Schrëtt an d'Simplification administrative, well de Produzent ka selwer seng Maschinn zertifizéieren an, wann herno géif e Problem optauchen, da kann de Memberstat d'Maschinn vum Marché huelen.

Ech wäert awer weiderhin weider meng Buermaschinn mat zwou Hänn upaken, fir mer net an eng Hand ze bueren, a ginn den Okay vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme le Président.**- Ech soen dem honorablen Här Gloden Merci. An ech géif dann als nächstem Riedner dem Här Hoffmann d'Wuert ginn,...

(Interruption)

...well et hat elo kee sech vun deenen anere Fraktiounen ageschriwwen. Voilà!

(Interruptions)

Den Här Hoffmann huet d'Wuert. Den Här Hoffmann eleng!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Madame Presidentin, et ass net einfach en technesche Projet, an ech ginn och net op d'technesch Detailler an. Ech wëllt lech just eng grondsätzlech Reflexioun ënnerbreechen, wann Der erlaabt.

Dat hei ass e Beispill, dass dee Libre échange an déi fräi Konkurrenz net esou alternativlos sinn, wéi se ganz oft duergestallt ginn. Mir beschlëssen hei Rechtsnormen, strenger a preziser a verbindlecher, déi de fräie Maart aschränken, an dësem Fall, fir eis Gesondheet an eis Sécherheet ze protegéieren; et ass eng Form vu Protektionismus. Ech muss soen, e vernünftigen a berechtigte Protektionismus.

An dann denken ech awer weider, nämlech dass och esou Rechtsnorme berechtigt wäeren an anere Beräicher, am ekologesche Beräich zum Beispill. Mir hate virun zwee Deeg d'Beispill vum Topenholz. Mä och am soziale Beräich, also an deem Beräich, deem eist Aarbechtsrecht betrëfft, deem eise Sozialstat betrëfft, an zwar op där enger Säit fir eist Salarat, eis sozial staatlech Strukturen ze protegéieren par rapport zu de Gefore vum Libre échange, an op där anerer Säit awer gläichzäiteg och déi Leit an deenen anere Länner, wou d'Produkt hiergestallt ginn, déi ze protegéieren respektiv do d'Entwécklung vu sozialstaatlechen an aarbechtsrechtleche Strukturen ze favoriséieren.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Dat gött et, Här Hoffmann. Dat gött et.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Ech weess, datt et dat gött. Ech kommen och dorobber zrëck.

Dat heescht awer, dass bei esou Rechtsnorme wéi där, iwwert déi mer haut diskutéieren, net nëmmen d'Produkt selwer reglementéiert gött, wéi dat elo hei de Fall ass, sondern och d'Konditiounen vun der Produktioun misste reglementéiert ginn.

An dann erlaabt Der mer och haut een Zitat, e ganz kleng Saz vun engem franséische Spezialist vum Aarbechtsrecht, Alain Supiot, an engem vu senger leschte Bicher: «Il y a de bonnes raisons de penser que l'obligation de répondre de ses produits...» - also d'Responsabilitéit vu sengem Produkt ze iwwerhuelen - «...pourrait

englober leurs conditions de fabrication.»

Dat ass eng entscheidend Fro, zu där mir zwar - dat ass richteg, Här Fayot - entretemps eng Rei vun internationale Konventionen hunn, Pakten, net nëmmen vun der Organisation internationale du travail, och vun der UNO selwer, mä mir stellen awer fest, wa mer d'Wierklechkeet an der Welt kucken, dass déi Konventionen net verbindlech genuch si respektiv net wierksam genuch sinn. Ech mengen also, dass mer a puncto Rechtsnormen, fir eis ze protegéieren par rapport zu de Gefore vum fräie Maart, nach e gudde Wee virun eis hunn. Merci!

► **Mme le Président.**- Ech soen dem Här Hoffmann Merci. A wann d'Regierung elo präsent wär, da géif ech hir elo d'Wuert ginn. Mä vu datt dat awer net de Fall ass, si ass entschëllegt, hu mer domat dann d'Diskussioun hei ofgeschloss a mir kënnen direkt zum Vote vun dësem Projet iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme huet ugefaang. De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass ugeholl mat 58 Stëmme, kenger Nee-Stëmm an och kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par M. Félix Eischen), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par Mme Christine Doerner), Laurent Mosar (par M. Marc Spautz), Marcel Oberweis (par M. Norbert Haupt), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Mill Majerus), Raymond Weydert (par M. Marc Lies) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Paul Helming (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber och d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Jo. Dann hu mer heimat onse Pensum fir haut ofgeschloss.

D'Sitzung ass um Enn an ech ginn lech Rendez-vous fir déi nächst Sitzungen, déi virgesi si fir de 4., 5. a 6. Mee. Den Ordre du jour dozou kritt Der nach schrëftlech zougeschéckt.

Ech wënschen lech nach e schéinen Owend.

(Fin de la séance publique à 18.07 heures)

Sommaire des séances publiques N°s 26 et 27

Hommage à la mémoire de M. Robert Angel, député honoraire page 348

Hommage aux victimes de la catastrophe aérienne du 10 avril 2010 à Smolensk pages 348-349

Communications page 349

Ordre du jour page 349

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°51 du 20 avril 2010 de M. Gilles Roth relative à l'application du système TMC (Traffic Message Channel) au Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 349-350

- Question N°52 du 18 avril 2010 de M. Eugène Berger relative aux répercussions financières du nuage de cendres volcaniques sur les compagnies aériennes au Luxembourg ainsi que sur le dispositif à prendre afin de faciliter le rapatriement des citoyens luxembourgeois bloqués à l'étranger, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et

Question N°53 du 19 avril 2010 de M. Claude Haagen relative aux multiples conséquences suite à l'éruption du volcan islandais amenant 27 pays à restreindre ou fermer leur espace aérien, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 350-351

- Question N°54 du 20 avril 2010 de M. François Bausch relative à une baisse de vitesse sur les autoroutes du Grand-Duché et notamment la A3, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 351

- Question N°55 du 20 avril 2010 de M. Marc Angel relative à la procédure comodo/incommodo pour l'aéroport Findel et sur la gestion du bruit en relation avec les activités aéroportuaires, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 351

- Question N°56 du 20 avril 2010 de M. Fernand Kartheiser relative aux tarifs dans les transports publics, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 351-352

- Question N°57 du 19 avril 2010 de M. André Bauler relative à la mise en place de mesures préventives contre d'éventuelles courses folles dans les établissements scolaires, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 352

- Question parlementaire N°303 du 7 décembre 2009 de Mme Anne Brasseur relative aux cycles à pédalage assisté, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 352

- Question avec débat N°10 de Mme Claudia Dall'Agnol au sujet de l'organisation et du fonctionnement des services de secours pages 353-354

5899 - Projet de loi portant réforme de l'assurance accident et modifiant:

1. le Code de la sécurité sociale;
2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;
3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;
4. le Code du travail;
5. la loi du 18 avril 2008 modifiée concernant le renouvellement du soutien au développement rural;
6. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

pages 354-360

Ordre du jour (suite) page 360

6066 - Projet de loi portant approbation de l'Accord international de 2006 sur les bois tropicaux, fait à Genève, le 27 janvier 2006 pages 360-361

6099 - Projet de loi modifiant la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire pages 361-365

5995 - Projet de loi portant

1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1) création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant

1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale;

2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;

3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des fonctionnaires de l'État;

4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant

a) réforme de la formation des instituteurs;

b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques;

c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire pages 366-371

6026 - Projet de loi relatif aux bibliothèques publiques pages 371-379

6048 - Projet de loi

- portant transposition de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte);

- concernant la mise à disposition de machines;

- concernant les machines d'occasion pages 379-380

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0303	Anne Brasseur	Cycles à pédalage assisté
0353	Roger Negri	Projet «monorail»
0382	Jean Colombero	Maladies liées à la consommation de l'alcool
0388	Ben Scheuer	Utilisation de combustibles à haut taux de combustion (HTC) dans la Centrale nucléaire de Cattenom
0390	Jacques-Yves Henckes	Vélodrome à Cessange
0405	Roger Negri	Ligne ferroviaire Luxembourg-Trèves-Coblence
0416	Ben Fayot	Site de la Bibliothèque nationale
0439	Claude Haagen	Lycée technique agricole
0449	Marcel Oberweis	Stations d'épuration
0457	François Bausch et Claude Adam	Immatriculation des voitures des étudiants étrangers au Luxembourg
0464	André Bauler	Finalisation des travaux des nouveaux bâtiments du Lycée du Nord
0468	Gast Gibéryen	Projet d'avion de transport militaire A400M
0476	Fernand Kartheiser	«Réserve de suppléants» de l'enseignement fondamental
0479	André Bauler	Revalorisation des friches industrielles de Wiltz
0482	Claude Adam et Camille Gira	Centre agro-industriel à Pettingen près de Mersch
0485	André Bauler	Programme de formation continue du SCRIPT
0490	Henri Kox	Standards énergétiques des constructions réalisées par la Société Nationale des Habitations à Bon Marché
0493	Marc Spautz	Rocade de Differdange
0496	André Bauler	Éco-musée sur les sites ardoisiers de Haut-Martelange et de Rombach
0497	André Bauler	Projets d'infrastructure au niveau de la Nordstad
0498	Jean Colombero	Lits de vacances
0500	Emile Eicher, Ali Kaes et Jean-Paul Schaaf	Fermeture de bureaux de poste dans la région nord du pays
0502	Jean Colombero	Traitement des patients atteints d'une maladie chronique
0503	Jean Colombero	Portail Internet de la santé
0504	Ali Kaes	RN 27 entre Michelau et Erpeldange
0505	Fernand Etgen	Situation de la Police grand-ducal au nord du Luxembourg
0502	Jean Colombero	Traitement des patients atteints d'une maladie chronique
0503	Jean Colombero	Portail Internet de la santé
0504	Ali Kaes	RN 27 entre Michelau et Erpeldange
0505	Fernand Etgen	Situation de la Police grand-ducal au nord du Luxembourg
0510	François Bausch	Parc automobile de la direction de la police et patrouilles sur bicyclette
0511	Eugène Berger	Exposition temporaire de l'exposition «The Family of Man» dans la commune de Roeser
0512	Jean-Pierre Klein	Exemption de taxes rémunératoires
0513	Jacques-Yves Henckes	Irrégularités dans les comptes du syndicat communal SICEC
0515	Jean Huss	Interdiction des amalgames dentaires
0517	Claudia Dall'Agnol	Réseau national des bibliothèques «bibnet»
0518	Fernand Etgen	Contamination des poulets par campylobacter
0519	Sylvie Andrich-Duval et Gilles Roth	Décali de convocation aux réunions du conseil communal
0520	Marie-Josée Frank	Test tuberculique dans le cadre de l'examen pré-nuptial
0522	Marie-Josée Frank et Ali Kaes	Déclaration d'arrivée auprès de l'administration communale
0523	Fernand Kartheiser	Procédure d'asile
0524	Ben Fayot	Accès des ressortissants de l'Union européenne à la fonction publique
0525	Fernand Boden	Réalisation de la décharge-remblai au lieu-dit «Rosswinkel»
0529	Ben Scheuer	Piscine ludique dans l'est du pays
0532	Lydia Mutsch	Remboursement des frais des analyses de biologie médicale
0534	Gilles Roth et Marc Spautz	Dédommagement pour les propriétaires forestiers sinistrés lors de la tempête Xynthia
0536	Fernand Kartheiser	Appels électoraux par de hauts fonctionnaires en vue des élections sociales
0540	Marie-Josée Frank et Léon Gloden	Restaurant du pavillon luxembourgeois à Shanghai
0541	Ben Fayot	Droits des actionnaires
0542	André Hoffmann	Droit de vote lors d'un référendum communal
0545	Eugène Berger	Renégociation au niveau européen de la question de la rétention des données téléphoniques ou internet dans le cas d'enquêtes criminelles
0565	Gilles Roth	Prénoms dans les passeports biométriques
0569	Christine Doerner et Marc Lies	Rapport présenté au Sénat français relatif au commerce électronique en Europe
0572	Jean Colombero	Statistique CORE Call 2009
0573	Jean Colombero	Formation continue pour enseignants
0575	Jean Colombero	Centre intégré pour personnes âgées à Diekirch
0584	Ben Scheuer	Motocyclistes
0586	Jean Colombero	Agressions envers les services de secours
0598	Marc Spautz	Droits des patients

Question 0303 (7.12.2009) de Mme Anne Brasseur (DP) concernant les cycles à pédalage assisté:

De plus en plus d'utilisateurs ont recours à des vélos avec moteurs, dits «cycles à pédalage assisté» afin de leur permettre de circuler avec moins d'efforts physiques. Or, le Gouvernement a décidé par règlement grand-ducal du 18 octobre 2006 que les cycles à pédalage assisté doivent être enregistrés et couverts par une vignette de conformité attribuée par la Société nationale de Contrôle technique (SNCT). Cette vignette est payante et elle est délivrée sur le vu soit du véhicule, soit d'un certificat de conformité relatif à ce véhicule, soit d'un dossier administratif et technique permettant de constater la conformité du véhicule au prototype agréé correspondant.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les raisons de cette procédure compliquée, qui constitue une entrave à la promotion du vélo?

- Monsieur le Ministre est-il conscient que beaucoup de propriétaires doivent se rendre avec leur cycle à la station de contrôle, du fait que les papiers délivrés à l'achat du cycle ne correspondent pas aux exigences de la SNCT?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer pourquoi la vignette d'enregistrement est payante?

- Le Ministre envisage-t-il d'abandonner cette procédure compliquée et de considérer les cycles à pédalage assisté comme des vélos ordinaires comme c'est le cas dans de nombreux pays étrangers?

- Le Ministre partage-t-il l'avis qu'il ne s'agit pas d'une question de sécurité alors que la vitesse maximale de ces cycles est de 25 km/h et que le moteur ne fonctionne que si le cycliste pédale effectivement?

Réponse (20.4.2010) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée s'enquiert sur la procédure de l'enregistrement des cycles à pédalage assisté.

En introduisant par règlement grand-ducal du 18 octobre 2006 la procédure de l'enregistrement pour certains véhicules routiers non soumis à l'immatriculation et/ou non soumis à un contrôle technique périodique, dont le cycle à pédalage assisté, le Gouvernement a voulu assurer que ces véhicules n'échapperaient pas au contrôle des autorités publiques en ce qui concerne leur conformité aux exigences légales et réglementaires qui leur sont applicables. Ainsi, la rubrique 2.15 de l'article 2 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques limite la puissance et la vitesse des cycles à pédalage assisté. À défaut d'enregistrement et de vérification de l'état technique de ces véhicules, leur sécurité d'utilisation risquerait d'être compromise.

Un autre avantage de la procédure d'enregistrement des véhicules concernés consiste dans la traçabilité de leur provenance et dans l'identification de leurs propriétaires.

L'expérience pratique de la Société nationale de Contrôle technique (SNCT) en matière d'enregistrement des cycles à pédalage assisté fait ressortir que l'enregistrement peut se faire pour approximativement 85% des dossiers présentés, sans que le véhicule individuel à enregistrer ne doive être montré. Par ailleurs il est entre-temps devenu pratique courante qu'avant la mise sur le marché d'un nouveau type de véhicule, l'importateur ou le commerçant de ce véhicule présente le premier exemplaire au service «Agréation» de la SNCT, de sorte qu'un prototype est ainsi réceptionné ab initio et que l'enregistrement subséquent de tous les autres cycles du même type peut se faire, par la suite, sur base de la réception du prototype présenté initialement, sans aucune autre formalité technique pour l'acheteur particulier.

Le prix de la vignette de conformité de 20 euros sert à couvrir les frais administratifs concernant, entre autres, les frais la fabrication des vignettes, les frais d'envois et autres.

La durée de validité de la vignette de conformité étant de cinq ans, son coût annuel se limite à la somme de quatre euros.

La procédure actuelle a pour finalité d'assurer que les véhicules visés n'affectent pas la sécurité de leurs conducteurs ou des autres usagers de la voie publique.

On a estimé que sans l'intervention dans le processus de mise en circulation des cycles à pédalage assisté, ainsi que des autres véhicules soumis à la même procédure, d'un organisme assurant pour ces véhicules une surveillance neutre, motivée par la sécurité de ceux-ci, on risque de voir apparaître sur le marché national des véhicules ne respectant pas les limites techniques qui leur sont applicables en vertu des prescriptions du Code de la Route, notamment en ce qui concerne leur puissance et leur vitesse maximale.

Par ailleurs, je tiens à informer l'honorable Députée que j'ai demandé à la Société nationale du Contrôle technique - SNCT - de bien vouloir analyser s'il était possible de simplifier autant que faire ce peut ses procédures en la matière.

Question 0353 (6.1.2010) de M. Roger Negri (LSAP) concernant le projet «monorail»:

Il ressort de la réponse de Monsieur le Ministre à la question parlementaire N°0228 du 3 novembre 2009 (cf. compte rendu N°6/2009-2010) que les procédures en vue de la réalisation d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Esch-sur-Alzette conformément au concept



«mobil 2020» sont bien en cours. Pourtant, selon un reportage de RTL Tëlee Lëtzebuerg du 5 janvier, la réalisation de ce projet ne serait plus considérée.

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer s'il s'agit tout simplement d'une information erronée relayée par RTL ou si au cours des semaines passées, une nouvelle décision a été prise au sein du Ministère?

Dans le cadre du même reportage, un entrepreneur plaide en faveur d'un projet «monorail» qui pourrait relier Esch-sur-Alzette au Findel en passant par le centre de la ville de Luxembourg et le Kirchberg, ce qui remettrait en question le projet «tram léger» du Gouvernement. Le reportage laisse sous-entendre que ce projet est considéré par certaines administrations publiques qui ne sont pas clairement spécifiées. De même, le reportage fait état d'un groupe de travail qui a pour mission d'approfondir l'idée du projet «monorail», en omettant de dire s'il s'agit d'un groupe de travail au sein d'une administration publique ou d'une initiative privée.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le projet «monorail» lui a été soumis? Dans l'affirmative, est-ce que ce projet est pris en considération? Une discussion sur ce projet risque-t-elle de remettre en cause les projets du Gouvernement existants et de retarder, le cas échéant, leur réalisation?

Réponse (12.4.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question N°0353 de l'honorable Député Monsieur Roger Negri, je me permets de préciser que le projet de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg - Esch-sur-Alzette se trouve actuellement, tel que spécifié dans ma réponse à la question parlementaire N°0228 du 3 novembre 2009, en attente du résultat de la consultation du public dans les communes concernées par le projet. Aucune nouvelle décision en relation avec ce projet n'étant prise depuis novembre 2009, les faits décrits dans ma réponse précitée sont toujours d'actualité.

En ce qui concerne la politique de mobilité en général, la mise en œuvre du concept de mobilité intégré «mobil 2020» sera poursuivie conformément au programme gouvernemental annexé à la déclaration gouvernementale du 29 juillet 2009. Le concept, qui est basé sur la complémentarité entre les différents modes de transport, permettra d'adapter au mieux l'offre des transports publics aux besoins de la mobilité et ce en conformité avec les orientations fixées en terme d'aménagement du territoire et de développement économique du pays.

Cependant et comme il est expliqué dans le programme gouvernemental de 2009, tout projet doit être évalué à la lumière de la situation des finances publiques. C'est un exercice du Gouvernement dans son ensemble qui aura lieu dans les mois à venir et qui tiendra compte de tous les paramètres nécessaires pour assurer, d'une part, un haut niveau d'investissements et pour éviter, d'autre part, une croissance excessive des dépenses publiques. Ce n'est que suite à cet exercice que la question de Monsieur le Député, relative à l'échéancier de la réalisation du présent projet, pourra trouver une réponse définitive.

En ce qui concerne le projet «monorail», qui est une initiative privée, je me permets d'informer l'honorable Député que celui-ci n'a pas été soumis à ce jour au Ministère du Développement durable et des Infrastructures. De même, mon département ministériel n'est représenté dans aucun groupe de travail qui est en relation avec ce projet.

Question 0382 (18.1.2010) de **M. Jean Colombero** (*ADR*) concernant les **maladies liées à la consommation de l'alcool**:

Übermäßiger Alkoholkonsum belastet das Gesundheitssystem in zunehmendem Maße. Nicht selten führen alkoholbedingte Krankheiten zu dauerhaften Schäden bei den betroffenen Personen. Ein weiteres alarmierendes Zeichen ist der steigende Alkoholmissbrauch unter Jugendlichen. Letztendlich ergeben sich daraus für den Steuerzahler hohe Kosten.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1. Existieren Statistiken über alkoholbedingte Krankheiten?
2. Wie hoch ist der prozentuale Anteil der alkoholbedingten Krankheiten?
3. Wie viele alkoholranke Patienten haben an einer Entwöhnungskur teilgenommen?
4. Wie hoch sind die jährlichen Kosten, die der Allgemeinheit durch alkoholbedingte Krankheiten insgesamt entstehen und welcher Anteil davon entfällt auf die Entwöhnungskuren?
5. Wie viele Arbeitsstunden gehen jährlich durch alkoholbedingte Fehlzeiten verloren?

Réponse (2.4.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Il est communément admis que l'alcool est à la base de beaucoup de problèmes en relation avec la santé et la sécurité au travail. Les

employeurs ayant plus de 150 salariés ont estimé que l'absentéisme des salariés ayant des problèmes d'alcool est en général trois à cinq fois plus élevé que chez les autres salariés (données du Rapport national sur l'alcool et les drogues sur le lieu de travail de 1998 établi par le Docteur Goerens suite à une demande de la Commission européenne).

Les pathologies codifiées par les hôpitaux dans les diagnostics de sortie (selon la classification ICD10) permettent de disposer de données sur les pathologies pouvant être en relation avec l'alcool (cirrhose du foie, ascite, saignements de l'œsophage et le l'estomac, neuropathie périphérique, syndrome de Korsakoff, etc.). Par exemple les causes d'hospitalisation pour troubles mentaux liés à l'utilisation de substances psycho-actives (alcool et drogues) représentent 4,1% des hospitalisations dans les hôpitaux aigus.

En ce qui concerne les cures à l'étranger, le Contrôle médical de la Sécurité sociale a été saisi en 2009 de 125 demandes de transfert à l'étranger en relation avec des troubles mentaux et du comportement liés à l'utilisation d'alcool. Ces demandes concernaient 80 hommes et 42 femmes. S'y ajoutent encore 15 patients qui ont bénéficié d'un transfert à l'étranger pour des troubles mentaux et du comportement liés à l'utilisation d'alcool et de sédatifs ou d'hypnotiques.

Les tableaux suivants renseignent sur les patients masculins et féminins hospitalisés au Luxembourg pour alcoolisme.

Patients masculins

	2006	2007	2008
Nombre de patients	1.361	1.359	1.381
Nombre de journées	28.646	30.355	26.165
Durée d'hospitalisation	21	22,3	18,9

Patients féminins

	2006	2007	2008
Nombre de patientes	530	551	626
Nombre de journées	11.548	10.043	10.195
Durée d'hospitalisation	21,7	18,2	16,2

Total

	2006	2007	2008
Nombre de patients	1.891	1.910	2.007
Nombre de journées	40.194	40.398	36.360

Si le nombre de patients hospitalisés pour alcoolisme est stable, le nombre de journées passées à l'hôpital est par contre assez élevé. Au Luxembourg, c'est le Centre hospitalier neuropsychiatrique (CHNP) qui traite la majorité des patients hospitalisés pour

alcoolisme, ceci avec 15.506 journées en 2008.

Malheureusement il n'est pas possible de chiffrer le coût des troubles liés à la consommation d'alcool avec précision, étant donné que la CNS ne dispose pas du nombre d'incapacités de travail liées à la consommation abusive d'alcool.

Question 0388 (20.1.2010) de **M. Ben Scheuer** (*LSAP*) concernant l'**utilisation de combustibles à haut taux de combustion (HTC) dans la Centrale nucléaire de Cattenom**:

Selon un article paru récemment au «Trierischer Volksfreund», EDF, l'exploitant du Centre Nucléaire de Production d'Électricité (CNPE) de Cattenom, aurait obtenu en décembre 2009 l'autorisation d'utiliser des combustibles à haut taux de combustion (HTC), grâce à une augmentation de la limite réglementaire annuelle du rejet liquide en tritium, une substance radioactive considérée comme cancérigène. Cette même autorisation aurait été refusée à EDF en 2004.

- Monsieur le Ministre de la Santé peut-il confirmer ces faits? Dans l'affirmative, les autorités luxembourgeoises ont-elles été impliquées dans la prise de décision conformément à la législation européenne en vigueur? Quelle a été leur attitude face à la demande d'EDF? Sur base de quels arguments les autorités françaises ont-elles changé leur approche quant aux combustibles à haut taux de combustion?

vée de tritium dans la Moselle, est-ce qu'il y aura une augmentation des rejets d'autres substances chimiques suite à l'utilisation des nouveaux combustibles? Est-ce que des effets négatifs sur la faune et la flore aquatique sont à prévoir?

- Monsieur le Ministre du Développement durable estime-t-il que la nouvelle autorisation risque d'avoir un impact négatif sur l'environnement en dehors des milieux aquatiques?

Réponse commune (7.4.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

La question parlementaire de l'honorable Député Ben Scheuer a pour objet l'utilisation de combustibles à haut taux de combustion (HTC) dans le Centre Nucléaire de Production d'Électricité (CNPE) de Cattenom.

En ce qui concerne les activités du Centre Nucléaire de Production d'Électricité (CNPE) de Cattenom, les autorités luxembourgeoises, en l'occurrence la Division de la Radioprotection de la Direction de la Santé et l'Administration de la Gestion de l'Eau sont en contact régulier avec les autorités françaises, notamment l'Autorité de Sûreté nucléaire (ASN) et la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Lorraine, le service régional du Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer.

En France, l'Autorité de Sûreté nucléaire (ASN) a en effet autorisé la mise en œuvre d'une gestion de combustible à haut taux de combustion (HTC), dite GALICE pour les réacteurs de 1.300 MWe exploités par EDF. Cette autorisation est conditionnée par le respect de prescriptions techniques, qui figurent dans la décision n°2009-DC-0167 de l'ASN en décembre 2009. Cependant, la gestion du combustible GALICE n'est, pour l'instant, pas programmée pour le Centre Nucléaire de Production d'Électricité (CNPE) de Cattenom.

Contrairement à ce qui a été publié par le quotidien allemand «Trierischer Volksfreund», l'arrêté français du 23 Juin 2004 autorisant Électricité de France (EDF) à poursuivre les prélèvements d'eau et les rejets d'effluents liquides et gazeux pour l'exploitation du site nucléaire de Cattenom n'a pas fait l'objet d'une modification, et doit être respecté en cas d'utilisation du nouveau combustible. Le détail des limites annuelles autorisées de rejets liquides en Tritium par le CNPE de Cattenom est repris dans le tableau qui suit:

■ L'actualité parlementaire sur www.chd.lu

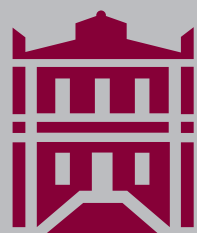
■ Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.

■ La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

■ L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.

■ Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.

■ De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



Avant 2004	Nouvelle autorisation à partir de 2004		
	Sans combustible HTC	Combustible HTC dans les quatre réacteurs	
		Max. par année	En moyenne sur trois ans
160 TBq ^{*)}	140 TBq	192TBq	160 TB

Puisque les décisions de l'ASN n'ont pas été suivies au niveau de l'autorisation des rejets radioactifs de 2004, il n'y a dès lors pas eu de nouvelle consultation avec les autorités luxembourgeoises. Je rappelle dans ce contexte, que la demande de renouvellement des rejets, introduit par EDF en 2003, avait fait l'objet d'une enquête publique au Luxembourg, communément organisée par le Ministère de l'Environnement, le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Intérieur. Chaque autorité avait, dans son domaine de compétences, analysé le dossier et veillé à ce que la nouvelle autorisation n'ait pour conséquence une exposition plus importante des populations ou de l'environnement.

Plusieurs caractéristiques du nouveau combustible HTC ont été changées depuis le dépôt d'un premier dossier de faisabilité en 2002. Le combustible GALICE ne contient pas de Plutonium. Il est légèrement plus enrichi en Uranium 235 (4,5% au lieu de 4% dans la gestion actuelle), et la longueur du cycle reste pratiquement inchangée à 18 mois.

^{*)} TBq = Tera Becquerels

Question 0390 (20.1.2010) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant le vélodrome à Cessange:

La Ville de Luxembourg a décidé de construire un vélodrome à Cessange, sur un lieu très contesté du fait qu'il n'y a pas de places de parking et que le terrain sur lequel il doit être construit est celui de l'ancienne décharge. Dans ce contexte, et en réponse à ma question parlementaire du 9 juillet 2008 (cf. compte rendu N°1/2008-2009), le Ministre de l'Aménagement du Territoire m'avait informé qu'une enquête publique était en cours quant à savoir quel serait le tracé de la future ligne ferroviaire Bettembourg-Luxembourg. Le Gouvernement précédent avait par ailleurs décidé d'élargir à trois voies l'autoroute Luxembourg-Esch.

Le Gouvernement précédent avait encore décidé de subsidier le projet du vélodrome à hauteur de 70% avec une limite de 7,5 millions d'euros. La presse s'est faite l'écho de ce que cette limite de 7,5 millions ne serait plus retenue par le Gouvernement actuel suite à l'augmentation considérable du coût de la construction du vélodrome.

Vu que le projet est très contesté quant à son lieu d'implantation et quant à son coût et alors qu'il existe des alternatives, je souhaite poser diverses questions dans ce contexte:

1. L'enquête publique sur le tracé de la future ligne ferroviaire Bettembourg-Luxembourg que devaient lancer les CFL a-t-elle été lancée? Si oui, quels en sont les résultats et quelles sont les conclusions que le Gouvernement en a tirées? Si non, quand est-ce que la consultation sera lancée?

2. Étant donné que le tracé de la ligne ferroviaire passe à immédiate proximité de la décharge de Cessange et du lieu d'implantation du futur vélodrome et étant donné qu'à cet endroit l'élargissement de l'autoroute va avoir pour conséquence que la ligne ferroviaire sera décalée vers l'ancienne décharge de Cessange et passera à immédiate proximité du futur vélodrome, voire même pour partie sur son lieu de construction, je voudrais savoir si du point de vue technique le vélodrome peut être réalisé à l'endroit initialement prévu et sans créer des coûts supplémentaires imputables soit à la ligne ferroviaire soit au vélodrome?

3. Le Gouvernement entend-il subsidier le projet vélodrome à 70% peu importe son coût ou bien entend-il imposer une limite à sa participation? Si oui, laquelle?

Réponse commune (19.4.2010) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures et de M. Romain Schneider, Ministre des Sports:

En réponse à la question N°0390 de l'honorable Député Monsieur Jacques-Yves Henckes, il faut rappeler que le projet de la nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Esch-sur-Alzette, comme d'ailleurs aussi celui de la nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg, est actuellement soumis aux différentes procédures prévues par la loi du 13 mars 2007 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires et portant transposition en droit national de la directive 97/11/CE.

Conformément à ladite loi, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures et les CFL ont organisé deux consultations du public distinctes dans les communes concernées par lesdits projets. Par la suite, les résultats de ces consultations du public avec les études préliminaires y relatives seront soumis au Conseil de Gouvernement qui pourra, le cas échéant, prendre une décision quant à la variante à réaliser et l'envergure des mesures compensatoires.

En ce qui concerne le projet du vélodrome, je tiens à préciser que la réalisation dudit projet est compatible avec la réalisation de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Esch-sur-Alzette et tient également compte de l'éventuel élargissement de l'autoroute A3-A6.

Sous réserve donc de tout impondérable financier, le département ministériel des Sports entend, tout comme son partenaire dans ce dossier, à savoir la Ville de Luxembourg, réaliser le projet de piste cycliste à Luxembourg-Cessange, la part revenant à l'État s'élevant à 70% du coût.

Question 0405 (22.1.2010) de M. Roger Negri (LSAP) concernant la ligne ferroviaire Luxembourg-Trèves-Coblence:

Selon différents articles parus ces derniers jours dans la presse, il semble que la «Deutsche Bahn», dans un effort de réduire le coût des investissements, remettrait en question certains projets ferroviaires, et notamment la modernisation et l'extension de la ligne ferroviaire Luxembourg-Trier-Koblenz. Entre autres, il semble incertain que la «Deutsche Bahn» ait toujours l'intention de réaliser la mise à double voie du tronçon entre Igel et Wasserbillig, un projet particulièrement important pour le Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des réflexions qui sont menées par les responsables de la «Deutsche Bahn»?

- Quels sont les engagements exacts que les responsables allemands ont pris à ce sujet dans le passé?

- Est-ce qu'une participation financière de la part du Grand-Duché à la réalisation de ce projet était prévue?

Réponse (12.4.2010) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

L'honorable Député Roger Negri s'enquiert au sujet de la modernisation de la ligne ferroviaire Luxembourg-Trèves-Coblence et notamment de la mise à double voie du tronçon entre Wasserbillig et Igel.

En novembre 2006, l'ancien Ministre des Transports avait signalé à son homologue allemand son accord de principe pour participer financièrement aux travaux sur le territoire allemand au cas où les travaux seraient entamés assez rapidement, tout en indiquant qu'il souhaiterait également une garantie quant à l'exploitation sur le tronçon Luxembourg-Coblence.

L'on a appris que, fin octobre 2007, la mise à double voie de la ligne sur un tronçon de plus ou moins deux kilomètres entre Igel et Igel-Ouest serait réalisée à l'horizon 2011/2012 par les moyens financiers de l'État fédéral. D'ailleurs, cette mesure avait également été inscrite dans le «Konjunkturprogramm» fédéral allemand. Or, ce projet de la mise à double voie a été récemment mis en suspens suite à une réévaluation du coût par la «Deutsche Bahn» à 19 millions d'euros de sorte que la rentabilité de cette ligne n'est plus donnée aux yeux de l'administration allemande.

Donnant suite à la réunion entre Madame la Chancelière Merkel et Monsieur le Premier Ministre Juncker en date du 9 mars 2010, les Ministres des Transports allemand et luxembourgeois ont été chargés de revoir ce dossier pour, le cas échéant, proposer une solution. Une première réunion préparatoire technique au niveau des fonctionnaires aura lieu au courant du mois d'avril.

Question 0416 (26.1.2010) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant le site de la Bibliothèque nationale:

La Bibliothèque nationale se débat dans les pires difficultés. 30.000 volumes ont été contaminés par un champignon du fait de l'humidité dans les lieux de stockage. Dans une interview récente au journal «Luxemburger Wort» (26 janvier 2010), la directrice de cette institution essen-

tielle pour notre vie culturelle parle de «situation indigne» dans laquelle se trouve la BNL à l'heure actuelle, et d'insister sur les coûts «radicalement sous-estimés» de l'éparpillement des collections et des conditions difficiles de la conservation et de la consultation. C'est un véritable cri d'alarme!

Cependant, la question de l'implantation d'une nouvelle construction pour la BNL reste entière, et elle hypothèque lourdement l'avenir de cette institution. Si le Gouvernement persiste à vouloir construire la Bibliothèque nationale sur le terrain du bâtiment Schuman et que ce bâtiment reste occupé par le Parlement européen jusqu'à ce que le nouveau bâtiment KAD soit terminé, l'avenir de la BNL est bouché jusqu'au bout de 2020.

Il est donc indispensable d'accélérer cette échéance. Pour ce faire, le terrain dit n°7 situé au boulevard Kennedy a été envisagé comme alternative. Ce terrain directement construisible et d'une dimension suffisante pour les besoins de la BNL appartient au Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg (FUAK). Il semble que l'État soit en train de négocier avec le FUAK pour acquérir ce terrain. Ce faisant, le FUAK considère l'État comme n'importe quel particulier qui construit au Kirchberg alors que sont prioritaires, selon l'article 34 de la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg, les services ou édifices d'utilité générale, donc aussi la construction de la BNL.

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la loi susmentionnée ne permet pas au FUAK de faire payer le prix fort à l'État pour ce terrain sous prétexte qu'il se trouve dans un quartier financier et commercial? Le FUAK et l'État ne devraient-ils pas s'entendre sur une approche commune qui permette de faire avancer rapidement la construction d'une nouvelle BNL, de ménager les finances de l'État et le fonctionnement du FUAK?

Réponse (21.4.2010) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

L'honorable Député Ben Fayot s'enquiert sur l'état d'avancement du projet d'un nouveau bâtiment pour la Bibliothèque nationale à réaliser au Kirchberg.

Comme il est expliqué dans le programme gouvernemental de 2009, tout projet doit être évalué à la lumière de la situation des finances publiques en dépit du fait que le programme prévoit également que le Gouvernement accordera une priorité à la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale. Cet exercice du Gouvernement dans son ensemble aura lieu dans les mois à venir et tiendra compte de tous les paramètres nécessaires pour assurer, d'une part, un haut niveau d'investissement et pour éviter, d'autre part, une croissance excessive des dépenses publiques. Ce n'est que suite à cet exercice que les questions de Monsieur le Député pourront trouver des réponses définitives.

À toutes fins utiles, je me permets cependant de donner encore deux précisions supplémentaires à ce sujet.

En ce qui concerne, d'une part, la disponibilité du terrain de l'emplacement de l'actuel immeuble Robert Schuman, site qui ne deviendra disponible que suite à la

réalisation du projet Konrad Adenauer II, le planning actuel prévoit que la construction de l'extension au bâtiment existant, devrait être achevée fin 2013 (les travaux de terrassements sont en cours). Les travaux pour la nouvelle Bibliothèque nationale sur le site de l'actuel immeuble Schuman pourraient dès lors être entamés au courant de l'année 2015 après démolition dudit immeuble en 2014. Par rapport aux délais nécessaires à l'élaboration d'un tout nouveau projet sur le site alternatif dans le secteur bancaire avec développement des phases APS et APD en vue du vote d'une loi d'autorisation, le démarrage du chantier à cet endroit ne peut pas être envisagé avant début 2013.

D'autre part, en ce qui concerne la question de l'honorable Député de savoir si «la loi susmentionnée (la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg) ne permet pas au FUAK de faire payer le prix fort à l'État pour ce terrain sous prétexte qu'il se trouve dans un quartier financier et commercial», il y a lieu de préciser que les cessions de terrains de la part du FUAK à l'État sont toutes réglées de la même manière et à un même prix «spécial» approuvé par le Gouvernement en Conseil. En l'occurrence, il s'agirait pour le FUAK d'un manque à gagner ayant comme conséquence, le cas échéant, un éventuel rééquilibrage budgétaire de la part de l'État en cas de déficit du Fonds. Enfin, il échet de ne pas oublier en l'occurrence que le FUAK est un établissement public sous tutelle de l'État dont les comptes sont consolidés pour déterminer le solde à financer de ce que l'on nomme communément «L'administration centrale».

Question 0439 (5.2.2010) de M. Claude Haagen (LSAP) concernant le Lycée technique agricole:

Dans sa séance publique du 26 octobre 2009 le conseil communal de la Ville de Diekirch a décidé unanimement d'exprimer ses réserves quant à la faisabilité concrète d'un projet de construction à Gilsdorf/Diekirch d'un Lycée technique agricole, d'un bâtiment administratif pour les besoins des services techniques de l'Agriculture et d'un bâtiment administratif pour les besoins de la Chambre d'Agriculture.

Dans la même prise de position le conseil communal de la Ville de Diekirch a formulé des recommandations et a défini des charges et conditions en ce qui concerne la réalisation du projet prémentionné.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Quelles sont les revendications formulées par la Ville de Diekirch qui ont trouvé l'approbation du Ministre?

2. La Ville de Diekirch a-t-elle été informée des décisions gouvernementales?

3. Le site retenu pour le projet en question est-il conforme au concept IVL?

4. Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que le site en question est



le seul site approprié dans la Nordstad?

5. Quel est l'avis du comité politique Nordstad au sujet du site actuellement retenu?

Réponse commune (19.4.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

L'honorable Député s'enquiert sur la faisabilité du projet du Lycée technique agricole à Gilsdorf ainsi que du Laboratoire de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture sur le même site alors que la Ville de Diekirch a exprimé certaines réserves à ce sujet.

Tout d'abord, il échet de préciser que ce projet sera réalisé en grande majorité sur le territoire de la commune de Bettendorf.

Quoi qu'il en soit, l'on prend néanmoins position par rapport aux délibérations du conseil communal de la Ville de Diekirch du 26 octobre 2009.

En ce qui concerne en premier lieu les revendications formulées par la Ville de Diekirch au sujet de l'accès, l'on précise que le concept d'accessibilité du nouveau site à Gilsdorf favorise le transport en commun respectivement la mobilité douce (piétons). Le nouveau site prévoit un parking de 105 emplacements de parking pour le corps enseignants et les visiteurs du lycée et de 53 emplacements pour les besoins de l'ASTA et de la Chambre de l'Agriculture. L'accès de ces 158 emplacements de parking se fera exclusivement à partir de la N14 allant de Diekirch vers Stegen. Seulement une partie de ces utilisateurs accéderont donc au nouveau site en provenance de Diekirch. Par ailleurs, la fréquentation du parking devrait être étalée sur toute la journée, diminuant le risque de problèmes de circulation aux alentours du nouvel accès au site du lycée et de l'ASTA ainsi que sur les réseaux routiers de la Ville de Diekirch.

Concernant le transport en commun, il est actuellement prévu d'aménager un quai pour l'emplacement de cinq à six bus sur le nouveau site à Gilsdorf, ce qui sera suffisant pour garantir une desserte régulière, laquelle restera en relation avec la gare d'autobus actuelle, située rue Merten à Diekirch.

L'accès au nouveau site pour les piétons est assuré par deux liaisons depuis Diekirch. Une nouvelle liaison piétonnière est aménagée entre les infrastructures scolaires et sportives existantes situées rue Joseph Merten à Diekirch (gare de bus, Lycée classique Diekirch, Nordstadlycée, Lycée technique hôtelier Alexis Heck, piscine, stade, etc.) et le nouveau campus du Lycée technique agricole. À l'extrémité ouest du site, un chemin piétonnier existant sur le territoire communal de Diekirch est prolongé de façon à rejoindre le chemin desservant le bâtiment de l'ASTA.

En ce qui concerne la crainte exprimée par la Ville de Diekirch concernant l'installation d'une circulation bidirectionnelle d'auto-délestage par la rue «um Knaepchen», longeant le nouveau site d'implantation, il y a lieu de noter que cette rue ne

desservira pas le site du lycée et restera ouverte uniquement à la circulation pour les machines agricoles et les riverains.

En ce qui concerne en deuxième lieu les fournitures énergétiques, le projet du site Gilsdorf prévoit une centrale de chauffage à copeaux de bois afin de couvrir les besoins en chaleur pour les constructions du Lycée technique agricole ainsi que pour le bâtiment des laboratoires ASTA.

La Ville de Diekirch souhaite que les nouveaux bâtiments soient raccordés au réseau urbain d'eau chaude de la Ville de Diekirch et craint que la solution de chauffage actuellement retenue n'engendre une surcharge de trafic lourd par la fourniture du bois nécessaire pour l'alimentation de la centrale de chauffage.

Dans ce contexte, il est à noter qu'une étude concernant les différents systèmes de chauffage possibles a été réalisée. La possibilité de raccorder les bâtiments projetés au réseau urbain d'eau chaude de la Ville de Diekirch a également été analysée. Or, il en résulte que ce système de chauffage n'est guère adapté au projet au vu de la grande distance de raccordement à franchir depuis la rue Merten jusqu'au site du nouveau lycée, entraînant des déperditions de chaleur trop importantes. Par ailleurs, l'énergie électrique nécessaire pour les pompes de transfert de l'eau chaude jusqu'au futur lycée, se trouvant à une altitude de 40 mètres au-dessus de la rue Merten, n'est pas négligeable.

D'un autre côté, un système de chauffage se basant sur des énergies renouvelables et non fossiles a été privilégié dans le cadre du projet du Lycée technique agricole pour des raisons didactiques et de valorisation de matières premières s'identifiant au mieux avec les formations scolaires offertes par le lycée. Il est évident que la production de chaleur sur base de copeaux de bois augmentera le trafic routier vers le lycée en période froide. Néanmoins, ce flux supplémentaire avec deux fournitures par semaine me semble acceptable et non significatif. En été, ce trafic sera insignifiant.

En ce qui concerne en troisième lieu le point relatif à l'évacuation des eaux usées et pluviales, l'on a approfondi, ensemble avec les bureaux d'études, la problématique de l'évacuation des eaux usées et pluviales à partir du site «Gilsdorf» et l'on a pu donner suite aux revendications de la Ville de Diekirch. Ainsi, il est prévu d'évacuer les eaux pluviales du site «Gilsdorf» directement vers la Sûre, alors que les eaux usées pourraient être raccordées via un nouveau tracé de canalisation vers la station d'épuration.

Il est à noter que cette étude a été avisée favorablement par les responsables de l'Administration de la Gestion de l'Eau lors de plusieurs entrevues. De même, les représentants des services techniques de la Ville de Diekirch n'ont pas émis d'avis négatif lors de la réunion de présentation de ce projet le 9 février 2010.

En ce qui concerne l'approvisionnement en eau potable, le projet prévoit de raccorder le site Gilsdorf au réseau d'eau potable de la commune de Bettendorf.

En ce qui concerne enfin les infrastructures sportives, il est exact que le projet du Lycée technique agricole prévoit uniquement une unité de salle de sports et que cette infrastructure est insuffi-

sante pour couvrir ses besoins. Le Gouvernement est en train de chercher une solution cohérente pour toutes les infrastructures scolaires implantées dans la Ville de Diekirch.

Quant à la deuxième question relative à l'information des autorités de la Ville de Diekirch, il y a lieu de préciser que mes services sont en contact régulier avec les autorités communales lors de la planification d'un projet d'infrastructures de cette envergure.

En ce qui concerne les questions de l'honorable Député relatives à la conformité du projet au concept IVL et si le site actuel soit le seul site approprié dans la Nordstad, l'on précise que dans le cadre de l'élaboration du plan directeur sectoriel «lycées», un groupe de travail interministériel a réalisé en 2002, ensemble avec un bureau d'études externe, une prospection et évaluation comparative de sites d'implantation potentiels dans la «Nordstad».

Dans une première phase, 15 sites ont été identifiés d'une manière sommaire. Après une première analyse, sept sites ont été éliminés vu leur incompatibilité avec des critères d'exclusion (par exemple: zone inondable, taille trop petite, contraintes physiques,...), les autres huit sites ont été étudiés d'une manière détaillée par la suite. De ces huit sites, cinq ont été écartés en fonction de l'analyse faite par rapport à des critères d'évaluation basés sur le programme directeur d'aménagement du territoire. Ce catalogue de critères comprenait des critères relatifs à l'aménagement du territoire, les transports et l'accès, la fonctionnalité du site ainsi que la faisabilité.

Comme l'IVL se base sur le programme directeur d'aménagement du territoire, les critères retenus sont conformes avec l'IVL.

Finalement le groupe de travail a donc proposé trois sites, dont celui actuellement prévu pour la construction du LTA. En effet, le site à Gilsdorf avait été favorisé par rapport aux autres sites potentiels et retenu comme terrain d'implantation approprié pour les motifs suivants:

- pas de zone inondable
- pas de voisinage direct
- terrain à 60% déjà classé comme zone de bâtiment et d'aménagement public
- peu de problème d'acquisition de terrain
- grandes surfaces disponibles pour les besoins et activités spécifiques du lycée technique agricole
- possibilité de réaliser sur un même site également les infrastructures pour la Chambre d'Agriculture et du laboratoire ASTA

Dans ce contexte, il y a également lieu de préciser que la procédure d'adoption du projet de modification du plan d'aménagement général de la commune de Bettendorf concernant le reclassement du site en question vient d'être entamée. La commission d'aménagement ayant émis son avis le 10 mars 2010, le projet va être soumis prochainement au vote provisoire du conseil communal de Bettendorf et à l'enquête publique y relative.

Enfin, en ce qui concerne la dernière question de l'honorable Député, il y a lieu de préciser que le comité politique Nordstad n'a pas avisé le dossier «Lycée technique agricole».

Question 0449 (9.2.2010) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant les **stations d'épuration**:

La directive-cadre européenne sur l'eau de 2000 exige en outre que soit assuré, à l'horizon 2015, un bon état chimique et écologique des eaux et que la pollution due aux rejets et émissions de substances classées «prioritaires», parce que potentiellement nocives, soit réduite. Il s'agit de micropolluants tels l'anthracène, le benzène, le cadmium et ses composés, le tributylétain ou le naphthalène, issus de l'industrie, de l'agriculture, des transports, des usages domestiques et dilués en quantités infimes (de l'ordre du millionième de gramme par litre) dans les eaux usées.

Une étude réalisée par le Cemagref (Institut de recherche en sciences et technologies pour l'environnement), Suez Environnement et l'Université de Bordeaux I - la plus vaste conduite en Europe - a analysé le comportement de 128 substances à l'entrée et puis à la sortie des stations d'épuration. Les installations actuelles, conçues pour traiter les matières azotées, phosphorées et carbonées, n'arrivent qu'à éliminer la moitié de ces micropolluants. Cette proportion atteint même les 85% concernant les molécules jugées prioritaires par la directive européenne. Du fait de leur forte concentration originale, 50% des produits restent présents dans l'eau traitée, notamment les détergents, les plastifiants et les solvants. De nouvelles techniques, entre autres la filtration sur charbon actif, le passage par des membranes ultra-fines ou l'ozonation, pourraient sensiblement diminuer la présence de ces produits dans les eaux usées, hélas les coûts pour l'épuration s'accroîtront sensiblement.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cette étude?
- Dans l'affirmative quelles conclusions entend-il tirer de cette étude, notamment au niveau d'assainissement accru de l'eau?
- Ne devrait-on pas demander au Centre de Recherche Public Gabriel Lippmann d'élaborer un programme de contrôle pour nos stations d'épuration similaire à celui exécuté par le Cemagref?

Réponse (7.4.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

La question parlementaire de l'honorable Député Marcel Oberweis a pour objet le devenir des micropolluants dans les stations d'épuration.

L'honorable Député Marcel Oberweis se réfère dans sa question au projet de recherche AMPERES (Analyse de Micropolluants Prioritaires et Émergents dans les Rejets et les Eaux Superficielles) réalisé par le Cemagref, établissement public à caractère scientifique et technologique dans le domaine des sciences et technologies pour l'environnement, la société Suez Environnement, le Laboratoire de physico-toxicochimie des systèmes naturels (LPTC) de l'Université Bordeaux I et l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse. Les résultats du projet AMPERES s'intègrent dans

une synopsis des principaux résultats d'une trentaine de projets de recherche réalisés dans le domaine des micropolluants en Europe du Nord-Ouest réalisée par le groupe de projet «Micropolluants» de la Commission Internationale pour la Protection du Rhin (CIPR) dont le Luxembourg fait partie.

Le groupe de projet «Micropolluants» a été mis en place par la CIPR suite à la 14^e conférence ministérielle sur le Rhin qui s'est tenue à Bonn le 18 octobre 2007 et où les ministres compétents pour la protection du Rhin et le représentant de la Commission européenne ont décidé «d'élaborer une stratégie commune et globale visant à réduire et à prévenir les apports dans le Rhin et ses affluents de micropolluants issus de l'évacuation des eaux des réseaux urbains et d'autres sources, en améliorant les connaissances sur les émissions, leur comportement écotoxicologique dans le milieu naturel et les méthodes de traitement appropriées».

Pour l'élaboration d'une stratégie sur les eaux usées urbaines et industrielles pour le bassin du Rhin et ses principaux affluents, le groupe de projet «Micropolluants» de la CIPR a décidé de traiter plus en détail les groupes de substances suivants: agents de contraste radiographiques, médicaments à usage humain, médicaments vétérinaires, biocides, antioxydants, pesticides, produits chimiques industriels, agents complexants, œstrogènes, produits de nettoyage/vaisselle, produits d'hygiène corporelle/substances odoriférantes. En vue d'identifier les meilleures techniques disponibles pour le traitement de ces micropolluants, le groupe de projet «Micropolluants» de la CIPR a recours à des projets-pilotes réalisés dans le bassin du Rhin visant respectivement le traitement (à la source) d'eaux usées hospitalières respectivement l'ajout de techniques de dépollution dans les stations d'épuration d'eaux résiduaires urbaines, en l'occurrence les techniques d'oxydation avancée par l'ozone combinée avec la filtration sur charbon actif ainsi que les techniques membranaires. L'approche stratégique à adopter dans le domaine des pollutions diffuses de micropolluants a fait l'objet d'un atelier de travail que la CIPR a organisé les 22 et 23 février 2010 au Ministère fédéral de l'Environnement à Bonn.

Dans ce contexte, il y a lieu de citer notamment le projet européen PILLS (Pharmaceutical Input and Elimination from Local Sources) bénéficiant d'un cofinancement par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) dans le cadre du programme Interreg IVB coordonné et mené par le syndicat intercommunal allemand Emschergenossenschaft (Lead Partner) en partenariat avec le Centre de Recherche Public Henri Tudor (Luxembourg), la Waterschap Groot Salland (Pays-Bas), l'Institut fédéral Eawag (Suisse) et la Glasgow Caledonian University (Grande-Bretagne). Les six partenaires de ce projet se sont fixé comme objectif le traitement à la source des effluents à forte teneur en résidus pharmaceutiques en provenance d'hôpitaux et de maisons pour personnes âgées. Dans le cadre de ce projet, le Centre de Recherche Public Henri Tudor vient de mettre en place une station d'épuration pilote au site du Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) à Esch-sur-Alzette.

Dans le contexte des projets de recherche ayant trait aux micropolluants, il convient finalement de mentionner que depuis l'année 2005, la Division Laboratoire de l'Administration de la Gestion de l'Eau a participé dans plusieurs projets de recherche ayant pour objet le devenir des micropolluants en général et des résidus de produits pharmaceutiques en particulier dans le milieu aquatique (eaux de surface et eaux souterraines). Ces projets ont été menés en partenariat avec le Centre de Ressources des Technologies pour l'Environnement (CRTE) du Centre de Recherche Public Henri Tudor, ainsi qu'avec la Division du Contrôle des Médicaments du Laboratoire national de Santé (LNS).

Question 0457 (10.2.2010) de **MM. Claude Adam** et **François Bausch** (*déi gréng*) concernant **l'immatriculation des voitures des étudiants étrangers au Luxembourg**:

Bon nombre d'étudiants européens utilisent leur voiture dans l'Etat membre de l'UE où ils étudient et c'est d'ailleurs conforme à la législation communautaire. Or, selon des articles de presse parus fin 2009, la police luxembourgeoise semble protocoller des étudiants aux plaques d'immatriculation étrangères en se basant sur l'article 92 du Code de la Route luxembourgeois, qui stipule que tout citoyen ayant sa résidence normale au Luxembourg doit enregistrer son véhicule au Luxembourg.

Selon la Commission européenne - dans sa réponse à la question parlementaire E-6390/09FR de Claude Turmes - la fréquentation d'une université ou d'une école n'implique pas le transfert de la résidence «normale». Selon la législation européenne, les étudiants ont tout à fait le droit d'utiliser leur véhicule immatriculé dans leur pays d'origine aussi longtemps qu'ils ne sont pas soumis au régime d'imposition du pays où ils étudient, c'est-à-dire aussi longtemps qu'ils n'ont pas de contrat de travail dans ce pays. La situation des étudiants d'autres Etats membres ne serait donc pas visée par l'article 92 du Code de la Route, qui lie l'immatriculation des véhicules à l'établissement de la résidence «normale».

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants:

- Messieurs les Ministres partagent-ils l'avis de la Commission européenne qu'il s'agit d'une interprétation erronée de la police?

- Comment est-ce que Messieurs les Ministres entendent éviter de telles mésinterprétations à l'avenir? Est-ce qu'ils entendent préciser la législation luxembourgeoise?

- Est-ce que les étudiants qui ont perdu des points et payé un avertissement taxé ont droit à une annulation, un remboursement ou un dédommagement? Dans l'affirmative, quelle est la procédure prévue à cet effet?

Réponse commune (19.4.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Le régime particulier de l'étudiant étranger, au regard notamment de la taxe sur les véhicules automobiles, trouve son origine dans la directive 83/182/CEE relative

aux franchises fiscales applicables en matière d'importation de certains moyens de transport. La directive avait été transposée en droit luxembourgeois par règlement grand-ducal du 24 janvier 1984 concernant la franchise de la taxe sur la valeur ajoutée accordée lors de l'importation temporaire, en provenance d'un Etat membre de la Communauté économique européenne, de certains moyens de transport, lequel a été abrogé par règlement grand-ducal du 29 juin 1984.

En 1996, le législateur a intégré la définition de la «résidence normale» (de cette directive) à l'article 2 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route). Cette insertion ayant eu lieu à l'occasion de la transposition en droit luxembourgeois de la directive 91/439/CEE du 29 juillet 1991 relative aux permis de conduire, un lien avec l'immatriculation des véhicules a pu ne pas être directement établi.

Le directeur général de la Police grand-ducale, tenant compte des avis des services juridiques des instances concernées ainsi que de ceux des autorités judiciaires, a donné les instructions nécessaires en la matière.

Le paiement d'un avertissement taxé éteint l'action publique, dès lors aucune annulation ou remboursement n'est possible.

Question 0464 (12.2.2010) de **M. André Bauler** (*DP*) concernant **la finalisation des travaux des nouveaux bâtiments du Lycée du Nord**:

Après 14 ans de travaux, la construction des nouveaux bâtiments du Lycée du Nord (LN) touche à sa fin. Quelques mois seulement avant l'inauguration officielle de la nouvelle infrastructure, les membres de la communauté scolaire du LN s'inquiètent fortement de la bonne finalisation de certains locaux, en particulier de celle des ateliers de menuiserie. Dans un courrier portant la date du 9 février courant, ils craignent que l'aménagement d'une infrastructure sportive en plein air ainsi que de zones de loisirs et de récréation ne risque de devenir la victime de coupes budgétaires s'expliquant par des surcoûts qui, à en croire les représentants de la communauté scolaire, auraient été dus à une «gestion parfois chaotique du chantier du LN».

C'est pourquoi je me vois obligé de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quels sont les problèmes rencontrés au niveau de la finalisation des ateliers de menuiserie? Dans quelle mesure les travaux d'équipement, qui ont été effectués jusqu'à présent, correspondent-ils aux exigences didactiques et aux critères de sécurité formulés par les enseignants concernés? A quelle date les futurs ateliers de menuiserie seront-ils achevés?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des explications concernant la réalisation de l'infrastructure sportive en plein air? Quels seront finalement les équipements dont pourra bénéficier le département d'éducation physique du LN?

- Pour ce qui est de l'aménagement des zones réservées aux ac-

tivités de loisirs et à la récréation, Monsieur le Ministre est-il disposé à fournir des informations détaillées? La planification des zones en question a-t-elle été effectuée en collaboration étroite avec la communauté scolaire du LN?

- Revenant à votre réponse relative à ma question parlementaire du 23 novembre 2009 (*cf. compte rendu N°7/2009-2010 - question parlementaire N°0271*) dans laquelle vous affirmez qu'il n'y a pas eu de dépassements de budget, j'ose vous demander comment vous vous positionnez par rapport au reproche de la communauté scolaire du LN qui, dans son courrier récent, se plaint du fait que ce non-dépassement «est justement le fruit de sévères coupes budgétaires effectuées ces derniers mois et années». Dans quelle mesure ces critiques vous paraissent-elles justifiées?

- Monsieur le Ministre peut-il garantir que les pavillons, qui hébergeaient jadis nombre de classes durant le chantier proprement dit, seront évacués du site scolaire et sportif du LN avant le début des festivités d'inauguration en mai prochain? Quels sont les travaux qui ne pourraient être terminés avant cette date?

- Finalement, j'aimerais savoir dans quelle mesure le mauvais temps provoque un retardement des travaux qui restent à achever?

Réponse (12.4.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député s'enquiert sur la finition du chantier du Lycée du Nord à Wiltz.

En ce qui concerne en premier lieu la question relative aux ateliers de menuiserie, il y a lieu de préciser que cet atelier reste le dernier à être définitivement aménagé. Actuellement, cet atelier existe déjà sous forme provisoire et est installé dans le Hall Winandy, hall que l'Etat loue depuis environ dix ans. Les locaux destinés à accueillir définitivement les ateliers bois dans l'aile E, ont été occupés de septembre 2007 jusqu'à la rentrée 2009 par les salles de sciences provisoires en attendant la construction des nouvelles salles de sciences dans l'aile C. C'est la raison principale pour laquelle ce seul atelier n'a pas pu être aménagé en même temps que les autres.

D'un autre côté, certains problèmes ont retardé l'attribution définitive de la fourniture et de l'installation de l'équipement menuiserie: en décembre 2006, la première soumission de mars 2006 a dû être annulée au motif qu'aucune des offres ne répondait aux conditions prescrites. En 2007 a été décidé d'installer temporairement les salles de sciences dans ces locaux. En février 2009, la deuxième soumission a été annulée au motif qu'elle n'a pas donné de résultat satisfaisant au vu d'un dépassement du devis de l'ordre de 40%. D'ailleurs, l'on a porté plainte auprès de l'Inspection de la Concurrence dans ce dossier. En juin 2009, un appel d'offre a été envoyé à six entreprises suivant procédure de marché négocié; seules deux offres complètes ont été remises par les mêmes deux entreprises ayant participé aux soumissions précédentes.

A noter que tous les équipements seront évidemment conformes aux réglementations de sécurité.

Enfin, l'on précise que l'atelier ne sera opérationnel qu'à partir de septembre 2010, même si une

partie de l'équipement pourra être livré et installé avant cette date.

En ce qui concerne en deuxième lieu les questions relatives à la réalisation de l'infrastructure sportive en plein air et des aménagements extérieurs (zones réservées aux activités de loisirs et à la récréation), il y a lieu de préciser tout d'abord qu'après la mise en service des ailes C et D en septembre 2009, les travaux d'aménagement extérieur constituent la dernière phase des travaux. Ces travaux ne peuvent réellement démarrer en grande partie qu'après la démolition de l'ancien hall de sport avec la piscine et l'ancienne maison douanière et suite à l'enlèvement des pavillons provisoires.

C'est seulement après ces travaux préparatoires que les surfaces deviendront disponibles pour réaliser la cour de récréation principale (travaux d'évacuation des pavillons en mars et avril 2010, début des travaux aménagement extérieur dans cette zone en mai 2010) et le parking des professeurs (travaux prévus pour printemps 2010).

Dans l'objectif de réaliser un aménagement extérieur agréable et de qualité, l'architecte a revu fin 2009 ses plans, établis à l'époque de l'APD en 2000, et a intégré plus de surfaces végétales et recréé des zones à différents caractères (zones publiques vers l'entrée principale, zones plus tranquilles à l'arrière du bâtiment D). Ce projet remanié a été présenté le 13 novembre à la direction du lycée par mes collaborateurs et l'architecte. Cette proposition a été accueillie très favorablement par la direction qui l'a présentée à sa population scolaire.

En ce qui concerne les installations sportives extérieures, il y a lieu de rappeler que le département de l'éducation nationale et de la formation professionnelle a décidé d'installer un mur d'escalade dans le hall sportif, non prévu par le programme de construction initial, en renonçant par conséquent à la réalisation des terrains synthétiques de sport extérieur afin de respecter le budget. Ce n'est qu'en fin de chantier et sous réserve de moyens budgétaires encore disponibles que l'on pourrait envisager de réaliser un terrain de sport extérieur.

Actuellement il est prévu de réaliser cette surface de façon engazonnée, alors qu'une telle surface permet également de faire certaines activités sportives.

A préciser dans ce contexte que le Lycée du Nord dispose d'installations sportives importantes et à dimensions supérieures à celles de certains autres lycées. Ainsi, la piscine a deux bassins, un grand bassin de 12 x 25 m avec une surprofondeur pour la tour de saut, et un petit bassin de 6 x 12 m. Le hall de sport a trois unités (30 x 51 m) et un mur d'escalade (coût du mur 93.194,85 euros TTC). Enfin, l'ensemble du petit matériel fourni pour les halls de sport et la piscine s'élève à un montant de 365.000 euros TTC, ce qui n'est sans doute pas négligeable.

Question 0468 (19.2.2010) de **M. Gast Gibéryen** (*ADR*) concernant **le projet d'avion de transport militaire A400M**:

D'Press meillt, dass déi siwe Länner, déi de Militärfliager A400M

bestallt hunn, dorënner och Lëtzebuerg, dem Hiersteller Airbus zougesot hunn, méi fir dese Flieger ze bezuelen.

Am Ganze sollen zwou Milliarden Euro direkt beim Verkaufspräis zougesot gi sinn, dobäi kënn 1,5 Milliard Euro als Kreditgarantie.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Arméiminister an den Här Budgetsminister:

1. Huet Lëtzebuerg dem Accord, deen an der Press ernimmt ass, zougesot?

2. Wa jo, wéi héich sinn déi supplémentär Käschte fir Lëtzebuerg, wat de Verkaufspräis betrëfft? A wat fir enger Héicht soll Lëtzebuerg sech un der Kreditgarantie bedeelegen? Wéi héich wier de Gesamtpräis wann den Accord vun alle Säiten agehale gëtt?

3. Wann neen, huet Lëtzebuerg d'Méiglechkeet, sech vum urspréngleche Kontrakt zrëckzëzielen? Wat wieren an deem Fall d'Käschte fir Lëtzebuerg?

4. Steet den Akaf vum Militärfliager, esou wéi vill méi wichteg Projeten fir d'Land, net och ënner dem «Finanzéierungsvirbehalt»?

5. Stëmmt et, dass d'Arméi an de Lycéeë virsprécht, fir eventuell Kandidaten ze rekrutéieren, déi zum Beispill als Pilot a Fro kommen?

6. Wat fir Käschte kommen op Lëtzebuerg zou, fir d'Ausbildung vu Piloten an anerem Personal ze assuréieren, déi sech ëm de Militärfliager bekëmmere sollen?

7. Wéi héich schätzen d'Ministren déi jährelch Käschten, fir den Ennerhalt an d'Flugstonne vun esou engem Flieger ze assuréieren?

Réponse commune (21.4.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de la Défense* et de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

No de Retarden, souwuel an der Entwécklung wéi an der Auslieferung vun den éischten A400Men a souwuel no enger Demande vun der Industrie fir eng nei finanziell Ennerstëtzung, hunn déi siwen A400M-Natiounen (Däitschland, Frankräich, Spuenien, d'Vereenegt Kinnekräich, d'Tierkei, d'Belsch a Lëtzebuerg) Verhandlung mam Group EADS an Airbus opgeholl, fir ze kucken, wéi dese majeuren Industrieprojet fir Europa a seng Verdeedegung, kéint op eng nohalteg Manéier weidergefëiert ginn.

No laangen Diskussiounen um techneschen a finanzielle Plang, iwwert déi d'Chamber regelméisseg informéiert gouf, si sech d'Industrie an d'Natiounen Ufank Mäerz 2010 eens ginn.

D'Länner bezuelen zwou Milliarden Euro weider fir déi 180 bestallte Fligere (den initiale Präis war op 20 Milliarden Euro fixéiert). Fir Lëtzebuerg ass dat eng Präiserhéijung vun 10 bis 12%. Des Weidere sinn d'Länner bereet, fir 1,5 Milliarden Euro der Industrie als Exportkreditter oder ähnlech Facilitéiten zur Verfügung ze stellen; des Sue ginn natierlech spéider vun der Industrie zrëckbezuel.

Lëtzebuerg wäert och un deem Mechanismus deel huelen, mä d'Detailer mussen nach zwëschen der Industrie an de Länner geprüeft ginn. De Montant vun

der Lëtzebuenger Bedeelegung baséiert sech, ewéi fir déi aner Länner, op déi bestallte Stéckzuel.

Et ass och vläicht nützlich ze ënnersträichen, dass esou komplex Programmer an hirem Développement oft ugepasst ginn am Liicht vun deenen industriellen an techneschen Erausforderungen, déi se beinhalten an déi een net ëmmer am Viraus ka komplett virgesinn.

Des Weidere muss een och déi operationell Besoine vun deene verschiddene Partner considéieren, souwéi de Fakt, al Fligere schnell ze ersetzen.

Wat d'Lëtzebuenger Piloten ubelaangt, ass de Recruitment amgaang. Am Kader vun hiren normale Kampagnen an de Schoulen weist d'Armée och op d'Méiglechkeet hin, fir Pilot ze ginn. D'Formation vun den Piloten fënn an der Belsch statt am Kader vun engem bilateralen Accord, esou wéi dat fir déi aner Offizéier an der Ausbildung ass.

Wat d'Maintenance concernéiert, ass et virgesinn, datt de Lëtzebuenger Fliger an eng belsch Unitéit affektéiert gëtt, fir do ze fléien a gewaart ze ginn.

Esou ka Lëtzebuerg vun 2019 u vun deene Facilitéiten esouwuel um materielle Plang profitéieren, ewéi och vun de belschen Techniker, ouni eng Duplikatioun zu Lëtzebuerg mussen ze maachen. Dës integréiert Approche erlaabt et, eng ganz Rei Erspuerner ze maachen. Des Weideren ass d'Armée mat hiren europäesche Partner derbäi ze analyséieren, wéi weider «Rationalisatiounen» fir den Emploi an den Ennerhalt vun Fliger kënnen fonnt ginn, fir weider Käschten ze spueren.

Question 0476 (24.2.2010) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la «réserve de suppléants» de l'enseignement fondamental:

La loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental a créé la «réserve de suppléants» ayant pour mission d'assurer les remplacements en cas d'absence temporaire d'un instituteur.

Selon mes informations, la mission assignée à cette réserve n'est pas toujours assurée. Il arriverait fréquemment qu'en cas d'absence du titulaire de classe celui-ci ne puisse être remplacé à court terme. Les élèves sont alors, par exemple, répartis sur d'autres classes, ce qui perturbe gravement le rythme scolaire.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale:

1. Depuis la rentrée scolaire 2009/2010, combien d'absences de titulaires de classe n'ont pas pu être assurées, en nombre absolu et en nombre d'heures de classe?

2. Madame le Ministre peut-elle fournir des statistiques précises sur les absences des titulaires des classes de l'enseignement fondamental, par cycle ou classe et par arrondissement d'inspection? Quelle est, par cycle et par arrondissement d'inspection, le taux des heures d'absence n'ayant pas pu être couvert par un remplaçant?

3. Quelles sont les causes pour lesquelles un remplaçant ne peut être trouvé? Ces causes diffèrent-elles selon l'arrondissement d'inspection?

4. Dans quels délais les remplaçants sont-ils payés pour leurs prestations?

5. Quelles sont les mesures que Madame le Ministre de l'Éducation nationale envisage de mettre en œuvre afin d'assurer la continuité de l'enseignement fondamental? Dans quels délais ces mesures seront-elles prises?

Réponse (6.4.2010) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Depuis le début de l'année scolaire 2009/2010, le remplacement du personnel enseignant est organisé par les six bureaux régionaux de l'inspection ainsi que par quinze communes qui ont opté pour organiser elles-mêmes ce remplacement.

Les remplacements en cours d'année scolaire du personnel enseignant sont organisés pour assurer des absences dues à de multiples causes dont les plus fréquentes sont les suivantes:

- des congés pour raison de santé;

- des congés de maternité;

- des congés parentaux;

- des congés pour convenances personnelles.

D'après les données fournies par les bureaux régionaux de l'inspection respectivement les administrations communales concernées pour la période du 15 septembre 2009 au 12 février 2010, les remplacements du personnel enseignant de l'enseignement fondamental n'ayant pas pu être assurés s'élevaient à quelque douze mille leçons d'enseignement.

Le taux des leçons d'absence du personnel enseignant (pendant la période de septembre 2009 à février 2010) n'ayant pas pu être couvertes par un remplaçant oscille en moyenne autour de 13%, tout en variant d'un arrondissement à l'autre.

Les raisons pour lesquelles un remplaçant n'a pas pu être engagé sont les suivantes:

- pénurie de personnel disposant de l'attestation habilitant à effectuer des remplacements dans les écoles fondamentales;

- remplaçants disponibles seulement pendant certains jours ou certaines périodes (par exemple étudiants effectuant des remplacements pendant leurs vacances semestrielles).

Ces raisons ne diffèrent pas fondamentalement d'un arrondissement à l'autre.

La nouvelle organisation de l'enseignement fondamental, qui se caractérise d'une part par une plus grande autonomie pédagogique des écoles, mais d'autre part par une gestion administrative plus centralisée, alors qu'antérieurement celle-ci se faisait principalement au niveau des autorités communales, a entraîné une chaîne hiérarchique plus longue et plus lente; en effet, elle passe maintenant de l'enseignant au président du comité d'école, puis à l'inspecteur assisté des collaborateurs du bureau régional pour aboutir aux services compétents du département de l'Éducation nationale qui transmettent à leur tour les dossiers à l'Administration du personnel de l'État pour exécution des paiements.

Pour mettre l'Administration du personnel de l'État en mesure de procéder au paiement définitif des indemnités, il faut obligatoirement qu'elle reçoive des services du Ministère de l'Éducation nationale un dossier personnel complet des personnes en cause. Or, la constitution et la vérification des dossiers par les services des Ministères de l'Éducation nationale et de la Fonction publique, suivies de leur validation par le contrôle financier, prend un temps non négligeable, d'autant plus qu'il faut rappeler régulièrement à de nombreux remplaçants de présenter des documents faisant défaut dans leur dossier, notamment le certificat médical établi par le contrôle médical de la Fonction publique.

Le délai de paiement relatif aux prestations des remplaçants est donc tributaire de toute une série de facteurs dépendant en partie des remplaçants eux-mêmes.

Afin d'assurer la continuité de l'enseignement, je compte procéder au recrutement de personnel enseignant dûment qualifié en nombre suffisant dans les meilleurs délais possibles, selon les dispositions légales en vigueur.

Question 0479 (25.2.2010) de M. André Bauler (DP) concernant la revalorisation des friches industrielles de Wiltz:

Le 22 septembre 2009, le Ministre du Logement avait rencontré les représentants de la commune de Wiltz pour élucider différentes questions autour de l'avenir des friches industrielles (terrains «Baumaself» et «Eurofloor») et du réaménagement du quartier de la gare. Soulignant la portée régionale et nationale de ce projet, le Gouvernement avait institué un groupe de travail interdisciplinaire en vue de lancer les travaux préalables à toute activité de revitalisation des friches wiltzaises.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Logement:

1) Quelles ont été les conclusions du Ministre suite aux échanges de vue avec les représentants de la Ville de Wiltz? Quel rôle leur sera dévolu dans le processus d'assainissement et de revitalisation des friches?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur les travaux du groupe de travail qui a été mis en place en 2009? Quelle est sa composition et d'après quelles procédures exerce-t-il ses missions?

3) Quand le masterplan pourra-t-il être finalisé au plus tard?

4) Est-il prévu d'associer le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat aux projets de revalorisation du site? Comment cette participation pourrait-elle se concrétiser?

5) Le Gouvernement envisage-t-il la création d'un fonds pour le développement urbain afin de mettre en place une structure de financement appropriée? D'où proviendraient, le cas échéant, les ressources de ce fonds?

6) Messieurs les Ministres peuvent-ils également m'informer sur les conclusions de l'analyse financière réalisée pour le site en question? Quel sera le coût d'assainissement? L'État est-il dis-

posé à prendre en charge une partie de ces coûts? Dans l'affirmative, quelle serait la part de ces engagements?

Réponse (21.4.2010) de M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures et Ministre du Logement:

Ad 1)

Les conclusions tirées par Monsieur le Ministre du Logement à l'issue de son échange de vues avec les autorités communales de la Ville de Wiltz se résument comme suit:

- Le site des friches industrielles à Wiltz ainsi qu'un ensemble de sites adjacents, notamment le quartier de la gare, méritent d'être requalifiés afin de renforcer le rôle de Wiltz en tant que Centre de développement et d'attraction régional (CDA), tel que préconisé par le «Programme directeur d'aménagement du territoire» arrêté par le Gouvernement le 27 mars 2003.

- Compte tenu du fait que la gestion de ce projet dépasse les capacités en ressources humaines de la Ville de Wiltz, il a été retenu que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures (département de l'Aménagement du Territoire) financerait les prestations relatives à la gestion du projet, à l'élaboration respectivement l'affinement du masterplan et à l'analyse financière et économique.

- Il est également envisagé que le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat pourrait jouer le rôle de développeur.

Ad 2)

La mission du groupe de travail mis en place en 2009 consiste à:

- coordonner les différents acteurs en vue d'obtenir un projet d'assainissement du site cohérent et fiable qui pourra servir de base à l'élaboration d'un avant-projet de requalification urbaine (le masterplan);

- compléter ces travaux de planification par une estimation de leur coût global en termes d'assainissement et de viabilisation;

- mettre les autorités communales de la Ville de Wiltz en mesure d'acquiescer le site Tarkett (le seul qui n'est pas en possession de la Ville de Wiltz) en tenant compte, d'une part, du coût d'assainissement et de viabilisation et, d'autre part, des potentialités de développement;

- mettre les acteurs étatiques ainsi que les autorités communales de la Ville de Wiltz en mesure d'estimer leur quote-part en ce qui concerne les frais d'assainissement par rapport à la quote-part de l'entreprise Tarkett;

- finaliser un avant-projet de requalification urbaine (le masterplan) qui sera intégré dans le plan d'aménagement général de la Ville de Wiltz et qui pourra, le cas échéant, être mis à profit par le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat pour initier un projet de développement urbain.

- Ledit groupe de travail est composé de représentants de l'administration communale de Wiltz, du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région ainsi que du Ministère de la Santé.

- Le groupe en question encadre les bureaux d'études et instituts spécialisés en hygiène environnementale, infrastructures urbaines, pollution et assainissement, urbanisme et conception économique

et financière. Il est assisté en plus par un coordinateur de projet.

Concernant les procédures, il y a lieu de noter que les autorités communales de la Ville de Wiltz, en collaboration avec le département de l'Aménagement du Territoire, sont les initiateurs et ont la régie du processus par le biais du coordinateur de projet.

Ad 3)

Pour ce qui est du timing, il est prévu d'aboutir fin 2010 à un avant-projet de requalification urbaine et à un projet d'assainissement qui trouverait l'assentiment de tous les acteurs du processus. Sur base de cet avant-projet et de l'étude financière qui viendra le compléter, l'acquisition du site Tarkett par la Ville de Wiltz sera opérée. À partir de ce moment, il sera possible d'entamer les étapes qui mèneront à la concrétisation du projet global.

Ad 4)

En ce qui concerne la requalification du quartier de la gare et des friches à Wiltz, le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat peut jouer le rôle de développeur aux termes de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. Par ailleurs, il convient de relever que le projet de quartier d'habitation de quelque 150 logements, que le Fonds réalisera au lieu-dit «Geetz», constitue une première étape de la mise en œuvre du projet en marge.

Ad 5)

Une étude actuellement en cours, en collaboration avec la Banque européenne d'Investissement et les ministères concernés, à savoir le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, le Ministère des Finances et le Ministère du Logement, permettra de clarifier s'il est opportun de créer une structure de développement spécifique pour le site en question.

Ad 6)

Il ressort de la description des différentes étapes de réalisation du projet reprise sub 2 et 3 que l'analyse financière ne pourra être réalisée qu'au moment où l'avant-projet de requalification urbaine sera disponible.

Question 0482 (26.2.2010) de MM. Claude Adam et Camille Gira (déi gréng) concernant le centre agro-industriel à Pettingen près de Mersch:

Il y a presque un an que fut officiellement présenté à Pettingen près de Mersch un nouveau site pour l'implantation du futur centre agro-industriel. Cet emplacement, se trouvant dans une zone verte et faisant partie d'un vaste espace naturel vert a été vivement contesté par les associations environnementales. En outre, le Conseil supérieur de la Protection de la Nature a émis un avis négatif et plaidé pour le choix d'un site alternatif. Selon nos informations, le projet du futur centre agro-industriel n'a pas considérablement avancé depuis le mois de mai 2009.

Dans ce cadre et conformément à notre règlement interne, nous nous permettons de poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut nous donner des détails concernant l'état d'avancement du projet du nouveau centre agro-industriel?



- Face aux enjeux importants du projet pour toute une région en ce qui concerne aussi bien le développement économique que l'aménagement futur du territoire et la protection de son environnement naturel, une action concertée ne s'impose-t-elle pas? Le Gouvernement ne devrait-il pas prendre l'initiative et réunir tous les acteurs concernés - les différentes administrations, les maîtres d'ouvrage, les promoteurs et résidents - afin de trouver dans les meilleurs délais un site approprié?

Réponse (15.4.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

La question des honorables Députés a trait au projet de construction d'un nouveau centre agro-industriel, dénommé «Lëtzebuerger Agrarcenter», porté par la coopérative agricole De Verband.

De prime abord, il y a lieu de mettre en évidence qu'il ne s'agit en l'occurrence pas d'un projet public, mais d'un projet privé. Étant donné qu'à l'heure actuelle, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures n'est pas officiellement saisi d'une demande d'autorisation en relation avec le projet, il ne m'appartient dès lors pas de me prononcer sur l'avancement du projet ou d'en informer le public.

Néanmoins, je peux faire part aux honorables Députés des informations dont je dispose et qui sont en relation directe avec mes compétences ministérielles.

Le Verband a lancé, de sa propre initiative, une procédure volontaire de participation et de coopération afin de trouver des sites potentiels pour le nouvel Agrarcenter, en sus du site actuel près de la gare à Mersch et du site potentiel déjà visité en 2009 par le Ministre de l'Environnement alors en fonction.

Le Verband a invité une multitude d'acteurs tant du domaine public (ministères, administrations et communes) que de la société civile (ONG environnementales, association citoyenne BUSNA...) à participer dans des ateliers thématiques avec le but d'analyser et d'évaluer les sites potentiels identifiés. Le MDDI y est représenté par un fonctionnaire du Département de l'Environnement. D'après mes informations, la procédure d'identification et d'évaluation des sites potentiels s'étendra probablement jusqu'au mois de juillet 2010.

Pour de plus amples informations il y a lieu de s'adresser directement aux responsables de la coopérative agricole De Verband.

Question 0485 (1.3.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **programme de formation continue du SCRIPT**:

En date du 17 mars 2010, deux syndicats du personnel enseignant organiseront une conférence sur les atouts et les désavantages de l'enseignement par compétences.

Dans la fiche d'invitation, les organisateurs de la conférence affirment que le SCRIPT n'avait pas voulu intégrer cette conférence dans son programme de formation continue parce que les textes du conférencier «ne semblent pas aller dans la même direction que celle préconisée par le MENFP».

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle me dire si les affirmations susmentionnées sont exactes? Si tel était le cas, Madame la Ministre peut-elle me dire pourquoi la conférence en question n'a pas été intégrée dans le programme de formation continue du SCRIPT?

- Est-ce que d'autres manifestations ont également été écartées du programme du SCRIPT? Dans l'affirmative, de quelles manifestations s'agit-il? Quels ont été les motifs qui, selon les responsables du SCRIPT, auraient justifié une telle décision?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que, pour faire respecter le pluralisme des idées, il faudrait aussi faire entendre «un autre son de cloche» dans le cadre de la formation continue des enseignants?

Réponse (6.4.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

L'Institut de Formation continue auprès du SCRIPT coordonne les activités de formation continue suivant trois axes, à savoir:

- le développement personnel (Personalentwicklung);

- le développement de l'enseignement (Unterrichtsentwicklung);

- le développement de l'organisation (Organisationsentwicklung).

La formation continue répond soit à des besoins individuels, soit à des besoins et spécificités locaux, régionaux ou nationaux et peut donc être organisée au sein d'une ou de plusieurs écoles, au niveau régional et au niveau national. Elle poursuit les orientations pédagogiques des plans-cadre, plan d'études et programmes officiels et a comme cadre de référence le développement des compétences professionnelles suivantes:

- organiser et animer des situations d'apprentissage;

- gérer la progression des apprentissages;

- concevoir et faire évoluer des dispositifs de différenciation;

- impliquer les élèves dans leurs apprentissages et leur travail;

- travailler en équipe;

- contribuer à la gestion de l'école;

- informer et impliquer les parents;

- contribuer à l'élaboration de concepts pédagogiques ou de matériels didactiques;

- adopter de nouveaux concepts pédagogiques;

- se servir de nouveaux matériels didactiques et de nouvelles technologies;

- affronter les problèmes éthiques et autres de la profession;

- gérer sa propre formation continue.

Afin de garantir une cohérence au niveau de la qualité des formations offertes, des critères de qualité ont été formulés. Entre autres, une formation doit être orientée vers les besoins de la communauté scolaire. Elle doit s'appuyer sur un cadre théorique scientifique et elle doit favoriser les échanges entre les enseignants sur leurs pratiques. Les offres de formation continue sont systématiquement soumises à des

évaluations de qualité par les participants afin de maintenir les exigences et de permettre l'évolution en cas de besoin. Par ailleurs, la formation doit se baser sur des modes d'animation et d'enseignement adaptés aux adultes et intégrer la dimension du genre. Les objectifs de la formation sont précisés auparavant avec le formateur et adaptés, le cas échéant, selon les attentes et besoins du personnel enseignant et socioéducatif.

En raison de tous ces critères et procédures, le SCRIPT n'a pas pu intégrer la conférence en question dans son programme de formation continue.

En réponse à la deuxième partie de votre question, j'ai l'honneur de vous informer que le SCRIPT reçoit régulièrement de la part d'instituts de formation, de formateurs individuels ou d'associations des propositions de séances de formations, de conférences ou de manifestations diverses. Ces propositions sont analysées en tenant compte des mêmes critères de qualité mentionnés ci-dessus. Les propositions qui correspondent à la fois aux besoins de formation et aux critères de qualité sont intégrées dans l'offre de formation continue.

En réponse à la troisième partie de votre question, j'estime qu'il faut continuer à respecter le pluralisme des idées et que c'est justement la confrontation des idées et des conceptions différentes qui est à la base d'un bon fonctionnement d'une société démocratique.

J'ai eu, au cours des dernières années, la possibilité de discuter de la pertinence de l'approche par compétences avec beaucoup de spécialistes et experts nationaux et internationaux en éducation. De tous ces échanges, je retiens qu'il vaut mieux rassurer le corps enseignant que créer des sentiments d'insécurité en établissant des approches dichotomiques artificielles qui ne reflètent ni la dynamique ni la complexité des réformes en cours.

Question 0490 (3.3.2010) de **M. Henri Kox** (*déi gréng*) concernant les **standards énergétiques des constructions réalisées par la Société Nationale des Habitations à Bon Marché (SNHBM)**:

La Société Nationale des Habitations à Bon Marché réalisera sous peu un ensemble de logements à basse consommation d'énergie sur un terrain situé dans la commune de Junglinster. Or, il s'avère que le système de chauffage prévu dans ces logements est un chauffage au mazout.

Alors que la Société Nationale des Habitations à Bon Marché est considérée comme promoteur public au sens de la loi concernant les aides au logement, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Combien de logements les promoteurs publics ont-ils construits au cours des cinq dernières années?

- Quels sont les critères énergétiques appliqués pour ces logements?

- Existe-t-il une évaluation des coûts en énergie, surtout en ce qui concerne le chauffage, auxquels les occupants de ces logements doivent faire face?

- Dans l'affirmative, comment se situent les différents promoteurs publics les uns par rapport aux autres après comparaison de ces coûts?

- Dans la négative et sachant que les coûts du chauffage au mazout vont augmenter dans les années prochaines, Messieurs les Ministres jugent-ils acceptable de vendre ces logements à des personnes à revenu modéré? Ne s'agirait-il pas dans ce cas précis d'une forme de publicité mensongère?

Réponse (19.4.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement*:

Par son courrier du 29 mars 2010, Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la Société Nationale des Habitations à Bon Marché (SNHBM) fournit les réponses suivantes:

«Au cours des cinq dernières années, la SNHBM a construit et vendu au total 407 logements répartis comme suit:

Année	Maisons unifamiliales	dont classe énergétique B	Appartements	dont classe énergétique		
				B	D	E
2005	26	----	49	----	----	----
2006	57	5	81	----	----	----
2007	30	7	0	----	----	----
2008	18	18	67	----	19	48
2009	16	16	63	42	21	----

À part la construction de nouveaux logements, la société a également entamé des travaux de rénovation de ses neuf immeubles locatifs sis à Bonnevoie.

En effet, ces immeubles datent des années 1950 et sont actuellement rénovés de fond en comble. À ce jour, la rénovation de 20 appartements, sur un total de 72, est achevée et les immeubles sont classés dans la catégorie énergétique D.

Fin 2008, la société a par ailleurs décidé que tout nouveau projet de la société devait être élaboré suivant les critères de la classe énergétique B. Ceci signifie que tous les logements sont équipés d'une ventilation contrôlée à double flux avec récupération de chaleur. Pour certains projets, des panneaux solaires sont également installés pour la production d'eau chaude. Tous les logements construits au cours des cinq dernières années sont chauffés avec des chaudières à gaz.

Les frais de chauffage d'une maison unifamiliale (surface entre murs extérieurs de 140 m²) de la classe énergétique B se situent à environ 540 euros par an.

Au sujet de notre projet à Junglinster, aucune décision quant au système de chauffage n'a encore été prise. Actuellement différents scénarios sont étudiés prenant en compte les indications suivantes:

Chamber TV

weist all öffentlich Sitzung live an integral

An der Gemeng Bartreng um Kanal 540 / 455.25 Mhz

Zu Walfer um Kanal 529 / 367.25 Mhz

Zu Biwer an zu Wecker um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech um Kanal 519 / 287.25 Mhz

Zu Iermsdref um Kanal 540 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer um Kanal 540 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper um Kanal 540 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach um Kanal 540 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach um Kanal 540 / 455.25 Mhz

Système de chauffage	Coût d'acquisition HTVA	Frais de chauffage et de production d'eau chaude annuels	Subventions étatiques
Chaudière à condensation à gaz	5.568 euros	539 euros	100 euros
Chaudière à condensation au fuel	11.864 euros	669 euros	----
Pompe à chaleur (air/eau)	16.951 euros	792 euros	Max. 3.000 euros

Pour être complet, le Ministre du Logement attire l'attention de l'honorable Député sur les dispositions suivantes de l'article 5, alinéa 2 du règlement grand-ducal du 24 mars 2010 arrétant le 9^e programme de constructions d'ensembles de logement subventionnés:

«Toute convention prévoyant la construction de nouveaux logements et signée après l'entrée en vigueur du présent règlement doit contenir une clause prévoyant que les logements dont l'autorisation à bâtir sera demandée après ladite entrée en vigueur doivent atteindre la classe B pour l'indice de dépense d'énergie primaire, pour l'indice de dépense d'énergie chauffage et pour l'indice de dépense d'émissions de CO₂, telle que définie à l'annexe du règlement grand-ducal du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation».

Question 0493 (5.3.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **Rocade de Differdange**:

Récemment, les responsables de l'État et de la Ville de Differdange sont parvenus à un accord avec ArcelorMittal sur l'acquisition de terrains indispensables pour la réalisation du dernier tronçon de la «Rocade de Differdange» qui permet entre autres de relier le centre-ville à la collectrice du Sud. Cet accord avec ArcelorMittal est à saluer, d'autant plus qu'il n'a pas pu être obtenu ces dernières années à cause de divergences de vues sur la valeur des terrains.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quand les travaux de la finalisation de la Rocade de Differdange pourront-ils commencer?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer la durée prévisionnelle de ces travaux?

- Quel en est le coût approximatif?

Réponse (6.4.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz quant au dernier tronçon de la Rocade de Differdange, il y a lieu de préciser qu'il reste encore à clarifier quelques points de coordination avec d'autres projets connexes, dont notamment la pose d'un collecteur d'eaux usées et la construction d'un bassin d'orage dans le cadre de l'assainissement de la Chiers. Il s'agit d'un projet commun de la Ville de Differdange, de la commune de Sanem et du Syndicat intercommunal pour l'assainissement du bassin de la

Chiers (SIACH) pouvant bénéficier d'un cofinancement de la part du Fonds pour la Gestion de l'Eau. Une mise en adjudication commune de la nouvelle route avec la partie de ce projet d'assainissement touchant à l'emprise de cette route est indiquée.

Tenant compte de ces explications, il est actuellement difficile d'annoncer une date de commencement de ces travaux. La durée de ces travaux peut être estimée à 240 jours ouvrables.

Le coût approximatif du dernier tronçon de la Rocade de Differdange peut être estimé à cinq millions d'euros. Dans ce coût n'est pas compris le coût d'un écran de protection, qui est actuellement à l'étude.

Question 0496 (8.3.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**éco-musée sur les sites ardoisiers de Haut-Martelange et de Rombach**:

Fin 2003, l'État luxembourgeois avait acheté les sites ardoisiers de Haut-Martelange et de Rombach qui, depuis 1993, étaient la propriété de la commune de Rambrouch afin d'organiser et de financer leur revitalisation sur les plans culturel et touristique. En collaboration étroite avec les «Les Amis de l'Ardoise», le Gouvernement s'est proposé d'aménager un éco-musée sur une surface d'environ huit hectares.

La soumission des travaux concrets était prévue pour le début de l'année 2009. Les différentes options proposées concernant le projet du musée ont été analysées au cours de l'année 2008, alors qu'il était prévu de présenter ces choix dans une note stratégique soumise au Gouvernement en Conseil au printemps 2009 pour prise de décision quant au scénario à retenir, d'après la réponse de Madame la Ministre à la question parlementaire N°3009 du Député Fernand Etgen (*cf. compte rendu N°8/2008-2009*).

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des explications au sujet du concept muséal et touristique des anciennes ardoisières qui a été finalement retenu dans la note stratégique soumise au Gouvernement en 2009?

- Quel est le rôle du Service des Sites et Monuments nationaux dans la création d'un éco-musée? Quelles sont les autres administrations qui interviennent dans la revitalisation du site?

- Madame la Ministre peut-elle me dire quel a été le montant des investissements réalisés jusqu'aujourd'hui sur le site de Martelange/Rombach?

- Quels projets le Gouvernement veut-il concrétiser durant la législature en cours et quel est leur état d'avancement à l'heure qu'il est?

Réponse (15.4.2010) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*:

À la question parlementaire N°0496 de l'honorable Député Monsieur André Bauler relative aux travaux en cours sur le site des anciennes ardoisières de Haut-Martelange, je voudrais apporter les réponses suivantes:

Depuis la cessation des activités des ardoisières de Haut-Martelange en 1986 par la société propriétaire, une dégradation progressive du site s'était installée.

Dès 1993, les premiers investissements furent consentis par l'État. Le Conseil de Gouvernement, dans sa séance du 23 octobre 1992, souligna que «ce site industriel constitue un atout indéniable pour le développement des potentiels économique, culturel et touristique de la région». Les premiers bâtiments furent dotés d'une nouvelle toiture afin d'empêcher une dégradation supplémentaire.

En 2003, l'État devint propriétaire du site. Un inventaire fut dressé et les travaux les plus urgents furent entamés, visant à endiguer la dégradation de certains immeubles du site.

En 2009, des travaux pour la mise en sécurité des murs de soutènement longeant la route à l'intérieur du site furent achevés. Des travaux de stabilisation et de sécurisation d'une vingtaine d'ouvrages et de bâtiments furent entamés.

Ces travaux pour lesquels le Service des Sites et Monuments nationaux a assumé la maîtrise d'ouvrage et qui se chiffrent depuis le début des travaux à 3.209.712,78 € ont largement contribué à la conservation du site.

Une analyse hydrogéologique, en vue de déterminer la part du rechargement de la nappe phréatique dans la zone d'influence des galeries, sera réalisée sous peu. Ainsi, il pourra être examiné si, quand, et à quels coûts, une ou plusieurs galeries pourront être rendues accessibles au public.

Parallèlement à l'analyse hydrogéologique, le Ministère de la Culture élaborera un projet de restauration des immeubles et de mise en valeur culturelle et touristique du site. Aussi, un calendrier en relation avec ces travaux sera-t-il présenté.

Ce projet sera axé sur les grands principes retenus par le Gouvernement, à savoir la mise en place d'un éco-musée industriel, avec pavillon d'accueil, des espaces exposant des machines en état de fonctionnement ainsi que des outils illustrant la vie de l'ardoisier et des ateliers de formation. De plus, les différents immeubles du site seront remis en valeur, notamment en soulignant leurs fonctions de l'époque: ainsi le futur visiteur pourra-t-il suivre le cheminement de l'ardoise depuis son extraction jusqu'au produit fini. La valorisation du site va logiquement se faire en plusieurs phases.

Le Service des Sites et Monuments nationaux restera le maître d'ouvrage des travaux de restauration et de mise en valeur à venir.

Question 0497 (8.3.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant les **projets d'infrastructure au niveau de la Nordstad**:

Les six communes de la Nordstad s'approprient à faire élaborer, en collaboration étroite avec les instances étatiques, un concept de mobilité afin de clarifier l'ensemble des questions qui concernent les transports publics et individuels. Il va sans dire que l'élaboration d'un tel concept ne peut être mise en œuvre sans trancher la question du sort de l'antenne ferroviaire Diekirch-Ettelbruck. Or, jusqu'à l'heure actuelle, aucune décision n'a été prise en la matière.

C'est pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quand il décidera au plus tard de l'avenir de la ligne de chemin de fer reliant les deux villes de la Nordstad?

- Quelle est l'option privilégiée par le Gouvernement sur le plan des transports publics?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails concernant le tracé définitif de l'axe central (N7) et son profil-type (boulevard urbain)?

- Dans quels projets d'infrastructure l'État investira-t-il à court et à moyen terme au niveau de la Nordstad?

- Quand le Ministère prendra-t-il une décision sur sa participation au financement du poste de travail appelé «Nordstad-Planer»?

Réponse (20.4.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question N°0497 de l'honorable Député Monsieur André Bauler, je tiens à confirmer que les études concernant le concept de mobilité «Nordstad» sont actuellement poursuivies par le Gouvernement.

L'objectif à moyen et à long terme de ce concept de mobilité est de préparer la «Nordstad» pour les défis qui l'attendent dans le contexte du développement de ses potentialités et dans le contexte du développement harmonieux des différentes formes de mobilité.

Un des éléments centraux à l'étude dans le cadre dudit concept de mobilité est l'axe central entre Ettelbruck et Diekirch. Ainsi, il est prévu que les études en cours comprennent d'une manière explicite différents scénarii afin de pouvoir orienter le Gouvernement quant au choix du système à retenir et afin de pouvoir déterminer le profil-type dudit axe.

En tous les cas, il est impératif d'améliorer l'offre des transports publics par autobus, qui devront en chaque cas de figure assurer la desserte régionale, indépendamment du maintien ou non de la ligne ferroviaire.

En effet, il s'est avéré que ce point d'échange de la gare présente certaines déficiences. À cet égard, il faudra apporter les modifications appropriées au niveau de la place de la Gare, du bâtiment voyageurs, des souterrains et du P&R afin de pouvoir proposer des services améliorés au niveau de la gare. Dans ce contexte, le Gouvernement veille à assurer la cohérence entre les

adaptations apportées à court terme au niveau du point d'échange d'Ettelbruck et les planifications globales prévues dans le cadre du concept de mobilité.

Au niveau des projets d'infrastructures de l'État dans la Nordstad, je me permets de mentionner notamment, au niveau des routes, le projet de construction de la B7/N27A, susceptible de promouvoir la zone artisanale du Fridhaff, alors qu'au niveau des bâtiments, il échet de rappeler la réalisation du nouveau Lycée technique agricole à Gilsdorf, la réalisation du Nordstad-lycée à Ettelbruck dans les bâtiments actuels du LTA, la réalisation d'un bâtiment administratif pour l'Administration de la Nature et des Forêts à Diekirch ainsi que la réalisation du laboratoire de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture (ASTA) à Gilsdorf, deux projets contribuant à la décentralisation de services publics.

En ce qui concerne le «Nordstad-Planer», la convention entre le Ministère du Développement durable et des Infrastructures et les six communes est en cours de finalisation et sera signée prochainement. Les budgets y relatifs sont prévus.

Question 0498 (9.3.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les **lits de vacances**:

Der «Maintien à domicile» von älteren Menschen wird heute per Gesetz und Reglemente tatkräftig unterstützt. Doch wie steht es mit den Infrastrukturen und diesbezüglichen Ressourcen, um diesen «Maintien à domicile» nahtlos organisieren zu können? Es gibt beispielweise Situationen, in denen es vorkommt, dass Familienmitglieder, die sich tagaus, tagein um die Betreuung von älteren Familienmitgliedern zu Hause kümmern, an die Grenze ihres Leistungsvermögens kommen und dringend eine Auszeit brauchen.

Ältere Menschen werden deshalb für einen solchen Zeitraum in Einrichtungen mit sogenannten «lits de vacances» untergebracht.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Welche Angebote in Sachen Entlastungsdienste für Betreuende aus dem Familienumfeld gibt es in diesem Zusammenhang?

2) Wo gibt es aktuelle Information für Interessierte?

3) Besteht eine aktuelle Datenbank in Form einer Bettenbörse?

4) Wo kann in einem öffentlich zugänglichen Verzeichnis nachgelesen werden, wer was anbietet?

5) Was kostet ein Ferienbett? Wer kommt für welchen Teil der Kosten auf?

6) Was sind die Planungszahlen für Ferienbetten in Luxemburg? Was ist der tatsächliche Bedarf? Wo wurde das Zahlenmaterial veröffentlicht?

7) Welche Kapazitäten stehen permanent zur Verfügung und wie sehen die Benutzungsstatistiken aus, insbesondere in den Ferien?

8) Gibt es zeitweise Wartelisten und kann das Ministerium in diesem Zusammenhang mit Zahlenmaterial aufwarten?

9) Stehen noch andere Dienste zur Verfügung wie zum Beispiel Übergangspflege, Tages- und Nachtplätze oder andere Kurzzeitaufenthalte?

10) Wieweit ist der/die zuständige Minister/in in die Bedarfsplanung einbezogen; oder regelt der Markt Nachfrage und Angebot?

11) Wie sieht der Zukunftsbedarf an Ferienbetten aus und welche Unterstützung bietet das Ministerium an, um diese Betten einzurichten?

Réponse commune (9.4.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Hervorgehoben sei, dass sowohl die Pflegeversicherung (Cellule d'évaluation et d'orientation) wie auch das Familienministerium ihre jeweilige Rolle bei der Bestimmung der Altenpolitik zu erfüllen haben.

Eine Reihe von Angeboten im Bereich der Pflegeversicherung beziehen sich demnach direkt oder indirekt auf das Umfeld der pflegebedürftigen Personen.

Neben Angeboten wie „Essen auf Rädern“ oder dem Notrufdienst „Service appel assistance senior“, die sich vorrangig an alleinstehende, ältere Personen mit oder ohne Pflegebedürftigkeit adressieren, gibt es eine Reihe an Betreuungmaßnahmen, die eine doppelte Zielsetzung verfolgen. Sie bieten der betroffenen Person eine professionelle Hilfe im Sinne ihrer Pflegebedürftigkeit an, zugleich stellen diese Angebote aber auch eine Entlastung dar für pflegende Angehörige und jede andere Person (im Sinne der Pflegeversicherung spricht man vom „aidant informel“) die die pflegebedürftige Person im Alltag unterstützt oder versorgt. Diese Form der Unterstützung wird unter anderem von den spezialisierten Tagesstätten (centres psychogériatriques), den Heimpflege- und Hilfsdiensten mit ihren spezifischen Angeboten, wie zum Beispiel eine individuelle Aufsicht zu Hause, erbracht. Wissenswert ist, dass zurzeit die Pflegeversicherung das Pilotprojekt „Nuetswaach“ der Fondation „Hëllef Doheim“ fördert.

Eine Reihe an Alten- und Pflegeheimen machen auch verschiedenste Angebote im Bereich der Tagespflege. Das „Centre de convalescence Emile Mayrisch“ kann man unter dem Begriff der „Übergangspflege“ anführen.

Zusätzlich zu diesen Maßnahmen gibt es zurzeit insgesamt 53 „lits de vacances“ in den Centres Intégrés pour Personnes Âgées und den Maisons de Soins in Luxemburg.

Über die letzten Jahre hinweg wurden eine Reihe an unterschiedlichen Informationsquellen für die betroffenen Personen und ihre Familien zugänglich gemacht. Die einzelnen Dienstleistungsanbieter stellen den Betroffenen unterschiedliche Informationsmöglichkeiten (Faltblätter, Broschüren, Internetseiten, persönliche Beratung...) zur Verfügung.

Generelle Informationen sind auf den Internetseiten des Familien- und Integrationsministeriums unter www.luxsenior.lu und des Sozialen Sicherheitsministeriums unter www.sante.public.lu zugänglich. Darüber hinaus bieten beide Ministerien verschiedene Dienste an beziehungsweise sie

stellen Informationsmaterial zur Verfügung. So können über das im Familienministerium angesiedelte Seniorentelefon (24786500) allgemein Informationen zum Thema Alter erfragt werden. Die „Cellule d'évaluation et d'orientation“ hat des Weiteren eine spezielle Helpline (24786060) zum Thema „Pflegeversicherung“ eingerichtet.

Es gibt auch eine Reihe an Informationsbroschüren wie zum Beispiel der „Praktische Ratgeber für Senioren“, der über das Familienministerium bezogen werden kann, die Informationsbroschüre zur Pflegeversicherung des Sozialen Sicherheitsministeriums oder auch „Aktiv 60 + der Wegweiser für Altersfragen“ der Organisation RBS - Center fir Altersfroen A.s.b.l.

Auf lokaler Ebene übernehmen die Sozialdienste beziehungsweise die „Offices sociaux“ Informations- und Beratungsfunktionen.

In Luxemburg besteht keine Datenbank in Form einer Bettenbörse.

Alle Angebote findet man auf den unter Punkt 2 erwähnten Internetseiten sowie im Ratgeber „Praktischer Ratgeber für Senioren“ der gratis über das Familienministerium bezogen werden kann.

Der monatliche Preis eines Ferienbettes orientiert sich am regulären Pensionspreis der jeweiligen Institution. Im Prinzip kommt der Klient selbst für die Unterbringungskosten auf, die Pflegeversicherung übernimmt die festgelegten Pflege- und Hilfsleistungen. Eventuelle Wartelisten werden exklusiv von den stationären Einrichtungen selbst geführt. Über das Jahr gesehen variiert der Bedarf an Ferienbetten sehr stark. Verständlicherweise ist die Nachfrage an Ferienbetten während der Schulferien besonders hoch. Außerhalb dieser Zeiten werden die dafür vorgesehenen Zimmer auch von Klienten genutzt, die den Aufenthalt in einer stationären Einrichtung erproben möchten, oder aber von Personen, die sich in einer plötzlichen Notsituation befinden.

Da in den letzten Jahren keine spezifischen Bedürfnisse an das Familienministerium herangetragen wurden, unterliegen die „Ferienbetten“ keiner besonderen Planung. Grundsätzlich würden diese Projekte jedoch gemäß den Richtlinien für Pflegeheime und CIPAs analysiert werden.

Question 0500 (9.3.2010) de **MM. Emile Eicher, Ali Kaes** et **Jean-Paul Schaaf** (CSV) concernant la **fermeture de bureaux de poste dans la région nord du pays**:

L'entreprise des P&T vient de fermer définitivement quatre bureaux de poste (Kautenbach, Schieren, Noerdange, Preizerdau), les services étant transférés en sous-traitance vers des postshops. Selon nos informations, de telles fermetures ont seulement eu lieu au nord du pays et il nous revient que la direction des postes aurait l'intention de fermer d'autres bureaux.

Afin de garantir aux citoyens habitant la région nord du pays un service postal de qualité et de proximité, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer nos informations?

- Dans l'affirmative, quels ont été les motifs de fermeture de ces bureaux?

- Y a-t-il eu au préalable des réunions de concertation, voire un accord avec les autorités locales concernées?

- Quels seraient les autres bureaux et localités visés par une éventuelle fermeture?

- Quels sont les services postaux qui ne sont pas transférés dans les postshops?

- Quelle est la stratégie globale concrète de l'entreprise des P&T concernant l'avenir des bureaux de poste et des services postaux au nord du pays?

Réponse (12.4.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire N°0500 du 9 mars 2010 des honorables Députés Emile Eicher, Ali Kaes et Jean-Paul Schaaf concernant la fermeture de bureaux de poste dans la région nord du pays, je peux vous communiquer les informations ci-après:

L'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT) est consciente de l'importance des services postaux pour l'ensemble des citoyens, que ce soit en termes de qualité, d'accessibilité et de proximité, y compris dans les régions moins peuplées. Le réseau des bureaux de poste y joue un rôle-clé. Or, il s'avère que son évolution au fil des décennies ne correspond plus dans tous les cas aux besoins et habitudes changeants des clients, ni ne tient suffisamment compte de l'évolution démographique de notre pays.

Afin de s'adapter à ces évolutions, le réseau des bureaux de poste et de postshops devra forcément et dans son ensemble faire l'objet d'optimisations progressives. L'EPT réagit ainsi en fonction des besoins et opportunités qui se présentent du point de vue local et régional, avec le but ultime d'une meilleure accessibilité des services postaux, au plein profit des citoyens. Ce processus concerne en première ligne les relais postaux à travers tout le pays qui connaissent une fréquentation très faible de par leur localisation dans des régions peu peuplées et ne justifient que des heures d'ouverture assez limitées (1 à 2 heures par jour). Dans le souci permanent d'améliorer davantage l'accès à ses services, l'EPT se doit ainsi de rechercher des solutions plus conviviales et mieux adaptées aux besoins réels actuels de la population.

Avant toute adaptation du réseau des bureaux de poste, l'EPT procède systématiquement à des concertations préalables avec les autorités locales concernées pour trouver des solutions valables et acceptables d'un point de vue de la prestation d'un service public.

En ce qui concerne plus précisément les relais postaux de Kautenbach et Schieren, cités par les honorables Députés Eicher, Kaes et Schaaf, quelques clarifications s'imposent:

- la fermeture du relais postal de Kautenbach remonte à l'année 2000 et s'imposait à cause d'une fréquentation quasi inexistante, de loin la plus faible parmi tous les relais postaux de l'époque. Si les autorités communales n'avaient dans ce cas précis (et unique) pas favorablement ac-

cueilli cette mesure, un maintien de ce relais ne se justifiait aucunement, et l'ouverture d'un postshop était impossible faute d'un partenaire éligible;

- le relais de Schieren, historiquement ouvert pendant seulement 7,5 h/semaine, a été fermé en octobre 2006 suite à la résiliation du contrat de bail par le propriétaire des locaux. L'ouverture d'un nouveau bureau ne se justifiait pas à cause d'une fréquentation très limitée et la proximité des bureaux de poste d'Ettelbruck (2,3 km) et Colmar-Berg (2,2 km). En parallèle, l'EPT avait étendu les heures d'ouverture du bureau de Colmar-Berg de 12,5 heures supplémentaires par semaine et informé les résidents des communes de Schieren et Colmar-Berg par un mailing «toutes boîtes».

Dans cette même logique visant à faire bénéficier le grand public d'un meilleur accès aux services postaux et d'heures d'ouverture plus étendues, et suite à l'avis favorable des autorités communales respectives, les initiatives suivantes ont été prises:

- le remplacement, en été 2008, du relais de Preizerdau, ouvert au public pendant 1,5 heure par jour, par un nouveau postshop en partenariat avec un commerçant local, aux horaires d'ouverture largement plus favorables pour la population;

- le remplacement du relais de Noerdange en 2009 par un postshop à Oberpallen, aux heures d'ouverture largement plus intéressantes, et au profit de toute la région;

- le remplacement du relais de Mertzig par un postshop dans la même localité et offrant des heures d'ouverture plus étendues;

- le remplacement prochain du relais de Weiswampach (ouvert 3 h/jour) par un postshop au centre commercial Keup dans la même localité (ouvert 7 jours/semaine avec un minimum de 10 h/jour);

- le remplacement prochain du relais de Wincrange (ouvert 1,5 h/jour) par un postshop à la station de service Q8 dans la même localité (ouvert 6 jours/semaine avec un minimum de 14 h/jour);

- l'ouverture prochaine d'un postshop à Marnach à la station de service Total (ouvert 6 jours/semaine avec un minimum de 12 h/jour), en complément du réseau postal actuel, et contribuant à une nette amélioration au profit de la région de l'Oesling.

Dans ce contexte, l'EPT tient également à souligner l'importance et le rôle des bureaux régionaux de Troisvierges, Clervaux et Wiltz. Ces bureaux bénéficieront, ensemble avec d'autres bureaux à travers le pays, de travaux de rénovation ou déménageront dans de nouveaux locaux plus propices. De tels projets ont par exemple déjà été finalisés à Mondorf, Esch-sur-Alzette ou City Concorde, alors que des rénovations d'envergure sont actuellement en cours dans les bureaux de Dudelange, Mersch et Ettelbruck.

Ces initiatives démontrent que l'EPT ne procède pas à des fermetures discrétionnaires de bureaux. Au contraire, sa stratégie en termes de bureaux de poste consiste justement à revaloriser ce réseau en termes de qualité, de proximité et d'accessibilité. Alors que des heures d'ouverture plus étendues ne se justifient pas

pour des relais postaux dans des régions moins peuplées, des partenariats avec des commerçants et la complémentarité subséquente de l'offre EPT/partenaire permettent le maintien de présences postales et commerciales de proximité dans toutes les régions du pays.

À noter encore que l'offre de services disponibles via les postshops correspond plus ou moins à celle des relais postaux. La qualité du service offert est assurée par un programme de formation du personnel et la mise à disposition d'outils informatiques performants. Comme toute personne assurant des services postaux, indépendamment du statut salarial respectif, les exploitants des postshops sont d'ailleurs légalement soumis au respect du secret des lettres et des correspondances. Ce principe est ancré dans la constitution luxembourgeoise, dans la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux ainsi que dans les contrats conclus entre l'EPT et les postshops. Enfin, les postshops sont encadrés et accompagnés de près par des agents de l'EPT afin d'assurer un service de qualité aux citoyens et utilisateurs des services de l'EPT.

L'EPT poursuivra ses efforts d'une évolution de son réseau hybride de bureaux de poste et de postshops dans le sens d'une meilleure accessibilité, disponibilité et proximité, en dialogue continu avec les autorités locales.

Question 0502 (10.3.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **traitement des patients atteints d'une maladie chronique**:

Stable Gesundheitsverhältnisse bei chronischen Leiden sind von herausragender Wichtigkeit und verhindern leidige und unnötige Krisen, Therapieversagen, Verschlechterungen von Gesundheitszuständen, die nicht nur persönlichen Schmerz und Leid bedeuten, sondern auch die Gesundheitskasse alljährlich unnötigerweise belasten. Die Prävention übernimmt hier eine überaus wichtige Funktion.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Welche gezielten Programme gibt es, um die chronischen Krankheiten optimal zu überwachen?

2) Welche Anreize gibt es für Patienten alles zu unternehmen, um in dem für sie definierten Normbereich zu bleiben?

3) Wie können Ärzte und assoziierte Gesundheitsdienstleister in der Erst- und Basisversorgung durch entsprechend motivierte Anreize dazu gebracht werden, sich in diesem Bereich intensiver zu engagieren (zum Beispiel Einführung von Prämien an Gesundheitsdienstleister, die es nachweislich schaffen, chronisch erkrankte Patienten gesundheits-technisch stabil zu erhalten und damit kostenaufwendige Aufenthalte in Akutkliniken zu vermeiden)?

4) Sollten nicht mit der Commission de la Nomenclature neue Tarife ausgearbeitet werden, die der präventiven Gesundheitsversorgung Rechnung tragen würden?

5) Wie wäre es mit der Schaffung von ambulanten Gesundheitsdiensten, die sich mit einer engmaschigeren Betreuung von chronischen Krankheiten beschäftigen würden, zum Beispiel Kontrolle des Blutzuckers, Blutdrucks, Gewichts, der Sauerstoffsättigung und des Urins...? Könnte dies nicht im Bereich der Pflegeversicherung angesiedelt werden?

Réponse (15.4.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Depuis de nombreuses années, il existe plusieurs programmes spécifiques de médecine préventive, organisés par la Direction de la Santé, respectivement le Laboratoire national de Santé (partiellement avec la Caisse nationale de Santé dans le cadre de l'article 17 du Code de la sécurité sociale qui contient une énumération des prestations de soins de santé qui relèvent du champ d'application de l'assurance maladie).

Parmi ces programmes spécifiques, je voudrais particulièrement citer les suivants:

- les programmes en matière de dépistage du cancer:

- programme mammographie,
- programme cancer colon/rectum;

- le programme de lutte contre les drogues et le Sida, et de traitement de la toxicodépendance avérée aux opiacés par la substitution;

- le programme d'aide au sevrage tabagique;

- le programme de vaccination des jeunes filles contre l'HPV en vue de prévenir le cancer du col de l'utérus;

- le programme d'action, de prévention et de dépistage des facteurs de risque des maladies cardio- et cérébrovasculaires;

- le programme à réaliser en vue d'améliorer la prise en charge de la santé maternelle et infantile;

- la mise en œuvre de la promotion de la santé par le biais du projet «Écoles Santé»;

- le plan national Tabac.

Tous les programmes et projets de médecine préventive organisés offrent la totale gratuité des prestations médico-sociales effectuées dans le cadre de ces programmes aux patients concernés.

En effet, force est de souligner:

- qu'une mammographie est offerte tous les deux ans aux femmes du groupe cible concerné;

- que des consultations de sevrage tabagique sont offertes gratuitement aux fumeurs désirant s'arrêter de fumer;

- que des médicaments de substitution et un suivi médico-psycho-social sont offerts gratuitement aux toxicomanes qui demandent de l'aide;

- que la vaccination contre l'HPV est offerte gratuitement aux jeunes filles, en vue de la prévention du cancer du col de l'utérus;

- que les consultations de dépistage des principaux facteurs de risque de développement de cancers ou de maladies cardio-cérébrovasculaires sont gratuites.

Ces offres en matière d'aide et de prise en charge précoce sont systématiquement encadrées par l'organisation de campagnes multi-médias d'information et de

sensibilisation, destinées à encourager et à motiver la population à l'adoption de modes de vie sains.

Les prestataires de soins et de santé sont impliqués activement dans bon nombre de programmes et projets de médecine préventive, où leur expertise et leur participation active sont rémunérées, que ce soit par des incitatifs financiers, des consultations majorées ou par la mise à disposition gratuite d'infrastructures et de services permettant leur implication concrète dans les soins de santé primaire et les efforts de santé publique.

Dans ce contexte, je voudrais citer notamment:

- le remboursement par l'État des honoraires médicaux et médico-techniques de «l'examen médical avant mariage»;

- le remboursement des frais médicaux en relation avec les prélèvements vaginaux-cervicaux-endocervicaux dans l'intérêt de la prophylaxie du cancer du col de l'utérus;

- les examens prénatals de la femme et les examens des enfants jusqu'à l'âge de deux ans, tels que prévus par le Code de la sécurité sociale;

- les examens médicaux systématiques pour les enfants âgés de deux à quatre ans prévus par la loi du 15 mai 1984 introduisant des examens médicaux systématiques pour les enfants âgés de deux à quatre ans;

- la consultation effectuée par les médecins généralistes, les médecins spécialistes en gériatrie, en gynécologie-obstétrique ou en médecine interne, dans le cadre du programme de dépistage précoce du cancer du sein par mammographie;

- la consultation lors de la première injection du vaccin contre l'hépatite B;

- la consultation de suivi du traitement d'initialisation en vue du sevrage tabagique dans le cadre du programme d'aide au sevrage tabagique;

- la consultation du bilan final et de l'établissement de la feuille d'évaluation dans le cadre du programme d'aide au sevrage tabagique;

- le remboursement aux médecins agréés des activités de formation spécifique et d'organisation du suivi psychosocial, ainsi que de notification des patients suivis dans le cadre d'un traitement de la toxicomanie par la substitution;

- le remboursement de l'examen médical pour étrangers et du questionnaire y afférent (étrangers hors UE);

- l'examen de dépistage de l'ostéoporose par l'ostéodensitométrie et la permission de cumul de cet examen avec une consultation à visée préventive avec questionnaire y afférent;

- la mise à disposition et le financement des «maisons médicales», nouveau concept permettant l'organisation de la continuité des soins durant les nuits, les week-ends et les jours fériés, mais représentant également un outil pour la mise en place et l'organisation de soins de médecine primaire et de médecine préventive.

Le conseil scientifique, qui est chargé d'étudier un projet sur le développement de consultations de «médecine préventive», qui prévoit l'implication active du médecin généraliste en santé publique, est en train d'élaborer des recommandations relatives à ce

sujet, et qui seront publiées au plus tard en 2011. Elles seront basées sur l'évidence scientifique en la matière et concerneront plus particulièrement les aspects de la prévention des maladies cardio- et cérébrovasculaires, ainsi que la prévention des maladies psychiques et la promotion du bien-être et de la santé mentale.

En ce qui concerne les patients atteints de maladies chroniques, je voudrais informer Monsieur le Député que leur surveillance se fait soit par leur médecin traitant, soit par les services spécialisés des hôpitaux (par exemple: insuffisance cardiaque, diabète, problèmes de coagulation,...). Les prestations dispensées dans ce cadre par les médecins respectivement par les infirmiers sont prises en charge par l'assurance maladie par le biais des nomenclatures existantes, tant au cabinet qu'à domicile pour les personnes incapables de se déplacer (sur prescription médicale), voire par le biais des budgets hospitaliers.

Question 0503 (10.3.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **portail Internet de la santé**:

Seit geraumer Zeit hat der Bürger über das Internetportal „www.santé.lu“ Zugang zu Informationen bezüglich des Gesundheits- und Sozialsystems des Landes. Allerdings werden diese Informationen nur in französischer Sprache angeboten.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wer ist der Betreiber dieses Portals? Ist es ein offizielles Portal der Regierung oder des Gesundheits- bzw. Sozialministeriums?

2) Wer ist verantwortlich für die Inhalte des Portals?

3) Wem gehört der Domain-Name?

4) Wann ist geplant, die ersten Beiträge sowie die Menüführung auf Luxemburgisch und Deutsch zu veröffentlichen?

Réponse (19.4.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Das Gesundheitsportal („Portail Santé“) beruht auf einer Initiative des Gesundheitsministeriums, dies im Rahmen der gemeinsamen koordinierten Bemühung der Regierung, die Potenziale des Internets und der neuen Informationstechnologien zu erschließen („Gouvernance électronique“). Das „Portail Santé“ stellt ein thematisches Internetportal im Bereich Gesundheits- und Sozialwesen dar und reiht sich in die nationale eGesundheit-Strategie („eSanté“) ein. eGesundheit hat zum Ziel, die auf Informations- und Kommunikationstechnologien basierenden Instrumente zur Verbesserung von Prävention, Diagnose, Behandlung sowie der Kontrolle und Verwaltung im Bereich Gesundheit und Lebensführung zu fördern.

Das CRP-Santé betreibt das Gesundheitsportal während der Entwicklungsphase im Auftrag des Gesundheitsministeriums. Dies geschieht unter Begleitung und Aufsicht sowohl meines Ministeriums als auch der Gesundheitsdirektion. Die Domain-Namen des Gesundheitsportals wurden durch das CRP-Santé im Auftrag des Gesundheitsministeriums registriert und gehören dem Luxem-

burger Staat. Meine Behörde ist auch verantwortlich für die Inhalte des Portals.

Das Gesundheitsportal verfolgt das Ziel, sowohl den Bürgern als auch den verschiedenen Gesundheitsberuflern eine verlässliche gemeinsame Informationsquelle für den Gesundheits- und Sozialbereich in Luxemburg zu bieten und somit den Bürger bei seinen Bemühungen zum Erhalten seiner Gesundheit zu unterstützen. Mittelfristig soll das Gesundheitsportal noch interaktiver gestaltet werden. Es ist beispielsweise vorgesehen, dass der Internetnutzer hier zu einem späteren Zeitpunkt Teile seiner Patientenakte einsehen sowie eine Reihe von verwaltungstechnischen Prozeduren im Gesundheitsbereich erledigen kann.

Die im Rahmen der „Gouvernance électronique“ erstellten Internet-Angebote der Regierung werden zurzeit in französischer Sprache veröffentlicht. Da eine deutsche Fassung des Gesundheitsportals das Erreichen der obenerwähnten Ziele des Portals zusätzlich unterstützen würde, habe ich meine Dienststellen mit der Aufstellung eines Umsetzungsplans zwecks Übersetzung des Gesundheitsportals und seiner Inhalte ins Deutsche beauftragt. Unter Vorbehalt der Bewilligung der zusätzlich benötigten Finanzmittel könnte mit der Umsetzung frühestens ab 2011 begonnen werden.

Da die Übersetzung der Webinhalte von relativ hoher Komplexität zeugt, ist es mir wichtig, eine engere Zusammenarbeit mit anderen Ministerien anzustreben, dies in der Absicht, anfallende Kosten wie etwa Lizenzgebühren, Experten ..., zu verringern und somit verfügbare Ressourcen (Fachkompetenzen, getestete IT-Lösungen, Wörterbücher ...) gemeinsam nutzen zu können.

Question 0504 (11.3.2010) de **M. Ali Kaes** (CSV) concernant la **RN27 entre Michelau et Erpeldange**:

Depuis un éboulement de terrain sur la RN27 en juillet 1997, les localités de Michelau et d'Erpeldange sont reliées par une déviation provisoire sous forme de deux ponts Bailey traversant la Sûre.

En mai 2009, Monsieur le Ministre des Travaux publics avait informé que l'Administration des Ponts et Chaussées avait lancé une campagne de reconnaissance en vue d'une évaluation des risques résiduels émanant de l'ancienne carrière et que les résultats de cette analyse seraient attendus pour mi-2009. Ces résultats permettraient, ensemble avec l'analyse de faisabilité sur base de la loi du 19 janvier 2004 sur la protection de la nature et des ressources naturelles, de trancher entre deux options, à savoir le maintien définitif de la déviation actuellement en service qui nécessiterait la construction de deux ponts, ou encore la construction d'un nouveau tronçon de route longeant la route existante désaffectée.

Il a encore été précisé que des décisions pourront être prises rapidement une fois les résultats des analyses finalisées.

Vu les développements ci-dessus, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelle est l'option finalement retenue par le Ministère?

- Quand les travaux pourront-ils commencer?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer la durée prévisionnelle de ces travaux?

Réponse (19.4.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Ali Kaes, je prends la respectueuse liberté de renvoyer aux éléments de réponse fournis à la question parlementaire N°0119 du 2 octobre 2009 (cf. *compte rendu N°3/2009-2010*) de l'honorable Député Jean Colombero, lesquels restent toujours d'actualité avec pour seule différence que l'étude de risque vient d'être achevée tout récemment.

Il ressort de cette étude qu'une solution définitive prévoyant une réouverture de la route N27 à l'endroit initial paraît envisageable moyennant des mesures de protection conséquentes.

Actuellement, l'Administration des Ponts et Chaussées est en train de vérifier si la mise en œuvre d'une galerie de protection sur une longueur d'environ 150 mètres pourrait présenter un intérêt par rapport aux projets connus. Si tel était le cas, le dossier de soumission pourrait être lancé fin 2010, de sorte à pouvoir entamer les travaux en 2011.

Pour le moment aucune indication ne peut cependant être donnée quant au délai d'exécution des travaux.

Question 0505 (15.3.2010) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant la **situation de la Police grand-ducale au nord du Luxembourg**:

Lors de l'assemblée générale du syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg (SNPGL) il a été évoqué que la circonscription régionale de Diekirch, qui rassemble toute la région du nord du pays, ne parvient plus à assurer de manière adéquate la sécurité à l'échelle de son territoire de compétence. Ainsi, sur un total de 1.095 patrouilles qui auraient dû être présentes sur toute la région au cours de l'année passée, 366 ont été supprimées. Il serait même arrivé que les centres d'intervention principaux de Wiltz et de Troisvierges ne pouvaient être occupés 24/24 heures et 7/7 jours et que la permanence devait être assurée par le centre d'intervention principal de Diekirch, ce qui est bien entendu contraire aux objectifs de la loi du 31 mai 1999.

Il a été évoqué en outre qu'il existerait des commissariats sans connexion Internet et d'autres qui ont une connexion mais ne disposent pas d'ordinateurs. De plus, les agents devraient recourir à l'appareil photo de leur téléphone portable ainsi qu'à leur ordinateur personnel pour documenter un accident.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la non-occupation occasionnelle des centres d'intervention de Wiltz et de Troisvierges, notamment les week-ends et la nuit?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer combien de jours les centres d'intervention sont restés inoccupés pendant les dernières années?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me donner les détails sur les trajets que les équipes du centre d'intervention de Diekirch ont dû effectuer pendant cette permanence pour accéder aux lieux d'intervention, ainsi que sur la durée de ces trajets?

- Monsieur le Ministre peut-il me donner son appréciation, s'il juge que le centre d'intervention principal de Diekirch peut garantir dans ce cas de figure une intervention rapide afin d'assurer la sécurité de la population?

- Monsieur le Ministre juge-t-il que les structures en place sont suffisantes en vue de l'évolution de la délinquance, de la population résidente, des accès aux frontières des pays limitrophes et des distances éloignées dans le nord du pays?

- Monsieur le Ministre n'envoie-t-il pas la mise en place de centres d'intervention supplémentaires dans le nord du pays afin de remédier à cette situation?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait utile de transformer le commissariat de proximité à Ettelbruck en un commissariat d'intervention?

- Est-il exact que certains commissariats ne sont pas équipés de matériel de documentation élémentaire, tel un appareil-photo ou un ordinateur?

Réponse (29.4.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

En 2009, 366 (251 en 2008) patrouilles sur un total de 2.190 et non pas de 1.095 patrouilles indiquées par le SNPGL ont dû être annulées pour la circonscription régionale de Diekirch. Le centre d'intervention secondaire de Wiltz a annulé 15 (9 en 2008) patrouilles et le centre d'intervention secondaire de Troisvierges a annulé 16 (12 en 2008) patrouilles. Ces réductions de patrouilles sont surtout dues à des congés de maladie ou d'indisposition annoncés à court terme, rendant tout remplacement impossible.

Actuellement, et en concertation étroite avec la Direction Générale et l'Inspection Générale, mon Ministère effectue une évaluation globale de la mise en œuvre de la loi du 31 mai 1999. Ces réflexions portent tant sur les effectifs que sur le fonctionnement de la Police grand-ducale. Comme je vous ai déjà fait part en réponse à votre question parlementaire 0374 du 13 janvier 2010 (*cf. compte rendu N°8/2009-2010*), l'évaluation portera également sur les implantations des unités de la police.

Il n'est certainement pas exact que les commissariats ne sont pas correctement équipés en matériel informatique ou technique. Les commissariats de proximité ne disposant pas d'accès direct à l'Internet disposent d'un accès à une centaine de sites Internet, nécessaires à l'exercice de leur fonction, via le système Intranet de la police. Toutes les autres unités disposent d'un accès direct Internet. Par ailleurs, toutes les unités de police disposent d'appareils photo digital, et des moyens nécessaires au développement des photos prises.

Question 0510 (16.3.2010) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant le **parc automobile de la direction de la police et patrouilles sur bicyclette**:

Suivant des informations parues dans la presse, la direction de la police envisagerait de compléter son parc automobile par des véhicules plus «écologiques». Sachant que les déplacements en ville par bicyclettes sont non seulement les plus écologiques, mais également les plus efficaces pour le travail policier du point de vue proximité et temps d'intervention et vu l'exemple des autres villes européennes qui misent sur la bicyclette pour équiper leurs patrouilles de police dans le milieu urbain, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que Monsieur le Ministre partage mon opinion de l'utilité de renforcer la présence policière dans les agglomérations par des patrouilles sur bicyclette?

- Dans l'affirmative, quand est-ce que Monsieur le Ministre mettra en œuvre cette mesure efficace de sécurité et dans quelles villes?

Réponse (9.4.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

La police a équipé les commissariats de proximité (au niveau national) de 66 bicyclettes.

Les patrouilles cyclistes contribuent à promouvoir la police de proximité, servant à des missions préventives et sécuritaires, des missions répressives, à la surveillance de la circulation routière locale ainsi qu'à l'établissement d'un contact renforcé avec la population.

Le concept de proximité n'est cependant pas uniquement basé sur les patrouilles à bicyclette, mais surtout sur des patrouilles à pied, et la présence de maîtres-chiens.

À l'instar des expériences faites, une priorité est actuellement donnée aux patrouilles à pied.

Question 0511 (16.3.2010) de **M. Eugène Berger** (*DP*) concernant l'**exposition temporaire de l'exposition «The Family of Man» dans la commune de Roeser**:

Madame la Ministre vient d'annoncer que la sculpture «Gëlle Fra» pourrait, après son retour de Shanghai, être exposée temporairement dans la commune de Bascharage, commune d'origine de l'artiste Klaus Cito. Madame la Ministre vient également d'annoncer dans une réponse à une question parlementaire que l'exposition «The Family of Man» du photographe d'origine luxembourgeoise Edward Steichen fermera ses portes de début septembre 2010 à fin printemps 2012 pour cause de restauration des pièces exposées et de rénovation des locaux d'exposition dans le château de Clervaux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante:

- Ne pourrait-on pas envisager une exposition temporaire de la collection «The Family of Man» dans la commune de Roeser, au village de Bivange, d'où est originaire le photographe Edward Steichen, à l'instar de ce qui est envisagé pour la sculpture «Gëlle Fra»?

Réponse (29.4.2010) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*:

En réponse à la question de l'honorable Député Monsieur Eugène Berger qui voudrait savoir si on peut envisager d'exposer temporairement la collection «The Family of Man» d'Edward Steichen à Bivange, le temps de la rénovation du musée de Clervaux, je voudrais apporter les réponses suivantes:

Après plus de 15 années d'exposition, il est évident que toutes les images de cette collection d'Edward Steichen doivent être analysées et, le cas échéant, restaurées malgré les interventions régulières qui ont toujours été faites auparavant, notamment au cours des mois d'hiver à moindre fréquentation. À cet effet, la collection de photographies sera décrochée de ses cimaises, emballée selon les règles de l'art et transportée à son lieu de restauration; cette opération de grande envergure en elle-même prendra au moins une année, vu l'étendue de la collection. Il s'ensuit que la collection n'est tout simplement pas disponible le temps que l'exposition au Château de Clervaux sera fermée.

D'autre part, toute présentation temporaire d'œuvres aussi sensibles que celles de «The Family of Man» doit à l'évidence se faire dans les mêmes conditions thermo-hygrométriques très strictes que celles qui prévalent depuis 1994 au lieu d'exposition au musée au Château de Clervaux. Ce sont des obligations de protection que l'inscription en 2003 de la collection et de l'exposition à la liste «Mémoire du Monde» de l'UNESCO n'a fait que confirmer. Un lieu d'exposition temporaire devrait donc être spécialement aménagé, en plus il devrait présenter des dimensions considérables pour pouvoir accueillir l'ensemble de la collection qu'on ne peut dissocier. Exposer «The Family of Man» temporairement demanderait par conséquent un investissement immense à la fois en temps supplémentaire et en moyens budgétaires, le coût financier qu'il faudrait prévoir étant hors proportion pour un tel projet temporaire.

D'autre part, l'opération devrait se faire par la même équipe réduite au même moment que les premiers préparatifs nécessaires pour organiser le rattachage des œuvres restaurées à Clervaux. Pour l'ensemble de ces raisons, il n'est pas possible de réaliser l'idée de présenter de façon temporaire la collection «The Family of Man».

Question 0512 (17.3.2010) de **M. Jean-Pierre Klein** (*LSAP*) concernant l'**exemption de taxes rémunératoires**:

La Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1966 prévoit à l'article 23 que:

«1. L'État accréditant et le chef de la mission sont exempts de tous impôts et taxes nationaux, régionaux ou communaux, au titre des locaux de la mission dont ils sont propriétaires ou locataires, pourvu qu'il ne s'agisse pas d'impôts ou taxes perçus en rémunération de services particuliers rendus.

2. L'exemption fiscale prévue dans le présent article ne s'applique pas à ces impôts et taxes lorsque, d'après la législation de

l'État accréditaire, ils sont à la charge de la personne qui traite avec l'État accréditant ou avec le chef de la mission.»

Il semble qu'en pratique, les exemptions décrites plus haut sont élargies aux taxes communales rémunératoires. Selon mes informations, certaines communes seraient ainsi confrontées à une demande d'exemption concernant des taxes relatives à la fourniture d'eau et à l'enlèvement de déchets.

- Étant donné que les taxes communales rémunératoires constituent des «taxes perçues en rémunération de services particuliers rendus», Messieurs les Ministres sont-ils d'avis qu'il est juste et équitable que les communes soient obligées à exempter les chefs de missions diplomatiques de toutes les taxes communales? Dans l'affirmative, existe-t-il une loi spéciale donnant base légale à l'exemption précitée? Les communes sont-elles appelées à prendre en charge le coût des services prestés?

- L'exemption d'impôts et de taxes décrite par l'article 23 de la Convention de Vienne est-elle uniquement applicable aux ambassadeurs étrangers accrédités au Grand-Duché ou est-ce que d'autres groupes de personnes bénéficient d'exemptions similaires? Qu'en est-il notamment du personnel des ambassades?

Réponse commune (21.4.2010) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

L'honorable Député s'est renseigné sur les dispositions d'exemptions fiscales au bénéfice des diplomates, au titre des conventions de Vienne.

À ce sujet, j'ai le plaisir de lui fournir les informations suivantes:

L'article 34 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques prévoit que: «L'agent diplomatique est exempt de tous impôts et taxes, personnels ou réels, nationaux, régionaux ou communaux.»

Parmi les exceptions à cette règle, le même article cite les impôts et taxes perçus en rémunération de services particuliers rendus.

Les demandes émanant de la communauté diplomatique établie au Luxembourg en vue d'une exemption des taxes communales au titre du paragraphe cité ci-dessus et de l'article 23 sont rares. Le cas échéant, il faut distinguer entre taxes communales proprement dites et services effectivement rendus tel ramassage des ordures ou la fourniture de l'eau et de l'électricité.

L'approche préconisée par mes services consiste à inviter les agents diplomatiques accrédités au Luxembourg de s'acquitter des services effectivement rendus tels que le ramassage des ordures ou la fourniture d'électricité. Pour le reste, conformément aux conventions de Vienne, les diplomates sont à exempter de toutes taxes proprement dites.

Au titre des articles 37 et 38, tous les agents diplomatiques, ainsi que le personnel administratif des ambassades, bénéficient de cette exemption fiscale, pourvu qu'ils ne soient pas ressortissants luxembourgeois ou résidents permanents du Grand-Duché. Ces dispositions concernent donc non seulement les ambassadeurs, mais également le personnel di-

plomatique et administratif des ambassades, ainsi que certains cadres dirigeants des institutions européennes et des organisations internationales établies au Luxembourg, ces derniers jouissant également du statut diplomatique.

Les conventions de Vienne ont été transposées dans le droit luxembourgeois par la loi d'approbation du 17 juin 1966.

Question 0513 (17.3.2010) de **M. Jacques-Yves Henckes** (*ADR*) concernant les **irrégularités dans les comptes du syndicat communal SICEC**:

Il me revient que le service de contrôle financier de la comptabilité des communes aurait relevé des irrégularités graves lors de la vérification des comptes du syndicat intercommunal SICEC.

Ainsi certains membres du personnel se seraient attribué des indemnités pour frais de route de plus de 5.000 euros par an pour des allers-retours entre leur domicile et leur lieu de travail, dont de nombreuses indemnités totalement fictives pendant leurs heures de travail normales. Par ailleurs, les mêmes personnes se seraient attribué des heures supplémentaires fictives pour l'accueil d'entreprises pendant les heures de travail et des heures pour «surcharge de travail» quand un membre quelconque du personnel était en congé ordinaire ou en congé de maladie. Les heures supplémentaires et pour surcharge de travail ainsi facturées, non imposables, dépasseraient 30 heures par mois de travail hors congés.

Je joins ci-après quelques informations à titre d'exemple.

Dans ce contexte, j'aimerais vous poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits ci-dessus?

2. Quelles sont les dispositions légales pour les frais de route, les heures supplémentaires et les heures pour surcharge de travail applicables aux fonctionnaires communaux dont question? Ont-elles été respectées?

3. Est-il exact que l'ancienne présidente du SICEC, une fois les faits connus, aurait approuvé rétroactivement sur de nombreuses années les paiements irréguliers dont question? Est-ce que la loi permet une telle approbation rétroactive de paiements irréguliers? Si non, quelle est la situation de droit?

4. Les irrégularités constatées, si elles n'avaient pas été approuvées rétroactivement, auraient-elles pu constituer un fait pénal?

5. Quelles démarches le Gouvernement a-t-il entreprises voire va-t-il entreprendre en la matière?

Informations et exemples:

- 07.08.08 Réunion avec MW, 130 km de frais de route pour une réunion qui s'est tenue à 10 heures au SICEC

- 12.08.08 Réunion avec FB, 130 km de frais de route pour une réunion qui s'est tenue à 11 heures au SICEC

- 26.01.07 Réunion avec L au SICEC à 14 h, une heure supplémentaire

- 18.05.07 Surcharge de travail après Ascension xx en congé

Réponse (26.4.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

À la question de Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes concernant différentes indemnités allouées à des agents du syndicat de communes SICEC, je suis en mesure de fournir les réponses suivantes:

1. Il est établi que depuis l'année 1995 le syndicat de communes SICEC avait adopté une pratique - non actée et non approuvée par l'autorité de tutelle - consistant à accorder aux membres du personnel des frais de route pour des déplacements de leur domicile au lieu de travail dans des cas considérés comme sortant du cadre habituel de leurs fonctions. Les autorités de contrôle ont à plusieurs reprises attiré l'attention des autorités syndicales sur la non-conformité de cette pratique au regard du cadre réglementaire existant.

2. En ce qui concerne le régime des frais de route et de séjour des agents du secteur communal, il y a lieu de se référer au règlement grand-ducal modifié du 4 avril 1964 portant assimilation des traitements des fonctionnaires des communes, syndicats de communes et établissements publics placés sous la surveillance des communes, à ceux des fonctionnaires de l'État ainsi qu'au règlement ministériel du 17 février 1986 relatif aux frais de route des fonctionnaires communaux aux termes duquel les frais de route et de séjour des agents communaux sont remboursés suivant les taux, tarifs et modalités en vigueur pour les agents de l'État qui sont fixés par le règlement grand-ducal modifié du 5 août 1993 sur les frais de route et de séjour ainsi que sur les indemnités de déménagement des fonctionnaires et employés de l'État.

Ce dernier dispose notamment:

Art. 4. (1) Le remboursement des frais inhérents au voyage de service n'est accordé que pour autant que les frais du fonctionnaire ou de l'employé et la durée du déplacement sont nécessaires à l'accomplissement de la mission, à moins que le prolongement dûment autorisé du séjour à l'étranger ne permette de réduire le total de ces frais.

(2) Les indemnités pour frais de route et de séjour sont à proportionner aux dépenses réelles; elles ne doivent en aucun cas constituer un élément de rémunération.

(3) Le déplacement effectué par le fonctionnaire ou l'employé pour se rendre de son domicile à sa résidence officielle et pour rentrer de celle-ci à son domicile ne donne pas lieu à indemnité.

Art. 6. (1) Pour le calcul des frais de route et de séjour, le lieu de la résidence officielle du fonctionnaire ou de l'employé de l'État appelé à voyager est considéré comme point de départ de chaque voyage de service, sous réserve des dispositions ci-après.

3. Le comité du SICEC a pris la décision de régulariser administrativement la pratique décrite au point 1 dans une délibération du 19 novembre 2009. Cette délibération n'a pas encore été approuvée par l'autorité de tutelle alors que certaines questions demeurent non résolues (cf. point 5).

Dans la mesure où il n'est pas exclu d'arguer, par une interprétation extensive que l'autorité de tutelle est loin de partager, qu'il ressort de l'économie de l'article 4 paragraphe (3) que celui-ci se rapporte aux déplacements habituels du domicile au lieu de travail, les autorités syndicales peuvent en application du principe de l'autonomie communale décider d'indemniser leurs agents pour des trajets qui sortent du cadre du travail normal.

Il faut cependant donner à considérer que, conformément au règlement grand-ducal du 3 mai 1991 concernant la prestation d'heures de travail supplémentaires par des fonctionnaires communaux ainsi que leur astreinte à domicile, lesdits fonctionnaires peuvent se voir allouer des indemnités pour heures supplémentaires et des primes d'astreinte. Il appartient donc aux autorités syndicales d'assumer la responsabilité de ces pratiques.

4. Il n'appartient pas à une autorité administrative de spéculer sur le caractère pénal ou non d'un fait quelconque. Précisons cependant qu'en matière administrative, au cas où il n'y aurait pas régularisation des faits prédécrits ou refus d'approbation, il y aurait, le cas échéant, lieu à remboursement des sommes indûment perçues, sans préjudice d'éventuelles sanctions pénales.

5. Avant tout autre progrès dans ce dossier, l'autorité de tutelle a demandé au syndicat concerné d'établir que toutes les sommes versées se rapportent effectivement à des déplacements tels que définis dans sa délibération, à savoir des déplacements «du domicile au lieu de travail en cas d'évènement sortant du cadre habituel, régulier et journalier». Il va sans dire que, si des agissements frauduleux étaient constatés, l'autorité de tutelle appliquerait avec rigueur l'article 23 du Code d'Instruction Criminelle.

Question 0515 (17.3.2010) de **M. Jean Huss** (*déi gréng*) concernant l'**interdiction des amalgames dentaires**:

On estime qu'aujourd'hui entre 50 et 75% de la population européenne porte des amalgames dentaires, ce qui correspond à environ 2.000 tonnes de mercure. En moyenne, chaque européen a entre trois et quatre grammes de mercure dans sa bouche ainsi que des dépôts de mercure dans le corps. Depuis l'introduction de l'amalgame dentaire il y a 170 ans, tout le mercure utilisé se retrouve au final dans l'environnement, au plus tard à la mort des individus. Les quantités de mercure dans l'environnement sont aujourd'hui environ 20 fois supérieures qu'avant l'introduction du mercure dentaire.

Le mercure dentaire ne constitue donc pas seulement un problème de santé, mais également une source de pollution continue extrêmement dangereuse de l'environnement.

Le 15 mars, lors d'une réunion des Ministres européens de l'Environnement, la délégation suédoise a soumis une proposition pour inscrire l'interdiction de l'amalgame dentaire dans la révision de la stratégie communautaire sur le mercure prévue pour 2010. La Suède, le Danemark ainsi que la Norvège ont déjà interdit l'amalgame dentaire il y a quelques années. Une interdiction

de l'amalgame dentaire en Europe serait également un signal fort lors des négociations du Programme environnemental des Nations Unies sur une stratégie globale pour éliminer le mercure dans les technologies médicales et industrielles qui doivent commencer cette année pour conclure en 2013.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Quelle était la position du Ministre luxembourgeois concernant la proposition suédoise lors du conseil du 15 mars?

- Le Luxembourg participera-t-il activement aux négociations du Programme environnemental des Nations Unies? Quelle position y défendra-t-il?

Réponse (29.4.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

À l'occasion du Conseil environnement du 15 mars 2010, la délégation suédoise a présenté sous le point «divers» une note portant sur la révision de la stratégie communautaire applicable au mercure.

À cette occasion, la Suède a exprimé le souhait de voir l'Union européenne continuer de jouer un rôle d'avant-plan dans la réduction et si possible l'élimination de l'utilisation du mercure et des émissions afférentes.

Alors que dans certains pays nordiques il existe déjà à l'heure qu'il est une interdiction de l'amalgame dentaire, cette même délégation a considéré qu'il serait opportun et approprié que l'Union européenne se dote d'une démarche commune sur ce point.

L'intervention de la délégation suédoise a été favorablement accueillie au sein du Conseil environnement.

Les autorités luxembourgeoises soutiennent et continueront à soutenir toute initiative communautaire et internationale visant à limiter voire à prévenir l'utilisation du mercure dentaire.

Question 0517 (18.3.2010) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant le **réseau national des bibliothèques «bibnet»**:

Le projet de loi 6026 relatif aux bibliothèques publiques a, entre autres, comme objectifs de doter les bibliothèques publiques de techniques de communication modernes, d'encourager leur professionnalisation et de favoriser les synergies entre les différents types de bibliothèques existant au Luxembourg. Dans ce but, l'article 11 de la loi en projet prévoit que toute bibliothèque peut demander l'agrément en tant que «bibliothèque publique» à condition qu'elle remplisse un certain nombre de critères auxquels il est renvoyé dans le texte en question. Le choix d'un logiciel spécifique de gestion bibliothécaire ne figure pas parmi ces critères.

Or, il m'est parvenu à plusieurs reprises que les bibliothèques désireuses d'intégrer le réseau national des bibliothèques «bibnet» se voient forcées d'adopter comme logiciel de gestion celui utilisé par la Bibliothèque nationale (BnL), en l'occurrence «Aleph».

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Est-il correct que les bibliothèques qui souhaitent intégrer le réseau «bibnet» sont contraintes d'adopter comme logiciel de gestion celui utilisé par la BnL?

- Est-il possible de faire part du réseau national des bibliothèques tout en utilisant un logiciel différent de celui utilisé par la BnL?

- Qu'en est-il de l'interopérabilité entre les différents logiciels de gestion de bibliothèques et celui utilisé à l'heure actuelle par la BnL?

Réponse (15.4.2010) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*:

Madame la Députée Claudia Dall'Agnol pose trois questions en rapport avec le réseau de bibliothèques luxembourgeoises coordonné par la Bibliothèque nationale, questions auxquelles je m'empresse d'apporter les réponses suivantes. Ces réponses confirment par ailleurs l'échange de vues qui fut également fait à ce sujet au sein de la commission parlementaire compétente, dans le cadre de son analyse du projet de loi relatif aux bibliothèques publiques.

- Depuis sa création en 1985, le réseau des bibliothèques luxembourgeoises a pour finalité l'utilisation d'un catalogue commun, dit collectif, basé sur un système de gestion informatique de bibliothèques géré par la Bibliothèque nationale. Les bibliothèques qui ont été candidates à l'adhésion l'ont été, encore, parce qu'elles voulaient faire partie du catalogue collectif et utiliser les fonctionnalités techniques et règles de catalogage du système de gestion commun à cause des nombreux avantages qu'elles présentent.

- La finalité du réseau bibnet.lu ayant toujours été l'utilisation d'un système de gestion de bibliothèques unique et commun et des procédures de travail communes, pour des raisons de rationalité économique et d'efficacité et de qualité bibliothéconomiques, le cas de figure envisagé par Madame la Députée serait contraire à la définition et à la mission du réseau.

- L'honorable Députée semble viser les systèmes de gestion utilisés par des bibliothèques luxembourgeoises en-dehors de celui utilisé par les bibliothèques membres du réseau bibnet.lu.

Les systèmes informatiques gérés par la Bibliothèque nationale de Luxembourg permettent, certes, via leurs interfaces, une certaine interopérabilité entre systèmes informatiques hétérogènes. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que le but visé a toujours été le catalogue collectif, simple d'utilisation, avec des données complètes et cohérentes.

L'interopérabilité entre logiciels de gestion de bibliothèques ne se limite pas à l'interopérabilité technique, mais concerne aussi l'interopérabilité sémantique qui est associée à un mode de description de l'information contenue dans une base de données, à savoir les métadonnées. De ce point de vue, il importe de souligner que les bibliothèques membres du réseau bibnet.lu utilisent un corps de règles de catalogage structurées, internationalement reconnues et basées sur les «anglo-american cataloguing rules», alors que dans les autres bibliothèques le catalogage se fait sans règles précises. Il en est

de même pour l'indexation et la classification. De la sorte, les données saisies par ces bibliothèques ne sont que très faiblement standardisées. Si l'un ou l'autre système auquel semble penser l'honorable Députée permet effectivement d'importer des notices bibliographiques à partir de bibnet.lu, il faut constater que l'opération inverse ne présenterait guère le même intérêt pour les bibliothèques du réseau bibnet.lu qui disposent d'outils techniques permettant d'importer facilement des notices standardisées de catalogues étrangers de grande qualité.

Par ailleurs, les fonctionnalités bibliothéconomiques des systèmes utilisés aujourd'hui au Luxembourg hors réseau bibnet.lu sont beaucoup plus réduites.

En conclusion: L'interopérabilité, même si elle était poussée, ce qui n'est pas le cas, ne permet pas le même degré d'efficacité et de rationalité économique que l'utilisation d'un système commun efficace et flexible. L'interopérabilité existant à un moment donné serait par ailleurs remise en cause à l'occasion de chaque migration de systèmes. Compte tenu de l'évolution rapide des nouvelles technologies, les migrations se suivront à des rythmes serrés au cours des prochaines années.

Telles sont les raisons qui expliquent que les pouvoirs publics, dans tous les pays d'Europe, poussent à l'utilisation de catalogues collectifs.

Toutefois, le recours à un catalogue collectif, reposant sur un système de gestion commun, n'empêche nullement les bibliothèques membres du réseau bibnet de recourir à d'autres outils informatiques de leur choix pour couvrir des besoins autres que ceux couverts par les systèmes utilisés en commun par les membres du réseau.

Question 0518 (18.3.2010) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant la **contamination des poulets par campylobacter**:

D'après des résultats publiés par l'Agence européenne de sécurité des aliments (EFSA), la majorité des poulets vendus dans l'Union européenne seraient contaminés par des bactéries qui peuvent déclencher des intoxications. Concernant la contamination des poulets par la campylobacter, le résultat du Luxembourg s'avère particulièrement catastrophique puisque 100% des poulets testés au Luxembourg en seraient contaminés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces résultats?

- Quelles sont les raisons pouvant expliquer ce résultat catastrophique?

- Comment entendent-ils y remédier à l'avenir?

- Quelle est la provenance des poulets abattus et vendus au Luxembourg?

- Est-ce que les poulets vendus au Luxembourg ont été testés auparavant quant à la contamination au campylobacter? Quels ont été les résultats le cas échéant?

Réponse commune (23.4.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de M. Romain Schneider*, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

La viande de poulets de chair est considérée comme une source importante de toxi-infection alimentaire de deux infections humaines campylobacter et salmonella dans l'Union européenne.

En conséquence, la direction générale SANCO de la Commission européenne a chargé l'E.F.S.A. (European Food Safety Agency) de réaliser en 2008 une étude sur la prévalence de campylobacter et de salmonellose dans les abattoirs de volaille.

Lors de cette étude, une prévalence moyenne de 76% pour campylobacter et de 16% pour salmonellose fut constatée pour les pays membres. Les poulets abattus au Luxembourg présentaient une prévalence de 100% pour campylobacter et une prévalence de 0% pour salmonellose. Le campylobacter est une bactérie ubiquitaire et peut se répandre partout.

Le résultat de cette étude ne peut pas être considéré comme catastrophique. Le Luxembourg ne dispose que de trois petits abattoirs privés, qui procèdent annuellement à l'abattage d'environ 25.000 poulets. Dans ces petits abattoirs, douze analyses ont été effectuées et elles étaient toutes positives.

Par contre, 40.000 poulets sont exportés d'une exploitation vers un abattoir en Belgique. Les quatre analyses effectuées pour campylobacter dans cette exploitation étaient toutes négatives. Il s'agit dans ce cas d'analyses non prescrites par la Commission. Le résultat de 100% pour le Luxembourg n'est donc pas représentatif et doit être interprété de façon nuancée.

Par ailleurs faut-il souligner que pour les trois exploitations précitées, les jeunes poussins proviennent tous de la Belgique et par conséquent ont pu être porteurs de campylobacter dès leur introduction au Luxembourg.

Une grande partie des poulets vendus dans le commerce provient de la Belgique, des Pays-Bas, de la France et de l'Allemagne.

Le risque pour la santé humaine découle de la consommation de viande de poulet non suffisamment cuite ou la contamination croisée avec d'autres aliments.

L'ingestion de viande de poulet insuffisamment cuite peut provoquer une infection par campylobacter chez l'homme. Cette infection peut se traduire par une gastro-entérite, accompagnée de crampes intestinales, de diarrhée, de vomissements et de fièvre.

Le respect des mesures d'hygiène alimentaire est donc très important dans la prévention de la maladie. Sachant que la viande de volaille est très fréquemment infestée par ces germes, il est très important de prendre toutes les précautions possibles dans la manipulation des viandes fraîches ou crues à savoir: lavage des mains après manipulation, nettoyage des plans de travail et des couteaux et une cuisson totale de la viande de volaille.

Campylobacter a été désigné comme priorité nationale dans le cadre du plan de contrôle pluriannuel en 2010. Des prélèvements sont ainsi prévus sur l'ensemble de la chaîne alimentaire pour détecter ce germe.

Au niveau communautaire, des mesures pour la réduction du campylobacter et des salmonelles seront élaborées par l'E.F.S.A. et la Commission européenne sur base de cette étude; ces mesures seront à appliquer par règlement dans tous les pays membres.

Les chiffres de référence campylobacter et salmonella peuvent être utilisés à l'avenir pour suivre les tendances et pour évaluer l'impact des programmes de surveillance et de contrôle. L'étude préconise par ailleurs un renforcement de la recherche sur les méthodes de surveillance et d'épidémiologie de campylobacter dans la production de viande de poulet.

Question 0519 (18.3.2010) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** et de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **délai de convocation aux réunions du conseil communal**:

Selon la loi communale de 1988, la convocation à une réunion du conseil communal se fait au moins cinq jours avant celui de la réunion.

D'après la loi sur les syndicats intercommunaux, le délai de convocation à une réunion du comité est d'au moins 15 jours.

Dans ce contexte, nous voudrions poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Est-ce que le Gouvernement n'envisage pas d'aligner le délai de convocation à une réunion du conseil communal sur celui des réunions de comités de syndicats afin de permettre aux conseillers communaux un délai convenable de préparation, la nature des dossiers à traiter devenant de plus en plus complexe?

Réponse (16.4.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Les honorables Parlementaires citent la différence des délais de convocation respectifs des conseils communaux et des comités de syndicats de communes.

En effet, l'article 13 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 dispose que «sauf le cas d'urgence, la convocation se fait, par écrit et à domicile, au moins cinq jours avant celui de la réunion; elle mentionne le lieu, le jour et l'heure de la réunion et en contient l'ordre du jour».

Le projet de loi portant réforme de la législation communale (n°2675, dépôt 2 février 1983) avait proposé de porter l'ancien délai de convocation de deux jours francs à cinq jours en précisant que le délai de deux jours s'était «révélé, dans beaucoup de cas, insuffisant pour permettre aux conseillers de prendre inspection des dossiers relatifs aux divers points de l'ordre du jour».

Rappelons toutefois que dans le cadre de la procédure législative ayant abouti à la loi communale de 1988, le Conseil d'État avait émis dans son avis du 24 janvier 1984 (doc. parl. n°2675/2) les considérations suivantes: «Dans les conditions données, le Conseil d'État, sans autrement critiquer ou mettre en cause le délai proposé de cinq jours, donne néanmoins à considérer s'il n'y aurait pas lieu de réduire ledit délai d'une ou même de deux unités, alors qu'un délai de trois ou quatre jours pleins, s'intercalant entre le jour de la remise à domicile et le jour de la réunion, devrait suffire aux édiles pour prendre inspection des dossiers relatifs aux affaires mises à l'ordre du jour».

C'est le délai de cinq jours qui fut finalement retenu par le législateur.

En revanche, l'article 14 alinéa 2 de la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes prévoit que «sauf le cas d'urgence, la convocation du comité se fait par écrit et à domicile au moins quinze jours avant celui de la réunion».

Pour ce dernier cas, le rallongement du délai de convocation était motivé comme suit: «Le délai, qui est de cinq jours pour les conseils communaux, est proposé à quinze jours pour les comités des syndicats de communes. Cet allongement du délai est destiné à permettre aux membres du comité de disposer du temps nécessaire pour préparer sérieusement ces réunions et consulter utilement les conseils communaux qu'ils représentent et dont ils sont appelés à défendre les intérêts.» (doc. parl. n°4138)

La différence dans les délais repose donc sur des considérations d'ordre pratique, alors que les mandats respectifs de conseiller communal et de membre d'un comité syndical sont exercés l'un directement et personnellement par l'élu en question, l'autre en qualité de représentant du conseil communal auquel il doit rendre compte.

À l'heure qu'il est, les choix du législateur en matière de délais ne semblent pas faire l'objet de contestation, notamment celui applicable aux convocations des conseils communaux, alors qu'il établit un juste équilibre entre, d'une part, la nécessité d'un fonctionnement efficace des instances communales et, d'autre part, l'accès à l'information des élus communaux.

Question 0520 (18.3.2010) de **Mme Marie-Josée Frank** (CSV) concernant le **test tuberculinique dans le cadre de l'examen pré-nuptial**:

Toutes les personnes voulant se marier au Luxembourg doivent se soumettre à un examen médical pré-nuptial en vue de la délivrance d'un certificat médical.

Dans le cadre de cet examen, les futurs époux doivent se rendre auprès d'un Centre médico-social de la Ligue luxembourgeoise de prévention et d'action médico-sociales pour faire le test à la tuberculine.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Combien de cas de tuberculose ont été découverts dans le cadre de l'examen médical pré-nuptial au cours des dernières années?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que le test tuberculinique est encore judicieux dans le cadre de l'examen médical pré-nuptial?

- Dans l'affirmative, ne pourrait-on pas prévoir que ce test soit réalisé par le médecin généraliste afin d'alléger les démarches pour les futurs époux?

- Sachant que l'examen pré-nuptial est surtout d'un grand intérêt quant à la recherche et la prévention d'éventuelles affections transmissibles dans le cadre d'une future grossesse, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'on puisse envisager de fixer une limite d'âge maximale à partir de laquelle cet examen ne serait plus obligatoire?

- Ne faudrait-il pas repenser l'examen pré-nuptial en général?

Réponse (23.4.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

La réglementation applicable aux examens à effectuer en vue de la délivrance du certificat avant mariage prévoit, en ce qui concerne l'intradermo-réaction (ID), qu'elle soit effectuée selon une méthode standardisée dans un centre médico-social de la Ligue luxembourgeoise de prévention et d'action médico-sociales.

Au cours des années 2007, 2008 et 2009, deux cas de tuberculose-maladie ont été découverts grâce à l'examen pré-nuptial, ceci sur un total de 10.784 ID lues.

Étant donné que le nombre de tuberculoses-maladies (actives) découvertes est faible (1,85 cas pour 10.000 ID lues) pour ces trois années cumulées, la question de l'opportunité du test tuberculinique réalisé dans le cadre de l'examen médical avant mariage, tel qu'introduit par la loi du 19 décembre 1972 portant introduction d'un examen médical avant mariage, mérite d'être posée.

Il me semble dès lors approprié de faire évaluer la nécessité du maintien de l'examen médical avant mariage dans sa forme actuelle et d'envisager une éventuelle prise en charge des autres examens réalisés au cours de l'examen médical pré-nuptial, ceci dans un contexte plus global de la médecine préventive.

Question 0522 (19.3.2010) de **Mme Marie-Josée Frank** et de **M. Ali Kaes** (CSV) concernant la **déclaration d'arrivée auprès de l'administration communale**:

Toute personne qui entend établir sa résidence habituelle sur le territoire d'une commune doit, dès son arrivée sur le territoire de la commune, déclarer sa présence auprès du bureau de la population de l'administration communale de son lieu de résidence.

Sauf erreur de notre part, lorsqu'une entreprise (ou un entrepreneur individuel) s'installe sur le territoire d'une commune, elle n'est pas obligée de faire une déclaration d'arrivée à l'administration communale. Elle doit, si l'activité visée est de nature commerciale, néanmoins se faire immatriculer auprès du Registre de Commerce et des Sociétés.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Peuvent-ils nous confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons une entreprise ne doit-elle pas effectuer une déclaration d'arrivée auprès de l'administration communale?

- Le Gouvernement envisage-t-il de résoudre ce problème pour les communes qui ne sont souvent pas au courant de la présence d'entreprises ou d'entrepreneurs individuels sur leur territoire?

Réponse (9.4.2010) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*:

En ce qui concerne le Ministère des Classes moyennes, les entreprises concernées n'ont pas d'autre obligation de publicité que celle prévue à l'article 25 de la loi modifiée sur le droit d'établissement du 28 décembre 1988, qui prévoit que «la mention de la profession et le numéro de l'autorisation gouvernemen-

tales doivent figurer sur les lettres, courriers électroniques, sites internet, devis, factures et devantures, ainsi que les panneaux devant être installés sur tous les chantiers».

Aucune disposition ne prévoit l'obligation, pour les entreprises ou pour le Ministère, de signaler leur présence à l'administration communale concernée, sauf pour celles actives dans le domaine érotique.

En effet, lors de la modification intervenue avec la loi du 9 juillet 2004, qui a modifié la loi d'établissement, cette obligation avait été insérée à la demande notamment de certaines communes et de la police, ces activités étant sensibles à plus d'un titre.

Il me revient qu'à cette occasion l'opportunité de prévoir une obligation d'information systématique des communes concernées lors de l'octroi d'une autorisation d'établissement avait été abordée.

Cette option n'avait pas été retenue pour plusieurs raisons.

La première tient à la circonstance que par le passé le Ministère des Classes moyennes envoyait de sa propre initiative un listing de toutes les autorisations d'établissement accordées aux communes, mais que nombre d'entre elles ont fait savoir que cette démarche ne les intéressait pas et constituait donc une communication administrative supplémentaire, et en outre inutile, à gérer.

La seconde raison, c'est que les entreprises ne doivent pas toutes être titulaires d'une autorisation d'établissement à délivrer par le Ministère des Classes moyennes.

La troisième, que certaines entreprises, pourtant titulaires d'une autorisation d'établissement, choisissent de ne pas s'établir en définitive, et ce pour des considérations les plus diverses.

Le Ministère des Classes moyennes ne voit néanmoins pas de difficultés, malgré les limites de cette démarche mentionnées ci-avant, à informer à nouveau les communes en leur faisant parvenir une copie des autorisations d'établissement délivrées.

Si tel est leur souhait, le Ministère donne à considérer qu'il lui semble cependant davantage efficace, et donc opportuniste, de demander aux administrations fiscales, et notamment à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, d'informer les communes.

En effet, toute entreprise, quelle que soit sa nature, doit notamment disposer préalablement d'un numéro de TVA lorsqu'elle souhaite commencer de manière effective ses activités.

Question 0523 (19.3.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **procédure d'asile**:

La loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection avait notamment pour objectif de raccourcir les délais entre le dépôt de la demande de protection internationale et la décision définitive.



tive des autorités nationales d'accorder ou non le statut de réfugié aux personnes concernées. Il semble toutefois que cet objectif n'est que partiellement atteint.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Justice et de l'Immigration:

1. Quel est le nombre de demandes d'asile déposées en vertu de la nouvelle loi, et quelle en est la ventilation par an et par pays d'origine de l'auteur de la demande?

2. Quelle était la durée moyenne de la procédure d'asile avant l'application de la loi du 5 mai 2006?

3. Quelle est la durée moyenne de la procédure d'asile pour les demandeurs de la protection internationale arrivés au Luxembourg après la mise en vigueur de la loi actuelle?

4. Quels sont, en moyenne, les délais dans lesquels le Ministre de l'Immigration statue sur les demandes en vertu de l'article 3 de la loi du 26 mai 2006, et ce par type de procédure?

5. Quelle est la proportion de demandes soumises pour avis par le Ministre de l'Immigration à la commission consultative pour la protection internationale?

6. Cette commission consultative pour la protection internationale respecte-t-elle le délai d'un mois, prévu dans la loi, pour rendre son avis en cas de saisine sur un dossier individuel? Si non, pourquoi?

7. Le Gouvernement prévoit-il de renforcer rapidement les effectifs des services chargés des questions d'immigration et d'asile afin de réduire la surcharge de travail des agents concernés et d'accélérer les procédures administratives?

8. Quelle est la proportion des demandes pour lesquelles Monsieur le Ministre accorde le statut de réfugié tel que prévu par la «Convention de Genève»?

9. Quelle est la proportion des demandes pour lesquelles Monsieur le Ministre accorde «une forme complémentaire de protection»?

10. Quelle est la durée moyenne qui s'écoule entre la décision «définitive» du Ministre et un arrêt des tribunaux administratifs coulé en force de chose jugée et exécutoire? Est-il exact que la loi permet actuellement de faire des recours à répétition voire de recourir à des cours de formation fictifs ou non pour retarder les procédures? Quels sont les moyens qui pourraient être mis en œuvre pour raccourcir ces délais et éviter les abus ou manœuvres de procédure?

11. Dans quelle proportion le tribunal administratif respectivement la Cour administrative prennent-ils une décision autre que celle formulée par le Ministre?

12. Combien de demandes de protection internationale sont actuellement pendantes? Quel est le nombre de personnes concernées?

13. Combien de personnes dont la demande de protection a été définitivement rejetée se trouvent au Luxembourg? Quel est leur statut et dans quelle mesure bénéficient-elles d'aides de la part des autorités?

14. Le Gouvernement a-t-il élaboré et publié le règlement grand-ducal prévu par l'article 16, alinéa 7, concernant les «pays tiers sûrs»? Si non, pourquoi?

Réponse (15.4.2010) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

1) Depuis l'année 2006, 2.070 personnes ont déposé une demande d'asile. La ventilation par an et par pays d'origine se présente comme suit:

A) Demandes d'asile / de protection internationale déposées de 2006-2010 (01/03)

Année	Dossiers	Personnes
2006	380	523
2007	291	426
2008	299	463
2009	333	505
2010 (01/03)	110	153
Total	1.413	2.070

B) Évolution des demandeurs d'asile / de protection internationale par pays d'origine (demandeurs effectifs)

	2006	2007	2008	2009	2010 (01/03)	Total
Afghanistan	8	3	4	13	9	37
Afrique du Sud				1		1
Albanie	20	16	14	26	1	77
Algérie	8	11	4	12	11	46
Angola	5	1		1		7
Arménie	4	1		2		7
Azerbaïdjan	1			11		12
Bangladesh				1		1
Bénin	1	2	3	3	2	11
Biélorussie	5	8	6	14	8	41
Bosnie-Herzégovine	17	24	31	35	3	110
Brésil	2					2
Burkina Faso	1			3		4
Burundi	3			2		5
Cameroun	3	7	8	9	2	29
Centrafrique		1	1			2
Chine	2		1			3
Comores			1			1
Congo	2	1	1	2		6
RD Congo	20	1	6	3	4	34
Côte d'Ivoire	7		3	2	1	13
Corée du Nord			3			3
Costa Rica				1		1
Croatie			1			1
Djibouti	1		1			2
Érythrée	6		11	10		27
Éthiopie	4	3	2	4		13
Gabon				1	1	2
Gambie	2	5	2	4	1	14
Géorgie	1	1	1	2	3	8
Ghana	1		1	1		3
Guinée-Bissau	4					4
Guinée (Conakry)	9	8	2	6	2	27
Guinée-Équatoriale				1		1
Hongrie	1					1
Inde			2	1		3
Irak	16	14	29	65	29	153
Iran	31	16	18	24	8	97
Israël	1	1		1	3	6
Jordanie			1	1		2
Kenya		1	2			3
Kirghizistan		1				1
Kosovo			201	133	36	370
Lettonie			2	1		3
Liban			2	2	1	5
Libéria	3					3
Lybie	1		2			3
(ARY) Macédoine	3	5	7	6		21

Mali	1	1		3		5
Maroc	4	1	1	2	1	9
Mauritanie	2		1	3		6
Mexique				5		5
Moldavie		4	1		1	6
Mongolie		1				1
Monténégro		15	14	6		35
Népal		1				1
Niger	1		1	3		5
Nigéria	14	7	5	6	1	33
Ouzbékistan		1	4			5
Pakistan	1			1		2
Palestine	10	1	6			17
Pérou		2				2
Portugal		1				1
Roumanie		6		5		11
Russie	43	13	13	27	8	104
Rwanda	1		1			2
Sénégal		1	1	1		3
Serbie		225	18	17		260
Serbie-Monténégro	207					207
Sierra Leone	5	1	1			7
Somalie	7	1	10	8	8	34
Soudan	2	1	1	2	1	7
Syrie				1		1
Tchad			2			2
République Tchèque	1					1
Tibet		2				2
Togo	4	3	4	5	3	19
Tunisie	3	1		2		6
Turquie	3	3	2	4	2	14
Ukraine	19	3	3		2	27
Venezuela					1	1
Yémen			1			1
Zimbabwe	2					2
Nombre total des demandeurs d'asile	523	426	463	505	153	2.070
Nombre total des pays d'origine	52	45	52	53	28	83

2) 3) Il est difficile d'évaluer la durée moyenne de la procédure d'asile, étant donné qu'aucune étude n'a jusqu'à présent été réalisée. Les chiffres indiqués ci-dessus correspondent dès lors à des estimations du service des réfugiés.

Dans les années 1999 à 2004, la durée moyenne de la procédure d'asile, recours devant les juridictions comprises, était d'au moins trois à quatre années. À partir de 2005, le Gouvernement a renforcé le bureau d'accueil pour demandeurs d'asile en personnel de sorte que dès avant l'entrée en vigueur de la loi du 5 mai 2006, la durée de la procédure avait pu être ramenée à environ deux ans.

À l'heure actuelle, la tendance de la durée moyenne est de nouveau à la hausse, vu le nombre plus élevé de demandeurs et la complexité accrue des dossiers.

4) Actuellement, le délai dans lequel le Ministre en charge de l'asile statue sur les demandes d'asile est en règle générale compris entre un et deux ans (dans le cadre de la procédure normale). Les autres décisions, à savoir les cas Dublin, les cas d'irrecevabilités ainsi que les procédures accélérées sont traités endéans les délais prescrits par loi.

À l'heure actuelle, la procédure est déjà allongée au niveau des entretiens. Ces entretiens, nettement plus longs et compliqués

que jadis, doivent de plus en plus souvent être enregistrés afin d'éviter des contestations par la suite.

À défaut de fonctionnaires de la carrière supérieure en nombre suffisant, les mêmes agents doivent couvrir le volet contentieux de la procédure de protection internationale et de l'immigration. Sachant que l'asile et l'immigration recouvrent environ 40 à 45% de tout le contentieux administratif au Luxembourg, ce contentieux constitue un volume de travail de plus en plus important. Étant donné que les moyens invoqués sont de plus en plus volumineux, la rapidité de la procédure d'asile en souffre sérieusement.

5) Le Ministre a saisi la Commission consultative pour les réfugiés respectivement la Commission consultative pour la protection internationale comme suit:

- 2004: 9 demandes d'avis
- 2005: 1 demande
- 2006: 3 demandes
- 2007: 9 demandes
- 2008: 4 demandes
- 2009: 0 demande
- 2010: 1 demande

6) La Commission consultative respecte le délai d'un mois pour rendre ses avis. Il est cependant arrivé que la Commission sollicite des informations complémen-



taires de la part du Ministre, ce qu'elle a cependant à chaque fois également fait dans le délai prescrit d'un mois.

7) Malgré une demande en ce sens, il n'est pas envisagé de renforcer rapidement les effectifs de la Direction de l'Immigration, en dépit d'une charge de travail accrue.

8) Depuis 2006, 454 personnes se sont vues accorder le statut de réfugié. 2.070 personnes ont déposé une nouvelle demande en obtention d'une protection internationale. Le taux de reconnaissance par rapport aux nouvelles demandes est de 22%.

9) Depuis l'entrée en vigueur de la loi, 18 personnes ont obtenu la protection subsidiaire, ce qui correspond à un taux d'environ 0,8%.

10) La durée qui s'écoule entre la décision du Ministre et un arrêt définitif varie en moyenne entre neuf mois et un an. La loi du 5 mai 2006 a permis d'accélérer le traitement des demandes au niveau du contentieux administratif. Ainsi, le délai dans lequel le Gouvernement doit conclure a été ramené de trois à deux mois, tandis que la possibilité de produire des mémoires en réplique et en duplique a été abrogée tant au niveau du Tribunal administratif que de la Cour administrative.

Si la loi ne permet pas de faire des recours à répétition en matière de protection internationale, on assiste actuellement à une prolifération des demandes de toutes sortes, une fois le demandeur de protection internationale débouté de sa demande.

11) En règle générale, les décisions du Ministre sont confirmées par les juridictions administratives.

Pour ce qui est de l'année 2009, le Ministre a refusé la protection internationale dans 96 cas (169 personnes). Dans six cas (15 personnes), le Tribunal administratif a réformé la décision, du Ministre en accordant le statut de réfugié, tandis que la Cour administrative a réformé dans deux cas (sept personnes), tandis que la Cour administrative a accordé une protection subsidiaire dans trois cas (six personnes), tandis que la Cour administrative a elle aussi accordé une protection subsidiaire dans trois cas (trois personnes).

12) Actuellement, 317 dossiers (422 demandeurs) sont en cours d'instruction.

13) Un chiffre exact ne peut être donné. Bon nombre de personnes disparaissent une fois déboutées et réapparaissent des mois plus tard. Le Gouvernement estime que 500 à 800 personnes ainsi déboutées se trouvent encore au Luxembourg, dont 374 bénéficient actuellement d'une tolérance.

14) Le règlement grand-ducal prévu par l'article 16(7) constitue un règlement facultatif. Le Gouvernement n'a pas pris un tel règlement alors que la notion de pays tiers sûr, contrairement à la notion de pays d'origine sûr prévue à l'article 21, est très peu, pour ne pas dire pas du tout, utilisée.

complétant les lois fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, fixant le régime des employés de l'État, fixant le statut général des fonctionnaires communaux et portant organisation de l'INAP est entrée en vigueur. Cette loi permet notamment aux ressortissants de l'Union européenne d'accéder à certains emplois de la fonction publique.

L'article 1^{er} point 3 dispose que la condition de la nationalité luxembourgeoise continuera à être requise pour «les emplois qui comportent une participation directe ou indirecte à l'exercice de la puissance publique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'État ou des autres personnes morales de droit public. Ces emplois seront déterminés par voie de règlement grand-ducal».

Or, à cette date, aucun règlement grand-ducal n'a été promulgué et des offres d'emploi dans la fonction publique étatique et communale demandant expressément la nationalité luxembourgeoise continuent à être publiées. Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la loi, sans le règlement grand-ducal, est inutile?

- En tardant à se conformer à l'article 45 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le Luxembourg ne risque-t-il pas une nouvelle condamnation de la Cour européenne de Justice?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une ouverture aux ressortissants de l'Union européenne de certains postes de la fonction publique permettra de mieux satisfaire à ses besoins en personnel, notamment en personnel hautement qualifié?

- Quand Monsieur le Ministre compte-t-il promulguer le règlement grand-ducal annoncé à l'article 1^{er} de la loi précitée?

Réponse (29.4.2010) de Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:

Dans son courrier du 19 mars 2010, Monsieur le Député Ben Fayot pose un certain nombre de questions en relation avec le règlement grand-ducal d'exécution prévu par la loi du 18 décembre 2009 élargissant l'ouverture de la fonction publique aux ressortissants communautaires. Rappelons que la loi en question revient désormais le principe que la fonction publique luxembourgeoise est accessible à tous les ressortissants communautaires sauf en ce qui concerne les postes comportant une participation à l'exercice de la puissance publique à préciser justement par le règlement grand-ducal en question.

Il est vrai que ce règlement grand-ducal n'a pas encore été pris, alors que le Gouvernement a apporté des modifications substantielles à son projet initial à la suite de l'avis du Conseil d'État qui avait développé une autre approche en la matière. Ces modifications ont dû être soumises aux différents départements ministériels pour examen et approbation.

Quant à savoir maintenant si la loi est inutile sans son règlement grand-ducal, on peut tout d'abord y répondre par une argumentation juridique. C'est ainsi que la jurisprudence décide qu'une loi doit être exécutée dans tous les cas, à moins qu'elle

ne soit absolument inexécutable sans les règlements grand-ducaux qu'elle prévoit.

On peut y répondre ensuite en relevant que si le législateur a entendu réserver un certain nombre de postes présentant un caractère de puissance publique aux nationaux, il appartient au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires dans des délais raisonnables pour que la volonté du législateur soit respectée. Ces délais, compte tenu de la complexité de la matière et des consultations à opérer auprès des différents acteurs, sont encore respectés.

En ce qui concerne le but de la nouvelle réglementation, il consistait en premier lieu à faire respecter le droit communautaire, ce qui n'exclut cependant pas que le Gouvernement puisse en même temps mieux satisfaire à ses besoins de recrutement en experts hautement qualifiés notamment.

Enfin, quant au délai dans lequel j'entends publier le règlement grand-ducal, Monsieur le Député est informé que la publication est imminente, alors que les consultations relevées ci-dessus sont terminées et que je compte faire formaliser le projet de règlement grand-ducal modifié très prochainement.

Question 0525 (19.3.2010) de M. Fernand Boden (CSV) concernant la réalisation de la décharge-remblai au lieu-dit «Rosswinkel»:

À ma connaissance, il avait été décidé de limiter le volume de la décharge située sur le territoire de la commune de Consdorf et longeant la route N11/E29 reliant Echternach à Luxembourg, à la taille d'un remblai ne dépassant pas la hauteur du niveau de cette route.

Le règlement grand-ducal déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «Décharges pour déchets inertes» a ainsi classifié le terrain litigieux comme «remblai» et non comme «décharge».

Or, les travaux actuellement en cours de réalisation prévoient un remblayage dépassant de plusieurs mètres le niveau de la route d'Echternach et les plaintes se multiplient au sujet de cette détérioration de la qualité du paysage.

On avait, en effet, sur cette partie de la route d'Echternach, fréquentée journalièrement par des milliers d'automobilistes et par de nombreux touristes, une vue superbe et lointaine sur un paysage d'une grande beauté. Cette vue est maintenant cachée par le remblai actuellement réalisé sur quelques centaines de mètres le long de cette route, ce qui est très regrettable.

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que les travaux en cours de réalisation au lieu-dit «Rosswinkel» sont conformes aux décisions du Gouvernement et aux dispositions du règlement grand-ducal précité?

- Monsieur le Ministre ne partage-t-il pas l'avis que l'envergure de ces travaux nuise à la qualité et à la beauté du paysage et qu'il faudrait limiter la hauteur maximale du remblayage y réalisé à celle du niveau de la chaussée de la route d'Echternach?

Réponse (29.4.2010) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Le règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «Décharges pour déchets inertes» mentionne au troisième alinéa les décharges et remblais qui sont en exploitation au moment de la publication dudit règlement. Parmi ces sites figure le remblai de «Rosswinkel» au lieu-dit «Fléierchen». L'emplacement approximatif de ce remblai est indiqué sur la carte afférente qui figure à l'annexe II du règlement.

Cet emplacement reprend les limitations telles qu'elles ont été autorisées sur base de différents textes législatifs, dont plus particulièrement la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets, la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

L'envergure du projet et le modelage ont fait l'objet d'une concertation préalable avec les fonctionnaires de l'Administration des Eaux et Forêts, ceci notamment dans le but d'aboutir à une topographie finale qui puisse s'intégrer harmonieusement dans le paysage. Ce modelage prévoit en effet un surhaussement des dépôts par rapport à la route nationale N11 d'un maximum de 5 m sur une longueur de quelques 170 m.

La proposition de la topographie finale du projet a été un élément essentiel du dossier de demande d'autorisation. Dans le cadre de l'étude d'impact élaborée par les bureaux Oeko-Bureau, IB(A) Ingenieurbüro für Akustik et Ingenieurbüro für Meteorologie und technische Ökologie, étude qui faisait partie intégrante du dossier de demande, on peut lire l'évaluation suivante par rapport à l'aspect paysager:

«Bei der Landschaft am Standort handelt es sich um eine typische Landschaft des Gutlandes mit großen Landwirtschaftsflächen und eingestreuten Wäldern. Der Eingriff durch die geplante Anlage kann während der Betriebsphase als 'mittel' eingestuft werden. Nach der Rekultivierung ist der Eingriff 'sehr klein', eventuell kann sogar eine Verbesserung der Landschaftsbildes erreicht werden.»

Le dossier de demande avec les éléments mentionnés ci-dessus a fait l'objet d'une consultation publique dans le cadre de la procédure commodo-incommodo.

En ce sens, l'emplacement du remblai et le surhaussement des dépôts par rapport à la route nationale N11 sont conformes aux dispositions du règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 ainsi que des arrêtés d'autorisation délivrés en vertu des différents textes législatifs applicables. L'Administration de l'Environnement procède à des contrôles réguliers du respect des dispositions des autorisations. Au cas où un dépassement des hauteurs autorisées du projet serait constaté, l'exploitant serait invité à respecter les niveaux prévus.

Question 0529 (23.3.2010) de M. Ben Scheuer (LSAP) concernant la piscine ludique dans l'est du pays:

D'après le règlement grand-ducal du 11 mars 2008 établissant le programme d'équipement de l'infrastructure touristique, la construction d'une piscine ludique dans l'est du pays fait partie des projets qui sont susceptibles d'être subventionnés par l'État.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Tourisme:

- À quel stade de la procédure se trouve le projet de construction?

- Dans quelle commune la piscine sera-t-elle implantée?

- Quel est le taux de subvention accordé par l'État?

Réponse (26.4.2010) de Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

Le Ministère des Classes moyennes et du Tourisme n'a pas encore été saisi d'un dossier ayant pour objet la construction d'une piscine ludique dans la région est du pays, ni de la part d'une administration communale ni de la part d'un investisseur privé.

Par conséquent, mon département ne peut pas encore se prononcer sur un taux d'aide étatique.

Néanmoins, le fait que mon Ministère avait pris l'initiative de prévoir dans le programme d'équipement de l'infrastructure touristique du 8^e plan quinquennal de l'infrastructure touristique un projet de type piscine ludique dans l'est du pays, souligne la volonté du Gouvernement de soutenir toute initiative visant à étoffer l'offre touristique «indoor» dans une des régions dans laquelle le tourisme de loisirs constitue un des piliers du développement économique.

Question 0532 (23.3.2010) de Mme Lydia Mutsch (LSAP) concernant le remboursement des frais des analyses de biologie médicale:

Dans un recours (affaire C-490/09) introduit contre le Luxembourg en date du 30 novembre 2009, la Commission européenne estime qu'en maintenant en vigueur dans leur formulation actuelle l'article 24 du Code des assurances sociales qui exclut le remboursement des frais des analyses de biologie médicale effectuées dans un autre État membre en ne prévoyant la prise en charge de ces analyses que par la voie du tiers payant, ainsi que l'article 12 des Statuts de l'Union des caisses de maladie qui subordonne le remboursement des analyses de biologie médicale réalisées dans un autre État membre au respect intégral des conditions de dispensation prévues par les conventions nationales luxembourgeoises, le Luxembourg enfreint le principe de la libre prestation des services, énoncé à l'article 49 du Traité CE.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Est-ce que le Gouvernement partage l'appréciation de la Commission européenne selon laquelle les dispositions légales nationales en matière de remboursement des frais d'analyses de

Question 0524 (19.3.2010) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant l'accès des ressortissants de l'Union européenne à la fonction publique:

Le 1^{er} janvier 2010 la loi du 18 décembre 2009 modifiant et



biologie médicale seraient contraires au principe de la libre prestation des services, tel qu'il est consacré à l'article 49 du Traité CE?

- Dans la négative, quelle est la position du Gouvernement en la matière? Par quels moyens le Gouvernement compte-t-il défendre la législation luxembourgeoise devant les juridictions européennes?

Réponse (6.4.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

En se référant au recours (affaire C-490/09) en manquement introduit par la Commission européenne, l'honorable Députée s'enquiert sur la position du Gouvernement.

Il paraît assez délicat d'exposer dans une réponse à une question parlementaire les moyens du Gouvernement dans une affaire pendante. L'avocat chargé de la défense de nos intérêts a remis entretemps son mémoire, se basant sur le maintien du système de conventionnement obligatoire, qui constitue le fondement de notre système de prise en charge des soins de santé.

Question 0534 (24.3.2010) de **MM. Gilles Roth** et **Marc Spautz** (CSV) concernant le **dédommagement pour les propriétaires forestiers sinistrés lors de la tempête Xynthia**:

Fin février la tempête Xynthia a causé beaucoup de dommages dans les forêts luxembourgeoises. En effet, ces intempéries ont occasionné dans certaines régions des ravages à considérer comme véritable catastrophe pour la sylvikulture de notre pays.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- À l'instar des dédommagements accordés suite aux tempêtes de l'année 1990, le Gouvernement entend-il accorder des aides financières aux propriétaires forestiers sinistrés lors de la tempête récente?

Réponse (21.4.2010) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

Le 28 février 2010 notre pays a été touché par de fortes tempêtes. Au cours des deux dernières semaines les services de l'administration de la nature et des forêts ont constaté des chablis importants un peu partout dans nos forêts. Le volume du bois tombé en chablis est estimé à un tiers d'un volume récolté annuellement dans notre pays. En 1990, les tempêtes successives ont anéanti un volume quintuple d'une récolte annuelle. Dans les parcelles endommagées, l'exploitation des bois, l'élimination des rémanents de coupe ainsi que le reboisement sont, comparés à l'état normal, beaucoup plus difficiles et coûteux.

L'article 32 paragraphe 4 de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural stipule que les montants des aides pour les travaux de reboisement peuvent être doublés si ces travaux sont exécutés à la suite de calamités

naturelles. L'article 20 paragraphe 3 du règlement grand-ducal du 13 mars 2009 concernant les aides aux mesures forestières en agriculture et en forêt précise que les montants des aides sont doublés uniquement si la situation de calamité naturelle a fait l'objet d'une déclaration officielle du ministre.

Cette déclaration de calamité naturelle sera prise sous peu. Ainsi les subventions forestières concernant le reboisement des surfaces touchées par les chablis seront doublées par rapport à une situation normale. La procédure administrative concernant cette catégorie de dossiers est en cours d'instruction à l'administration de la nature et des forêts.

Question 0536 (24.3.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **appels électoraux par de hauts fonctionnaires en vue des élections sociales**:

Dans le cadre des élections sociales dans la fonction publique, il a été noté que certains hauts fonctionnaires appellent publiquement à voter en faveur de telle ou telle autre liste. Alors que l'engagement syndical des fonctionnaires est leur droit le plus strict, le fait que certains directeurs se sont joints à de tels appels crée des irritations auprès de nombre de leurs subordonnés qui se sentent, du moins indirectement, mis sous pression ou craignent même des représailles pour le cas où ils soutiendraient ouvertement une liste concurrente. De même, le fait que des magistrats se soient prononcés publiquement en faveur d'une liste précise soulève des inquiétudes relatives à la neutralité et à l'impartialité des membres du tiers pouvoir.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Est-ce que Messieurs les Ministres estiment que le fait qu'un supérieur hiérarchique - en particulier un directeur d'administration ou d'établissement scolaire - appelle publiquement à un comportement électoral précis dans le cadre des élections sociales pourrait être de nature à créer une pression du moins indirecte sur ses subordonnés?

2. Est-ce qu'il y a lieu de prévoir des règles de déontologie prévoyant qu'une personne investie d'un pouvoir disciplinaire vis-à-vis de ses subordonnés ne devrait pas faire des appels électoraux en faisant référence à sa fonction dirigeante?

3. Comme la justice est impliquée dans l'organisation des élections sociales (dépôt de listes, recours éventuels), quelles sont les mesures appliquées pour garantir l'impartialité des magistrats dans le cadre de ces élections?

Réponse commune (27.4.2010) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative* et de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

1. Aux termes de l'article 36 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, «les fonctionnaires jouissent de la liberté d'association et de la liberté syndicale». Par conséquent, chaque agent électeur de la Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics est libre d'exprimer son soutien pour une liste précise.

Quant à l'existence d'une prétendue «pression» ou «crainte de représailles» qui aurait pesé sur certains agents soutenant une autre liste que celle préconisée par leur supérieur hiérarchique, il y a tout d'abord lieu de rappeler le principe du secret du vote prévu à l'article 7 de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective. En outre, l'article 1bis de la loi de 1979 précité protège contre toute discrimination directe ou indirecte fondée entre autres sur les convictions, y incluses syndicales.

2. Quant au fait de prévoir des règles de déontologie, il convient de noter qu'un texte susceptible d'introduire un code pareil avec notamment la définition et la précision des valeurs essentielles de la fonction publique est en cours d'élaboration, conformément au programme d'investiture du Gouvernement du 29 juillet 2009.

3. Finalement, il y a lieu de rappeler qu'en vertu de l'article 14 de la loi de 1979, tout fonctionnaire est tenu aux devoirs de disponibilité, d'indépendance et de neutralité. Aucune mesure particulière ne doit dès lors être prise pour garantir l'impartialité des fonctionnaires en général et des magistrats en particulier, celle-ci étant inhérente à l'exercice de leurs fonctions. En outre, aucun reproche n'a été formulé jusqu'à présent quant à une méconnaissance, de la part des magistrats, de leur devoir de réserve et d'impartialité.

Question 0540 (25.3.2010) de **Mme Marie-Josée Frank** et **M. Léon Gloden** (CSV) concernant le **restaurant du pavillon luxembourgeois à Shanghai**:

Il nous a été confirmé que le restaurant du pavillon luxembourgeois à l'exposition universelle de Shanghai, géré par une société familiale de restauration chinoise, va offrir aux visiteurs à côté des vins luxembourgeois également des vins français. Ce fait a suscité de vives réactions au sein du milieu viti-viticole. Pour discuter de ce sujet, une réunion a été organisée entre les responsables du Groupement d'Intérêt Économique (GIE) «Luxembourg@ExpoShanghai2010» et les producteurs de vins luxembourgeois.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quelles ont été les conclusions de la réunion susmentionnée?

- Pour quelles raisons le restaurant va-t-il offrir des vins français aux visiteurs?

Réponse (12.4.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire N°0540 du 25 mars 2010 des honorables Députés Marie-Josée Frank et Léon Gloden concernant le restaurant du pavillon luxembourgeois à Shanghai, nous pouvons vous communiquer les informations ci-après:

Sur invitation de Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de la Viticulture, Monsieur Romain Schneider, une réunion de concertation a bien eu lieu au sujet de la présence des produits de la Moselle luxembourgeoise à l'exposition universelle de Shanghai entre les représentants de la profession et les responsables du

Groupement d'Intérêt Économique (GIE) «Luxembourg@Shanghai2010». Cette réunion n'avait pas pour objet de discuter de la carte de vins du restaurant du pavillon luxembourgeois, mais visait la promotion et l'accès des vins luxembourgeois en Chine. Offre fut faite à tous les producteurs intéressés d'exporter leur production en Chine de contacter le Consulat général du Luxembourg à Shanghai, qui les épaulera dans les démarches administratives nécessaires.

Comme l'honorable Monsieur Gloden a déjà pu se rendre compte lors de l'audition organisée le 22 février 2010 par la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire de la Chambre des Députés sur la participation luxembourgeoise à l'exposition universelle, le Commissaire de Gouvernement et Président du GIE, Monsieur Robert Goebbels, avait clairement exposé, notamment suite à une question de l'honorable Monsieur Gloden, que lors des manifestations organisées sous l'égide du GIE, il ne sera servi que des vins et bières d'origine luxembourgeoise.

Le Commissaire général avait souligné lors de la même réunion que le restaurant du pavillon est pris en location par un groupe de restauration chinois, le King Mang Group, également actif au Grand-Duché. Ce dernier équipera et exploitera le restaurant pour son propre compte, le GIE touchant un pourcentage du chiffre d'affaires à réaliser pendant les six mois de l'exposition.

Comme tout restaurateur, le King Mang Group restera seul responsable de sa carte de menus et de vins. Il fut convenu que le restaurant offrira des spécialités culinaires luxembourgeoises, mais également un choix de mets chinois, voire des mets internationaux. Les clients trouveront sur la carte du restaurant, outre de la bière luxembourgeoise, une sélection de vins blancs de la Moselle. Comme dans tous les restaurants du Luxembourg, de la Chine ou d'ailleurs, la carte des vins comportera bien évidemment un choix de vins rouges.

Partout au monde, ce sont les clients qui décident du choix des boissons, qu'il s'agisse de vins blancs ou rouges, ou d'autre chose. C'est probablement la raison pour laquelle tous les grands producteurs de vins de la Moselle, qui sont en même temps négociants en vins, offrent à leur clientèle, outre les vins issus de leur propre production, des vins rouges et parfois blancs issus de productions diverses. Il en est de même de «Schengen Sunrise», la société qui commercialise les produits de Vinsmoselle en Chine, et qui propose à ses clients chinois non seulement des vins de la Moselle, mais également des vins rouges produits en France.

Question 0541 (26.3.2010) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant les **droits des actionnaires**:

La Commission européenne vient d'adresser un avis motivé au Luxembourg pour ne pas avoir transposé dans le délai prescrit la directive 2007/36/CE concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées. En fixant notamment des normes minimales pour garantir que les actionnaires des sociétés dont les actions sont négociées sur un marché réglementé aient accès

en temps utile aux informations nécessaires avant l'assemblée générale et disposent d'un moyen simple de vote à distance, la directive vise à renforcer les droits des actionnaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Justice et des Finances:

- Étant donné que la directive renforce les droits de contrôle des actionnaires et contribue ainsi à une meilleure régulation des marchés financiers au niveau de la protection des investisseurs, Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas qu'il soit urgent de transposer la directive 2007/36/CE?

- Dans quel délai le Gouvernement compte-t-il déposer un projet de loi transposant ladite directive?

Réponse (15.4.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Le projet de loi portant transposition de la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées a été adopté par le Gouvernement en Conseil le 9 avril 2010 et sera déposé à la Chambre des Députés incessamment par le Ministre de la Justice et soumis pour avis au Conseil d'État.

Ce projet de loi renforcera les droits des actionnaires dans les sociétés dont les actions sont admises à la négociation sur un marché réglementé établi ou opérant dans un État membre de la Communauté européenne.

Question 0542 (27.3.2010) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant le **droit de vote lors d'un référendum communal**:

Le règlement grand-ducal du 18 octobre 1989 organisant les modalités du référendum prévu par l'article 35 de la loi communale du 13 décembre 1988, stipule que participent au référendum communal comme votants «les Luxembourgeois qui possèdent la qualité d'électeur». Par contre, selon la loi électorale, le droit de vote actif et passif au niveau communal est également acquis aux non Luxembourgeois inscrits sur les listes électorales. Il semble donc que le règlement grand-ducal sur le référendum soit en contradiction avec les principes de la loi électorale.

Or, la question pourra se poser bientôt, car actuellement les délégations du personnel de la Ville de Luxembourg et leurs syndicats récoltent des signatures pour déclencher un référendum communal au niveau de la Ville de Luxembourg au sujet du transfert des réseaux d'énergie vers une société anonyme.

Je prierais donc Monsieur le Ministre de répondre aux questions suivantes:

1) Comment peut-on s'expliquer cette contradiction entre les principes de la loi électorale et le règlement grand-ducal sur le référendum communal?

2) Quelle serait l'application concrète en cas de référendum au niveau communal dans l'état actuel de la législation?

3) Monsieur le Ministre entend-il remédier à la contradiction et à l'insécurité juridique le plus rapidement possible - notamment en modifiant le règlement grand-ducal sur le référendum communal?



Réponse (16.4.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

L'honorable Député soulève à juste titre que l'article 3 du règlement grand-ducal du 18 octobre 1989 organisant les modalités du référendum prévu par l'article 35 de la loi communale du 13 décembre 1988 prévoit toujours que «participent au référendum comme votants les Luxembourgeois qui possèdent la qualité d'électeur notamment aux termes des articles 1 à 4» de la loi électorale.

Il est un fait que ledit règlement datant de 1989 se réfère à la législation électorale de l'époque où le droit de vote était réservé aux nationaux. Il est encore un fait que le règlement n'a pas été mis à jour dans la foulée des modifications législatives intervenues en matière électorale.

Ce qui importe cependant dans ce contexte, c'est la référence faite aux articles 1 à 4 de la loi électorale. Ainsi par application de l'article 2 de ladite loi relatif aux conditions pour être électeur aux élections communales et conformément aux principes de la hiérarchie des normes, la condition de nationalité inscrite à l'article 3 du règlement grand-ducal du 18 octobre 1989 est à considérer comme caduque.

Il y a lieu par conséquent d'appliquer les conditions prévues à l'article 2 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003:

«Pour être électeur aux élections communales il faut:

1° être âgé de dix-huit ans accomplis au jour des élections;

2° jouir des droits civils et ne pas être déchu du droit de vote dans l'État de résidence ou dans l'État d'origine; cette dernière condition ne peut toutefois pas être opposée à des citoyens non luxembourgeois qui, dans leur pays d'origine, ont perdu le droit de vote en raison de leur résidence en dehors de leur État d'origine;

3° pour les Luxembourgeois, être domicilié dans le Grand-Duché;

4° pour les ressortissants d'un autre État membre de l'Union européenne, être domicilié dans le Grand-Duché et y avoir résidé au moment de la demande d'inscription sur la liste électorale prévue par la présente loi, pendant cinq années au moins;

5° pour les autres ressortissants étrangers, être domicilié dans le Grand-Duché et y avoir résidé au moment de la demande d'inscription sur la liste électorale prévue par la présente loi pendant cinq années au moins. En outre ils doivent, pour toute cette période, être en possession d'une autorisation de séjour, des papiers de légitimation prescrits et d'un visa si celui-ci est requis, tels que ces documents sont prévus par la loi du 28 mars 1972 concernant l'entrée et le séjour des étrangers, telle qu'elle a été modifiée par la suite.»

Dans les faits, les ressortissants étrangers participent aux référendums locaux depuis l'entrée en vigueur de la loi de 2003. Ainsi les récents référendums locaux relatifs à des fusions de communes, tel que récemment à Ermsdorf et Medernach, ont inclus les ressortissants non luxembourgeois conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi électorale.

Par ailleurs, conformément au programme gouvernemental, la Chambre des Députés sera saisie sous peu d'un projet de réforme

des lois communale et électorale visant entre autres à étendre le droit de vote passif au niveau communal aux non Luxembourgeois. L'adaptation des dispositions du règlement grand-ducal relatif au référendum local se fera dans le cadre des mesures d'exécution qui s'imposeront après l'entrée en vigueur de la nouvelle législation.

Question 0545 (29.3.2010) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant la **renégociation au niveau européen de la question de la rétention des données téléphoniques ou internet dans le cas d'enquêtes criminelles**:

La cour constitutionnelle fédérale allemande vient de rendre un jugement concernant la loi de 2008 autorisant la rétention des données téléphoniques ou internet pendant six mois dans le cadre d'enquêtes criminelles. La plus haute instance allemande a estimé qu'elle constituait une grave atteinte au droit à la protection de la vie privée et a jugé que cette loi violait le droit constitutionnel à la correspondance privée.

Cette loi est une transposition de la directive 2006/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 sur la conservation des données générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communications. Suite au jugement de sa cour constitutionnelle fédérale, l'Allemagne viserait à renégocier au niveau européen la question de la rétention des données téléphoniques ou internet dans le cadre d'enquêtes criminelles.

Monsieur le Ministre a déposé en date du 10 février dernier le projet de loi n°6113 portant modification des articles 5 et 9 de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et de l'article 67-1 du Code d'instruction criminelle, projet de loi qui vise à transposer en droit luxembourgeois certains éléments de la directive 2006/24/CE.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes:

- Quelle sera l'attitude du Luxembourg en cas de renégociation au niveau européen de la question de la rétention des données téléphoniques ou internet dans le cadre d'enquêtes criminelles?

- Monsieur le Ministre des Communications et des Médias envisage-t-il de revoir le projet de loi n°6113 à la lumière du jugement de la cour constitutionnelle fédérale allemande?

Réponse (21.4.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias*:

Ad 1) À ma connaissance, il n'y aura pas de renégociation de la directive 2006/24/CE «conservation des données». D'ailleurs le terme de «renégociation» est inapproprié. Je tiens à préciser dans ce contexte que, conformément au droit communautaire, toute initiative pour amender ladite directive reviendrait exclusivement à la Commission et non pas à un État membre. À ce jour, la Commission n'a pris aucune initiative à ce sujet.

Ad 2) Tout en me montrant surpris qu'un député demande au ministre de revoir un projet de loi

déjà déposé - et d'ailleurs exposé en détail à la commission parlementaire compétente en présence de l'honorable Député, au lieu de demander à la Chambre des Députés de procéder à une de ces prérogatives essentielles, à savoir d'analyser voire d'amender un projet de loi, je peux délivrer les éléments de réponse suivants, que j'avais d'ailleurs largement exposés publiquement suite aux sollicitations de la presse le jour même que le «Bundesverfassungsgericht» avait délivré son arrêt.

a) Tout d'abord la décision allemande, dont fait état l'honorable Député, est prise sur base du droit constitutionnel allemand qui n'est pas identique à celui de notre pays.

b) Elle ne vise pas la directive elle-même («Eine Vorlage an den Europäischen Gerichtshof kommt nicht in Betracht, da es auf einen möglichen Vorrang des Gemeinschaftsrechts nicht ankommt. Die Wirksamkeit der Richtlinie 2006/24/EG und ein sich hieraus möglicherweise ergebender Vorrang des Gemeinschaftsrechts vor deutschen Grundrechten sind nicht entscheidungserheblich. Der Inhalt der Richtlinie belässt der Bundesrepublik Deutschland einen weiten Entscheidungsspielraum») mais bien les modalités de transposition de celle-ci en droit allemand («Zwar ist eine Speicherungspflicht in dem vorgesehenen Umfang nicht von vorneherein schlechthin verfassungswidrig. Es fehlt aber an einer dem Verhältnismäßigkeitsgrundsatz entsprechenden Ausgestaltung»).

c) Il est évident que le principe de proportionnalité est un principe de droit général qui a également guidé les auteurs du projet de loi 6113. Bien que l'interprétation de ce principe faite par les juges suprêmes allemands ne soit pas transférable telle quelle au Luxembourg, il peut néanmoins être intéressant de voir les reproches concrets formulés à l'égard de la loi allemande. Selon notre projet la conservation des données et l'accès des autorités aux données conservées par les opérateurs, la protection de la vie privée sera la règle et les exceptions à cette règle ne seront possibles que pour prévenir et combattre des infractions d'une gravité certaine. Le principe de proportionnalité est donc clairement sous-jacent.

d) La durée de conservation des données est de six mois en Allemagne. Tel est aussi le cas au Luxembourg. Après ce délai elles devront être effacées. Ce délai de six mois que nous avons retenu est d'ailleurs le délai le plus court que la directive permet de fixer et donc le plus protecteur pour la vie privée. La Cour suprême allemande ne conteste pas cette durée, mais les conditions dans lesquelles sont conservées et traitées les données («Jedoch entsprechen die Regelungen zur Datensicherheit, zu den Zwecken und zur Transparenz der Datenverwendung sowie zum Rechtsschutz nicht den verfassungsrechtlichen Anforderungen»). Nous avons au contraire prévu dans ce domaine que la Commission nationale pour la protection des données aura la mission de contrôler si les données sont conservées de manière sécurisée et si l'accès à ces données sensibles est organisé de manière à respecter le cadre légal strict mis en place. Par ailleurs, selon le projet de loi, uniquement les autorités judiciaires auront accès aux données.

e) La directive prévoit que les données retenues ne peuvent être utilisées que pour la poursuite d'infractions pénales graves. La Cour suprême allemande a jugé que la loi allemande ne remplit pas cette condition («...stellt nicht sicher, dass allgemein und auch im Einzelfall nur schwerwiegende Straftaten Anlass für eine Erhebung der entsprechenden Daten sein dürfen...»). Le projet de loi 6113 prévoit clairement qu'il ne peut s'agir que d'infractions emportant une peine égale ou supérieure à un an d'emprisonnement.

f) Une révision du projet de loi n°6113 n'est dès lors pas envisagée par le Gouvernement puisque les critiques formulées à l'égard de la loi allemande ne sont pas transposables telles quelles au projet de loi luxembourgeois.

g) Je peux cependant vous assurer que le Gouvernement portera une grande attention aux avis de la Commission nationale pour la protection des données et de la Commission consultative des droits de l'Homme qui seront joints aux documents parlementaires dès leur réception. Je suis convaincu que de cette manière le projet de loi luxembourgeois, tel qu'il sera finalisé par la Chambre des Députés, sera parfaitement conforme aux exigences de la protection de la vie privée auxquelles j'attache une grande importance.

Question 0565 (8.4.2010) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **prénoms dans les passeports biométriques**:

Il s'avère que lors de l'établissement de passeports biométriques certaines personnes nées avant le 1^{er} janvier 1945 se voient inscrire sous leurs prénoms à consonance allemande, alors que dans d'autres documents tels des documents de voyage, elles figurent avec leurs prénoms usuels à consonance française.

Cette discordance peut causer dans la vie quotidienne de sérieux problèmes pratiques, notamment à l'approche de la saison estivale, obligeant parfois les personnes concernées à faire établir un deuxième document de voyage - tel un billet d'avion - avec tous les frais y afférents.

Je voudrais dans ce contexte poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Quels sont les moyens que le Gouvernement entend mettre en œuvre en vue d'assurer une information rapide et appropriée des personnes concernées de ces discordances éventuelles?

Réponse (26.4.2010) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

La question que l'honorable Député soulève est sensible dans la mesure où elle concerne, essentiellement, les Luxembourgeois nés au Grand-Duché, dont les prénoms français ont été arbitrairement allemandisés par les autorités d'occupation nazies durant la Seconde Guerre Mondiale.

Je comprends parfaitement le désarroi et l'irritation que peuvent provoquer, pour la personne concernée, la résurgence de ce passé douloureux lorsqu'elle voit apparaître sur son nouveau passeport un prénom allemandisé.

Pour être absolument certain que ceci ne se produise pas ou plus,

je rappelle, que les personnes en cause doivent, selon l'article 4 de la loi du 18 mars 1982 y afférente, demander à l'officier de l'état civil de leur commune de naissance de remplacer le «prénom à consonance allemande par le prénom à consonance française correspondant».

Il faut savoir, en effet, que la référence légale des noms et prénoms utilisés dans les documents officiels, notamment les passeports, est l'état civil qui se trouve répertorié au Registre général des personnes physiques. Lorsqu'une personne n'a pas demandé à changer de prénom, elle conserve celui qui s'y trouve inscrit.

Par acquit de conscience, les fonctionnaires du Bureau des passeports, visas et légalisations, pour les demandes de passeport qui leur sont soumises directement, ont pour instruction de vérifier au guichet, avec les personnes nées avant le 1^{er} janvier 1945, si elles ont un prénom allemandisé et si elles souhaitent le conserver.

Cela étant, il se trouve que la grande majorité (± 90%) des demandes de passeport est adressée aux communes d'abord. Ce n'est qu'au terme de cette démarche que le Ministère reçoit le formulaire, rempli par l'administration communale, dûment signé par la personne qui demande un passeport, y compris avec le ou les prénoms à consonance allemande, le cas échéant. Les fonctionnaires du Bureau des passeports ne peuvent donc que présumer, en toute bonne foi, que le formulaire qui leur a été transmis par la commune correspond en tout point au souhait de la personne à l'origine de la demande.

Je tenais à rappeler ceci pour ne pas donner l'impression que mes services seraient à la base d'une «discordance» perçue ou réelle.

Avec mes collègues de l'Intérieur, de la Justice et des Finances, chacun dans le cadre de ses compétences, nous suivons ce dossier de près afin d'éviter que les personnes qui auraient omis de procéder au changement de leur prénom auprès de l'officier de l'état civil, ne pâtissent plus que nécessaire des conséquences de cet oubli.

Question 0569 (8.4.2010) de **Mme Christine Doerner** et **M. Marc Lies** (CSV) concernant le **rapport présenté au sénat français relatif au commerce électronique en Europe**:

Nous avons l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 81 du règlement de la Chambre des Députés, nous souhaiterions poser une question urgente à Messieurs les Ministres de l'Économie et du Commerce extérieur et des Communications et des Médias concernant un rapport présenté hier au sénat français et relatif au commerce électronique en Europe.

Dans ce contexte, nous aurions aimé savoir de Messieurs les Ministres de l'Économie et du Commerce extérieur et des Communications et des Médias:

- Quels sont les arguments que le Gouvernement entend faire valoir pour contrecarrer les dires dudit rapport?

Réponse commune (16.4.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias* et de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

La présente réponse n'entend pas s'attarder sur le redressement de certaines affirmations contenues dans le rapport ou sur le ton de certains propos exprimés à l'occasion de sa présentation, ni même sur l'élaboration par rapport à des questions fiscales ne relevant pas directement de la compétence des deux ministres soussignés.

En revanche, il est indispensable de remettre la fiscalité - en l'occurrence l'avantage compétitif spécifique que le Luxembourg peut tirer de son taux de TVA normal le plus faible de l'UE (15%) - dans un contexte plus global.

Il est indéniable que la fiscalité joue un rôle important, voire crucial, dans tout processus décisionnel d'une entreprise ou d'un grand groupe. Toutefois, depuis les six ou sept dernières années que le Gouvernement luxembourgeois s'attèle à diversifier son économie et à développer le secteur du commerce électronique et des nouvelles technologies, l'expérience lui a montré qu'une entreprise (surtout les grandes sociétés dont le rapport fait état) base en général sa décision d'implantation de son quartier général européen sur l'analyse minutieuse de cinq volets différents:

- 1) une analyse de l'environnement réglementaire général s'appliquant à l'activité spécifique de l'entreprise en question;
- 2) une analyse technologique des infrastructures;
- 3) une analyse du cadre financier/fiscal;
- 4) une analyse des ressources humaines et des compétences disponibles;
- 5) une analyse de ce que nous appellerons l'environnement social général.

1) L'environnement réglementaire général d'un pays doit faciliter l'exercice et le développement de l'activité spécifique de l'entreprise. C'est pourquoi le Luxembourg, par un dialogue constant avec les acteurs, une facilité d'accès inégalée aux décideurs politiques et des prises de décision souvent très rapides, veille à assurer un cadre législatif clair, sûr et pragmatique, pouvant s'adapter aux défis de l'innovation.

Ainsi, on peut constater que le Luxembourg a souvent réussi à accommoder des technologies ou des business models innovants, tels que la radiodiffusion paneuropéenne (CLT-UFA, maintenant RTL Group), le satellite (SES ASTRA) ou encore la téléphonie vocale par Internet (Skype).

2) Pour pouvoir réellement développer le secteur du commerce électronique et des nouvelles technologies, il est indispensable de disposer d'infrastructures technologiques de pointe (centres de données performants, excellentes connexions nationales et internationales aux autoroutes de l'information). C'est ce que le Gouvernement a dû constater lorsque, vers 2003, les premières grandes entreprises à s'établir au Luxembourg n'ont à l'époque pas

trouvé les infrastructures nécessaires à accommoder leurs besoins technologiques.

Depuis lors, la situation a évolué de manière impressionnante: grâce à une politique pro active du Gouvernement (entre autres création de Luxconnect; déploiement de Teralink par l'EPT, stratégie pour l'introduction de l'ultra-haut-débit annoncée récemment) et des investissements considérables et continus tant du secteur public que du secteur privé, le Luxembourg s'est hissé, en quelques années seulement, vers le peloton de tête des pays au niveau des infrastructures, ce qu'attestent de nombreux benchmarks internationaux¹.

3) Le cadre fiscal doit être compétitif et attractif pour les sociétés innovantes du commerce électronique et des TIC qui veulent s'implanter dans le pays. Contrairement à ce que semble indiquer le rapport en question, s'il s'agit là peut-être d'une condition sine qua non, cette prémisse n'est certainement pas suffisante à développer à elle seule un nouveau secteur, réel et durable, tel qu'il commence à se profiler au Luxembourg.

L'avantage compétitif dont dispose actuellement le Luxembourg au niveau du taux de TVA a certes permis d'attirer l'attention des premiers grands noms du secteur vers le Luxembourg (notamment AOL), à une époque où le Luxembourg n'était pas encore associé à un centre d'excellence pour de nouveaux services électroniques. La fenêtre dont nous bénéficions jusqu'en 2015 nous permet de continuer de bénéficier de cette visibilité, le temps de parfaire les quatre autres volets sur lesquels un pays est jugé, afin qu'en 2015, la perte de cet avantage spécifique ne soit plus un problème pour le Luxembourg.

4) Un autre facteur essentiel analysé par les entreprises est la présence d'un centre de compétences au niveau des ressources humaines.

Là encore, le Luxembourg bénéficie d'avantages considérables par rapport à bon nombre d'autres pays européens. De par son secteur financier, très «lourd» en besoins informatiques, le Luxembourg disposait déjà d'un vivier important de compétences IT pointues², multilingue de surcroît, ainsi que des compétences financières et juridiques indispensables à toute entreprise.

5) Finalement, tout choix d'une entreprise de venir s'établir dans un pays ne se limite au bout du compte jamais à ces quatre facteurs objectifs, mais reste toujours un choix de personnes, notamment de personnes amenées à vivre dans ce pays, à y amener leur conjoint, à y scolariser leurs enfants, à y accéder et à y voyager, etc.

Aussi le Luxembourg, par sa qualité de vie, son accès facile au cœur de l'Europe, son offre culturelle et multilingue, ses écoles internationales ou encore son attrait de sécurité, ne devrait rougir à rivaliser avec d'autres États qui ont les mêmes ambitions dans ce secteur que nous.

Le rapport en question sous-estime la complexité de la décision qui amène une entreprise à choisir le pays à partir duquel elle opère ses activités en Europe.

Le Gouvernement est conscient qu'il serait simpliste et fatal de ne miser que sur la fiscalité pour espérer développer un nouveau secteur, que ce soit celui du com-

merce électronique ou un autre.

C'est pourquoi il a concentré ces dernières années ses efforts sur l'amélioration de ces autres facteurs déterminants. Ceci a d'ores et déjà produit ses effets, a attiré bon nombre d'entreprises importantes à venir s'installer au Luxembourg et fera en sorte qu'en 2015, le Luxembourg aura su convaincre par d'autres arguments qu'il mérite bien sa place comme centre d'excellence dans le secteur des nouvelles technologies en Europe.

¹ - Ainsi, la récente étude de IDC estime que le Luxembourg „is now a top location to accommodate ICT enterprises with the intention to develop their business throughout Europe“.

- Au niveau de l'UIT (Union Internationale des Télécommunications), le dernier rapport «Mesurer la Société de l'Information (2010)» place le Luxembourg en tant que deuxième pays le plus développé en matière de TIC et le plus connecté, parmi les 159 pays pris en compte (2002: 21^e position!). De plus, selon le même rapport, le Luxembourg se situe au 4^e rang des pays dans lesquels le prix des services TIC est le plus faible par rapport aux revenus.

- Le 13^e rapport d'évaluation sur le Marché Unique des Télécoms de la Commission européenne (2008) note encore que le Luxembourg jouit d'un taux de pénétration de la large bande très élevé.

² Selon une étude réalisée par Deloitte en septembre 2007, le Luxembourg est l'un des pays de l'OCDE qui occupe la proportion la plus importante de spécialistes IT, avec près de 4,7% de la population active, soit plus de 15.000 personnes.

Question 0572 (9.4.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant la **statistique CORE Call 2009**:

In einer Pressemitteilung des FNR vom 18. Februar 2010 wird die Bilanz des letztjährigen CORE Calls gezogen. In den der Pressemitteilung beigefügten „fact sheets“ fällt auf, dass nicht unbedingt zahlreiche Projekte in diesem CORE Call zurückgehalten wurden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Unter den angesprochenen Fact Sheets „Statistics - Call 2009“ ist zu lesen, dass in „Biomedical Sciences“ 21 Full Proposals unterbreitet wurden. Allerdings wurden nur insgesamt drei Vorschläge von den externen und internationalen Gutachtern anerkannt. Was sind die Gründe für diese Situation?

2) Kann der Minister weitere Informationen geben zu der Art von Projekten, die im Bereich der „Biomedical Sciences“ unterbreitet wurden?

3) Kann der Minister Einzelheiten zu den betroffenen Abteilungen in den öffentlichen Forschungszentren angeben, die hier keine Anerkennung für ihre unterbreiteten Forschungsprojekte erhielten?

4) Was denken Sie - nach einer eingehenden Ursachenanalyse - zu unternehmen um das vermeintlich sehr unzufriedenstellende Abschneiden gewisser Abteilungen im CRP-Santé beim CORE Call 2009 zu verbessern?

Réponse (6.5.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Wie bereits in der Antwort zu Ihrer Anfrage N°0265 vom 20. November 2009 erwähnt (cf. *compte rendu N°7/2009-2010*), werden die von den öffentlichen Forschungsinstitutionen eingereichten Projekte von hochrangigen

unabhängigen Experten nach internationalem Standard und klar definierten Evaluierungskriterien bewertet. Wissenschaftliche Qualität zählt dabei im Rahmen des CORE-Programms zu einem der wesentlichen Bewertungskriterien. Darüber hinaus müssen die eingereichten Projekte ebenfalls die weiteren Bewertungskriterien wie Innovationsansatz, Effizienz, Sichtbarkeit und Valorisation (mögliche sozioökonomische Auswirkungen) nach internationalem Standard erfüllen.

In diesem Zusammenhang sind Erfolgsraten um die 20% auch im internationalen Vergleich durchaus nicht ungewöhnlich. Nur Forschung auf hohem Niveau hat eine positive und nachhaltige Auswirkung und ermöglicht es so, die gesellschaftlichen Herausforderungen und Bedürfnisse langfristig zu meistern.

Der Bereich „Biomedical Sciences“ umfasste bei der Ausschreibung des Jahres 2009 Projekte in den Bereichen der regenerativen Biomedizin, der translationalen und angewandten Biomedizin sowie der öffentlichen Gesundheit (public health). Für den letztgenannten Bereich war die Erfolgsrate bei der angesprochenen Ausschreibung besonders niedrig. Dies hat, nach Ansicht der Verantwortlichen des Fonds national de la Recherche, hauptsächlich mit der zu breit gefassten inhaltlichen Beschreibung dieses Bereiches zu tun, welche von Antragstellern einerseits und den Evaluatoren andererseits teilweise unterschiedlich interpretiert wurde. In diesem Sinne wurde die inhaltliche Beschreibung des Bereichs „Biomedical Sciences“ inzwischen einer Überarbeitung oder genauer gesagt, einer besseren Fokussierung unterzogen. Diese neue Beschreibung des Bereiches „Biomedical Sciences“ ist in den aktuellen Aufruf CORE 2010 eingeflossen.

Über das Forschungszentrum CRP-Santé hinaus konnten auch Projektvorschläge von Seiten der Universität du Luxembourg, des Centre hospitalier, des Laboratoire national de Santé und des CRP-Henri Tudor in diesem Bereich bei diesem Projektauftrag nicht zurückgehalten werden.

Im Zusammenhang mit der letzten Frage ist es sinnvoll, erneut (ich verweise auf die Antwort zu Ihrer Anfrage N°0447 vom 9. Februar 2010) (*non encore publiée*) an das im Forschungsrahmengesetz vom 9. März 1987 verankerte Prinzip der Autonomie der öffentlichen Forschungszentren zu erinnern. Es obliegt einzig und allein dem Verwaltungsrat des CRP-Santé, die notwendigen Schlüsse zu ziehen und, falls als notwendig erachtet, Maßnahmen einzuleiten.

Question 0573 (9.4.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant la **formation continue pour enseignants**:

Jede Schule ist nur so gut wie ihre Lehrer. Kürzlich verweilten Fachlehrer aus Berlin hier in Luxemburg, um das Schulpersonal in einem Fortbildungsseminar über neue Lernwege zu informieren. Dabei wurde dem Lehrpersonal die Methode „Lernen mit Zielen“ näher gebracht.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie oft werden solche Kurse angeboten?

2) Sind diese Kurse obligatorisch?

3) Wenn nicht, wieviel Lehrpersonal hat von dieser Weiterbildung profitiert?

4) Was ist der Kostenpunkt dieses Fortbildungskurses?

5) Wie ist das Echo über diese Fortbildungsmaßnahme beim Lehrpersonal?

Réponse (5.5.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Ein wichtiger Aspekt von gelingendem Unterricht ist, dass die Lehrerin und der Lehrer in der Planungsphase formulieren, welchen Zuwachs an Kompetenz die Schülerinnen und Schüler nach dem Unterricht erworben haben sollen. Diese kompetenzorientierten Zielformulierungen beschreiben nicht den Prozess des Lernens, sondern das von den Lehrenden angestrebte Resultat auf der Seite des Lernenden, wobei zu beachten ist, dass diese Ziele auf unterschiedlichen Wegen von Schülerinnen und Schülern differenziert erreicht werden können.

Aus der Fragestellung ergibt sich, dass der ehrenwerte Abgeordnete Präzisionen zur Weiterbildung „Das Portfoliokonzept in Kindergarten und Schule“, die im Rahmen des Institut de Formation continue des SCRIPT angeboten wird, möchte.

Die Weiterbildung ist in zwei Module aufgeteilt:

1. Modul: „Einführung in die Portfolioarbeit“ mit den inhaltlichen Schwerpunkten:

- Einführung in die Portfolioarbeit (Lernen mit Zielen, Beobachtung und Begleitung sowie Dokumentation von Bildungsprozessen in Kindergarten und Schule);

- praktische Übungen zur Arbeit mit dem Portfolio (Benennung von Kompetenzen, Definition von Lernzielen);

- pädagogisch funktionale Gestaltung der Klassenräume;

- fächerübergreifende Unterrichtsgestaltung;

- Zusammenarbeit im Team / Bezugslehrersystem etc.

2. Modul: „Folgeveranstaltung zur Portfolioarbeit“ mit den inhaltlichen Schwerpunkten:

- Reflexion der gemachten Arbeitserfahrungen vor Ort in den Einrichtungen;

- Vertiefung und nachhaltige Festigung der erlernten Arbeitsmethoden zur Portfolioarbeit.

Zu Frage 1): Das Seminar wurde bisher achtmal in Luxemburg angeboten, siebenmal als schulinterne Weiterbildungsmaßnahme und einmal als nationale Veranstaltung.

Zu Frage 2): Die Kurse sind nicht obligatorisch, sind jedoch ein Bestandteil der Weiterbildungsgebiete, die von der Ministerin im Rahmen der Umsetzung der Reform der Grundschule als prioritär eingestuft wurden. Diese Seminare können sowohl in einer national organisierten Weiterbildung individuell besucht werden als auch auf Anfrage von Schulkomitees als schulinterne Weiterbildungsmaßnahme organisiert werden.

Zu Frage 3): An den acht Kursen haben bisher 273 Lehrerinnen und Lehrer teilgenommen.

Zu Frage 4): Die Dienststelle SCRIPT übernimmt die Kosten der Kurse. Die Tagespauschale des Referenten beträgt 784 € zusätzlich der Reise- und Aufenthaltskosten. Die Kurse sind gratis für alle Lehrerinnen und Lehrer.

Zu Frage 5): Die Rückmeldungen nach den zwei Modulen sind eher sehr positiv bis positiv. Das Weiterbildungsinstitut des SCRIPT steht in regelmäßigem Kontakt mit den Weiterbildnern, um auf Anpassungswünsche sowie Problemstellungen schnell reagieren zu können.

Question 0575 (9.4.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **Centre intégré pour personnes âgées à Diekirch**:

Dans le cadre du projet Alexis Heck à Diekirch, un nouveau centre intégré pour personnes âgées sera construit sur initiative de Servior. La commune de Diekirch s'étant retirée du projet pour des raisons financières, Servior sera le maître d'ouvrage et le futur gestionnaire-exploitant de ce projet.

Il a été porté à ma connaissance que Servior, établissement public, a confié les travaux de construction à une firme étrangère sans respect de la procédure des marchés publics.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Famille:

1. Madame la Ministre peut-elle confirmer que Servior est le maître d'ouvrage de ce projet à Diekirch?

2. Est-ce qu'une participation financière étatique au projet est prévue de la part du Ministère de la Famille? Si oui, pour quel montant et quel pourcentage de la valeur totale des travaux?

3. À quelle hauteur l'établissement public Servior engage-t-il ses propres fonds dans les travaux du futur CIPA de Diekirch?

4. Est-ce que la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics a été respectée?

Réponse (6.5.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Le projet de la construction d'une maison de soins à Diekirch est l'initiative d'un promoteur privé qui, dans le cadre d'un nouveau lotissement, a prévu de construire également une maison de soins.

Servior, qui n'en est pas et n'en a jamais été le maître d'ouvrage, s'est intéressé au projet et a pu trouver un accord avec le promoteur pour l'acquisition en état futur d'achèvement de l'immeuble en question. Le maître d'ouvrage est et restera le promoteur.

La question du respect des dispositions de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics ne se pose dès lors pas dans le présent cas de figure.

La ville de Diekirch, devant l'alternative d'opérer à l'actuel Centre intégré pour personnes âgées une rénovation profonde et très coûteuse ou de construire un nouveau centre, a pris contact avec Servior pour demander si l'établissement public, dès l'ouverture du nouveau centre, ne pourrait pas reprendre les pensionnaires et le personnel de l'actuel centre intégré. L'actuel centre serait alors fermé et le bâtiment affecté à d'autres fins. Servior a accédé à la demande et pourrait conclure à cette fin un accord avec la ville de Diekirch.

À l'instar des autres gestionnaires de centres pour personnes âgées, réalisant un tel projet, Servior bénéficiera d'une participation financière de l'État de 70% du coût d'acquisition et d'équipe-

ment qui devrait s'élever à quelque 21.500.000 € hors TVA. L'engagement de fonds propres de Servior s'élève à 30% du coût total d'acquisition et d'équipement du centre.

Question 0584 (14.4.2010) de **M. Ben Scheuer** (LSAP) concernant les **Motocyclistes**:

Avec la nouvelle saison des motards qui vient de débuter, le nombre d'accidents de la route impliquant des motocyclistes risque de nouveau d'augmenter.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Dans le cadre des efforts entrepris par le Gouvernement pour améliorer la sécurité routière, Monsieur le Ministre prévoit-il, conformément au programme gouvernemental, une campagne de sensibilisation qui s'adresse spécialement aux motocyclistes? Dans l'affirmative, est-ce que cette campagne sera lancée cette année et sera-t-elle réalisée en concertation avec la Police grand-ducale?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que la mise à disposition d'un terrain d'entraînement pour les motocyclistes pourrait contribuer à une meilleure formation de ces derniers? Dans l'affirmative, est-il prévu de mettre en place un tel terrain? Ce terrain sera-t-il, le cas échéant, accessible à titre gratuit à tous les motocyclistes?

- Quelles étaient en 2009 au Luxembourg les causes les plus fréquentes pour les accidents impliquant des motocyclistes?

Réponse (6.5.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur les mesures envisagées par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures pour assurer une plus grande sécurité routière pour les motocyclistes.

En analysant les accidents impliquant des motocyclistes, on constate qu'ils trouvent leur origine souvent dans une vitesse non adaptée aux circonstances voire dans des fautes de conduite individuelles. Cette information confirme l'importance d'une sensibilisation et d'une formation adéquate des motocyclistes.

La sécurité routière compte parmi les priorités du Gouvernement et dans ce contexte le Ministère du Développement durable et des Infrastructures mise sur la continuité en matière de prévention et de sensibilisation par l'organisation de plusieurs actions à l'attention des motocyclistes.

Dans cet ordre d'idées, le département des Transports est présent lors des événements concernant les motocyclistes et ceci notamment à Diekirch, Mersch et Dudelange. En effet, une telle présence permet d'entrer en contact direct avec les intéressés afin de

les conseiller et de répondre de manière ciblée à leurs questions.

Ensuite, sous le haut patronat du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, le Centre de formation pour conducteurs de Colmar-Berg organise des cours de remise en forme pour les motocyclistes afin de leur permettre de rafraîchir leur technique de conduite, de détecter et de corriger d'éventuels déficits de sorte à être mieux préparés pour les premières sorties en moto. Dans le cadre de cette action, un dépliant a été rédigé reprenant les six situations-type qui mènent le plus souvent à des séquelles fatales pour le motocycliste.

Par ailleurs, il est prévu de lancer une campagne de sensibilisation qui s'adressera exclusivement aux motocyclistes.

Les crédits budgétaires requis à cet effet ont été demandés dans le cadre du projet de budget de l'État pour l'exercice 2011. Pour ce qui est de la mise à disposition éventuelle d'un terrain d'entraînement pour les motocyclistes, je vais charger mes services responsables d'analyser la possibilité d'aménager des espaces d'entraînement sur le site projeté du Centre de formation pour conducteurs à Sanem.

Question 0586 (15.4.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les **agressions envers les services de secours**:

Wie die durch den Innenminister vorgelegten Zahlen belegen, nimmt die Kriminalität im Lande zu, und dieses Phänomen geht dann auch nicht spurlos am Umfeld des Rettungswesens vorbei.

So bedarf es nur des Durchlesens des von der Police grand-ducale auf dem Internet veröffentlichten „Bulletin de Presse“, um sich der Situation bewusst zu werden, wie die Mitarbeiter des Rettungswesens zuweilen bei der Ausübung ihrer Funktion in bedrohliche Situationen geraten.

So wird beispielsweise in den Mitteilungen des letzten Monats berichtet, dass beispielsweise „die Sanitäter die Hilfe der Polizei benötigen beim Abtransport eines betrunkenen Mannes“, oder „Frau randalierte im Wartesaal des CHEM - Urgence“ oder „Betrunkenen Randalierer wurde ins Krankenhaus gebracht. Dort beschimpfte er das Personal“.

Man kann davon ausgehen, dass eine Reihe von Vorfällen nicht protokolliert wurden, weil die Polizei nicht in allen Fällen zur Schlichtung hinzugezogen wurde.

In Frankreich wurde dieses Phänomen unlängst durch einen Bericht des „Ordre national des médecins“ in die Aktualität gebracht. Die Anzahl der Aggressionen gegen Ärzte sei in Frankreich zwar stabil, allerdings sind die Angriffe den Ärzten gegenüber gewalttätiger geworden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Gibt es eine systematische Erfassung von Vorfällen, in denen Mitglieder des Rettungswesens (von der Protection civile im weitesten Sinne bis zum Gesundheitspersonal der Notfalldienste von Akutkliniken) verbal und/oder physisch bedroht, belästigt oder gar angegriffen wurden?

2) Welche Maßnahmen sind vorgesehen um diesem Phänomen zu begegnen und die Professionellen des Rettungswesens sowie des Notfalldienstes zu schützen?

3) Sieht der Minister anhand von ihm vorliegenden Erfahrungsberichten und aufgrund objektiver Zahlen eine ähnliche Tendenz wie in Frankreich, nämlich eine Erhöhung des Aggressionspotenzials und eine Intensivierung der Gewalttätigkeit?

4) Welche konkreten Maßnahmen gedenkt der Minister zu treffen, um zum Schutz des Gesundheitspersonals in den Notfalldiensten und der Fachkräfte, die im Rettungswesen tätig sind, beizutragen?

5) Wird der Minister gegebenenfalls die systematische Erfassung von solchen Vorfällen anordnen und ihre Auswertung zur Ausarbeitung von geeigneten Personenschutzmaßnahmen verwenden wollen?

Réponse (5.5.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Vorfälle, bei denen Mitglieder der Rettungsdienste beim Einsatz einer physischen Aggression ausgesetzt wurden und dabei einen körperlichen Schaden erlitten haben, werden derzeit systematisch erfasst. Diese Fälle werden der gesetzlichen Unfallversicherung unverzüglich gemeldet.

Insgesamt 22 solcher Fälle wurden innerhalb der letzten drei Jahre von den Rettungseinheiten des Zivilschutzes gemeldet (2007: 10 Fälle, 2008: 9 Fälle, 2009: 3 Fälle). Bei den kommunalen Feuerwehren hingegen wurden in den letzten Jahren keine Tötlichkeiten, die zu Körperschäden führten, aktenkundig.

Aggressionen ohne Körperschäden werden der Verwaltung für Rettungswesen nicht systematisch gemeldet. Hierbei handelt es sich größtenteils um Verbaljurien oder Einschüchterungsversuche durch Personen, die unter Alkohol- bzw. Drogeneinfluss stehen oder unter psychischen Störungen leiden. Nach Angaben der Einsatzzentren des Zivilschutzes scheint es in den letzten Jahren nicht zu einer verstärkten Zunahme solcher Tötlichkeiten gekommen zu sein.

Die Verwaltung für Rettungswesen versucht, den Rettungskräften den bestmöglichen Schutz zu gewährleisten. Bei Einsätzen, bei denen von vornherein mit Gewalttätigkeiten gerechnet werden muß, zum Beispiel bei Schlägereien, wird systematisch die Leitstelle 113 der Polizei von der Notrufzentrale 112 alarmiert. Die Einsatzkräfte werden angehalten, sofort über die Notrufzentrale 112 die Polizei anzufordern, falls sie beim Eintreffen am Einsatzort eine Situation vorfinden, die potenziell zu Gewalt eskalieren könnte.

Bei Körperschäden unterstützt die Verwaltung die ehrenamtlichen Mitarbeiter bei der Erstattung einer Anzeige.

Außerdem sieht die Verordnung betreffend die Organisation der Einheiten des Zivilschutzes, welche in Kürze in Kraft treten wird, vor, dass ehrenamtliche Einsatz-

kräfte, die einen Schaden bei einem Einsatz erleiden, vom Staat entschädigt werden, insofern kein Eigenverschulden vorliegt oder sie nicht schon anderweitig entschädigt werden.

Des Weiteren hat die Verwaltung für Rettungswesen 2009 begonnen, den Rettungskräften spezifische Antiaggressionskurse anzubieten, die von einem externen Dienstleistungsunternehmen abgehalten werden. Aufgrund der Teilnehmerbeschränkung pro Kurs und des regen Interesses auf das solche Kurse gestoßen sind, werden in letzter Zeit solche Kurse zusätzlich von verschiedenen Einsatzzentren in eigener Initiative organisiert.

Question 0598 (21.4.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **droits des patients**:

Le programme gouvernemental de juillet 2009 a annoncé que le «Gouvernement déposera un projet de loi relatif aux droits et obligations du patient» qui permettra, entre autres, l'instauration d'un système de gestion des plaintes centré sur le patient, la mise en place d'une instance de médiation, ceci en collaboration avec le Centre de Médiation, ainsi que la création d'une association de patients représentative.

Ces mesures sont certainement dans l'intérêt du patient, alors qu'elles amélioreront incontestablement la promotion et la garantie des droits de ce dernier.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si les travaux en vue de l'élaboration du projet de loi cité ci-dessus ont déjà été entamés?

- Dans l'affirmative, selon l'estimation de Monsieur le Ministre, dans quel délai le projet pourra-t-il être déposé à la Chambre des Députés?

Réponse (6.5.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Conformément au programme gouvernemental 2009-2014, mon département est en cours d'élaborer un avant-projet de loi relatif aux droits et obligations du patient. À cette fin, il s'est notamment entouré des conseils du Prof Dr Herman NYS, professeur de droit médical et directeur du «Center for Biomedical Ethics and Law» à la «Katholieke Universiteit Leuven (Belgique)».

Les premiers travaux sont déjà bien avancés et je compte pouvoir finaliser le texte de l'avant-projet de loi pour le mois de juillet 2010.

J'entends ensuite procéder à une large consultation des organes consultatifs et autres acteurs concernés sur base de cet avant-projet.

Je voudrais rassurer l'honorable Député que les travaux seront continués avec célérité. Toutefois la date du dépôt du projet de loi définitif à la Chambre des Députés sera fonction des avis à recueillir dans le cadre de cette consultation.